This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

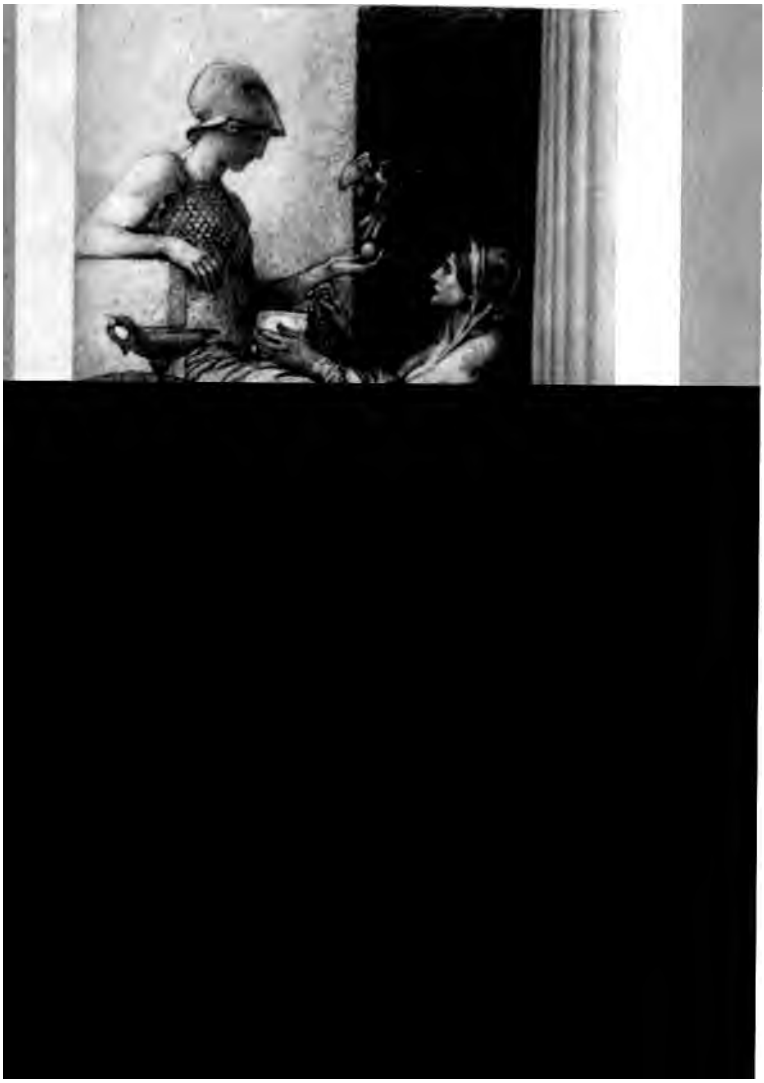
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

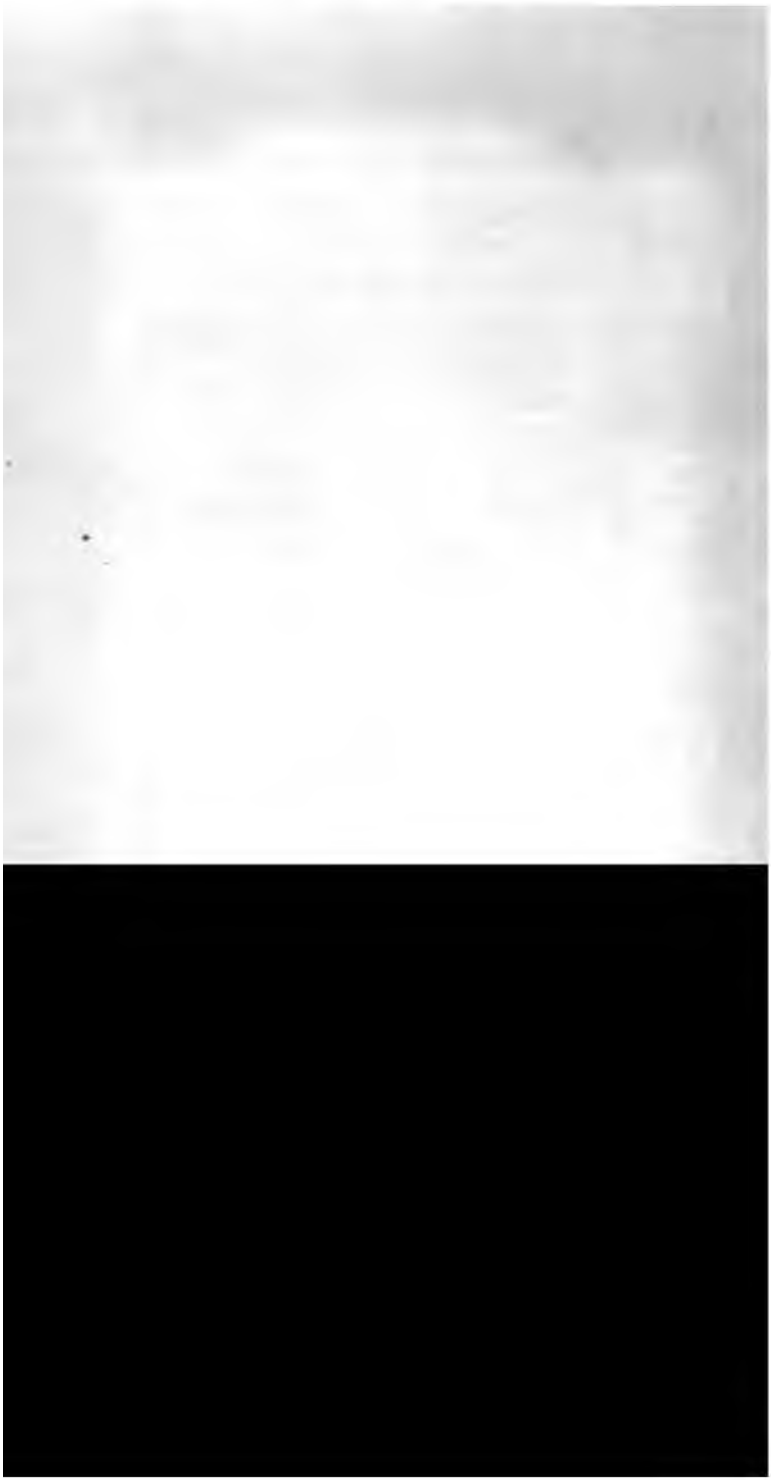
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

944.05
N216A
v.6
SAL

From the Jarboe Library





LIBRARY
Leland Stanford, Jr.
UNIVERSITY

Faisant connaître 1800.

BO

ALEX. BERTHIE
GÉNÉRAL EN CHEF. R-GÉNÉRAL.

RÉCAPITUL

Infanterie.....
Cavalerie..... 4,964
Artillerie et Génie..... 3,312
1,400

9,676 hom

MÉMOIRES

DE NAPOLÉON.

TOME VI.

LIBRARY
Leland Stanford, Jr.
UNIVERSITY

MÉMOIRES

POUR SERVIR

A L'HISTOIRE DE FRANCE,

SOUS LE RÈGNE

DE NAPOLÉON,

ÉCRITS A STE.-HÉLÈNE SOUS SA DICTÉE,

PAR LES GÉNÉRAUX QUI ONT PARTAGÉ SA CAPTIVITÉ.

DEUXIÈME ÉDITION.

DISPOSÉE DANS UN NOUVEL ORDRE,

ET AUGMENTÉE DE CHAPITRES INÉDITS, ETC., ETC.

TOME SIXIÈME.

PARIS,

BOSSANGE PERE, LIBRAIRE,

RUE DE RICHELIEU, N. 60;

DUFOUR ET Cie, LIBRAIRES,

RUE DU PAON, N. 1.

1830.

LIBRARY

MÉMOIRES DE NAPOLÉON.

SIÉGE DE TOULON.

Premières opérations de l'armée d'Italie, en 1792. — Expédition de Sardaigne. — Toulon livré aux Anglais. — Plan d'attaque adopté contre Toulon. — Siége et prise de la place. — Principes sur l'armement des côtes. — Armement des côtes de la Méditerranée. — Prise de Saorgio. — Positions de l'armée française. — Napoléon accusé. Combat du Cair. — Montenotte. — Napoléon se rend à Paris. — Kellermann, général en chef de l'armée d'Italie. — Schérer. — Loano.

§ Ier.

Le général Anselme, à la tête de 12 à 15,000 hommes, passa le Var, le 28 septembre 1792; il s'empara de Nice, du fort de Montalban, du château de Villefranche, sans presque éprouver de résistance. L'attaque faite sur Chambéry par le général Montesquiou, paraissant plus pressante, avait attiré l'attention de la cour de Sardaigne, qui avait renoncé à défendre la ligne

du Var; elle avait placé sa ligne de défense dans le comté de Nice, occupant les camps d'Hutel sur la droite, de Lantosque sur le centre, et ceux de Rans et des Fourches à Saorgio sur la gauche.

L'armée française trouva les forts de Montalban et de Villefranche garnis de leur artillerie, soit que la résolution d'abandonner ces places n'eût été prise qu'au dernier moment, soit que l'on craignît de répandre l'alarme dans tout le pays.

A la fin de l'année, on prit Sospello, l'ennemi le reprit de nouveau; mais, en novembre, il resta définitivement aux Français.

Le quartier-général de l'avant-garde fut porté à l'Escarène : l'on se trouva maître de Breglio, et l'on eut ainsi un pont sur la Roya.

La ligne des camps sardes, ou la position de

cienne France. La source, le centre et l'embouchure de cette rivière, sont défendus par les places de Colmars, Entrevaux et Antibes, construites par Vauban. C'est un torrent guéable; mais lors de la saison des pluies et de la fonte des neiges, il devient très large, rapide et profond. La force des eaux occasione des affouillements considérables près des piles des ponts; les pilotis ont besoin de fréquentes réparations.

L'artillerie fut chargée d'établir la défense des hauteurs de Nice; elle les arma d'une trentaine de bouches à feu, en appuyant ces batteries au Poglion, petit torrent qui prend sa source dans les monticules du troisième ordre; il baigne les murs de la ville. Ces dispositions permettaient de disputer Nice quelque temps.

Les militaires attachaient peu d'importance à ces travaux, parce qu'ils pensaient que, si on était dans le cas d'être menacé dans Nice, l'ennemi se porterait sur le Var, et qu'aussitôt qu'on se verrait au moment d'être tourné, on serait contraint d'évacuer la ville et de repasser le Var.

Le général Biron succéda au général Anselme dans le commandement de l'armée d'Italie; il y resta peu, et fut remplacé par le général Brunet. Ce dernier était actif et entreprenant. Le 8 juin 1793, ce général, fier d'avoir sous ses

ordres 20 à 25,000 hommes d'élite, et qui brûlaient d'impatience et de patriotisme, prend la résolution d'attaquer l'ennemi. Son but était de le jeter dans la plaine, de s'emparer du comté de Nice, et de prendre position sur la grande chaîne des Alpes. En conséquence, il exécuta diverses attaques contre les camps ennemis. Tout ce qu'il était possible de faire, les troupes françaises le firent dans cette attaque. L'ennemi fut chassé de toutes ses positions isolées ; mais il se réfugia dans toutes les positions centrales : là, il était inexpugnable. Le général s'obstina mal à propos à tenter de nouvelles attaques sur ce point. Le résultat fut d'y perdre l'élite de nos troupes, sans causer à l'ennemi une perte proportionnée à la nôtre. Nous fûmes, et nous devions l'être, repoussés partout.

était maître de la mer : il avait attaqué et brûlé la petite ville d'Oneille, qui appartient au roi de Sardaigne ; ses équipages y avaient commis des excès qui avaient révolté toute l'Italie.

Les uns croient que l'expédition de Sardaigne fut proposée par cet amiral ; d'autres, qu'elle le fut par le conseil exécutif : mais, dans tous les cas, il fut chargé en chef de la concerter et de la diriger.

Le général de l'armée d'Italie devait lui fournir des troupes ; il ne voulut point lui donner celles qui avaient passé le Var : il mit à la disposition de l'amiral 4 à 5,000 hommes de la phalange marseillaise, qui étaient encore à Marseille. Le général Paoli, qui commandait en Corse, mit aussi à sa disposition trois bataillons de troupes de ligne qui étaient dans cette île. La phalange marseillaise était aussi indisciplinée que lâche, la composition des officiers aussi mauvaise que celle des soldats ; ils traînaient avec eux tous les désordres et les excès révolutionnaires. Il n'y avait rien à attendre de pareilles gens : mais les trois bataillons tirés de la vingt-troisième division étaient des troupes d'élite.

Dans le courant de décembre, l'amiral mena sa flotte en Corse, manœuvra malheureusement, et perdit plusieurs frégates et vaisseaux de haut-

bord, entre autres le *Vengeur*, vaisseau tout neuf de quatre-vingts canons, qui toucha en entrant à Ajaccio. Cependant cet amiral, croyant pouvoir suffire à tout, ne s'était point occupé du soin de désigner le général qui devait commander les troupes à terre; ce qui était pourtant l'opération la plus importante et la plus décisive pour l'expédition. Il trouva en Corse le général de brigade Casa-Bianca, depuis sénateur, brave homme, mais sans expérience, et qui n'avait jamais servi dans les troupes de ligne : l'amiral, sans le connaître, le prit avec lui, et lui donna le commandement des troupes. C'est avec de telles troupes et de tels généraux que l'expédition se dirigea sur Cagliari.

Cependant, comme cette escadre avait séjourné plus de deux mois en Corse, et que d'ailleurs le plan de l'expédition était public dans

tenir, prirent la fuite en criant à la trahison; ils massacrèrent un bon officier de la ligne, qui leur avait été donné pour les conduire. Ce régiment de dragons aurait enlevé toute la phalange marseillaise; mais les trois bataillons de la ligne, venant de la Corse, arrêtèrent cette charge, et donnèrent le temps à l'amiral de venir rembarquer ses troupes sans aucune perte. L'amiral regagna Toulon, après avoir perdu plusieurs vaisseaux, qu'il brûla lui-même sur les plages de Cagliari.

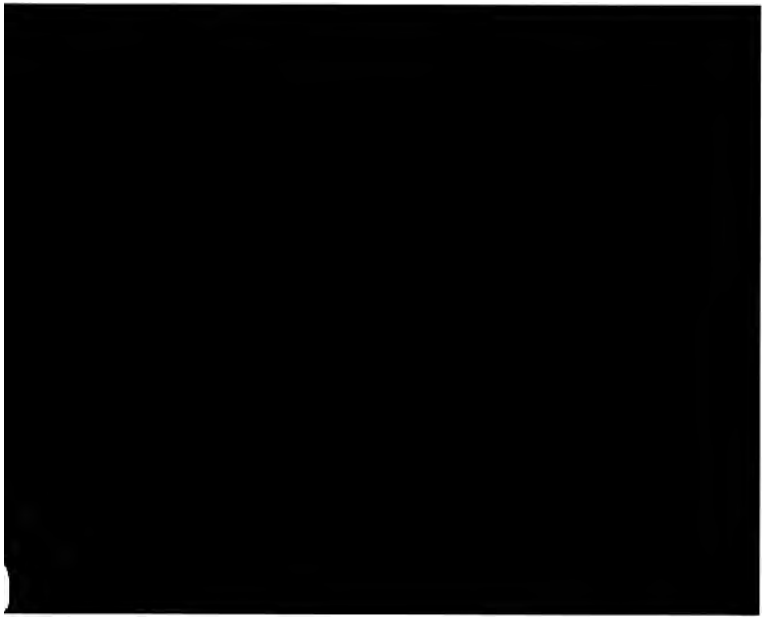
Cette expédition ne pouvait avoir aucun but; elle eut lieu sous prétexte de faciliter l'arrivée des blés de l'Afrique en Provence, où l'on en manquait, et même de s'en procurer dans cette île abondante en grains. Mais alors le conseil exécutif aurait dû faire choix d'un officier-général propre à ce commandement, lui donner les officiers d'artillerie et de génie nécessaires: il aurait fallu quelques escadrons de cavalerie et quelques chevaux d'artillerie. Ce n'était point des levées révolutionnaires qu'il fallait y envoyer, mais bien 15,000 hommes de bonnes troupes.

On rejeta depuis la faute sur le général commandant l'armée d'Italie, et ce fut à tort : ce général avait désapprouvé l'expédition; et il avait agi conformément aux intérêts de la ré-

publique, en conservant les troupes de ligne pour défendre la frontière et le comté de Nice. Il fut jugé, et périt sur l'échafaud sous le prétexte de trahison, tant en Sardaigne qu'à Toulon : il était aussi innocent d'un côté que de l'autre.

L'escadre était composée de bons vaisseaux, les équipages complets, les matelots habiles, mais indisciplinés et anarchistes, à la manière de la phalange marseillaise, se réunissant en clubs et sociétés populaires : ils délibéraient et pesaient les intérêts de la patrie; dans tous les ports, ils signalaient leur arrivée en voulant pendre quelques citoyens, sous prétexte qu'ils étaient nobles ou prêtres : ils portaient partout la terreur.

§ III.



cert avec eux, les Toulonnais appelèrent les Anglais, et leur livrèrent cette place, l'une de nos plus importantes : nous y avions vingt à vingt-cinq vaisseaux de ligne, des établissements superbes, un matériel immense. A cette nouvelle, le général Lapoype partit de Nice avec 4,000 hommes, accompagné des représentants du peuple Fréron et Barras; il se porta sur Saulnier, observant les redoutes du cap Brun, que les ennemis occupaient avec une partie de la garnison du fort la Malgue, le rideau des forts de Pharaon, et la ligne comprise entre le cap Brun et le fort Pharaon.

D'un autre côté, le général Cartaux, avec les représentants du peuple Albitte, Gasparin et Salicetty, se porta sur le Beausset, et observa les gorges d'Ollioules, dont l'ennemi était maître. Les coalisés anglais, espagnols, napolitains, sardes, etc., accourus de partout, étaient non-seulement en possession de la place, mais encore des défilés et avenues, à deux lieues de la ville.

Le 10 septembre, le général Cartaux attaqua les gorges d'Ollioules, et s'en empara : ses avant-postes arrivèrent à la vue de Toulon et de la mer; on s'empara de Sixfours; on réarma le petit fort de Nazer. La division du général Cartaux n'était que de 7 à 8,000 hommes, et elle

ne pouvait avoir de communications directes avec celle de l'armée d'Italie, commandée par le général Lapoype : s'en trouvant séparée par les montagnes du Pharaon, elle ne pouvait communiquer que très en arrière.

L'armée de Cartaux à droite, et celle de Lapoype à gauche, n'avaient donc rien de commun : les postes même ne pouvaient pas s'apercevoir.

§ IV.

De grandes discussions eurent lieu sur la conduite du siége. La principale attaque devait-elle se faire par la gauche ou bien par la droite ? La gauche était arrêtée par les forts Pharaon et la Malgue : ce dernier est un des forts construits avec le plus de soin que nous ayons dans aucune de nos places fortes. La droite n'avait à prendre

d'artillerie, vint de Paris, envoyé par le comité de salut public, pour commander l'artillerie du siége. La révolution avait porté au grade supérieur de l'artillerie les sous-officiers et les lieutenants en troisième. Un grand nombre d'entre eux étaient susceptibles de faire de bons généraux dans cette arme; mais beaucoup n'avaient ni la capacité, ni les connaissances nécessaires pour remplir les grades élevés, où l'ancienneté et l'esprit du temps, seulement, les avaient placés.

A son arrivée, Napoléon trouva le quartier-général au Beausset; on s'occupait des préparatifs à faire pour brûler l'escadre coalisée dans la rade de Toulon. Le lendemain, le commandant de l'artillerie alla, avec le général en chef, visiter les batteries. Quel fut son étonnement de trouver une batterie de six pièces de 24, placée à un quart de lieue des gorges d'Ollioules, à trois portées de distance des bâtiments anglais, et à deux du rivage; et tous les volontaires de la Côte-d'Or et les soldats du régiment de Bourgogne occupés à faire rougir les boulets dans toutes les bastides (1)! Il témoigna son mécontentement au commandant de la batterie, qui s'excusa sur ce qu'il n'avait fait qu'obéir aux ordres de l'état-major.

(1) Nom qu'on donne, dans le Midi, aux maisons de campagne.

Le premier soin du commandant de l'artillerie fut d'appeler près de lui un grand nombre d'officiers de cette arme, que les circonstances de la révolution avaient éloignés. Au bout de six semaines, il était parvenu à réunir, à former et à approvisionner un parc de deux cents bouches à feu. Le colonel Gassendi fut mis à la tête de l'arsenal de construction de Marseille.

Les batteries furent avancées et placées sur les points les plus avantageux du rivage : leur effet fut tel, que de gros bâtiments ennemis furent démâtés, des bâtiments légers coulés, et les Anglais contraints de s'éloigner de cette partie de la rade.

Pendant que l'équipage de siége se complétait, l'armée se grossissait. Le comité de salut public envoya des plans et des instructions re-

toutes les opérations à faire pour se rendre maître de Toulon par un siége en règle.

Le commandant d'artillerie, qui, depuis un mois, avait reconnu exactement le terrain, qui en connaissait parfaitement tous les détails, proposa le plan d'attaque auquel on dut Toulon. Il regardait toutes les propositions du comité des fortifications comme inutiles, d'après les circonstances où l'on se trouvait : il pensait qu'un siége en règle n'était pas nécessaire. En effet, en supposant qu'il y eût un emplacement tel, qu'en y plaçant quinze à vingt mortiers, trente à quarante pièces de canon, et des grils à boulets rouges, l'on pût battre tous les points de la petite et de la grande rade, il était évident que l'escadre combinée abandonnerait ces rades ; et dès lors la garnison serait bloquée, ne pouvant communiquer avec l'escadre qui serait dans la haute mer. Dans cette hypothèse, le commandant d'artillerie mettait en principe que les coalisés préféreraient retirer la garnison, brûler les vaisseaux français, les établissements, plutôt que de laisser dans la place 15 à 20,000 hommes, qui, tôt ou tard, seraient pris sans pouvoir alors rien détruire, afin de se ménager une capitulation.

Enfin, il déclara que ce n'était pas contre la place qu'il fallait marcher, mais bien qu'il fal-

lait marcher à la position supposée ; que cette position existait à l'extrémité du promontoire de Balagnier et de l'Éguillette ; que, depuis un mois qu'il avait reconnu ce point, il l'avait indiqué au général en chef, en lui disant qu'en l'occupant avec trois bataillons, il aurait Toulon en quatre jours ; que, depuis ce temps, les Anglais en avaient si bien senti l'importance, qu'ils y avaient débarqué 4,000 hommes, avaient coupé tous les bois qui couronnaient le promontoire du Cair qui domine toute la position, et avaient employé toutes les ressources de Toulon, les forçats même, pour s'y retrancher ; ils en avaient fait, ainsi qu'ils l'appelaient, un petit Gibraltar ; que ce qui pouvait être occupé sans combat, il y a un mois, exigeait actuellement une attaque sérieuse ; qu'il ne fallait point en risquer une de vive force, mais établir en bat-

du commandant d'artillerie était un préliminaire nécessaire aux siéges en règle, le premier principe de tout siége étant de bloquer étroitement la place, les opinions devinrent unanimes.

§ V.

Les ennemis construisirent deux redoutes sur les deux mamelons qui dominent immédiatement, l'un l'Éguillette, l'autre Balagnier. Ces deux redoutes flanquaient le petit Gibraltar, et battaient les deux revers du promontoire.

En conséquence du plan adopté, les Français élevèrent cinq à six batteries contre le petit Gibraltar, et construisirent des plates-formes pour une quinzaine de mortiers. On avait élevé une batterie de huit pièces de 24 et de quatre mortiers contre le fort Malbosquet: ce travail avait été fait dans un grand secret; les ouvriers avaient été couverts par des oliviers qui en dérobaient la connaissance aux ennemis. On ne devait démasquer cette batterie qu'au moment de marcher contre le petit Gibraltar; mais, le 20 novembre, des représentants du peuple allèrent la visiter. Les canonniers leur dirent qu'elle était terminée depuis huit jours, et qu'on ne s'en servait pas, quoiqu'elle dût faire un bon effet. Sans autre expli-

cation, les représentants ordonnent de commencer le feu, et aussitôt les canonniers pleins de joie font un feu roulant.

Le général O'Hara, qui commandait l'armée combinée dans Toulon, fut étrangement surpris de l'établissement d'une batterie si considérable, près d'un fort de l'importance de Malbosquet, et il donna des ordres pour faire une sortie à la pointe du jour. La batterie était placée au centre de la gauche de l'armée; les troupes, dans cette partie, montaient à environ six mille hommes: elles occupaient la ligne du fort Rouge au Malbosquet, et étaient disposées de manière à empêcher toute communication individuelle; mais trop disséminées partout, elles ne pouvaient faire de résistance nulle part.

Une heure avant le jour, le général O'Hara sort de la place avec six mille hommes; il ne

suppléait à la tranchée. De là voyant que les ennemis s'étaient formés à la droite et à la gauche de la batterie, il conçut l'idée de conduire, par le boyau, un bataillon qui était près de lui. En effet, il débouche, par ce moyen, sans être vu, au milieu des broussailles, près de la batterie, et fait aussitôt feu sur les Anglais. Ceux-ci sont tellement surpris qu'ils croient que ce sont les troupes de leur droite qui se trompent et tirent sur celles de leur gauche. Le général O'Hara lui-même s'avance vers les Français, pour faire cesser cette erreur : aussitôt il est blessé d'un coup de fusil à la main. Un sergent le saisit et l'entraîne prisonnier dans ce boyau; de sorte que le général en chef anglais disparaît sans que les troupes anglaises sachent ce qu'il est devenu.

Pendant ce temps, Dugommier, avec les troupes qu'il avait ralliées, s'était placé entre la ville et la batterie : ce mouvement acheva de déconcerter les ennemis, qui firent à l'instant leur retraite. Ils furent poussés vivement jusqu'aux portes de la place, où ils rentrèrent dans la plus grande confusion, et sans savoir encore le sort de leur général en chef. Dugommier fut légèrement blessé dans cette affaire. Un bataillon de volontaires de l'Isère s'y distingua.

Le général Cartaux avait commencé le siége;

mais le comité de salut public s'était vu obligé de lui ôter ce commandement. Cet homme, qui de peintre était devenu adjudant dans les troupes parisiennes, avait ensuite été employé à l'armée; ayant été heureux contre les Marseillais, les députés de la Montagne l'avaient fait nommer, dans le même jour, général de brigade et général de division. Il était très ignorant, nullement militaire; du reste il n'était pas méchant, et n'avait point fait de mal à Marseille, lors de la prise de cette ville.

Le général Doppet avait succédé à Cartaux : il était savoyard, médecin et méchant; son esprit ne se fondait que sur des considérations. Il était ennemi déclaré de tout ce qui avait des talents. Il n'avait aucune idée de la guerre, et n'était rien moins que brave. Cependant ce Doppet, par un singulier hasard, faillit prendre

Le commandant d'artillerie se rend aussitôt chez le général en chef, qui ignorait lui-même ce que c'était; ils vont au galop sur le terrain, et là, voyant ce qui se passait, Napoléon engagea le général à appuyer cette attaque, attendu qu'il n'en coûterait pas plus de marcher en avant que de se retirer. Le général ordonna donc que toutes les réserves se missent en mouvement : tout s'ébranla, Napoléon marcha à la tête; malheureusement un aide-de-camp est tué aux côtés du général en chef. La peur s'empare du général, il fait battre la retraite sur tous les points, et rappelle les troupes au moment où les grenadiers, après avoir repoussé les tirailleurs ennemis, parvenaient à la gorge de la redoute et allaient s'en rendre maîtres. Les soldats furent indignés; ils se plaignirent qu'on leur envoyait des..... et des médecins pour les commander. Le comité de salut public rappela Doppet, et sentit enfin la nécessité d'y envoyer un militaire; il envoya Dugommier, officier de 50 ans de service, couvert de blessures et brave comme son épée.

L'ennemi recevait tous les jours des renforts dans la place : le public voyait avec peine la direction des travaux du siége. On ne concevait pas pourquoi tous les efforts se portaient contre le petit Gibraltar, tout l'opposé de la place.

On n'en est encore qu'à assiéger un fort qui n'entre pas dans le système permanent de la défense de la place, disait-on dans tout le pays, ensuite il faudra prendre Malbosquet et ouvrir la tranchée contre la ville. Toutes les sociétés populaires faisaient dénonciations sur dénonciations à ce sujet. La Provence se plaignit de la longueur du siége. La disette s'y faisait vivement sentir; elle devint même telle qu'ayant perdu l'espoir de la prompte reddition de Toulon, Fréron et Barras, saisis de terreur, écrivirent de Marseille à la convention, pour l'engager à délibérer, s'il ne vaudrait pas mieux que l'armée levât le siége et repassât la Durance, manœuvre qui avait été faite par François 1^er^, lors de l'invasion de Charles-Quint. Il se retira derrière la Durance; l'ennemi ravagea la Provence; et, quand la famine força ce dernier à

« faire précipitamment, et en déroute, ce que « nous pouvons en ce moment opérer en règle « et avec ordre. »

Mais peu de jours après que la lettre fut parvenue à la convention, Toulon fut pris. Elle fut alors désavouée par ces représentants comme apocryphe. Ce fut à tort ; car cette lettre était vraie et donnait une juste idée de l'opinion que l'on avait de la mauvaise issue du siége, et des embarras qui existaient en Provence. Dugommier s'était décidé à faire une attaque décisive sur le petit Gibraltar. Le commandant de l'artillerie y fit jeter 7 à 8,000 bombes, pendant qu'une trentaine de pièces de 24 en rasaient la défense.

Le 18 décembre, à quatre heures du soir, les troupes s'ébranlent de leurs camps et se dirigent sur le village de la Seine; le projet était d'attaquer à minuit, afin d'éviter le feu du fort et les redoutes intermédiaires. Au moment où tout est prêt, les représentants du peuple convoquent un conseil pour délibérer s'il faut attaquer ou non : soit qu'ils craignissent l'issue de cette attaque, et voulussent en rejeter toute la responsabilité sur le général Dugommier ; soit qu'ils se fussent laissé gagner par les raisons de beaucoup d'officiers qui jugeaient cette entreprise impossible, surtout par le temps

affreux qu'il faisait; la pluie tombait par torrents.

Dugommier et le commandant d'artillerie se rient de ces craintes : deux colonnes sont formées, et l'on marche à l'ennemi.

Les coalisés, pour éviter l'effet des bombes et des boulets qui foudroyaient le fort, avaient l'habitude de se tenir à une certaine distance en arrière. Les Français espéraient arriver aux ouvrages avant eux; mais les ennemis avaient établi en avant du fort une nombreuse ligne de tirailleurs, et la fusillade s'étant engagée au pied même de la montagne, les troupes accoururent à la défense du fort, dont le feu devint des plus vifs. La mitraille pleuvait partout. Enfin, après une attaque extrêmement chaude, Dugommier qui, selon sa coutume, marchait à la tête de la première colonne, fut obligé de céder. Désolé,

et il profita si bien des sinuosités du terrain, qu'il gravit la montagne avec sa troupe, sans presque éprouver de perte : il débouche au pied du fort, s'élance par une embrasure ; son bataillon le suit, et le fort est pris !

Tous les canonniers anglais ou espagnols sont tués sur leurs pièces. Muiron est blessé grièvement d'un coup de pique par un Anglais.

Maîtres du fort, les Français tournent aussitôt les pièces contre l'ennemi.

Dugommier était depuis trois heures dans la redoute, lorsque les représentants du peuple vinrent, le sabre à la main, combler d'éloges les troupes qui l'occupaient. (Ceci dément positivement les relations du temps qui, à tort, disent que les représentants marchaient à la tête des colonnes.)

A la pointe du jour, on marcha sur Balagnier et l'Éguillette. Les ennemis avaient déjà évacué ces deux positions. Les pièces de 24 et les mortiers furent mis en mouvement, pour armer ces batteries, d'où l'on espérait canonner la flotte combinée avant midi ; mais le commandant d'artillerie jugea impossible de s'y établir. Elles étaient en pierre, et les ingénieurs qui les avaient construites avaient commis la faute de placer à leur gorge une grosse tour en maçonnerie, si près des plates-formes que tous les boulets qui

l'auraient frappée seraient retombés sur les canonniers ainsi que les éclats et les débris. On plaça des bouches à feu sur les hauteurs, derrière les batteries. Elles ne purent commencer leur feu que le lendemain ; mais l'amiral anglais Hood n'eut pas plutôt vu les Français maîtres de ces positions, qu'il fit le signal de lever l'ancre et de quitter les rades.

Cet amiral se rendit à Toulon, pour faire connaître qu'il ne fallait pas perdre un moment et gagner au plus tôt la haute mer. Le temps était sombre, couvert de nuages, et tout annonçait l'arrivée prochaine du vent d'Olliibech, terrible dans cette saison. Le conseil des coalisés se réunit aussitôt, et, après une mûre délibération, les membres tombèrent d'accord que Toulon n'était plus tenable. On se hâta de prendre toutes les mesures, tant pour l'embarquement que

vant, en considérant la grande distance où les assiégeants étaient de la place, le peu de progrès du siége depuis quatre mois, et l'arrivée prochaine des renforts, s'attendaient à faire lever le siége et même à envahir la Provence.

Dans la nuit, les Anglais firent sauter le fort Poné ; une heure après, on vit en feu une partie de l'escadre française : neuf vaisseaux de 74 et quatre frégates ou corvettes devinrent la proie des flammes.

Le tourbillon de flammes et de fumée qui sortait de l'arsenal ressemblait à l'éruption d'un volcan, et les treize vaisseaux qui brûlaient dans la rade, à treize magnifiques feux d'artifice. Le feu dessinait les mâts et la forme des vaisseaux ; il dura plusieurs heures et présentait un spectacle unique. Les Français avaient l'ame déchirée en voyant se consumer, en si peu de temps, d'aussi grandes ressources et tant de richesses. On craignit un instant que les Anglais ne fissent sauter le fort la Malgue. Il paraît qu'ils n'en eurent pas le temps.

Le commandant de l'artillerie se rendit à Malbosquet. Ce fort était déjà évacué. Il fit venir l'artillerie de campagne, pour balayer sur-le-champ les remparts de la place, et accroître le désordre en jetant des obus sur le port, jusqu'à ce que les mortiers qui arrivaient sur leurs

caissons fussent mis en batterie, et pussent envoyer des bombes dans la même direction.

Le général Lapoype, de son côté, se porta contre le fort Pharaon que l'ennemi évacuait, et s'en empara. Pendant tout ce temps les batteries de l'Éguillette et de Balagnier ne cessaient de faire un feu des plus vifs sur la rade. Plusieurs vaisseaux anglais éprouvèrent de notables avaries, et un assez grand nombre d'embarcations chargées de troupes furent coulées. Les batteries tirèrent toute la nuit, et à la pointe du jour on distingua la flotte anglaise hors la rade. Sur les neuf heures du matin, il s'éleva un très grand vent d'Olliibech; les vaisseaux anglais furent obligés de chercher un refuge aux îles d'Hyères.

Plusieurs milliers de familles toulonnaises avaient suivi les Anglais, de sorte que les tribunaux révolutionnaires ne trouvèrent que peu

Pendant le siége de Toulon, l'armée d'Italie avait été attaquée sur le Var. Les Piémontais avaient voulu essayer d'entrer en Provence : ils s'étaient approchés d'Entrevaux; mais, ayant été battus à Gillette, ils se mirent en retraite et rentrèrent dans leurs lignes.

La nouvelle de la prise de Toulon fit d'autant plus d'effet en Provence et dans toute la France qu'elle était inattendue et presque inespérée.

Ce fut là que commença la réputation de Napoléon. Il fut fait alors général de brigade d'artillerie, et nommé au commandement de cette arme à l'armée d'Italie. Le général Dugommier venait d'être nommé commandant en chef de l'armée des Pyrénées-Orientales.

§ VI.

Avant de se rendre à l'armée d'Italie, Napoléon arma les côtes de la Provence et les îles d'Hyères, aussitôt après leur évacuation par les Anglais.

On n'a en France aucun principe fixe sur l'armement des côtes. Ce qui donne lieu à des discussions perpétuelles, entre les officiers d'artillerie et les autorités locales; celles-ci en voudraient partout, les officiers d'artillerie en voudraient trop peu.

Il n'y a pas de règles certaines sur le tracé

des batteries de côtes. On établit des magasins à poudre et des corps-de-garde dans de mauvaises positions; ils sont souvent mal construits, quoique coûtant beaucoup, exigent de fréquentes réparations, sont inutiles à la défense, et ne durent qu'une ou deux campagnes. On construit des fourneaux à réverbère, on établit des grils à rougir les boulets, sans discernement; on les place dans des positions où, pendant le feu, il est impossible aux canonniers de les approcher sans danger, etc., etc.

On doit distinguer trois espèces de batteries de côtes, savoir : 1° celles destinées à défendre l'entrée d'un grand port et à protéger des escadres de guerre;

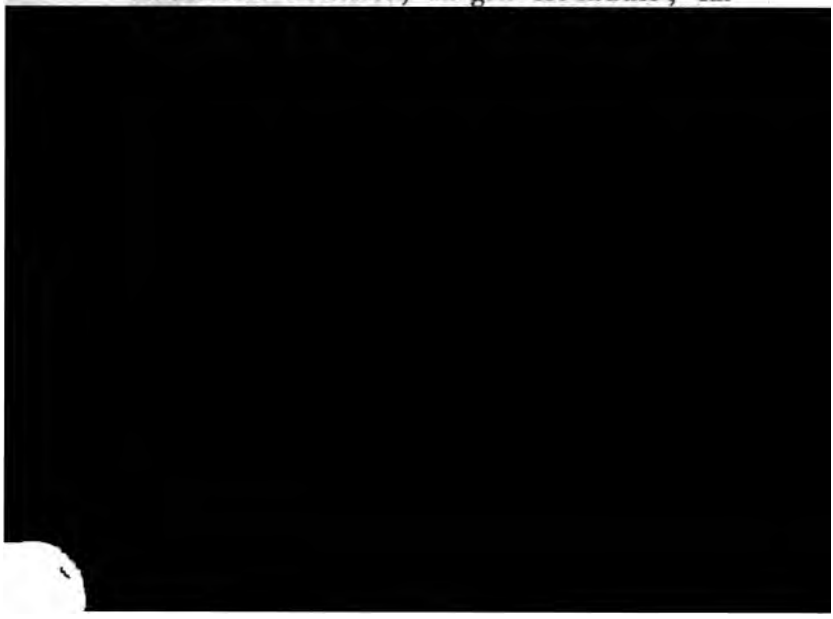
2° Celles destinées à protéger l'entrée d'un port marchand, des rades, des mouillages et l'arrivage des convois marchands;

nécessaires pour douze à quinze jours, ainsi que l'approvisionnement en poudre pour les bouches à feu. De semblables tours ont été construites pour soixante mille francs ; et, comme on le voit, elles remplacent le magasin à poudre, le corps-de-garde, et le magasin des vivres. Il y a donc économie. Les batteries défendues par de pareilles tours se trouvent à l'abri d'un coup de main, et ne craignent point un débarquement de plusieurs milliers d'hommes qui les auraient tournées. Ces batteries doivent avoir un fourneau ou un gril à rougir les boulets : mais ce fourneau ou ce gril ne doivent point être placés au centre de la batterie et en arrière des plates-formes ; car c'est là que frappent tous les projectiles ennemis. Il faut placer les fourneaux à réverbère ou les grils contre l'épaulement, en augmentant à cet effet la ligne de la batterie : dans cette position on est à l'abri des boulets ennemis, et l'on peut faire le service avec sûreté. Le service du tir à boulets rouges est par lui-même dangereux, pénible et difficile ; les canonniers y répugnent tellement, que, pour peu qu'il y ait encore d'autres dangers, ils y renoncent, et ne tirent qu'à boulets froids. La tour à la gorge doit être éloignée de trente à quarante toises au moins des plates-formes, afin que les éclats des boulets qui la

frappent ne retombent pas sur la plate-forme.

Les batteries de la deuxième espèce doivent, comme celles de la première, avoir à leur gorge une tour en maçonnerie (2e modèle), ne contenant sur la plate-forme que deux pièces de campagne ou caronades de 18, et ayant dans son intérieur des magasins et des logements pour 25 à 30 hommes. On en a construit pour 40,000 francs. Les batteries de la seconde espèce n'ont pas besoin d'être armées de beaucoup de bouches à feu. Elles sont rarement susceptibles d'être attaquées. Quelque intérêt que l'ennemi ait à les prendre, il n'emploiera jamais autant de moyens ni autant d'opiniâtreté que pour prendre des bâtiments de guerre.

Enfin, les batteries de la troisième classe doivent être armées de peu de pièces. Dans de semblables batteries, un gril est inutile; car



troisième espèce n'ont ni contre-coupe ni chemin couvert.

Lorsque ce système sera établi sur toutes les côtes de l'empire, il n'y aura plus de discussions à chaque guerre sur la nature de l'armement.

En temps de paix, on opérera un prompt désarmement en entrant les affûts dans les tours; ce qui évitera des frais considérables de transport. On a l'habitude aujourd'hui de ramener les affûts dans les arsenaux. D'après la nouvelle méthode, le réarmement peut être aussi rapide que les besoins peuvent l'exiger.

C'est faute de classer ainsi les batteries de côtes d'après leur but, que l'on voit des batteries de cinq à six pièces pour protéger le cabotage; on en voit d'autres destinées à protéger le mouillage accidentel de bâtiments marchands, armées comme s'il était question de protéger une escadre de guerre.

La première dépense de l'armement des côtes d'après ces principes, serait compensée bien au-delà par l'économie qui en résulterait, tant par la durée des affûts qui en serait beaucoup augmentée, que par la non-construction et l'entretien des magasins à poudre et des corps-de-garde.

L'artillerie a construit les affûts de côtes de

manière à ne pouvoir tirer que sous l'angle de 17°; elle a eu raison. Il ne fallait pas mettre les canonniers à même de tirer trop loin; ce qui abîme l'affût sans produire un grand effet. Cela a constamment donné lieu à des réclamations qui ont jeté l'alarme; c'est à cela qu'on doit la plupart des plaintes contre la poudre, la portée de nos pièces, etc. Les boulets des vaisseaux arrivaient, et les nôtres n'arrivaient pas aux vaisseaux. Mais cela vient de ce que les canons des vaisseaux peuvent tirer sur les affûts marins à 25°. Cet angle, combiné avec celui que donne souvent la bande des bâtiments, en produit quelquefois un de 30 à 40°.

Le général d'artillerie, chargé de réarmer les côtes de la Méditerranée, voyant que les officiers d'artillerie étaient dénoncés partout, parce que les boulets français n'allaient pas si loin

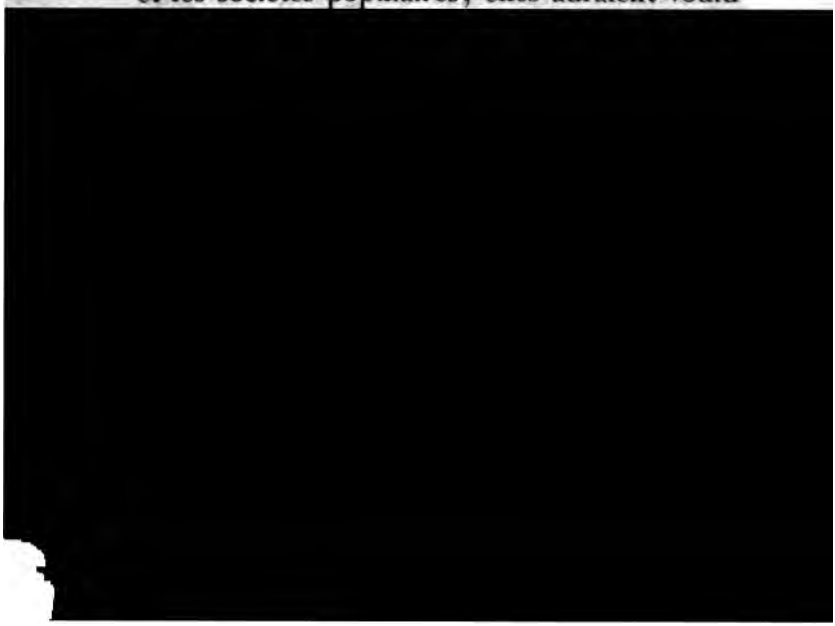
ne mouille jamais là où il peut tomber des boulets à son bord. Les mortiers que M. Gribeauval a fait couler n'ont qu'une faible portée, parce qu'on la trouvait suffisante pour bombarder les places, et qu'avec une plus grande portée le tir devient trop incertain. Il se présente pourtant des circonstances où les mortiers à grande portée sont utiles. La rade d'Hyères, par exemple, a un mouillage éloigné de 1800 toises de la côte, et est par conséquent hors de la portée des pièces sur affûts de côté ordinaires, des mortiers à la Gomer, et de ceux de dix pouces. L'ennemi a donc pu impunément mouiller dans cette rade sans y être inquiété ; mais, aussitôt qu'on eut placé aux batteries quelques pièces de 24 ou de 36 sur affûts à 43°, et des mortiers à la Villantroys, ou de ceux de Séville, qui envoient des bombes à deux mille cinq cents et trois mille toises, les ennemis cessèrent de mouiller dans cette rade. Il en est de même du golfe de la Spezzia ; les ennemis pourraient, sans rien craindre, mouiller au milieu de ce golfe, si les batteries des côtes n'étaient pas armées ainsi qu'on vient de l'indiquer.

Ces principes ont reçu depuis les plus grands développements, et ont été appliqués en grand, principalement pour défendre de grandes riviè-

res, comme l'Escaut, la Gironde, les rades foraines de Brest, de l'île d'Aix, etc. Ces principes ne sont point contraires à ceux de l'artillerie de M. de Gribeauval; car il sera toujours vrai que l'artillerie est de mauvais service, quand elle tire trop loin; elle fait peu d'effet, et a l'inconvénient de briser les affûts, les plates-formes, et les pièces même. Notre métal n'a pas assez de tenacité pour résister longtemps à une explosion de vingt à trente livres de poudre.

§ VII.

Napoléon se rendit aux Bouches-du-Rhône, d'où il commença sa tournée pour l'armement des côtes de la Méditerranée. Il eut dans toutes les villes de vives discussions avec les autorités et les sociétés populaires; elles auraient voulu



teau. La passe est très-étroite, mais les vaisseaux de guerre peuvent y entrer.

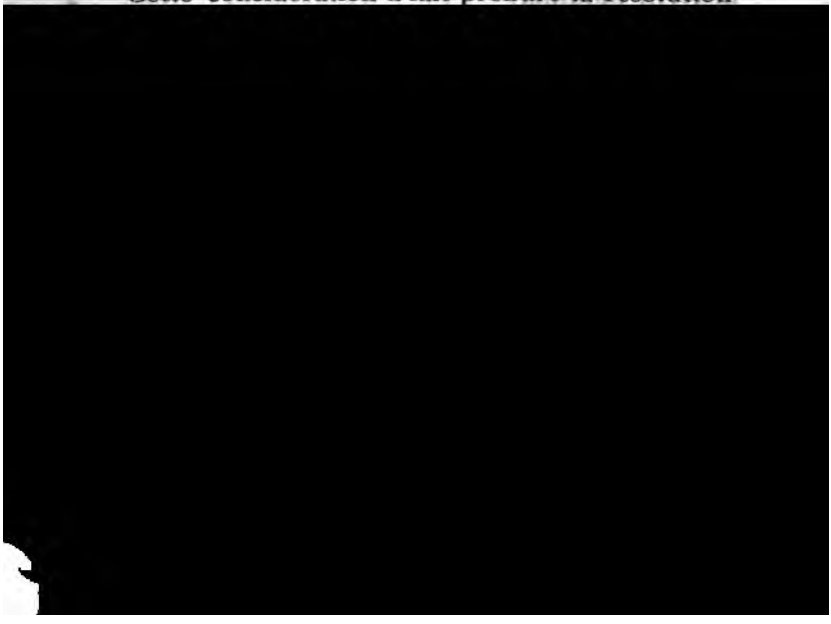
Lorsque le canal d'Arles sera terminé, le Buc sera le port du Rhône, et fera éviter la barre qui est difficile, n'ayant que sept pieds d'eau; ce qui fait qu'il n'y passe que des alléges qui naviguent mal et ne vont que vent arrière. Le canal d'Arles mettra Marseille, Toulon, l'armée d'Italie, en communication régulière avec Lyon, Paris, Strasbourg. Le Buc est destiné à être dans la Méditerranée le port de construction des vaisseaux de guerre, comme Toulon et la Spezzia sont des ports d'armement et de désarmement.

Depuis le Buc jusqu'à Marseille, il n'y a que de petites batteries pour protéger le cabotage, et de petites anses où des chaloupes seulement peuvent mouiller.

A Marseille, le vrai mouillage est à l'Istac. Le général d'artillerie y fit construire deux fortes batteries, armées chacune de huit pièces. Elles furent placées de manière à pouvoir appuyer fortement les deux ailes d'une ligne d'embossage : elles n'ont jamais servi; mais dans l'infériorité où se trouvaient nos forces de mer, il était utile d'assurer la protection de ce mouillage. Le port de Marseille ne peut recevoir que des frégates, et les forts Saint Julien et Saint-

Nicolas l'assurent suffisamment. De Marseille à Toulon, il n'y a que des batteries de la troisième espèce, hormis celles qui protégent les petits ports et mouillages de Cassis, la Ciotat, Bandolle, qui sont de la deuxième. Une tour est nécessaire sur la petite île en avant de la Ciotat.

La défense de Toulon est de la plus haute importance : c'est là qu'il ne fut rien épargné. La rade est défendue par les batteries du cap Cepé et du cap Brun. Il était d'usage d'avoir beaucoup de batteries à la presqu'île de Cepé ; ce qui avait le grand inconvénient, dans le cas où, à la suite d'un débarquement, l'ennemi s'emparerait brusquement de cette presqu'île, de lui permettre d'en employer les batteries contre notre escadre mouillée dans la rade. Cette considération a fait prendre la résolution



La batterie du cap Brun est dominée par la hauteur qui se trouve à six cents toises du fort la Malgue. Ce qui fait que l'ennemi, qui aurait débarqué aux îles d'Hyères, pourrait s'emparer de la batterie malgré le fort la Malgue, et fermer ainsi les rades.

Le fort la Malgue aurait dû être placé sur la hauteur dite du cap Brun. Il serait, il est vrai, plus éloigné de la place de six cents toises; mais il protégerait le cap qui ferme la rade: d'ailleurs, il aurait une force double, placé sur ce point culminant. Une redoute de cent cinquante mille francs aurait été suffisante sur l'emplacement actuel du fort la Malgue.

Les batteries de l'Éguillette et de Balagnier défendent la petite rade, et sont défendues par les hauteurs du Cair, où était situé le petit Gibraltar. L'ennemi, en s'emparant de ces hauteurs, aurait pu brûler l'escadre française en rade, même en négligeant la presqu'île de Cepé; aussi était-il d'usage de placer là un deuxième camp. On a établi sur ce promontoire une redoute (modèle n° 1) d'un million, qui, avec deux ou trois cents hommes de garnison, en assure la possession.

Les batteries de la grande tour, opposées à Balagnier et à l'Éguillette, se trouvent dominées par le fort la Malgue.

Pour empêcher l'ennemi de mouiller dans la rade d'Hyères, il faut des mortiers dits à la Villantroys, qui lancent leurs projectiles à deux mille cinq cents toises au moins, ainsi que des pièces sur affûts de 43°. Le mouillage est éloigné de deux mille trois cents toises de toutes côtes; avant que les batteries de ces rades fussent ainsi armées, les Anglais y mouillaient constamment. Des îles d'Hyères à Saint-Tropez, toutes les batteries sont de la troisième espèce ou seulement destinées à protéger les caboteurs. Saint-Tropez doit être considéré comme batterie de la deuxième espèce. Fréjus et Juan offrent des mouillages à des escadres de guerre; il était nécessaire d'y établir des batteries de la première espèce.

Le golfe Juan, qui touche à Antibes, est la meilleure rade des côtes de Provence depuis

cas de s'y réfugier ; mais tout avait été disposé pour y assurer une bonne protection. De Nice à Vado, ce qui fait la distance d'une trentaine de lieues, il n'y a que des batteries de la troisième espèce. Vado est une rade qui, quoique médiocre, est regardée comme la quatrième dans cette partie de la Méditerranée : on y avait élevé de fortes batteries.

De là à Gênes, il n'y a que des batteries pour la protection du cabotage.

Gênes est un port médiocre ; il peut cependant servir de refuge à quelques vaisseaux. On avait projeté de faire une nouvelle levée pour rendre le mouillage plus sûr.

§ VIII.

Napoléon joignit à Nice le quartier-général de l'armée d'Italie, en mars 1794. Elle était alors commandée par le général Dumerbion, vieil et brave officier, qui avait été dix ans capitaine de grenadiers dans les troupes de ligne. Il avait des connaissances ; mais la goutte le retenait au lit la moitié du temps : il avait fait la guerre entre le Var et la Roya, et connaissait parfaitement toutes les positions des montagnes qui couvraient Nice.

Le nouveau général d'artillerie alla visiter tous les avant-postes, et reconnaître la ligne

occupée par l'armée. Il est du devoir d'un général d'artillerie de connaître l'ensemble des opérations de l'armée, étant obligé de fournir les divisions d'armes et de munitions. Ses relations avec les commandants d'artillerie, dans chacune d'elles, le mettent au courant de tous les mouvements, et la conduite de son grand parc dépend de ces renseignements.

Au retour de cette tournée, il remit au général Dumerbion un mémoire sur l'attaque malheureuse du général Brunet, sur les moyens de prendre Saorgio, et de rejeter l'ennemi au-delà des grandes Alpes, en s'emparant du col de Tende. Si l'on réussissait à se porter ainsi sur la chaîne supérieure des Alpes, on aurait des positions inexpugnables, qui, n'exigeant que peu de monde pour leur défense, rendraient disponibles beaucoup de troupes.

lée du col de Tende est la Roya. Cette rivière prend sa source dans le col même, et descend à la mer près de Vintimille ; elle offre des débouchés.

La Nervia, prenant sa source près de Montjove, plus bas que Saorgio et que le col Ardente, ne descend pas de la haute chaîne des Alpes, non plus que le Taggio, dont la source est entre Triola et le col Ardente.

§ IX.

Le 8 avril, en conséquence des plans du général d'artillerie, une partie de l'armée, sous les ordres du général Masséna (le général Dumerbion étant retenu au lit par un accès de goutte), filant le long de la Corniche, par Menton, passa la Roya. Elle se divisa en quatre colonnes : la première remonta la Roya, la deuxième la Nervia, la troisième le Taggio ; la quatrième se dirigea sur Oneille.

La colonne d'Oneille rencontra un corps autrichien et piémontais sur les hauteurs de Sainte-Agathe, le battit et le repoussa : dans ce combat, le général de brigade Brûlé fut tué. Le quartier-général fut porté à Oneille, et on mit sur-le-champ des troupes en marche pour s'emparer de Loano.

D'Oneille, les troupes françaises marchèrent

aux sources du Tanaro, battirent les ennemis sur les hauteurs de Ponte-di-Nave, s'emparèrent du château d'Orméa, où elles firent 400 prisonniers; elles entrèrent à Garezzio, et se trouvèrent maîtresses de la chaussée qui conduit de Garezzio à Turin. On communiqua avec Loano par Bardinetto et le petit Saint-Bernard.

Cependant le mouvement des trois colonnes qui avaient suivi les vallées de la Roya, du Taggio et de la Nervia, et celui des troupes qui avaient débouché en Piémont par les sources du Tanaro, répandirent de justes alarmes à la cour de Sardaigne. L'armée piémontaise, occupant les camps appuyés à Saorgio, allait être coupée : elle pouvait être prise, et la perte d'une armée piémontaise de 20,000 hommes eût entraîné celle de la monarchie. L'armée piémontaise se hâta donc d'abandonner ces fameuses

§ X.

La ligne de l'armée française fut établie ainsi : la droite était appuyée à Loano ; ensuite la ligne passait à San-Bardinetto et le petit Saint-Bernard, dominait le Tanaro, traversait la vallée, arrivait au col de Terme, qui domine les sources du Tanaro, sur la gauche, au-delà d'Orméa ; de là elle arrivait, par la crête supérieure des Alpes, au col de Tende. La ligne continuait sur le col supérieur qui domine la vallée de Lastrera, et venait appuyer sa gauche à la droite de l'armée des Alpes, au camp de Tormes.

Le résultat de ces manœuvres avait mis au pouvoir de l'armée d'Italie plus de soixante bouches à feu. Saorgio avait été trouvée bien approvisionnée en vivres et munitions de toute espèce : c'était le dépôt principal de toute l'armée piémontaise.

Le roi de Sardaigne fit juger et passer par les armes le commandant de Saorgio : il fit bien. Ce commandant pouvait se défendre encore douze ou quinze jours. Il est vrai que le résultat eût été le même ; car les Piémontais ne pouvaient le secourir. Mais, à la guerre, un commandant de place n'est pas juge des événements ; il doit défendre la place jusqu'à la dernière

heure ; il mérite la mort quand il la rend un moment plus tôt qu'il n'y est obligé. L'armée française resta dans ces positions jusqu'en septembre, que l'on apprit à Nice qu'un corps considérable d'Autrichiens se portait sur la Bormida : alors le général Dumerbion mit en mouvement l'armée, pour aller reconnaître l'armée autrichienne, et s'emparer de ses magasins, que l'on disait avoir été avancés jusqu'à Cairo. Les représentants Albitte et Salicetti accompagnaient l'armée française : le général commandant de l'artillerie dirigeait les opérations ; ce qui le sauva de comparaître à la barre de la convention.

§ XI.

Napoléon, faisant son inspection à Marseille, fut interpellé par le représentant.....

Marseille, comme ayant présenté un projet de rétablir les forts Saint-Jacques et Saint-Nicolas, contre les patriotes.

Le décret désignait le commandant d'artillerie de Marseille, et Napoléon était général d'artillerie de l'armée d'Italie. Le colonel Sugny, que cela regardait textuellement, se rendit, suivant la lettre du décret, à Paris.

Arrivé à la barre, il prouva que le plan et les mémoires n'étaient pas de sa main, et que cette affaire lui était étrangère : le tout s'éclaircit, et l'on revint à Napoléon; mais les représentants près de l'armée d'Italie, qui avaient besoin de lui pour la direction des affaires de cette armée, écrivirent à Paris, et donnèrent des explications à la convention, qui s'en contenta.

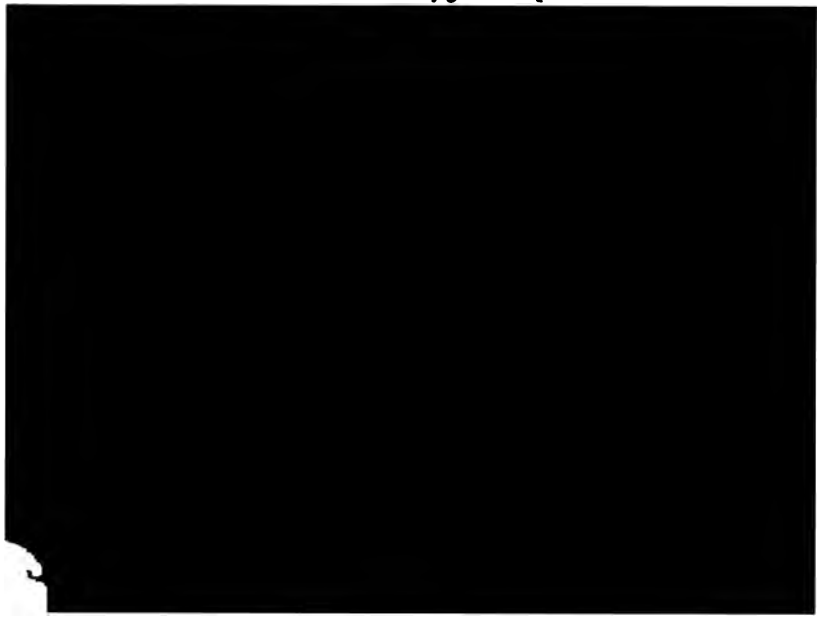
§ XII.

Les Français se rendirent de Loano à Bardinetto, où l'on passa les gorges de la Bormida ; et, le 26 septembre, ils vinrent sur Balestrino, d'où ils descendirent sur Cairo ou le Cair. On rencontra alors, manœuvrant dans la plaine, un corps de 12 à 15,000 Autrichiens, qui, à la vue de l'armée française, se mit aussitôt en retraite et se porta sur Dego. Les Français l'y attaquèrent bientôt; et après un combat d'arrière-

garde, où les Autrichiens perdirent quelques prisonniers; ceux-ci se retirèrent sur Acqui. Maîtres de Dego, les Français s'arrêtèrent; leur but était atteint : ils avaient pris plusieurs magasins, et reconnu que l'on n'avait rien à craindre de l'expédition des Autrichiens. La marche des Français jeta l'alarme dans toute l'Italie. L'armée revint sur Savone, en traversant Montenotte supérieure et Montenotte inférieure.

La droite de l'armée fut portée à Loano, sur les hauteurs de Vado, afin de rester maîtresse de cette rade qui est la meilleure et la plus importante qui soit dans ces mers, et d'empêcher les corsaires anglais d'y venir mouiller. La ligne de l'armée française passait alors par Settepani, Melogno, Saint-Jacques, et gagnait Bardinetto et le col de Tende.

Le reste de l'année 1794 se passa à mettre



d'Italie, et se rendit à Paris : il avait été placé sur la liste des généraux destinés à servir dans l'armée de la Vendée. On lui avait donné le commandement d'une brigade d'infanterie : il refusa cette destination, et réclama.

§ XIII.

Cependant le commandement de l'armée d'Italie avait été confié à Kellermann : ce général était brave de sa personne : mais, n'ayant pas l'habitude des grands commandements, il ne fit que de mauvaises dispositions; à la fin de juin, l'armée perdit les positions de Vado, de Saint-Jacques et de Bardinetto. Le général Kellermann menaça même d'évacuer la rivière de Gênes, et jeta l'alarme dans le comité de salut public, où on avait réuni tous les représentants qui avaient été aux armées d'Italie, pour les consulter. Ils désignèrent Napoléon, comme connaissant parfaitement les localités : le comité le fit appeler, et le mit en réquisition. Il se trouva attaché au comité topographique ; il prescrivit à l'armée d'Italie la ligne de Borghetto, ligne tellement forte, qu'il ne fallait, pour la garder, qu'une armée moitié moins considérable que la nôtre : elle sauva l'armée française, et lui conserva la rivière de Gênes. Les ennemis l'attaquèrent plusieurs fois avec de grandes forces ; ils

furent toujours repoussés, et y perdirent un monde considérable.

A la fin de l'année, le gouvernement, convaincu de l'incapacité du général Kellermann, le remplaça, dans son commandement, par le général Schérer.

Le 22 novembre, ce général, ayant reçu quelques renforts de l'armée des Pyrénées, attaqua le général ennemi Devins, à Loano, s'empara de ses lignes, fit beaucoup de prisonniers, prit un nombre considérable de canons. S'il eût été entreprenant, il aurait fait la conquête de l'Italie. Il ne pouvait y avoir un meilleur moment : mais Schérer était incapable d'une opération aussi importante; loin de chercher à profiter de ces avantages, il retourna à Nice, et fit rentrer ses troupes dans les quartiers d'hiver.

Les généraux ennemis, après avoir rallié les

DIX-HUIT BRUMAIRE.

Arrivée de Napoléon en France. — Sensation qu'elle produit. — Napoléon à Paris. — Les directeurs Roger-Ducos, Moulins, Gohier, Sièyes. — Conduite de Napoléon, Rœderer, Lucien et Joseph, Talleyrand, Fouché, Réal. — État des partis. — Ils s'adressent tous à Napoléon. — Barras. — Napoléon d'accord avec Sièyes. — Esprit des troupes de la capitale. — Dispositions adoptées pour le 18 brumaire. — Journée du 18 brumaire.—Décret du conseil des anciens, qui transfère à Saint-Cloud le siége du corps législatif. — Napoléon aux anciens. — Séance orageuse à Saint-Cloud. — Ajournement des conseils à trois mois.

Lorsqu'une déplorable faiblesse et une versatilité sans fin se manifestent dans les conseils du pouvoir; lorsque cédant tour-à-tour à l'influence de partis contraires, et vivant au jour le jour, sans plan fixe, sans marche assurée, il a donné la mesure de son insuffisance, et que les citoyens les plus modérés sont forcés de convenir que l'état n'est plus gouverné; lorsque enfin à sa nullité au dedans l'administration joint le tort le plus grave qu'elle puisse avoir aux yeux d'un peuple fier, je veux dire l'avilisse-

ment au dehors, alors une inquiétude vague se répand dans la société, le besoin de sa conservation l'agite, et promenant sur elle-même ses regards, elle semble chercher un homme qui puisse la sauver.

Ce génie tutélaire, une nation nombreuse le renferme toujours dans son sein; mais quelquefois il tarde à paraître. En effet, il ne suffit pas qu'il existe, il faut qu'il soit connu; il faut qu'il se connaisse lui-même. Jusque là toutes les tentatives sont vaines, toutes les menées impuissantes; l'inertie du grand nombre protége le gouvernement nominal, et malgré son impéritie et sa faiblesse, les efforts de ses ennemis ne prévalent point contre lui. Mais que ce sauveur, impatiemment attendu, donne tout-à-coup un signe d'existence, l'instinct national le devine et l'appelle, les obstacles s'aplanissent devant lui,

Dès qu'on eut reconnu des frégates françaises, on soupçonna qu'elles venaient d'Égypte. Le désir d'avoir des nouvelles de l'armée fit accourir en foule les citoyens sur le rivage. Bientôt la nouvelle se répandit que Napoléon était à bord. L'enthousiasme fut tel, que même les soldats blessés sortirent des hôpitaux, malgré les gardes, pour se rendre au rivage. Tout le monde pleurait de joie. En un moment la mer fut couverte de canots. Les officiers des batteries, les douaniers, les équipages des bâtiments mouillés dans la rade, enfin tout le peuple, assaillirent les frégates. Le général Pereymont, qui commandait sur la côte, aborda le premier. C'est ainsi qu'elles eurent l'entrée ; avant l'arrivée des préposés de la santé, la communication avait eu lieu avec toute la côte.

L'Italie venait d'être perdue, la guerre allait être reportée sur le Var, et dès lors Fréjus craignait une invasion. Le besoin d'avoir un chef à la tête des affaires était trop impérieux ; l'impression de l'apparition soudaine de Napoléon agitait trop vivement tous les esprits pour laisser place à aucune des considérations ordinaires ; les préposés de la santé déclarèrent qu'il n'y avait pas lieu à la quarantaine, motivant leur procès-verbal *sur ce que la pratique avait eu lieu à Ajaccio.* Cependant cette raison n'était

pas valable, c'était seulement un motif pour mettre la Corse en quarantaine. L'administration de Marseille en fit quinze jours après l'observation avec raison. Il est vrai que, depuis cinquante jours que les bâtiments avaient quitté l'Égypte, aucune maladie ne s'était déclarée à bord, et qu'avant leur départ la peste avait cessé depuis trois mois.

Sur les six heures du soir, Napoléon, accompagné de Berthier, monta en voiture pour se rendre à Paris.

§ II.

Les fatigues de la traversée et les effets de la transition d'un climat sec à une température humide, décidèrent Napoléon à s'arrêter six heures à Aix. Tous les habitants de la ville et des villages voisins accoururent en foule, et té-

Valence, Vienne, ne fut surpassé que par les élans de Lyon.

Cette ville, où Napoléon séjourna douze heures, fut dans un délire universel. De tout temps les Lyonnais ont montré une grande affection à Napoléon, soit que cela tienne à cette générosité de caractère qui est propre aux Lyonnais; soit que, Lyon se considérant comme la métropole du Midi, tout ce qui était relatif à la sûreté des frontières du côté de l'Italie touchât vivement ses habitants; soit enfin que cette ville, composée en grande partie de Bourguignons et de Dauphinois, partageât les sentiments plus fortement existants dans ces deux provinces. Toutes les imaginations étaient encore exaltées par la nouvelle qui circulait depuis huit jours de la bataille d'Aboukir et des brillants succès des Français en Égypte, qui contrastaient tant avec les défaites de nos armées d'Allemagne et d'Italie. De toutes parts le peuple semblait dire : « Nous sommes nom-« breux, nous sommes braves, et cependant « nous sommes vaincus; il nous manque un chef « pour nous diriger; il arrive, nos jours de gloire « vont revenir ! »

Cependant la nouvelle du retour de Napoléon était parvenue à Paris : on l'annonça sur tous les théâtres; elle produisit une sensation ex-

trême, une ivresse générale. Les membres du directoire la durent partager. Quelques membres de la société du Manége en pâlirent; mais, ainsi que les partisans de l'étranger, ils dissimulèrent et se livrèrent au torrent de la joie générale. Baudin, député des Ardennes, homme de bien, vivement tourmenté de la fâcheuse direction qu'avaient prise les affaires de la république, mourut de joie en apprenant le retour de Napoléon.

Napoléon avait déjà passé Lyon, lorsque son débarquement fut annoncé à Paris. Par une précaution bien convenable à sa situation, il avait indiqué à ses courriers une route différente de celle qu'il prit; de sorte que sa femme, sa famille, ses amis, se trompèrent en voulant aller à sa rencontre : ce qui retarda de plusieurs jours le moment où il put les revoir. Arrivé

ments qu'il s'était procurés sur la route l'avaient mis au fait de tout. Sa résolution était prise. Ce qu'il n'avait pas voulu tenter à son retour d'Italie, il était déterminé à le faire aujourd'hui. Son mépris pour le gouvernement du directoire, et pour les meneurs des conseils, était extrême.

Résolu de s'emparer de l'autorité, de rendre à la France ses jours de gloire, en donnant une direction forte aux affaires publiques, c'était pour l'exécution de ce projet qu'il était parti d'Égypte; et tout ce qu'il venait de voir dans l'intérieur de la France avait accru ce sentiment et fortifié sa résolution.

§ III.

De l'ancien directoire, il ne restait que Barras : les autres membres étaient Roger-Ducos, Moulins, Gohier, et Sièyes.

— Ducos était un homme d'un caractère borné et facile.

— Moulins, général de division, n'avait pas fait la guerre; il sortait des gardes-françaises, et avait reçu son avancement dans l'armée de l'intérieur. C'était un honnête homme, patriote chaud et droit.

— Gohier était un avocat de réputation,

d'un patriotisme exalté, jurisconsulte distingué, homme intègre et franc.

— Sièyes était depuis long-temps connu de Napoléon. Né à Fréjus, en Provence, il avait commencé sa réputation avec la révolution; il avait été nommé à l'assemblée constituante par les électeurs du tiers-état de Paris, après avoir été repoussé par l'assemblée du clergé, qui se tint à Chartres. C'est lui qui fit la brochure, *Qu'est-ce que le tiers?* qui eut une si grande vogue. Il n'est pas homme d'exécution : connaissant peu les hommes, il ne sait pas les faire agir. Ses études ayant toutes été dirigées vers la métaphysique, il a les défauts des métaphysiciens, et dédaigne trop souvent les notions positives; mais il est capable de donner des avis utiles et lumineux dans les circonstances et dans les crises les plus sérieuses. C'est à lui que l'on

Il siégeait depuis peu au directoire; mais il avait déjà rendu de grands services, en s'opposant aux succès de la société du Manége, qu'il voyait prête à saisir le timon de l'état. Il était en horreur à cette faction; et, sans craindre de s'attirer l'inimitié de ce puissant parti, il combattait avec courage les menées de ces hommes de sang, pour sauver la république du désastre dont elle était menacée.

A l'époque du 13 vendémiaire, le trait suivant avait mis Napoléon à même de le bien juger. Dans le moment le plus critique de cette journée, lorsque le comité des quarante avait perdu la tête, Sièyes s'approcha de Napoléon, l'emmena dans une embrasure de croisée, pendant que le comité délibérait sur la réponse à faire à la sommation des sections. « Vous les entendez, « général; ils parlent quand il faudrait agir : les « corps ne valent rien pour diriger les armées, « car ils ne connaissent pas le prix du temps et « de l'occasion. Vous n'avez rien à faire ici : al- « lez, général, prenez conseil de votre génie et « de la position de la patrie : l'espérance de la « république n'est qu'en vous. »

§ IV.

Napoléon accepta un dîner chez chaque directeur, sous la condition que ce serait en famille, et sans aucun étranger. Un repas d'apparat lui fut donné par le directoire. Le corps législatif voulut suivre cet exemple : lorsque la proposition en fut faite au comité général, il s'éleva une vive opposition; la minorité ne voulant rendre aucun hommage au général Moreau, que l'on proposait d'y associer; elle l'accusait de s'être mal conduit au 18 fructidor. La majorité eut recours, pour lever toute difficulté, à l'expédient d'ouvrir une souscription. Le festin fut donné dans l'église Saint-Sulpice; la table était de sept cents couverts. Napoléon y resta peu, y parut inquiet et fort préoccupé. Chaque ministre voulait lui donner une fête; il n'accepta qu'un dîner chez celui de la justice, qu'il estimait beaucoup : il désira que les principaux jurisconsultes de la république s'y trouvassent; il y fut gai, disserta longuement sur le code civil et criminel, au grand étonnement de Tronchet, de Treilhard, de Merlin, de Target. Il exprima le désir qu'un code simple et approprié aux lumières du siècle régît les personnes et les propriétés de la république.

Constant dans son système, il goûta peu ces fêtes publiques, et adopta le même plan de conduite qu'il avait suivi à son premier retour d'Italie. Toujours vêtu de l'uniforme de membre de l'Institut, il ne se montrait en public qu'avec cette société : il n'admettait dans sa maison que les savants, les généraux de sa suite, et quelques amis ; Regnault de Saint-Jean-d'Angély, qu'il avait employé en Italie, en 1797, et que depuis il avait placé à Malte ; Volney, auteur d'un très bon *Voyage en Egypte ;* Rœderer, dont il estimait les nobles sentiments et la probité ; Lucien Bonaparte, un des orateurs les plus influents du conseil des cinq-cents : il avait soustrait la république au régime révolutionnaire, en s'opposant à la déclaration de la patrie en danger ; Joseph Bonaparte, qui tenait une grande maison, et qui était fort accrédité.

Il fréquentait l'Institut ; mais il ne se rendait aux théâtres qu'aux moments où il n'y était pas attendu, et toujours dans des loges grillées.

Cependant toute l'Europe retentissait de l'arrivée de Napoléon ; toutes les troupes, les amis de la république, l'Italie même, se livraient aux plus hautes espérances : l'Angleterre et l'Autriche frémirent. La rage des Anglais se tourna contre Sidney-Smith et Nelson, qui commandaient les forces navales anglaises dans la Médi-

terranée. Un grand nombre de caricatures sur ce sujet tapissèrent les rues de Londres [1].

Talleyrand craignait d'être mal reçu de Napoléon. Il avait été convenu avec le directoire et avec Talleyrand qu'aussitôt après le départ de l'expédition d'Égypte, des négociations seraient ouvertes sur son objet avec la Porte. Talleyrand devait même être le négociateur, et partir pour Constantinople vingt-quatre heures après que l'expédition d'Égypte aurait quitté le port de Toulon.

Cet engagement, formellement exigé et positivement consenti, avait été mis en oubli; non seulement Talleyrand était resté à Paris, mais aucune négociation n'avait eu lieu. Talleyrand ne supposait pas que Napoléon en eût perdu le souvenir; mais l'influence de la société du Manége avait fait renvoyer ce ministre : sa position

miaire, quelques relations avec Napoléon, qui connaissait son immoralité et la versatilité de son esprit. Sièyes avait fait fermer le Manége, sans sa participation. Napoléon fit le 18 brumaire sans mettre Fouché dans le secret.

Réal, commissaire du directoire près le département de Paris, inspirait plus de confiance à Napoléon. Zélé pour la révolution, il avait été, dans un temps d'orages et de troubles, substitut du procureur de la commune de Paris. Son cœur était ardent, mais pénétré de sentiments nobles et généreux.

§ V.

Toutes les classes de citoyens, toutes les contrées de la France, attendaient avec une grande impatience ce que ferait Napoléon. De toutes parts on lui offrait des bras et une soumission entière à ses volontés.

Napoléon passait son temps à écouter les propositions qui lui étaient faites, à observer tous les partis, et enfin à se bien pénétrer de la vraie situation des affaires. Tous les partis voulaient un changement, et tous le voulaient faire avec lui, même les coryphées du Manége.

Bernadotte, Augereau, Jourdan, Marbot, etc., qui étaient à la tête des meneurs de cette société, offrirent à Napoléon une dictature mili-

taire, lui proposèrent de le reconnaître pour chef, et de lui confier les destinées de la république, pourvu qu'il secondât les principes de la société du Manége.

Sièyes, qui disposait au directoire de la voix de Roger-Ducos et de la majorité du conseil des anciens, et seulement d'une petite minorité dans celui des cinq-cents, lui proposait de le placer à la tête du gouvernement, en changeant la constitution de l'an III, qu'il jugeait mauvaise; et d'adopter les institutions et la constitution qu'il avait méditées, et qui étaient encore dans son portefeuille.

Régnier, Boulay, un parti nombreux du conseil des anciens, et beaucoup de membres de celui des cinq-cents, voulaient aussi remettre entre ses mains le sort de la république.

Ce parti était celui des modérés et des hom-

stant que Napoléon aurait donné de nouveaux succès à nos armées.

Barras était loin de partager cette sécurité; il savait que tout allait mal, que la république périssait; mais, soit qu'il eût contracté des engagements avec le prétendant, comme on l'a dit dans le temps, soit que, s'abusant sur sa situation personnelle (car de quelle erreur ne sont pas capables la vanité et l'amour-propre d'un homme ignorant!), il crut pouvoir se maintenir à la tête des affaires; Barras fit les mêmes propositions que Moulins et Gohier.

Cependant toutes les factions étaient en mouvement. Celle des fructidorisés paraissait persuadée de son influence; mais elle n'avait aucun partisan dans les autorités existantes. Napoléon pouvait choisir entre plusieurs partis à prendre.

Consolider la constitution existante, et donner de l'appui au directoire en se faisant nommer directeur: mais cette constitution était tombée dans le mépris, et une magistrature partagée ne pouvait conduire à aucun résultat satisfaisant; c'eût été s'associer aux préjugés révolutionnaires, aux passions de Barras et de Sièyes, et par contre-coup se mettre en butte à la haine de leurs ennemis.

Changer la constitution et parvenir au pou-

voir par le moyen de la société du Manége ; elle renfermait un grand nombre des plus chauds jacobins ; ils avaient la majorité dans le conseil des cinq cents, et une minorité énergique dans celui des anciens. En se servant de ces hommes, la victoire était assurée, on n'éprouverait aucune résistance. C'était la voie la plus sûre pour culbuter ce qui existait : mais les jacobins ne s'affectionnent à aucun chef ; ils sont exclusifs, extrêmes dans leurs passions. Il faudrait donc après être arrivé par eux, s'en défaire et les persécuter. Cette trahison était indigne d'un homme généreux.

Barras offrait l'appui de ses amis ; mais c'étaient des hommes de mœurs suspectes, et publiquement accusés de dilapider la fortune publique : comment gouverner avec de pareilles gens ? car, sans une rigide probité, il était im-

dans aucun cas, ce ne pouvait être un rival dangereux. Mais, en prenant ce parti, c'était se déclarer contre Barras et contre le Manége qui avaient Sièyes en horreur.

Le 8 brumaire (3o octobre), Napoléon dîna chez Barras : il y avait peu de monde. Une conversation eut lieu après le dîner. « La répu-« blique périt, dit le directeur : rien ne peut « plus aller; le gouvernement est sans force; il « faut faire un changement, et nommer Hédou-« ville président de la république. Quant à vous, « général, votre intention est de vous rendre à « l'armée; et moi, malade, dépopularisé, usé, « je ne suis bon qu'à rentrer dans une classe « privée. »

Napoléon le regarda fixement sans lui rien répondre. Barras baissa les yeux et demeura interdit. La conversation finit là. Le général Hédouville était un homme d'une excessive médiocrité. Barras ne disait pas sa pensée; sa contenance trahissait son secret.

§ VI.

Cette conversation fut décisive. Peu d'instants après, Napoléon descendit chez Sièyes : il lui fit connaître que depuis dix jours tous les partis s'adressaient à lui; qu'il était résolu de marcher avec lui Sièyes et la majorité du conseil des

anciens, et qu'il venait lui en donner l'assurance positive. On convint que, du 15 au 20 brumaire, le changement pourrait se faire.

Rentré chez lui, Napoléon y trouva Talleyrand, Fouché, Rœderer et Réal. Il leur raconta naïvement, avec simplicité, et sans aucun mouvement de physionomie qui pût faire préjuger son opinion, ce que Barras venait de lui dire. Réal et Fouché, qui étaient attachés à ce directeur, sentirent tout ce qu'avait d'intempestif sa dissimulation. Ils se rendirent chez lui pour lui en faire des reproches. Le lendemain Barras vint à huit heures chez Napoléon, qui était encore au lit : il voulut absolument le voir, entra, et lui dit qu'il craignait de s'être mal expliqué la veille ; que lui seul Napoléon pouvait sauver la république; qu'il venait se mettre à sa disposition; faire tout ce qu'il voudrait, et prendre tel rôle

Cependant Moulins se rendait tous les matins, entre huit et neuf heures, chez Napoléon, pour lui demander conseil sur les affaires du jour. C'étaient des nouvelles militaires ou des affaires civiles sur lesquelles il désirait avoir une direction. Sur ce qui avait rapport au militaire, Napoléon répondait d'après son opinion; mais sur les affaires civiles, ne croyant pas devoir lui faire connaître toute sa pensée, il ne répondait que des choses vagues.

Gohier venait aussi de temps à autre faire visite à Napoléon, lui faire des propositions et demander des conseils.

§ VII.

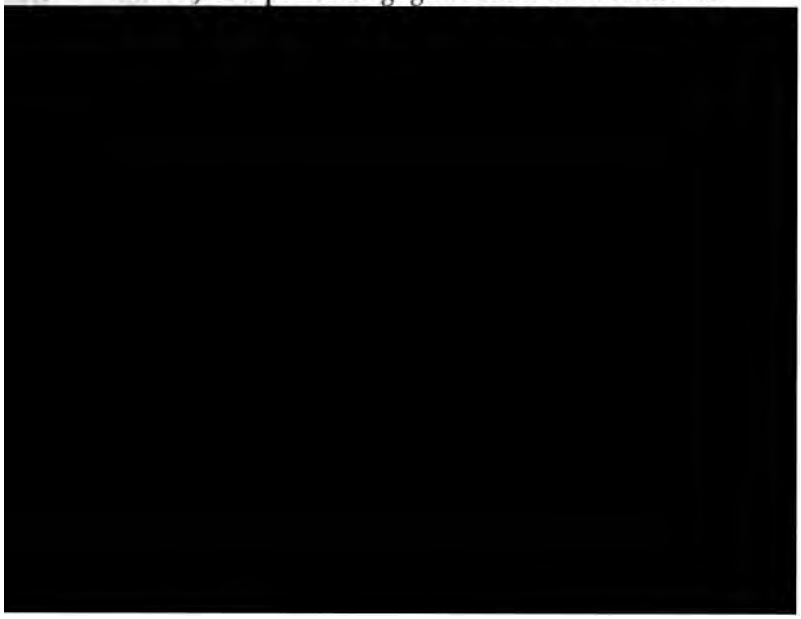
Le corps des officiers de la garnison, ayant à sa tête le général Morand, commandant la place de Paris, demanda à être présenté à Napoléon; il ne put l'être : remis de jour en jour, les officiers commençaient à se plaindre du peu d'empressement qu'il montrait à revoir ses anciens camarades.

Les quarante adjudants de la garde nationale de Paris, qui avaient été nommés par Napoléon lorsqu'il commandait l'armée de l'intérieur, avaient sollicité la faveur de le voir. Il les connaissait presque tous; mais pour cacher ses desseins, il différa l'instant de les recevoir.

Les huitième et neuvième régiments de dragons qui étaient en garnison dans Paris étaient de vieux régiments de l'armée d'Italie; ils ambitionnaient de défiler devant leur ancien général. Napoléon accepta cette offre, et leur fit dire qu'il leur indiquerait le jour.

Le vingt-unième des chasseurs à cheval, qui avait contribué au succès de la journée du 13 vendémiaire, était aussi à Paris. Murat sortait de ce corps, et tous les officiers allaient sans cesse chez lui pour lui demander quel jour Napoléon verrait le régiment. Ils n'obtenaient pas plus que les autres.

Les citoyens de Paris se plaignaient de l'incognito du général; ils allaient aux théâtres, aux revues où il était annoncé, et il n'y venait pas. Personne ne pouvait concevoir cette conduite; l'impatience gagnait tout le monde. On



§ VIII.

Le 15 brumaire, Sièyes et Napoléon eurent une entrevue, dans laquelle ils arrêtèrent toutes les dispositions pour la journée du 18. Il fut convenu que le conseil des anciens, profitant de l'article 102 de la constitution, décréterait la translation du corps législatif à Saint-Cloud, et nommerait Napoléon commandant en chef de la garde du corps-législatif, des troupes de la division militaire de Paris et de la garde nationale.

Ce décret devant passer le 18, à sept heures du matin, à huit heures, Napoléon devait se rendre aux Tuileries où les troupes seraient réunies, et prendre là le commandement de la capitale.

Le 17, Napoléon fit prévenir les officiers qu'il les recevrait le lendemain à six heures du matin. Comme cette heure pouvait paraître indue, il prétexta un voyage; il fit donner la même invitation aux quarante adjudants de la garde nationale; et il fit dire aux trois régiments de cavalerie qu'il les passerait en revue aux Champs-Élysées le même jour 18, à sept heures du matin. Il prévint en même temps les généraux qui étaient revenus d'Égypte avec lui,

et tous ceux dont il connaissait les sentiments, qu'il serait bien aise de les voir à cette heure-là. Chacun d'eux crut que l'invitation était pour lui seul, et supposait que Napoléon avait des ordres à lui donner; car on savait que le ministre de la guerre Dubois-Crancé avait porté chez lui les états de l'armée; et prenait ses conseils sur tout ce qu'il fallait faire, tant sur les frontières du Rhin qu'en Italie.

Moreau, qui avait été du dîner du conseil législatif, et que Napoléon avait vu là pour la première fois, ayant appris par le bruit public qu'il se préparait un changement, déclara à Napoléon qu'il se mettait à sa disposition, qu'il n'avait pas besoin d'être mis dans aucun secret, et qu'il ne fallait que le prévenir une heure d'avance.

Macdonald, qui se trouvait aussi à Paris,

§ IX.

Tout se passa comme il avait été convenu. Sur les sept heures du matin, le conseil des anciens s'assembla sous la présidence de Lemercier. Cornudet, Lebrun, Fargues, peignirent vivement les malheurs de la république, les dangers dont elle était environnée, et la conspiration permanente des coryphées du Manége pour rétablir le règne de la terreur. Régnier, député de la Meurthe, demanda, par motion d'ordre, qu'en conséquence de l'article 102 de la constitution, le siége des séances du corps-législatif fût transféré à Saint-Cloud, et que Napoléon fût investi du commandement en chef des troupes de la 17e division militaire, et chargé de faire exécuter cette translation. Il développa alors sa motion. « La république est menacée, « dit-il, par les anarchistes et le parti de l'é- « tranger : il faut prendre des mesures de salut « public; on est assuré de l'appui du général « Bonaparte; ce sera à l'ombre de son bras pro- « tecteur que les conseils pourront délibérer « sur les changements que nécessite l'intérêt « public. » Aussitôt que la majorité du conseil se fut assurée que cela était d'accord avec Napoléon, le décret passa, mais non sans une

forte opposition. Il était conçu en ces termes :

Décret du conseil des anciens.

Le conseil des anciens, en vertu des articles 102, 103 et 104 de la constitution, décrète ce qui suit :

Art. 1^er^. Le corps-législatif est transféré à Saint-Cloud; les deux conseils y siégeront dans les deux ailes du palais.

2. Ils y seront rendus demain, 19 brumaire, à midi; toute continuation de fonctions, de délibérations, est interdite ailleurs et avant ce terme.

3. Le général Bonaparte est chargé de l'exécution du présent décret. Il prendra toutes les mesures nécessaires pour la sûreté de la représentation nationale. Le général commandant

du présent décret, et prêter serment; il se concertera avec les commissions des inspecteurs des deux conseils.

5. Le présent décret sera transmis sur-le-champ par un messager au conseil des cinq cents, et au directoire exécutif; il sera imprimé, affiché, promulgué, et envoyé dans toutes les communes de la république par des courriers extraordinaires.

Ce décret fut rendu à huit heures; et à huit heures et demie, le messager d'état qui en était porteur arriva au logement de Napoléon. Il trouva les avenues remplies d'officiers de la garnison, d'adjudants de la garde nationale, de généraux, et des trois régiments de cavalerie. Napoléon fit ouvrir les battants des portes; et sa maison étant trop petite pour contenir tant de personnes, il s'avança sur le perron, reçut les compliments des officiers, les harangua, et leur dit qu'il comptait sur eux tous pour sauver la France. En même temps, il leur fit connaître que le conseil des anciens, autorisé par la constitution, venait de le revêtir du commandement de toutes les troupes; qu'il s'agissait de prendre de grandes mesures pour tirer la patrie de la

position affreuse où elle se trouvait, qu'il comptait sur leurs bras et leur volonté; qu'il allait monter à cheval, pour se rendre aux Tuileries. L'enthousiasme fut extrême; tous les officiers tirèrent leurs épées, et promirent assistance et fidélité. Alors Napoléon se tourna vers Lefèvre, lui demandant s'il voulait rester près de lui, ou retourner près du directoire. Lefèvre, fortement ému, ne balança pas. Napoléon monta aussitôt à cheval, et se mit à la tête des généraux et officiers, et des 1500 chevaux auxquels il avait fait faire halte sur le boulevard, au coin de la rue du Mont-Blanc. Il donna ordre aux adjudants de la garde nationale de retourner dans leurs quartiers, d'y faire battre la générale, de faire connaître le décret qu'ils venaient d'entendre, et d'annoncer qu'on ne devait plus reconnaître que les ordres émanés de lui.

« Je remplirai fidèlement la mission que vous « m'avez confiée : qu'on ne cherche pas dans le « passé des exemples sur ce qui se passe. Rien « dans l'histoire ne ressemble à la fin du XVIII^e « siècle; rien dans le XVIII^e siècle ne ressemble « au moment actuel. »

Toutes les troupes étaient réunies aux Tuileries; il en passa la revue aux acclamations unanimes des citoyens et des soldats. Il donna le commandement des troupes chargées de la garde du corps-législatif au général Lannes, et au général Murat le commandement de celles envoyées à Saint-Cloud.

Il chargea le général Moreau de garder le Luxembourg; et, pour cet effet, il mit sous ses ordres 500 hommes du 86^e régiment. Mais, au moment de partir, ces troupes refusèrent d'obéir, elles n'avaient pas de confiance en Moreau, qui, disaient-elles, n'était pas patriote. Napoléon fut obligé de les haranguer, en les assurant que Moreau marcherait. Moreau avait acquis cette réputation depuis sa conduite en fructidor.

Le bruit se répandit bientôt dans toute la capitale, que Napoléon était aux Tuileries, et que ce n'était qu'à lui seul qu'il fallait obéir. Le peuple y courut en foule: les uns, mus par la simple curiosité de voir un général si renommé,

les autres, par élan patriotique et par zèle, pour lui offrir leur assistance. La proclamation suivante fut affichée partout.

« Citoyens, le conseil des anciens, dépositaire « de la sagesse nationale, vient de rendre un « décret; il y est autorisé par les articles 102 « et 103 de l'acte constitutionnel : il me charge « de prendre des mesures pour la sûreté de la « représentation nationale. Sa translation est né- « cessaire et momentanée; le corps-législatif se « trouvera à même de tirer la république du « danger imminent où la désorganisation de tou- « tes les parties de l'administration nous conduit. « Il a besoin, dans cette circonstance essentielle, « de l'union et de la confiance. Ralliez-vous au- « tour de lui : c'est le seul moyen d'asseoir la « république sur les bases de la liberté civile, « du bonheur intérieur, de la victoire et de la

« retour mettrait un terme à tant de maux. Vous « l'avez célébré avec une union qui m'impose « des obligations que je remplis; vous remplirez « les vôtres, et vous seconderez votre général « avec l'énergie, la fermeté, et la confiance que « j'ai toujours eue en vous. La liberté, la victoire « et la paix, replaceront la république française « au rang qu'elle occupait en Europe, et que « l'ineptie et la trahison ont pu seules lui faire « perdre. »

En ce moment, Napoléon envoya un aide-de-camp à la garde du directoire, pour lui communiquer le décret, et lui prescrire de ne recevoir d'ordre que de lui. La garde sonna à cheval; le chef consulta ses soldats, ils répondirent par des cris de joie. A l'instant même venait d'arriver un ordre du directoire, contraire à celui de Napoléon; mais les soldats n'obéissant qu'au sien, se mirent en marche pour le joindre. Sièyes et Roger-Ducos s'étaient déjà rendus dès le matin aux Tuileries. On dit que Barras, en voyant Sièyes monter à cheval, se moqua de la gaucherie du nouvel écuyer. Il était loin de se douter où il allait. Peu après, instruit du décret, il se réunit avec Gohier et Moulins; ils apprirent alors que toutes les troupes environnaient Napoléon; ils virent même leur garde les abandonner. Dès-

lors Moulins se rendit aux Tuileries, et donna sa démission, comme l'avaient déjà fait Sièyes et Roger-Ducos. Bottot, secrétaire de Barras, se rendit près de Napoléon, qui lui témoigna toute son indignation sur les dilapidations qui avaient perdu la république, et insista pour que Barras donnât sa démission. Talleyrand fut chez ce directeur, et la rapporta. Barras se rendit à Gros-Bois, accompagné d'une garde d'honneur de dragons. Dès ce moment, le directoire se trouva dissous, et Napoléon seul chargé du pouvoir exécutif de la république.

Cependant le conseil des cinq cents s'était assemblé sous la présidence de Lucien. La constitution était précise, le décret du conseil des anciens était dans ses attributions : il n'y avait rien à objecter. Les membres du conseil, en traversant les rues de Paris et les Tuileries,

C'était un des membres les plus chauds de la société du Manége, dont les opinions politiques étaient alors fort exaltées et réprouvées par tous les gens de bien. Joseph l'avait mené le matin chez Napoléon ; mais, lorsqu'il vit ce dont il s'agissait, il s'esquiva, et alla instruire ses amis du Manége de ce qui se passait.

Jourdan et Augereau vinrent trouver Napoléon aux Tuileries, lorsqu'il passait la revue des troupes : il leur conseilla de ne pas retourner à Saint-Cloud à la séance du lendemain, de rester tranquilles, de ne pas compromettre les services qu'ils avaient rendus à la patrie ; car aucun effort ne pouvait s'opposer au mouvement qui était commencé. Augereau l'assura de son dévouement et du désir qu'il avait de marcher sous ses ordres. Il ajouta même : « Eh quoi! « général, est-ce que vous ne comptez pas tou« jours sur votre petit Augereau?

Cambacères, ministre de la justice; Fouché, ministre de la police, et tous les autres ministres furent aux Tuileries, et reconnurent la nouvelle autorité. Fouché fit de grandes protestations d'attachement et de dévouement; extrêmement opposé à Sièyes, il n'avait pas été dans le secret de la journée. Il avait ordonné de fermer les barrières, d'arrêter le départ des courriers et des diligences : « Eh! bon dieu! lui dit

« le général, pourquoi toutes ces précautions ? « nous marchons avec la nation et par sa seule « force ; qu'aucun citoyen ne soit inquiété, et « que le triomphe de l'opinion n'ait rien de com- « mun avec ces journées faites par une minorité « factieuse. »

Les membres de la majorité des cinq cents, de la minorité des anciens, et les coryphées du Manége, passèrent toute la journée et la nuit en conciliabules.

A sept heures du soir, Napoléon tint un conseil aux Tuileries. Sièyes proposait d'arrêter les quarante principaux meneurs opposants. Cet avis était sage ; mais Napoléon croyait avoir trop de force pour employer tant de prudence : « J'ai juré ce matin, dit-il, de protéger la repré- « sentation nationale ; je ne veux point ce soir « violer mon serment : je ne crains pas de si

séance de Saint-Cloud. Lucien, Boulay, Émile Gaudin, Chazal, Cabanis, étaient les meneurs du conseil des cinq cents; Régnier, Lemercier, Cornudet, Fargues, l'étaient des anciens.

Le général Murat, ainsi qu'on l'a dit, commandait la force publique à Saint-Cloud; Ponsard commandait le bataillon de la garde du corps législatif; le général Serrurier avait sous ses ordres une réserve placée au Point-du-Jour.

On travaillait avec activité pour préparer les salles du palais de Saint-Cloud. L'orangerie fut destinée au conseil des cinq cents, et la galerie de Mars à celui des anciens : les appartements, devenus, depuis, le salon des princes et le cabinet de l'empereur, furent préparés pour Napoléon et son état-major. Les inspecteurs de la salle occupèrent les appartements de l'impératrice. Il était deux heures après-midi, et le local destiné au conseil des cinq cents n'était pas encore prêt. Ce retard de quelques heures devint funeste. Les députés, arrivés depuis midi, se formèrent en groupes dans le jardin; les esprits s'échauffèrent; ils se sondèrent réciproquement, se communiquèrent, et organisèrent leur opposition. Ils demandaient au conseil des anciens ce qu'il voulait? pourquoi il les avait fait venir à Saint-Cloud? Était-ce pour changer le directoire?

Ils convenaient généralement que Barras était corrompu, Moulins sans considération ; ils nommèrent sans difficulté Napoléon et deux autres citoyens pour compléter le gouvernement. Le petit nombre d'individus qui étaient dans le secret laissèrent alors percer que l'on voulait régénérer l'état, en améliorant la constitution, et ajourner les conseils. Ces insinuations ne réussissant pas, une hésitation se manifesta parmi les membres sur lesquels on comptait le plus.

§ XI.

La séance s'ouvrit enfin. Émile Gaudin monta à la tribune, peignit vivement les dangers de la patrie, et proposa de remercier le conseil des anciens des mesures de salut public dont il avait pris l'initiative, et de lui demander,

Delbrel demanda que les membres prêtassent de nouveau serment à la constitution de l'an III. Lucien, Boulay et leurs amis pâlirent. L'appel nominal eut lieu.

Pendant cet appel nominal, qui dura plus de deux heures, les nouvelles de ce qui se passait circulèrent dans la capitale. Les meneurs de l'assemblée du Manége, les tricoteuses, etc., accoururent. Jourdan et Augereau se tenaient à l'écart; croyant Napoléon perdu, ils s'empressèrent d'arriver. Augereau s'approcha de Napoléon, et lui dit : « *Eh bien! vous voici dans une « jolie position!* » — « Augereau, reprit Napo- « léon, souviens-toi d'Arcole : les affaires parais- « saient bien plus désespérées. Crois-moi, reste « tranquille, si tu ne veux pas en être la vic- « time. Dans une demi-heure tu verras comme « les choses tourneront. »

L'assemblée paraissait se prononcer avec tant d'unanimité, qu'aucun député n'osa refuser de prêter serment à la constitution : Lucien lui-même y fut contraint. Des hurlements, des bravos, se faisaient entendre dans toute la salle. Le moment était pressant. Beaucoup de membres, en prononçant ce serment, y ajoutèrent des développements, et l'influence de tels discours pouvait se faire sentir sur les troupes. Tous les esprits étaient en suspens : les zélés devenaient

neutres; les timides avaient déjà changé de bannière. Il n'y avait pas un instant à perdre. Napoléon traversa le salon de Mars, entra au conseil des anciens, et se plaça vis-à-vis le président. (C'était la barre.)

« Vous êtes sur un volcan, leur dit-il : la ré-
« publique n'a plus de gouvernement; le direc-
« toire est dissous; les factions s'agitent; l'heure
« de prendre un parti est arrivée. Vous avez
« appelé mon bras et celui de mes compagnons
« d'armes au secours de votre sagesse : mais les
« instants sont précieux; il faut se prononcer.
« Je sais que l'on parle de César, de Cromwell,
« comme si l'époque actuelle pouvait se com-
« parer aux temps passés. Non, je ne veux que
« le salut de la république, et appuyer les dé-
« cisions que vous allez prendre..... Et vous,
« grenadiers, dont j'aperçois les bonnets aux

l'air leurs bonnets, leurs armes, ils semblaient tous dire : Oui, c'est vrai ! il a toujours tenu parole !

Alors un membre (Linglet) se leva, et d'une voix forte dit : « Général, nous applaudissons « à ce que vous dites : jurez donc avec nous « obéissance à la constitution de l'an III, qui « peut seule maintenir la république. »

L'étonnement que causèrent ces paroles produisit le plus grand silence.

Napoléon se recueillit un moment; après quoi, il reprit avec force : « La constitution de « l'an III, vous n'en avez plus : vous l'avez vio- « lée au 18 fructidor, quand le gouvernement « a attenté à l'indépendance du corps législatif; « vous l'avez violée au 30 prairial an VII, quand « le corps législatif a attenté à l'indépendance « du gouvernement; vous l'avez violée au 22 « floréal, quand, par un décret sacrilége, le « gouvernement et le corps-législatif ont at- « tenté à la souveraineté du peuple, en cassant « les élections faites par lui. La constitution « violée, il faut un nouveau pacte, de nouvelles « garanties. »

La force de ce discours, l'énergie du général, entraînèrent les trois quarts des membres du conseil, qui se levèrent en signe d'approbation. Cornudet et Régnier parlèrent avec force dans

le même sens : un membre s'éleva contre ; il dénonça le général comme le seul conspirateur qui voulait attenter à la liberté publique. Napoléon interrompit l'orateur, déclara qu'il avait le secret de tous les partis, que tous méprisaient la constitution de l'an III ; que la seule différence qui existait entre eux était que les uns voulaient une république modérée, où tous les intérêts nationaux, toutes les propriétés, fussent garantis ; tandis que les autres voulaient un gouvernement révolutionnaire, motivé sur les dangers de la patrie. En ce moment on vint prévenir Napoléon que, dans le conseil des cinq cents, l'appel nominal était terminé, et que l'on voulait forcer le président Lucien à mettre aux voix la mise hors la loi de son frère. Napoléon se rend aussitôt aux cinq cents, entre dans la salle le chapeau bas, ordonne aux officiers et soldats

Deux grenadiers que l'ordre du général avait retenus à la porte, et qui n'avaient obéi qu'à regret et en lui disant : « Vous ne les connais- « sez pas, ils sont capables de tout, » culbutèrent, le sabre à la main, ce qui s'opposait à leur passage, pour rejoindre leur général, l'investir et le couvrir de leurs corps. Tous les autres grenadiers suivirent cet exemple, et entraînèrent Napoléon en dehors de la salle. Dans ce tumulte, l'un d'eux nommé Thomé fut légèrement blessé d'un coup de poignard ; un autre reçut plusieurs coups dans ses habits.

Le général descendit dans la cour du château, fit battre au cercle, monta à cheval, et harangua les troupes. « J'allais, dit-il, leur faire connaître « les moyens de sauver la république, et de « nous rendre notre gloire. Ils m'ont répondu « à coups de poignard. Ils voulaient ainsi réali- « ser le désir des rois coalisés. Qu'aurait pu faire « de plus l'Angleterre !

« Soldats, puis-je compter sur vous ? »

Des acclamations unanimes répondirent à ce discours. Napoléon aussitôt ordonna à un capitaine d'entrer avec dix hommes dans la salle des cinq cents, et de délivrer le président.

Lucien venait de déposer sa toge. « Misérables ! « s'écriait-il, vous exigez que je mette hors la loi « mon frère, le sauveur de la patrie, celui dont

« le nom seul fait trembler les rois! Je dépose « les marques de la magistrature populaire; je « me présente à cette tribune comme défenseur « de celui que vous m'ordonnez d'immoler sans « l'entendre. »

En disant ces mots, il quitte le fauteuil, et s'élance à la tribune. L'officier de grenadiers se présente alors à la porte de la salle, en criant: Vive la république! On croit que les troupes envoient une députation pour exprimer leur dévouement aux conseils. Ce capitaine est accueilli par un mouvement d'allégresse. Il profite de cette erreur, s'approche de la tribune, s'empare du président, en lui disant à voix basse: *C'est l'ordre de votre frère.* Les grenadiers crient en même temps: *A bas les assassins!*

A ces cris, la joie se change en tristesse; un

« Président, répondit le général, cela sera « bientôt fait. »

Il ordonna en même temps à Murat de se porter dans la salle en colonne serrée. En cet instant, le général B*** osa lui demander cinquante hommes pour se placer en embuscade sur la route et fusiller les fuyards. Napoléon ne répondit à sa demande qu'en recommandant aux grenadiers de ne pas commettre d'excès. « Je ne veux pas, leur dit-il, qu'il y ait une « goutte de sang versée. »

Murat se présente à la porte, et somme le conseil de se séparer. Les cris, les vociférations continuent. Le colonel Moulins, aide-de-camp de Brune, qui venait d'arriver de Hollande, fait battre la charge. Le tambour mit fin à ces clameurs. Les soldats entrent dans la salle, la baïonnette en avant. Les députés sautent par les fenêtres, et se dispersent en abandonnant les toges, les toques, etc. : en un instant la salle fut vide. Les membres de ce conseil qui s'étaient le plus prononcés s'enfuirent en toute hâte jusqu'à Paris.

Une centaine de députés des cinq cents se rallièrent au bureau et aux inspecteurs de la salle. Ils se rendirent en corps au conseil des anciens. Lucien fit connaître que les cinq cents avaient été dissous sur son réquisitoire ; que,

chargé de maintenir l'ordre dans l'assemblée, il avait été environné de poignards; qu'il avait envoyé des huissiers pour réunir de nouveau le conseil; que rien n'était contraire aux formes, et que les troupes n'avaient fait qu'obéir à son réquisitoire. Le conseil des anciens, qui voyait avec inquiétude ce coup d'autorité du pouvoir militaire, fut satisfait de cette explication. A onze heures du soir, les deux conseils se réunirent de nouveau, ils étaient en très grande majorité. Deux commissions furent chargées de faire leur rapport sur la situation de la république. On décréta, sur le rapport de Béranger, des remercîments à Napoléon et aux troupes. Boulay de la Meurthe aux cinq cents, Villetard aux anciens, exposèrent la situation de la république et les mesures à prendre. La loi du 19 brumaire fut décrétée; elle ajournait les

gerie où s'étaient réunis les deux conseils. Lucien, président, leur adressa la parole en ces termes :

« Citoyens Consuls,

« Le plus grand peuple de la terre vous confie ses destinées. Sous trois mois l'opinion vous attend. Le bonheur de 30 millions d'hommes, la tranquillité intérieure, les besoins des armées, la paix, tel est le mandat qui vous est donné. Il faut sans doute du courage et du dévouement pour se charger d'aussi importantes fonctions : mais la confiance du peuple et des guerriers vous environne, et le corps législatif sait que vos ames sont tout entières à la patrie. Citoyens consuls, nous venons, avant de nous ajourner, de prêter le serment que vous allez répéter au milieu de nous : le serment sacré de « fidélité inviolable à la souveraineté du peu- « ple, à la république française une et indivisi- « ble, à la liberté, à l'égalité, et au système re- « présentatif. »

L'assemblée se sépara, et les consuls se rendirent à Paris, au palais du Luxembourg.

Ainsi fut consommée la révolution du 18 brumaire.

Sièyes, pendant le moment le plus critique,

était resté dans sa voiture à la grille de Saint-Cloud, afin de pouvoir suivre la marche des troupes. Sa conduite dans le danger fut convenable; il fit preuve de fermeté, de résolution et de sang-froid.

CONSULS PROVISOIRES.

État de la capitale. — Proclamation de Napoléon. — Première séance des consuls; Napoléon président. — Ministère : divers changements. — Maret, Dubois-Crancé, Robert-Lindet, Gaudin, Reinhart, Forfait, Laplace. — Premiers actes des consuls. — Honneurs funèbres rendus au pape.—Naufragés de Calais.—Napper-Tandy, Blackwell. — Suppression de la fête du 21 janvier. — Entrevue de deux agents royalistes avec Napoléon. — Vendée. — Châtillon, Bernier, d'Autichamp, Georges. — Pacification. — Discussion sur la constitution. Opinions de Sièyes et de Napoléon. — Daunou. — Constitution. — Nomination des consuls Cambacérès, Lebrun.

§ I^er^.

On se peindrait difficilement les angoisses qu'avait éprouvées la capitale, pendant cette révolution du 18 brumaire; les bruits les plus sinistres circulaient partout : on disait Napoléon renversé; on s'attendait au règne de la terreur. C'était encore moins le danger de la chose publique qui effrayait, que celui où chaque famille allait se trouver.

Sur les neuf heures du soir, les nouvelles de

Saint-Cloud se répandirent, et l'on apprit les événements arrivés; alors la joie la plus vive succéda aux plus cruelles alarmes. La proclamation suivante fut faite aux flambeaux.

Proclamation de Napoléon.

« Citoyens !

« A mon retour à Paris, j'ai trouvé la divi-
« sion dans toutes les autorités, et l'accord éta-
« bli sur cette seule vérité *que la constitution*
« *était à moitié détruite et ne pouvait plus sauver*
« *la liberté.* Tous les partis sont venus à moi,
« m'ont confié leurs desseins, dévoilé leurs se-
« crets, et m'ont demandé mon appui; j'ai refusé
« d'être l'homme d'un parti. Le conseil des anciens

« dance. J'ai cru devoir à nos concitoyens, aux « soldats périssant dans nos armées, à la gloire « acquise au prix de leur sang, d'accepter le « commandement. Les conseils se rassemblent « à Saint-Cloud; les troupes républicaines ga- « rantissent la sûreté au dehors; mais des assas- « sins établissent la terreur au dedans. Plusieurs « députés du conseil des cinq cents, armés de « stylets et d'armes à feu, font circuler autour « d'eux des menaces de mort. Les plans qui de- « vaient être développés sont resserrés, la majo- « rité désorganisée, les orateurs les plus intré- « pides déconcertés, et l'inutilité de toute pro- « position sage, évidente. Je porte mon indi- « gnation et ma douleur au conseil des anciens : « je lui demande d'assurer l'exécution de mes « généreux desseins; je lui représente les maux « de la patrie qui les ont fait concevoir. Il s'unit « à moi par de nouveaux témoignages de sa con- « stante volonté. Je me présente au conseil des « cinq cents, seul, sans armes, la tête décou- « verte, tel que les anciens m'avaient reçu et « applaudi. Je venais rappeler à la majorité sa « volonté et l'assurer de son pouvoir. Les sty- « lets qui menaçaient les députés sont aussitôt « levés sur leur libérateur. Vingt assassins se « précipitent sur moi, et cherchent ma poitrine. « Les grenadiers du corps législatif, que j'avais

« laissés à la porte de la salle, accourent et se « mettent entre les assassins et moi. L'un de ces « braves grenadiers (Thomé) est frappé d'un « coup de stylet dont ses habits sont percés. Ils « m'enlèvent. Au même moment, des cris de « hors la loi se font entendre contre le défen- « seur *de la loi.* C'était le cri farouche des assas- « sins contre la force destinée à les réprimer. « Ils se pressent autour du président, la menace « à la bouche, les armes à la main; ils lui or- « donnent de prononcer la mise hors la loi. L'on « m'avertit, je donne ordre de l'arracher à leur « fureur, et dix grenadiers du corps législatif « entrent au pas de charge dans la salle et la « font évacuer. Les factieux, intimidés, se dis- « persent et s'éloignent. La majorité, soustraite « à leurs coups, rentre librement et paisible- « ment dans la salle de ses séances, entend les

« devenus les plus odieux des hommes, n'ont « pas cessé d'être les plus misérables. »

§ II.

Dans la matinée du 11 novembre, les consuls tinrent leur première séance. Il s'agissait d'abord de nommer à la présidence. La question devait être décidée par le suffrage de Roger-Ducos; l'opinion de celui-ci avait toujours été, dans le directoire, subordonnée à celle de Sièyes; ce dernier s'attendait donc à lui voir tenir une pareille conduite dans le consulat. Il en fut tout autrement. Le consul Roger-Ducos, à peine entré dans le cabinet, dit, en se tournant vers Napoléon : « Il est bien inutile d'aller « aux voix pour la présidence; elle vous appar- « tient de droit. » Napoléon prit donc le fauteuil. Roger-Ducos continua de voter dans le sens de Napoléon. Il eut même avec Sièyes de vives explications à ce sujet; mais il resta inébranlable dans son système. Cette conduite était le résultat de la conviction où il était que Napoléon seul pouvait tout rétablir et tout maintenir. Roger-Ducos n'était pas un homme d'un grand talent; mais il avait le sens droit, et était bien intentionné.

Le secrétaire du directoire Lagarde ne jouissait pas d'une réputation à l'abri du reproche.

Maret, depuis duc de Bassano, fut nommé à cette place. Il était né à Dijon. Il montra de l'attachement aux principes de la révolution de 89. Il fut employé dans les négociations avec l'Angleterre avant le 10 août; depuis il traita avec lord Malmesbury à Lille. Maret est un homme très habile, d'un caractère doux, de fort bonnes manières, d'une probité et d'une délicatesse à toute épreuve. Il avait échappé au règne de la terreur; ayant été arrêté avec Sémonville comme il traversait le pays des Grisons pour se rendre à Venise, devant de là se rendre à Naples en qualité d'ambassadeur, après le 9 thermidor il fut échangé contre Madame, fille de Louis XVI, qui était alors prisonnière au Temple.

La première séance des consuls dura plusieurs heures. Sièyes avait espéré que Napoléon

zal, Talleyrand, Boulay, Rœderer, Cabanis, etc. :
« Messieurs, vous avez un maître. Napoléon
« veut tout faire, sait tout faire, et peut tout
« faire. Dans la position déplorable où nous
« nous trouvons, il vaut mieux nous soumettre
« que d'exciter des divisions qui amèneraient
« une perte certaine.

§ III.

Le premier acte du gouvernement fut l'organisation du ministère. Dubois-Crancé était ministre de la guerre. Il était incapable de remplir de telles fonctions ; c'était un homme de parti, peu estimé, et qui n'avait aucune habitude du travail et de l'ordre. Ses bureaux étaient occupés par des gens de la faction, qui, au lieu de faire leur besogne, passaient le temps en délibérations ; c'était un vrai chaos. On aura peine à croire que Dubois-Crancé ne put fournir au consul un seul état de situation de l'armée. Berthier fut nommé ministre de la guerre. Il fut obligé d'envoyer aussitôt une douzaine d'officiers dans les divisions militaires et aux corps d'armée, pour obtenir les états de situation des corps, leur emplacement, l'état de leur administration. Le bureau de l'artillerie était le seul où l'on eût des renseignements. Un grand

nombre de corps avaient été créés, tant par les généraux que par les administrations départementales ; ils existaient sans qu'on le sût au ministère. On disait à Dubois-Crancé : « Vous payez l'armée, vous pouvez du moins nous donner les états de la solde. — Nous ne la payons pas. — Vous nourrissez l'armée, donnez-nous les états du bureau des vivres. — Nous ne la nourrissons pas. — Vous habillez l'armée, donnez-nous les états du bureau de l'habillement. — Nous ne l'habillons pas. »

L'armée dans l'intérieur était payée au moyen des violations de caisse; elle était nourrie et habillée au moyen des réquisitions, et les bureaux n'exerçaient aucun contrôle. Il fallut un mois avant que le général Berthier pût avoir un état de l'armée, et ce ne fut qu'alors qu'on put procéder à sa réorganisation.

l'ennemi, pour se porter sur des points où ils espéraient trouver des vivres.

L'administration ayant été améliorée, la discipline fut bientôt rétablie.

— Le ministère des finances était occupé par Robert Lindet, qui avait été membre du comité de salut public du temps de Robespierre. C'était un homme probe, mais n'ayant aucune des connaissances nécessaires pour l'administration des finances d'un grand empire. Sous le gouvernement révolutionnaire, il avait cependant obtenu la réputation d'un grand financier; mais sous ce gouvernement, le vrai ministre des finances, c'était le prote de la planche aux assignats.

— Lindet fut remplacé par Gaudin, depuis duc de Gaëte, qui avait occupé pendant longtemps la place de premier commis des finances. C'était un homme de mœurs douces et d'une sévère probité.

Le trésor était vide, il ne s'y trouvait pas de quoi expédier un courrier. Toutes les rentrées se faisaient en bons de réquisitions, cédules, rescriptions, papiers de toute espèce avec lesquels on avait dévoré d'avance toutes les recettes de l'armée. Les fournisseurs, payés avec des délégations, puisaient eux-mêmes directement dans la caisse des receveurs, au fur et à

mesure des rentrées, et cependant ils ne faisaient aucun service. La rente était à six francs. Toutes les sources étaient taries, le crédit anéanti ; tout était désordre, dilapidation, gaspillage. Les payeurs, qui faisaient en même temps les fonctions de receveurs, s'enrichissaient par un agiotage d'autant plus difficile à réprimer, que tous ces papiers avaient des valeurs réelles différentes.

Le nouveau ministre Gaudin prit des mesures qui mirent un frein aux abus, et rétablirent la confiance. Il supprima l'emprunt forcé et progressif (1).

Plusieurs citoyens offrirent au gouvernement des sommes considérables. Le commerce de Paris remplit un emprunt de 12 millions ; ce qui, dans ce moment, était d'une grande importance.

La vente des domaines de la maison d'Orange, que la France s'était réservée par le traité de la Haye, fut négociée, et produisit 24 millions. On créa pour 150 millions de bons de rescription de rachats de rente.

Les impositions directes ne rentraient pas à cause du retard qu'éprouvait la confection des rôles. Le ministre créa une commission des contributions publiques. L'assemblée constituante, dont les principes en administration étaient fautifs, parce qu'ils étaient le résultat d'une vaine théorie, et non le fruit de l'expérience, avait chargé les municipalités de la formation des rôles, qui étaient rendus exécutoires par la décision des administrateurs de département. Cette organisation était désastreuse; on y fut peu sensible, en 1792, 93, 94; les assignats pourvoyaient à tout. Lors de la constitution

Les domaines nationaux cessèrent de se vendre, car la propriété fut décriée; les riches devinrent pauvres sans que les pauvres devinssent plus riches : cette loi absurde produisit un effet contraire à celui qu'en avaient attendu ses auteurs : elle tarit toutes les sources du revenu public. Le ministre Gaudin ne voulut pas se coucher ni dormir une seule nuit, chargé du portefeuille des finances, sans avoir rédigé et proposé une loi pour rapporter cette loi désastreuse, qu'il remplaça par vingt-cinq centimes additionnels aux contributions directes ou indirectes, qui rentrèrent sans effort, et produisirent cinquante millions. Les sommes déjà versées à l'emprunt forcé furent reçues à compte sur les centimes additionnels ou liquidées sur le grand-livre.

de l'an III, cinq mille préposés furent chargés de la formation des rôles. On avait adopté en même temps une administration mixte qui coûtait 5 millions d'extraordinaire, et n'atteignait pas plus le but que la loi de la constituante. Gaudin, éclairé par l'expérience, confia la confection de ces rôles à cent directeurs-généraux ayant sous eux cent inspecteurs et huit cent quarante contrôleurs, qui ne coûtaient que trois millions. L'économie était de deux millions.

Il créa la caisse d'amortissement, soumit les receveurs des finances à un cautionnement du vingtième de leurs recettes, et organisa le système des obligations des receveurs-généraux, payables par douzième, par mois, du montant de leurs recettes. Dès ce moment, toutes les contributions directes rentrèrent au trésor avant

rentes en forêts; mais elles étaient mal administrées : la régie de l'enregistrement, préposée pour recevoir ce revenu, celui du timbre, et exercer des droits domaniaux, ne convenait pas pour diriger une administration qui exigeait des connaissances particulières et de l'activité. Le ministre Gaudin établit une administration spéciale. Ce changement excita des réclamations. On craignit de voir se renouveler les abus attachés à l'ancienne administration des eaux et forêts. On rétablit, disait-on, l'administration; on ne tardera pas à rétablir sa juridiction, les tribunaux spéciaux; nous verrons renaître tous les abus qui ont excité nos réclamations en 1789. Ces craintes étaient chimériques : les abus de l'ancienne administration avaient disparu pour toujours : La nouvelle administration forestière soigna bien l'aménagement des forêts, leur vente, leur coupe, et porta une attention toute particulière aux semis et plantations. Elle fit aussi rentrer au domaine une grande quantité de bois usurpés par les communes ou les particuliers; enfin elle n'eut que de bons effets, et se concilia l'opinion publique.

Tout ce qu'il est possible de faire en peu de jours, pour détruire les abus d'un régime vicieux et remettre en honneur les principes

du crédit et de la modération, le ministre Gaudin le fit. C'était un administrateur de probité et d'ordre, qui savait se rendre agréable à ses subordonnés, marchant doucement, mais sûrement. Tout ce qu'il fit et proposa dans ces premiers moments, il l'a maintenu et perfectionné pendant quinze années d'une sage administration. Jamais il n'est revenu sur aucune mesure, parce que ses connaissances étaient positives et le fruit d'une longue expérience.

Cambacérès conserva le ministère de la justice. Un grand nombre de changements furent faits dans les tribunaux.

Talleyrand avait été renvoyé du ministère des relations extérieures par l'influence de la société du Manége. Reinhart qui l'avait remplacé était natif de Wurtemberg. C'était un homme hon-

réuni la nation, et remporté des victoires sur les ennemis extérieurs.

Bourdon fut remplacé au ministère de la marine par Forfait, et nommé commissaire de la marine à Anvers. Forfait, né en Normandie, avait la réputation d'être le meilleur ingénieur-constructeur de vaisseaux; mais c'était un homme à système, et il n'a pas justifié ce que l'on attendait de lui. Le ministère de la marine était très important, par la nécessité où se trouvait la république de secourir l'armée d'Égypte, la garnison de Malte, et les colonies.

A l'intérieur, le ministre Quinette fut remplacé par Laplace, géomètre du premier rang; mais qui ne tarda pas à se montrer administrateur plus que médiocre; dès son premier travail, les consuls s'aperçurent qu'ils s'étaient trompés: Laplace ne saisissait aucune question sous son vrai point de vue; il cherchait des subtilités partout, n'avait que des idées problématiques, et portait enfin l'esprit des infiniment petits dans l'administration.

Les nominations furent faites par les consuls d'un commun accord; la première dissension d'opinion eut lieu pour Fouché, qui était ministre de la police. Sièyes le haïssait, et croyait la sûreté du gouvernement compromise, si la direction de la police restait dans ses mains.

Fouché, né à Nantes, avait été oratorien avant la révolution; il avait ensuite exercé un emploi subalterne dans son département, et s'était distingué par l'exaltation de ses principes. Député à la convention, il marcha dans la même direction que Collot d'Herbois. Après la révolution de thermidor, il fut proscrit comme terroriste. Sous le directoire, il s'était attaché à Barras, et avait commencé sa fortune dans des compagnies de fournitures, où l'on avait imaginé de faire entrer un grand nombre d'hommes de la révolution : idée qui avait jeté une nouvelle déconsidération sur des hommes que les événements politiques avaient déjà dépopularisés. Fouché, appelé au ministère de la police depuis plusieurs mois, avait pris parti contre la faction du Manége qui s'agitait encore, et qu'il fallait détruire; mais Sièyes n'attribuait pas cette conduite à des

ministre et sur son esprit versatile, mais enfin sa conduite avait été utile à la république. « Nous formons une nouvelle époque, disait « Napoléon ; du passé, il ne faut nous souvenir « que du bien et oublier le mal. L'âge, l'habi- « tude des affaires et l'expérience, ont formé « bien des têtes et modifié bien des caractères. » Fouché conserva son ministère.

La nomination de Gaudin au ministère des finances, laissa vacante la place de commissaire du gouvernement près l'administration des postes, place de confiance, fort importante. Elle fut confiée à Laforêt, qui alors était chef de la division des fonds aux relations extérieures. C'était un homme habile, qui avait été long-temps consul-général de France, en Amérique.

§ IV.

L'école Polytechnique n'était qu'ébauchée ; Monge fut chargé d'en rédiger l'organisation définitive, qui depuis a été sanctionnée par l'expérience. Cette école est devenue la plus célèbre du monde. Elle a fourni une foule d'officiers, de mécaniciens, de chimistes, qui ont recruté les corps savants de l'armée, ou qui, répandus dans les manufactures, ont porté si haut la perfection des arts, et donné à l'industrie française sa haute supériorité.

Cependant le nouveau gouvernement était environné d'ennemis, qui s'agitaient publiquement. La Vendée, le Languedoc et la Belgique étaient déchirés par les troubles et les insurrections. Le parti de l'étranger, qui, depuis plusieurs mois, faisait tous les jours des progrès, voyait avec dépit un changement qui détruisait ses espérances. Les anarchistes n'écoutaient que leur animosité contre Sièyes (1). La loi rendue le 19 brumaire à Saint-Cloud avait chargé le gouvernement de prendre les mesures qui seraient nécessaires pour rétablir la tranquillité de la république. Elle avait expulsé du corps législatif cinquante-cinq députés. Un grand nombre d'autres étaient mécontents de l'ajournement des chambres ; ils persistaient à rester à Paris et à s'y réunir. C'était la première fois, depuis la révolution, que la tribune était muette

la police proposa en conséquence des mesures qui devaient réprimer l'audace du parti anarchiste. Un décret condamna à la déportation cinquante-neuf des principaux meneurs : trente-sept à la Guiane, et vingt-deux à l'île d'Oléron ; ce décret fut généralement désapprouvé, l'opinion répugnait à toute mesure violente : cependant il eut un effet salutaire. Les anarchistes, frappés à leur tour de terreur, se dispersèrent. C'était tout ce qu'on voulait, et peu de temps après, le décret de déportation fut converti en une simple mesure de surveillance qui cessa bientôt elle-même.

Le public s'attribua le rapport de ce décret. On crut que l'administration avait rétrogradé : on eut tort, elle n'avait voulu qu'épouvanter ; elle avait atteint son but.

Bientôt l'esprit public changea dans toute la France. Les citoyens s'étaient réunis, les actes d'adhésion des départements arrivaient en foule, et les malveillants, de quelque parti qu'ils fussent, cessaient d'être dangereux. La loi des otages, qui avait jeté un grand nombre de citoyens dans les prisons, fut rapportée (1). Des

(1) La loi des otages avait été rendue le 12 juillet 1799 : elle avait été dictée par les jacobins du Manége ; elle pesait sur cent cinquante à deux cent mille citoyens qu'elle mettait hors de la protection des lois; elle les rendait responsables, dans leurs personnes et leurs propriétés, de

lois intolérantes avaient été rendues contre les prêtres par les gouvernements précédents ; la persécution avait été poussée aussi loin que le pouvait faire la haine des théophilanthropes. Prêtres réfractaires ou prêtres assermentés, tous étaient compris dans la même proscription ; les uns avaient été déportés à l'île de Ré, d'autres à la Guiane, d'autres à l'étranger, d'autres gémissaient dans les prisons. On adopta pour principe que la conscience n'était pas du domaine de la loi, et que le droit du souverain devait se borner à exiger obéissance et fidélité.

§ V.

Si la question eût été ainsi posée à l'assem-

tous les événements provenant des troubles civils. Ces individus étaient

blée constituante, et qu'on n'eût point exigé un serment à la constitution civile du clergé, ce qui était entrer dans des discussions théologiques, aucun prêtre n'eût été réfractaire. Mais Talleyrand et d'autres membres de cette assemblée imposèrent ce serment, dont les conséquences ont été si funestes à la France.

La constitution civile du clergé devenue loi de l'état, il fallait protéger les prêtres, en assez grand nombre, qui s'y étaient conformés, et il est probable que ce clergé aurait formé l'église nationale; mais, quand l'assemblée législative et la convention firent fermer les églises, supprimèrent les dimanches, et traitèrent avec le même mépris les prêtres assermentés et les prêtres réfractaires, on donna gain de cause à ces derniers.

Napoléon, qui avait beaucoup médité sur les matières de la religion, en Italie et en Égypte, avait à cet égard des idées arrêtées il se hâta de faire cesser les persécutions Son premier acte fut d'ordonner la mise en liberté de tous les prêtres mariés ou assermentés, qui étaient détenus ou déportés. L'emportement des factions avait été tel, que même ces deux classes avaient été persécutées en masse. — On décréta que tout prêtre déporté, emprisonné, etc., qui ferait serment d'être fidèle au gouvernement

établi, serait sur-le-champ mis en liberté. Peu de temps après ce décret, plus de vingt mille vieillards rentrèrent dans leurs familles. Quelques prêtres ignorants persistèrent dans leur obstination, ils restèrent dans l'exil. Mais alors ils se condamnaient eux-mêmes, car les préceptes du christianisme ne sont pas susceptibles d'interprétation, et le serment de fidélité au gouvernement ne peut être refusé sans crime.

Dans le même temps, les lois sur les décades furent rapportées, les églises rendues au culte, et des pensions accordées aux religieux et religieuses qui prêteraient serment de fidélité au gouvernement. La plupart se soumirent, et, par là, des milliers d'individus furent arrachés à la misère. Les églises se rouvrirent dans les campagnes, les cérémonies intérieures furent

aumônier du pape, et que depuis il fit nommer cardinal et archevêque de Gênes. Il apprit qu'aucun honneur funèbre n'avait été rendu à ce pontife, et que son corps était déposé dans la sacristie de la cathédrale. Un décret des consuls ordonna que les honneurs accoutumés lui fussent décernés; et qu'un monument en marbre fût élevé sur sa tombe. C'était un hommage à un souverain malheureux, et au chef de la religion du premier consul et de la pluralité des Français.

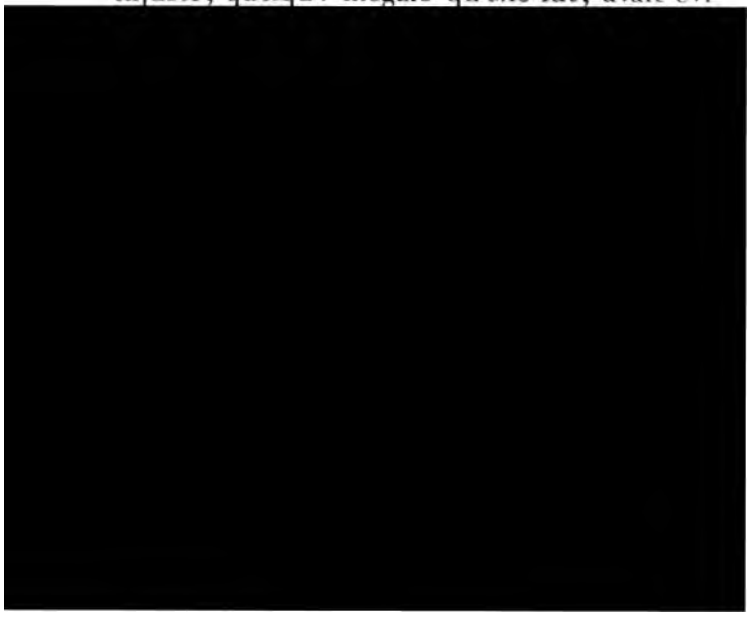
Chaque jour le gouvernement consulaire, par des actes de justice et de générosité, s'efforçait de réparer les fautes et les injustices des gouvernements précédents. Les membres de l'assemblée constituante, qui avaient reconnu la souveraineté du peuple, furent rayés de la liste des émigrés par une décision adoptée comme principe. Cela excita beaucoup d'inquiétude : les émigrés vont rentrer en foule, disait-on; le parti royal va relever la tête, comme en fructidor ; les républicains vont être massacrés.

La Fayette (1), Latour-Maubourg, Bureau de

(1) Le général La Fayette, qui avait commencé la révolution, avait abandonné son armée devant Sedan, et passé à l'étranger. Arrêté par les Prussiens, il avait été livré au gouvernement autrichien, qui le tenait en prison. A l'époque du traité de Léoben, quoique le gouvernement français ne prît aucun intérêt à ce général, Napoléon crut de l'honneur de

Puzy, etc., rentrèrent en France, et dans la jouissance de leurs biens qui n'étaient pas aliénés.

Depuis le 18 fructidor un grand nombre d'individus restaient déportés à la Guiane, à Sinnamary, à l'île d'Oléron. Ils avaient été traités ainsi sans jugement. Plusieurs d'entre eux étaient plus distingués par leurs talents que par leur caractère; Napoléon voulut user d'indulgence à leur égard, mais le parti à prendre était difficile et fort contesté; c'était faire le procès au 18 fructidor. Les commissions législatives étaient composées de députés qui avaient pris part à la loi du 19. Rapporter cette loi, eût été une véritable réaction; Pichegru, Imbert Colombès, Willot, rentreraient donc en France! D'ailleurs, la révolution de fructidor, quelque injuste, quelque illégale qu'elle fût, avait évi-



ne pouvait pas la condamner. On conçut l'idée de déclarer que les déportés seraient considérés comme émigrés. C'était les mettre à la disposition du gouvernement, qui ne tarda pas à laisser rentrer tous ceux qui n'avaient pas eu des intelligences coupables avec l'étranger. Leur conduite fut surveillée pendant quelque temps, et ils finirent par être définitivement rayés de la liste des émigrés. Plusieurs d'entre eux, tels que Portalis, Carnot, Barbé-Marbois, etc., furent même appelés à remplir des fonctions publiques. C'était le règne d'un gouvernement fort et au dessus des factions. Napoléon disait : « J'ai ouvert un grand chemin ; qui marchera droit sera protégé ; qui se jettera à droite ou à gauche sera puni. »

§ VII.

D'autres malheureux gémissaient entre la vie et la mort. Il y avait quelques années qu'un bâtiment parti d'Angleterre, pour se rendre dans la Vendée, ayant à bord neuf personnes des plus anciennes familles de France, des Talmont, des Montmorency, des Choiseul, avait fait naufrage sur la côte de Calais; ces passagers étaient des émigrés. On les avait arrêtés, et, depuis lors, ils avaient été traînés de prison en prison, de tribunaux en tribunaux, sans que leur sort fût

décidé. Le fait de leur arrivée en France n'était pas de leur volonté; c'étaient des naufragés: mais on arguait contre eux du lieu de leur destination. Ils disaient bien qu'ils allaient dans l'Inde, mais le bâtiment, ses provisions, tout témoignait qu'ils allaient dans la Vendée. Sans entrer dans ces discussions, Napoléon vit que la position de ces hommes était sacrée; ils étaient sous les lois de l'hospitalité. Envoyer au supplice des malheureux qui avaient mieux aimé se livrer à la générosité de la France, que de se jeter dans les flots, eût été une singulière barbarie. Napoléon jugea que les lois contre les émigrés étaient des lois politiques, et que la politique de ces lois ne serait pas violée, s'il usait d'indulgence envers des personnes qui se trouvaient dans un cas tout-à-fait extraordinaire.

il préserva cette famille de tout malheur; mais craignant une nouvelle insurrection du peuple, il la fit monter dans des caissons vides qu'il envoya aux îles d'Hyères, et la sauva.

Le gouvernement anglais ne montra pas une générosité pareille envers Napper-Thandy, Blackwell et autres Irlandais, qui, jetés par un naufrage sur les côtes de Norwège, traversaient le territoire de Hambourg pour retourner à Paris. Ils avaient été naturalisés Français, et étaient officiers au service de la république. Le ministre anglais, à Hambourg, força le sénat de les arrêter à leur passage; et, qui le croirait? l'Europe entière s'ameuta contre ces malheureux! Les gouvernements russe et autrichien appuyaient les demandes de celui d'Angleterre, pour qu'ils lui fussent remis. Les citoyens de Hambourg avaient résisté quelque temps; mais, voyant la France déchue de sa considération, et accablée de revers, tant en Allemagne qu'en Italie, ils avaient fini par céder.

La France avait d'autant plus de raisons de se trouver offensée de cette conduite, que la ville de Hambourg avait été long-temps le refuge de vingt mille émigrés français, qui, de là, avaient organisé des armées, et tramé des complots contre la république; tandis que deux malheureux officiers au service de la républi-

vait pas besoin de pareils moyens. Il fut également décidé qu'on ne célébrerait plus le 21 janvier. Cet anniversaire ne pouvait être considéré que comme un jour de calamité nationale. Napoléon s'en était déjà expliqué au sujet du 10 août. On célèbre une victoire, disait-il ; mais on pleure sur les victimes même ennemies. La fête du 21 janvier est immorale, continuait-il. Sans juger si la mort de Louis XVI fut juste ou injuste, politique ou impolitique, utile ou inutile; et même dans le cas où elle serait jugée juste, politique et utile, ce n'en serait pas moins un malheur. En pareille circonstance, l'oubli est ce qu'il y a de mieux.

Les emplois furent donnés à des hommes de tous les partis et de toutes les opinions modérées. L'effet fut tel, qu'en peu de jours il se fit un changement général dans l'esprit de la na-

elle se consola, et voulut donner le change à l'opinion, en cherchant à persuader que Napoléon travaillait pour les Bourbons.

§ IX.

Un des principaux agents du corps diplomatique demanda et obtint une audience de Napoléon. Il lui avoua qu'il connaissait le comité des agents des Bourbons, à Paris; que, désespérant du salut de la patrie, il avait pris des engagements avec eux, parce qu'il préférait tout au règne de la terreur; mais le 18 brumaire venant de recréer un gouvernement national, non-seulement il renonçait à ses relations, mais il venait lui faire connaître ce qu'il savait, à condition toutefois que son honneur ne serait pas compromis, et que ces individus pourraient s'éloigner en sûreté.

Il présenta même à Napoléon deux des agents, Hyde-de-Neuville et Dandigné. Napoléon les reçut à dix heures du soir dans un des petits appartements du Luxembourg. Il y a peu de jours, lui dirent-ils, nous étions assurés du triomphe, aujourd'hui tout a changé. Mais, général, seriez-vous assez imprudent pour vous fier à de pareils événements! vous êtes en possession de rétablir le trône, de le rendre à son maître légitime; nous agissons

de concert avec les chefs de la Vendée, nous pouvons les faire tous venir ici. Dites-nous ce que vous voulez faire, comment vous voulez marcher ; et si vos intentions s'accordent avec les nôtres, nous serons tous à votre disposition,

Hyde-de-Neuville parut un jeune homme spirituel, ardent sans être passionné. Dandigné parut un furibond. Napoléon leur répondit : « qu'il ne fallait pas songer à rétablir le trône « des Bourbons en France, qu'ils n'y pour- « raient arriver qu'en marchant sur cinq cent « mille cadavres ; que son intention était d'ou- « blier le passé, et de recevoir les soumissions « de tous ceux qui voudraient marcher dans le « sens de la nation ; qu'il traiterait volontiers « avec Châtillon, Bernier, Bourmont, Suzannet, « d'Autichamp, etc. : mais à condition que ces

tents du Midi, et l'insurrection de la Belgique. La réputation de Napoléon était chère aux Belges, et influa heureusement sur les affaires publiques dans ces départements, que la persécution des prêtres avait mis en feu l'année précédente.

Cependant la Vendée et la chouanerie troublaient dix-huit départements de la république. Les affaires allaient si mal, que Châtillon, chef des Vendéens, s'était emparé de Nantes; il est vrai qu'il n'avait pu s'y maintenir vingt-quatre heures. Mais les chouans exerçaient leurs ravages jusqu'aux portes de la capitale. Les chefs répondaient aux proclamations du gouvernement par d'autres proclamations, où ils disaient qu'ils se battaient pour le rétablissement du trône et de l'autel, et qu'ils ne voyaient dans le directoire ou les consuls que des usurpateurs.

Un grand nombre de généraux et d'officiers de l'armée trahissaient la république, et s'entendaient avec les chefs des chouans. Le peu de confiance que leur avait inspiré le directoire, l'ancien désordre qui régnait dans toutes les parties de l'administration, avaient porté ces officiers à oublier leur honneur et leur devoir, pour se ménager un parti qu'ils croyaient au moment de triompher. Plusieurs furent assez éhontés pour en venir faire la confidence à Na-

poléon, en lui déclarant avoir obéi aux circonstances, et lui offrant de racheter ce moment d'incertitude par des services d'autant plus importants, qu'ils étaient dans la confidence des chouans et des Vendéens.

Des négociations furent ouvertes avec des chefs de la Vendée, en même temps que des forces considérables furent dirigées contre eux. Tout annonçait la destruction prochaine de leurs bandes; mais les causes morales agissaient davantage. La renommée de Napoléon, qui était grande dans la Vendée, fit craindre aux chefs que l'opinion du pays ne les abandonnât.

Le 17 janvier, Châtillon, Suzannet, d'Autichamp, l'abbé Bernier, chefs de l'insurrection de la rive gauche de la Loire, se soumirent.

Le général Hédouville négocia le traité qui fut signé le 17 janvier, à Montluçon. Cette pa-

poléon n'eut qu'à se louer de leur conduite.

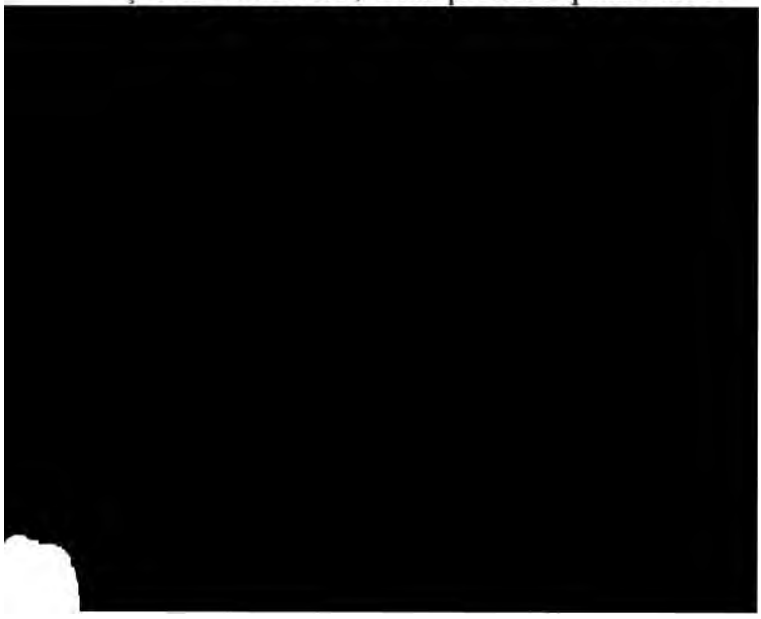
Bernier était curé de Saint-Lô. C'était un homme de peu de taille et d'une mince apparence. Il était bon prédicateur, rusé, et savait inspirer le fanatisme à ses paysans, sans le partager. Il avait eu une grande influence dans la Vendée; son crédit avait un peu diminué, mais il était cependant encore assez considérable pour rendre des services au gouvernement. Il s'attacha au premier consul, et fut fidèle à ses engagements : il fut chargé de négocier le concordat avec la cour de Rome. Napoléon le nomma évêque d'Orléans.

Châtillon était un vieux gentilhomme de soixante ans, bon, loyal, ayant peu d'esprit, mais quelque vigueur. Il venait de se marier, ce qui contribua à le rendre fidèle à ses promesses. Il habitait alternativement Paris, Nantes, et ses terres. Il obtint dans la suite plusieurs graces du premier consul. Châtillon pensait qu'on aurait pu continuer la guerre de la Vendée quelque mois de plus; mais que, depuis le 18 brumaire, les chefs ne pouvaient plus compter sur la masse de la population. Il avouait aussi que vers la fin des campagnes d'Italie, la réputation du général Bonaparte avait tant exalté l'imagination des paysans vendéens, qu'on avait été au moment de laisser là les droits des Bour-

bons, et d'envoyer une députation pour lui proposer de se mettre sous son influence.

D'Autichamp avait fait plusieurs campagnes comme simple hussard dans les troupes de la république, pendant la grande terreur. C'était un homme d'un esprit borné, mais ayant le ton, les manières et l'élégance que comportaient son éducation et l'usage du grand monde.

Sur la rive droite de la Loire, Georges et la Prévelaye étaient à la tête des bandes de Bretagne ; Bourmont commandait celles du Maine ; Frotté, celles de Normandie. La Prévelaye et Bourmont se soumirent, et vinrent à Paris. Georges et Frotté voulurent continuer la guerre. C'était un état de licence qui leur permettait, sous des couleurs politiques, de se livrer à toute espèce de brigandage ; de rançonner les riches, sous prétexte qu'ils étaient



rôlements, y puisaient des renseignements pour rendre profitables les guet-apens qu'ils tendaient sur les routes.

Les généraux Chambarlhac et Gardanne entrèrent dans le département de l'Orne, à la tête de deux colonnes mobiles, pour se saisir de Frotté. Ce chef, jeune, actif, rusé, était redouté, et causait beaucoup de désordres. Il fut surpris dans la maison du nommé Guidal, général commandant à Alençon, qui avait des intelligences avec lui, qui jouissait de sa confiance, et qui le trahit. Il fut jugé, et passa par les armes.

Ce coup d'éclat rétablit la tranquillité dans cette province. Il ne resta plus que Brulard et quelques chefs de peu de valeur, qui, profitant de la facilité que leur offrait la croisière anglaise, débarquaient sur les côtes, répandaient des libelles, et exerçaient l'espionnage en faveur de l'Angleterre.

Georges se soutenait dans le Morbihan, au moyen des secours d'armes et d'argent que lui fournissaient les Anglais. Attaqué, battu, cerné à Grand-Champ par le général Brune, il capitula, rendit ses canons, ses armes, et promit de vivre en bon et paisible sujet. Il demanda l'honneur d'être présenté au premier consul, et reçut la permission de se rendre à Paris. Napoléon chercha inutilement à faire sur lui l'impression

qu'il avait faite sur un grand nombre de Vendéens, à faire parler la fibre française, l'honneur national, l'amour de la patrie : aucune de ces cordes ne vibra....

La guerre de l'Ouest se trouvait ainsi terminée ; plusieurs bons régiments devinrent disponibles.

Pendant que tout s'améliorait, le travail de la constitution touchait à sa fin ; les deux consuls et les deux commissions s'en occupaient sans relâche. Le gouvernement s'occupa peu de politique extérieure. Toutes ses démarches se bornèrent à la Prusse. Le roi avait une armée sur pied au moment où le duc d'York avait débarqué en Hollande ; cela avait donné de l'inquiétude.

L'aide-de-camp Duroc fut envoyé à Berlin, avec une lettre pour le roi; son but était de son-

§ X.

– La commission législative, intermédiaire des cinq cents, fut successivement présidée par Lucien, Boulay de la Meurthe, Daunou, Jacqueminot; celle des anciens, par Lemercier, Lebrun, Regnier.

Boulay fut depuis ministre d'état, président de la section de législation au conseil d'état.

Daunou était oratorien, député du Pas-de-Calais, homme de bonnes mœurs, bon écrivain : il avait rédigé la constitution de l'an III, il fut le rédacteur de celle de l'an VIII ; il a été archiviste impérial.

Jacqueminot était de Nanci; il est mort sénateur.

Lebrun fut troisième consul.

Regnier devint grand-juge et duc de Massa.

Les commissions législatives intermédiaires délibéraient en secret. Il eût été d'un mauvais effet de rendre publiques les discussions d'une assemblée qui ne se trouvait souvent formée que de 15 ou 16 membres. Ces deux commissions, aux termes de la loi du 19 brumaire, ne pouvaient rien sans l'initiative du gouvernement, qui l'exerçait en provoquant l'attention de la commission des cinq cents sur un objet déterminé; celle-ci rédigeait sa résolution, qui était

convertie en loi par la commission des anciens.

La première loi importante de cette session extraordinaire fut relative au serment. On ne pouvait le prêter qu'à la constitution qui n'existait plus; il fut conçu en ces termes : « Je jure fidélité à la république une et indivisible, fondée sur la souveraineté du peuple, le régime représentatif, le maintien de l'égalité, la liberté, et la sûreté des personnes et des propriétés. »

Les deux conseils se réunissaient de droit le 19 février 1800; le seul moyen de les prévenir était de promulguer une nouvelle constitution, et de la présenter à l'acceptation du peuple avant cette époque. Les trois consuls et les deux commissions législatives intermédiaires se réunirent à cet effet en comité, pendant le mois de décembre, dans l'appartement de Napoléon, depuis neuf heures du soir jusqu'à trois heures

faire, lorsqu'il disait à la tribune : *Le silence de Sièyes est une calamité nationale.* En effet, il s'était fait connaître par plusieurs écrits profondément pensés : il avait suggéré à la chambre du tiers-état l'idée-mère de se déclarer assemblée nationale ; il avait proposé le serment du jeu de paume, la suppression des provinces et le partage du territoire de la république en départements ; il avait professé une théorie du gouvernement représentatif et de la souveraineté du peuple, pleine d'idées lumineuses, et qui étaient passées en principes. Le comité s'attendait à prendre connaissance de son projet de constitution tant médité ; il pensait n'avoir à s'occuper que de le réviser, le modifier et le perfectionner par des discussions profondes. Mais à la première séance, Sièyes ne dit rien : il avoua qu'il avait beaucoup de matériaux en portefeuille, mais qu'ils n'étaient ni classés, ni coordonnés. A la séance suivante, il lut un rapport sur les listes de notabilité. La souveraineté était dans le peuple ; c'était le peuple qui devait directement ou indirectement commettre à toutes les fonctions : or, le peuple, qui est merveilleusement propre à distinguer ceux qui méritent sa confiance, ne l'est pas à assigner le genre de fonctions qu'ils doivent occuper. Il établissait trois listes de notabilité : 1° communale, 2° dé-

partementale, 3° nationale. La première se composait du dixième de tous les citoyens de chaque commune, choisis parmi les habitants eux-mêmes; la deuxième, du dixième des citoyens portés sur les listes communales du département; la troisième, du dixième des individus inscrits sur les listes départementales : cette liste se réduisait à six mille personnes, qui formaient la notabilité nationale. Cette opération devait se faire tous les cinq ans, et tous les fonctionnaires publics, dans tous les ordres, devaient être pris sur ces listes, savoir : le gouvernement, les ministres, la législature, le sénat ou grand-jury, le conseil-d'état, le tribunal de cassation et les ambassadeurs, sur la liste nationale; les préfets, les juges, les administrateurs, sur la liste départementale; les administrations communales, les juges de paix,

saient être une analyse de ce qui avait existé dans tous les siecles. Ces listes de notabilité étaient des espèces de listes de noblesse non héréditaire, mais de choix. Cependant les gens sensés virent tout d'abord le défaut de ce système, qui gênerait le gouvernement, en l'empêchant d'employer un grand nombre d'individus propres aux fonctions, parce qu'ils ne seraient pas sur les listes nationale, départementale, communale. Cependant le peuple serait privé de toute influence directe dans la nomination de la législature; il n'y aurait qu'une participation fort illusoire et toute métaphysique.

Encouragé par ce succès, Sièyes fit connaître dans les séances suivantes la théorie de son jury constitutionnel, qu'il consentit à nommer sénat conservateur. Il avait cette idée dès la constitution de l'an III, mais elle avait été repoussée par la convention. « La constitution, disait-il, « n'est pas vivante, il faut un corps de juges « en permanence, qui prennent ses intérêts, et « l'interprètent dans tous les cas douteux. Quelle « que soit l'organisation sociale, elle sera com- « posée de divers corps : l'un aura le soin de « gouverner, l'autre de discuter et de sanction- « ner les lois. Ces corps, dont les attributions « seront fixées par la constitution, se choque- « ront souvent, et l'interpréteront différem-

« ment; le jury national sera là pour les rac-
« corder et faire rentrer chaque corps dans son
« orbite. » Le nombre des membres fut fixé à quatre-vingts, au moins âgés de quarante ans. Ces quatre-vingts sages, dont la carrière politique était terminée, ne pourraient plus occuper aucune fonction publique. Cette idée plut généralement, et fut commentée de diverses manières : les sénateurs étaient à vie, c'était une nouveauté depuis la révolution, et l'opinion souriait à toute idée de stabilité; elle était fatiguée des incertitudes et de la variété qui s'étaient succédé depuis dix ans.

Peu après, il fit connaître sa théorie de la représentation nationale; il la composait de deux branches : un corps législatif de deux cent cinquante députés, ne discutant pas, mais qui, semblable à la grand'chambre du parlement,

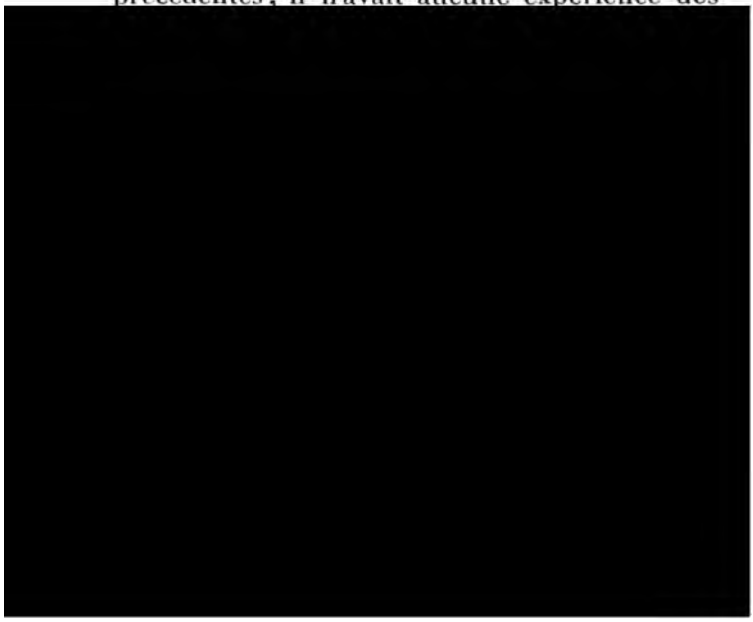
sion dans le silence des passions. Cependant le tribunat aurait la double fonction de dénoncer au sénat les actes du gouvernement inconstitutionnels, même les lois adoptées par le corps législatif, et à cet effet, le gouvernement ne pourrait les proclamer que dix jours après leur adoption par le corps législatif. Ces idées furent accueillies favorablement du comité et du public. On était si ennuyé des bavardages des tribunes, de ces intempestives motions d'ordre qui avaient fait tant de mal et si peu de bien, et d'où étaient nées tant de sottises et si peu de bonnes choses, qu'on se flatta de plus de stabilité dans la législation, et de plus de tranquillité et de repos : c'était ce que l'on désirait.

Plusieurs séances furent employées à la rédaction, et à des objets de détails relatifs à la comptabilité et aux lois. Le moment vint enfin où Sièyes fit connaître l'organisation de son gouvernement ; c'était le chapiteau, la portion la plus importante de cette belle architecture, et dont l'influence devait être le plus sentie par le peuple. Il proposa un grand-électeur à vie, choisi par le sénat conservateur, ayant un revenu de six millions, une garde de trois mille hommes, et habitant le palais de Versailles. Les ambassadeurs étrangers seraient accrédités près de lui ; il accréditerait les ambassadeurs et mi-

nistres français dans les cours étrangères. Les actes du gouvernement, les lois, la justice, seraient rendus en son nom. Il serait le seul représentant de la gloire, de la puissance, de la dignité nationale; il nommerait deux consuls, un de la paix, un de la guerre; mais là se bornerait toute son influence sur les affaires : il pourrait, il est vrai, destituer les consuls et les changer; mais aussi le sénat pourrait, lorsqu'il jugerait cet acte arbitraire et contraire à l'intérêt national, *absorber le grand-électeur*. L'effet de cette absorption équivaudrait à une destitution; la place devenait vacante, le grand-électeur prenait place dans le sénat pour le reste de sa vie.

§ XI.

Napoléon avait peu parlé dans les séances précédentes, il n'avait aucune expérience des



s'éleva donc contre des idées si extraordinaires. Le grand-électeur, disait-il, s'il s'en tient strictement aux fonctions que vous lui assignez, sera l'ombre, mais l'ombre décharnée d'un roi fainéant. Connaissez-vous un homme d'un caractère assez vil pour se complaire dans une pareille singerie? S'i abuse de sa prérogative, vous lui donnez un pouvoir absolu. Si, par exemple, j'étais grand-électeur, je dirais, en nommant le consul de la guerre et celui de la paix : Si vous faites un ministre, si vous signez un acte sans que je l'approuve, je vous destitue. Mais, dites-vous, le sénat, à son tour, absorbera le grand-électeur : le remède est pire que le mal; personne, dans ce projet, n'a de garantie. D'un autre côté, quelle sera la situation de ces deux premiers ministres? l'un aura sous ses ordres les ministres de la justice, de l'intérieur, de la police, des finances, du trésor; l'autre, ceux de la marine, de la guerre, des relations extérieures. Le premier ne sera environné que de juges, d'administrateurs, de financiers, d'hommes en robes longues; le deuxième, que d'épaulettes et d'hommes d'épée : l'un voudra de l'argent et des recrues pour ses armées, l'autre n'en voudra pas donner. Un pareil gouvernement est une création monstrueuse, composée d'idées hétérogènes, qui

n'offrent rien de raisonnable. C'est une grande erreur de croire que l'ombre d'une chose puisse tenir lieu de la réalité.

Sièyes répondit mal, fut réduit au silence, montra de l'indécision, de l'embarras ; cachait-il quelque vue profonde ? était-il dupe de sa propre analyse ? c'est ce qui sera toujours incertain ; quoi qu'il en soit, cette idée fut trouvée insensée. S'il eût commencé le développement de tout son projet de constitution par le titre de gouvernement, rien n'eût passé, il eût été discrédité tout d'abord ; mais déjà tout était adopté en partie, sur la foi qu'on avait en lui.

L'adoption des formes purement républicaines fut proposée : la création d'un président à l'instar des États-Unis le fut aussi ; celui-ci aurait le gouvernement de la république pour dix ans, et aurait le choix de ses ministres, de son

on avait l'avantage de l'unité dans la direction ; avec les deux autres consuls, qui devaient nécessairement être consultés, et qui avaient le droit d'inscrire leurs noms au procès-verbal, on conserverait l'unité, et l'on ménagerait l'esprit républicain. Il parut que les circonstances et l'esprit public du temps ne pouvaient alors rien suggérer de meilleur. Le but de la révolution qui venait de s'opérer n'était pas d'arriver à une forme de gouvernement plus ou moins aristocratique, plus ou moins démocratique ; mais le succès dépendait de la consolidation de tous les intérêts, du triomphe de tous les principes pour lesquels le vœu national s'était prononcé unanimement en 1789. Napoléon était convaincu que la France ne pouvait être que monarchique ; mais le peuple français tenant plus à l'égalité qu'à la liberté, et le principe de la révolution étant fondé sur l'égalité de toutes les classes, il y avait absence absolue d'aristocratie. Si une république était difficile à constituer fortement sans aristocratie, la difficulté était bien plus grande pour une monarchie. Faire une constitution dans un pays qui n'aurait aucune espèce d'aristocratie, ce serait tenter de naviguer dans un seul élément. La révolution française a entrepris un problème aussi insoluble que celui de la direction des ballons.

Sièyes eût pu, s'il l'eût voulu, obtenir la place de deuxième consul; mais il désira se retirer : il fut nommé sénateur, contribua à organiser ce corps, et en fut le premier président. En reconnaissance des services qu'il avait rendus en tant de circonstances importantes, les commissions législatives, par une loi, lui firent don de la terre de Crosne, à titre de récompense nationale. Il dit depuis à l'empereur : « Je n'avais pas supposé que vous me traiteriez « avec tant de distinction, et que vous laisse- « riez tant d'influence aux consuls, qui parais- « saient devoir vous importuner et vous em- « barrasser. » Sièyes était l'homme du monde le moins propre au gouvernement, mais essentiel à consulter, car quelquefois il avait des aperçus lumineux et d'une grande importance. Il aimait l'argent; mais il était d'une probité sé-

loquence, étaient cependant privés de toute solidité dans le jugement, n'avaient pas de logique, et discutaient pitoyablement : c'est qu'il est des personnes qui ont reçu de la nature le don d'écrire et de bien exprimer leurs pensées, comme d'autres ont le génie de la musique, de la peinture, de la sculpture, etc. Pour les affaires publiques, administratives et militaires, il faut une forte pensée, une analyse profonde, et la faculté de pouvoir fixer long-temps les objets, sans être fatigué.

§ XII.

Napoléon choisit pour deuxième consul Cambacérès, et pour troisième Lebrun. Cambacérès, d'une famille honorable de Languedoc, était âgé de cinquante ans; il avait été membre de la convention, et s'était conservé dans une mesure de modération : il était généralement estimé. Sa carrière politique n'avait été déshonorée par aucun excès. Il jouissait, à juste titre, de la réputation d'un des premiers jurisconsultes de la république. Lebrun, âgé de soixante ans, était de Normandie. Il avait rédigé toutes les ordonnances du chancelier Maupeou; il s'était fait remarquer par la pureté et l'élégance de son style. C'était un des meilleurs écrivains de France. Député au conseil des anciens par le

département de la Manche, il était d'une probité sévère, n'approuvant les changements de la révolution que sous le point de vue des avantages qui en résultaient pour la masse du peuple; car il était né d'une famille de paysans.

La constitution de l'an VIII, si vivement attendue de tous les citoyens, fut publiée et soumise à la sanction du peuple le 13 décembre 1799, et proclamée le 24 du même mois; la durée du gouvernement provisoire fut ainsi de quarante-trois jours.

Les idées de Napoléon étaient fixées ; mais il lui fallait, pour les réaliser, le secours du temps et des événements. L'organisation du consulat n'avait rien de contradictoire avec elles; il accoutumait à l'unité, et c'était un premier pas. Ce pas fait, Napoléon demeurait assez

GÊNES. — MASSÉNA.

1800.

Positions respectives des armées d'Italie. — Gênes. — Mélas coupe en deux l'armée française. — Masséna tente inutilement de rétablir ses communications avec sa gauche; il est investi dans Gênes. — Blocus de Gênes. — Mélas marche sur le Var; Suchet abandonne Nice. — Masséna cherche à faire lever le blocus. — Pressé par la famine, il entre en négociation. — Reddition de Gênes. — Les Autrichiens repassent les Alpes pour se porter à la rencontre de l'armée de réserve. — Suchet les poursuit. — Effets de la victoire de Marengo. — Suchet prend possession de Gênes. — Remarques critiques.

§ Ier.

La principale armée de la maison d'Autriche était celle d'Italie : le feld-maréchal Mélas la commandait; son effectif était de 140,000 hommes, 130,000 sous les armes. Toute l'Italie était sous le commandement des Autrichiens, de

sistances avaient fait succéder l'abondance à la disette; les ports de Marseille, Toulon, Antibes, étaient encore pleins de bâtiments employés à son approvisionnement : elle commençait à perdre le souvenir des défaites qu'elle avait éprouvées l'année précédente; elle était aussi bien que le pouvait permettre la pauvreté du pays où elle se trouvait. Cette armée se montait à 40,000 hommes; mais elle avait des cadres pour une armée de 100,000. Toutes les nouvelles qui lui arrivaient de l'intérieur de la France, pendant la dernière campagne, excitaient l'esprit de faction, de division et de découragement; la république était alors dans les angoisses de l'agonie : mais aujourd'hui tout était propre à autoriser son émulation; la France était régénérée. Ces trente millions de Français, réunis autour de leur chef, si forts de la confiance ré-

Rocca-Barbena; la deuxième, Settepani et Mélogno; la troisième, Saint-Jacques et Notre-Dame de Nève; la quatrième était en réserve à Finale et sur les hauteurs de San-Pantaleone: sa force était de 12,000 hommes. Le lieutenant-général Soult commandait le centre, fort de 12,000 hommes, et partagé en trois divisions: celle du général Gardanne défendait Cadibone, Vado, Montélegino, Savone; les flanqueurs, les hauteurs de Stella; le général Gasan défendait les débouchés en avant et en arrière, et sur les flancs de la Bocchetta; le général Marbot commandait la réserve; le lieutenant-général Miollis commandait la droite, forte de 5,000 hommes: il barrait la rivière du Levant, occupant Recco par sa droite, le Mont-Cornua par son centre, et par sa gauche le col de Toriglio, situé à la naissance de la vallée de la Trébia. Une réserve de 5,000 hommes était dans la ville; l'armée entière était forte de 34 à 36,000 hommes. Les cols, depuis Argentières jusqu'aux sources du Tanaro, étaient encore obstrués de neige. Une division de 4,000 hommes, sous les ordres du général Garnier, était répartie pour les observer, et fournir aux garnisons de Saorgio, de Nice, de Montalban, de Vintimille, et des batteries des côtes. L'approche de l'armée ennemie décida le général en chef à ordonner la levée

des cantonnements; et, quoique la saison fût rigoureuse, qu'il y eût encore des neiges sur les hauteurs, les troupes prirent leurs camps, et occupèrent des positions culminantes. Des escarmouches ne tardèrent pas à avoir lieu entre les avant-postes. La situation de l'armée française était délicate; elle exigeait beaucoup de vigilance. Tous les jours, elle poussait en avant de fortes reconnaissances, dans lesquelles elle avait toujours l'avantage; elle faisait des prisonniers, enlevait des magasins et des bagages. L'occupation de Sestri di Levante gênait l'arrivée des convois de blé; les paysans de la vallée de la Fontana-Bona, de tout temps dévoués à l'oligarchie, profitant du voisinage de l'armée autrichienne, s'étaient mis sous les armes, et déclarés pour l'ennemi. Le lieutenant-général Miollis y marcha sur deux colonnes : l'une en-

qui se détache au-dessus de la Bocchetta. Cette arête est coupée à pic par deux torrents, la Polcevera à l'ouest, et le Bisagno à l'est, qui ont leur embouchure dans la mer, à deux mille toises l'un de l'autre. Gênes a deux enceintes bastionnées; la première est un triangle de neuf mille toises de développement : le côté du sud, bordé par la mer, s'étend depuis la lanterne, à l'embouchure de la Polcevera, jusqu'au lazaret, à l'embouchure du Bisagno; les deux môles, le port, les quais l'occupent dans toute son étendue : le côté d'ouest longe la rive gauche de la Polcevera; celui de l'est, la rive droite du Bisagno : ils ont chacun trois mille cinq cents toises d'étendue, et se joignent en formant un angle aigu au fort de l'Éperon. Le plan qui passe par ces trois angles fait un angle de 15° avec l'horizon. Cette enceinte est bien revêtue, bien tracée, bien flanquée; le terrain a été saisi avec art. Le côté de l'ouest domine toute la vallée de la Polcevera, où est le faubourg de Saint-Pierre-d'Arena : le côté de l'est, au contraire, est dominé par les mamelons de Monte-Ratti et du Monte-Faccio; ce qui a obligé l'ingénieur à les occuper par les trois forts extérieurs de Quezzi sur Monte-Valpura, de Richelieu sur le Manego, de San-Tecla, entre le Monte-Albaro et la Madone-del-Monte. Au-delà de ces mon-

tagnes est le torrent de Sturla; au-dessus du fort de l'Éperon est le plateau des Deux-Frères, parallèle à la mer, et dominé, pris à revers, par le fort de Diamant, situé à douze cents toises du fort de l'Éperon. La ville de Gênes est bâtie près de l'embouchure du Bisagno; elle est couverte par la deuxième enceinte, dessinée avec art, et susceptible de quelque résistance. Elle ne peut être bombardée ni du côté du nord, ni du côté de l'ouest, puisqu'elle se trouve à plus de deux mille toises du fort de l'Éperon, et à neuf cents toises de la lanterne; elle ne peut l'être du côté de l'est que par celui qui serait maître des trois forts extérieurs, et qui occuperait la position de Notre-Dame del Monte. La première enceinte a été bâtie en 1632; la deuxième est plus ancienne. Le port n'est précédé par aucune rade, la mer bat avec force

puis 1747. Gênes, par l'esprit de ceux qui la gouvernaient, par son opinion, par son dévouement, était une ville française.

Le vice-amiral Keith, commandant l'escadre anglaise dans la Méditerranée, notifia, en mars, aux consuls des diverses nations, le blocus de tous les ports et côtes de la république de Gênes, depuis Vintimille à Sarzane : il interdisait aux neutres le commerce avec soixante lieues de côtes, qu'il ne pouvait cependant pas surveiller réellement; c'était, d'un coup de plume, les déclarer déchus de la protection du pavillon de leur souverain. Dans les premiers jours d'avril, il établit sa croisière devant Gênes; ce qui rendit difficiles les communications avec la Provence et l'arrivée des approvisionnements, qui étaient en abondance dans les magasins de Marseille, Toulon, Antibes, Nice, etc.

§. III.

Le 6 avril, les grandes opérations commencèrent. Le feld-maréchal Mélas, avec quatre divisions, attaqua à la fois Montelegino et Stella : le lieutenant-général Soult accourut avec sa réserve au secours de la gauche. Le combat fut assez vif tout le jour : la division Palfy entra dans Cadibone et Vadone; celles de Saint-Julien

et de Lattermann entrèrent à Montelegino et Arbizola; Soult rallia sa gauche sur Savone, compléta la garnison de la citadelle, et se retira sur Varaggio pour couvrir Gênes; trois vaisseaux de guerre anglais mouillèrent dans la rade de Vado. Mélas porta son quartier-général à la Madona de Savone, et fit investir le fort : il trouva à Vado plusieurs pièces de 36 et de gros mortiers qui armaient les batteries des côtes. Dès cette première journée, la ligne française se trouva coupée. Suchet, avec la gauche, fut séparé du reste de l'armée; mais il conserva sa communication avec la France.

Le même jour, Ott, avec la gauche, déboucha par trois colonnes sur Miollis : celle de gauche, le long de la mer, celle du centre par Monte-Cornua, celle de droite par le col de Toriglio; il fut partout vainqueur, occupa le Monte-Fac-

leurs pères avaient repoussés, chassés de leur ville avec tant de gloire! Le parti oligarchique souriait en secret, et dissimulait mal sa joie; mais le peuple tout entier était consterné. Au premier rayon du soleil, Masséna fit ouvrir les portes; il sortit avec la division Miollis et la réserve, attaqua le Monte-Faccio, le Monte-Ratti, les prit à revers, et précipita dans les ravins et les fondrières les divisions de l'imprudent Ott, qui s'était approché avec tant d'inconsidération, seul et si loin du reste de son armée. La victoire fut complète; le Monte-Cornua, Recco, le col de Toriglio, furent repris. Le soir, mille cinq cents prisonniers, un général, des canons et sept drapeaux, trophées de cette journée, entrèrent dans Gènes au bruit des acclamations et des élans de joie de tout ce bon peuple.

Pendant cette même journée du 7, Elsnitz, avec la droite de Mélas, attaqua par cinq colonnes le lieutenant-général Suchet; celle qui déboucha par le Tanaro et le Saint-Bernard fut battue, rejetée au-delà du fleuve par la division française qui était à Rocca-Barbena; celles qui attaquèrent Settepani, Melogno, Notre-Dame de Nève, Saint-Jacques, eurent des succès variés: le général Séras se maintint à Melogno; mais Saint-Jacques fut occupé par

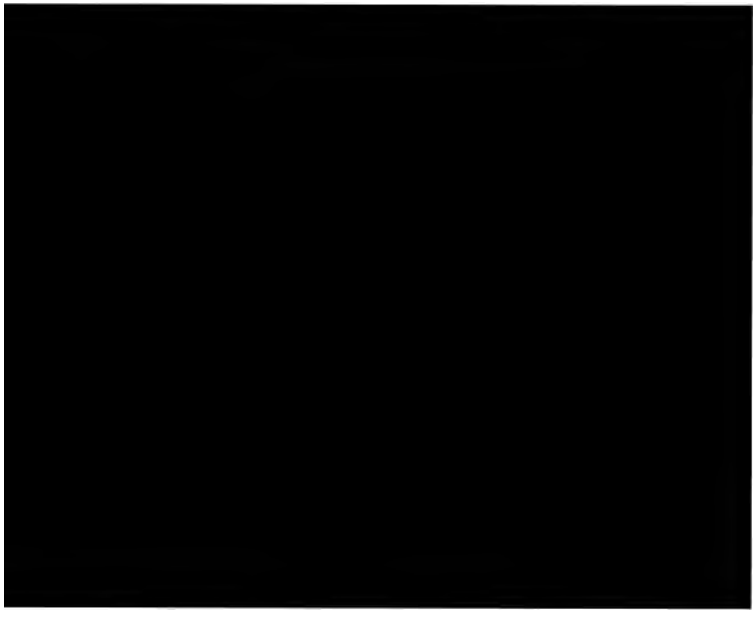
Elsnitz, comme les hauteurs de Vado l'étaient de la veille par le général Palfy. Suchet se retira sur Pietra et Loano ; il prit la ligne de Borghetta, et renforça sa gauche pour assurer ses communications avec la France, sa seule retraite.

Le 9, le feld-maréchal-lieutenant Ott fit attaquer et occuper par le général Hohenzollern la Bocchetta. Mélas avait obtenu son principal objet ; il avait coupé l'armée française de la France, et en avait séparé un corps : mais il fallait prévenir le retour offensif des Français, marcher sur Gênes, cerner la ville, et concentrer son armée. L'intervalle de quatorze lieues qui existait entre sa gauche et son centre était bien périlleux ; il déboucha, le 10, avec son centre sur plusieurs colonnes : celle de droite, commandée par Lattermann, longea la mer par Va-

§ IV.

Masséna, le même jour, 9 avril, était à Varaggio avec la moitié de ses forces; Soult, à Voltri, avec l'autre moitié ; Miollis gardait Gènes ; Suchet, prévenu par moi, sortait des lignes de Borghetta, et se portait à l'attaque de Saint-Jacques. Le but du général Masséna était de rétablir, à quelque prix que ce fût, ses communications avec sa gauche et la France. Soult devait se porter de Voltri sur Sassello, Masséna sur Melta, Suchet sur Cadibone : sa jonction devait se faire sur Montenotte-Supérieur. A l'aube du jour, Soult se mit en marche; mais, ses coureurs ayant eu connaissance que des flanqueurs de Hohenzollern s'approchaient de Voltri, il quitta sa route, fit un à droite, marcha sur eux, les poussa de hauteurs en hauteurs, les précipita, le soir, dans la fondrière du torrent de Piota, tua, blessa ou prit 3,000 hommes Le 11, il exécuta son mouvement sur Sassello, où il entra, et apprit que le général Saint-Julien en était parti le matin pour se porter sur Monte-Fayale ; il marcha aussitôt à lui, le défit et le rejeta sur Montenotte, après lui avoir fait grand nombre de prisonniers ; de là, il se porta sur le Monte-l'Hermette, dont il s'empara, après

des combats fort vifs où l'audace, l'intrépidité et la nécessité de vaincre suppléèrent au nombre. Pendant ce temps, Masséna avait été moins heureux ; il attendit, le 10, avec impatience que Soult arrivât sur sa droite : ne le voyant pas venir, il partit, le 11, de Varaggio, et marcha sur Stella ; mais Lattermann, qui longeait la mer, entra dans Varaggio, et menaça Voltri, dans le temps que Palfy et Bellegarde l'attaquaient de front ; il craignit d'être cerné : il battit en retraite sur Cogareto. Le lendemain, il détacha le général Fressinet par sa droite pour soutenir Soult : Fressinet arriva à propos ; il décida de l'occupation du Monte-l'Hermette. De son côté, Suchet attaqua et prit Settepani, Melogno, San-Pantaleone ; mais il fut repoussé à Saint-Jacques. Les 10, 11, 12, 13, 14 et 15 se passèrent en marches, manœuvres et combats :



çais. Le 21, Masséna évacua Voltri pour s'approcher des remparts de Gênes, dans laquelle il fit défiler devant lui cinq mille prisonniers. Le colonel du troisième de ligne, Mouton, depuis comte de Lobau, se couvrit de gloire dans toutes ses attaques ; il sauva l'arrière-garde au passage du pont de Voltri par sa bonne contenance. Le peuple de Gênes, témoin de l'intrépidité du soldat français, du dévouement, de la résolution des généraux, se prit d'enthousiasme et d'amour pour l'armée.

L'armée de Masséna, dès ce jour, 21 avril, cessa d'avoir l'attitude d'une armée en campagne ; elle n'eut plus que celle d'une forte et courageuse garnison d'une place de premier ordre. Cette situation lui offrit encore des lauriers à cueillir ; peu de positions étaient plus avantageuses que celle que Masséna occupait. Maître d'un aussi grand camp retranché, qui barre toute la chaîne de l'Apennin, il pouvait en peu d'heures se porter de la droite à la gauche, en traversant la ville ; ce que l'ennemi n'aurait pu faire qu'en plusieurs jours de marche. Le général autrichien ne tarda pas à sentir tous les avantages que donnait à son ennemi un pareil théâtre. Le 30, par une attaque combinée, il s'approcha des murailles de Gênes, dans le temps que l'amiral Keith engageait une vive canonnade

avec les batteries des môles et des quais. La fortune sourit d'abord à toutes ses combinaisons, il s'empara du plateau des Deux-Frères, cerna le fort de Diamant, surprit le fort de Quezzi, bloqua celui de Richelieu, occupa tous les revers de Monte-Ratti, de Monte-Faccio, et même de la Madone-del-Monte; il voulait y mettre vingt mortiers en batterie, pendant la nuit, sur la position d'Albaṇa, brûler la superbe Gênes, et y porter l'incendie et la révolte. Mais, dans l'après-midi, Masséna, ayant concentré toutes ses forces derrière les remparts, confia la garde de la ville, et déboucha sur Monte-Faccio, qu'il cerna de tous côtés, le reprit malgré la plus vive résistance : ses troupes rentrèrent dans le fort de Quezzi. Soult marcha alors par le plateau des Deux-Frères; il s'en rendit maître. L'ennemi

pérant plus rien de ses efforts pour rétablir la ligne de l'armée.

§ V.

Après le désastre de cette journée, les généraux autrichiens renoncèrent à toute attaque de vive force sur un théâtre qui leur était si contraire. Gênes n'avait pas de vivres, et ne pouvait tarder à capituler. Conformément aux principes de la guerre de montagnes, ils occupèrent de fortes positions autour de cette place, pour empêcher les vivres d'y entrer par terre, comme l'escadre anglaise les interceptait par mer : ce serait donc au général français à prendre l'offensive, à les déposter, s'il voulait communiquer avec la campagne, ouvrir les routes, pour se procurer les fourrages et les vivres qui lui étaient indispensables.

D'un autre côté, la cour de Vienne était alarmée de la grande supériorité de l'armée française du Rhin, et des immenses préparatifs que faisait le premier consul pour porter la guerre sur le Danube : elle pressait une diversion sur la Provence. Mélas se porta sur le Var, et laissa le feld-maréchal-lieutenant Ott avec 30,000 hommes, pour bloquer Gênes de concert avec l'escadre anglaise. Ott occupa plusieurs camps, déjà fortifiés par la nature, et

auxquels il ajouta tous les secours de l'art, qui lui donnaient le double avantage de maîtriser les débouchés, de s'opposer ainsi à l'arrivée des convois, et de placer les troupes dans de fortes positions, où elles n'avaient rien à redouter de la *furie française*.

Tranquille sur le sort de Gênes, qui devait lui ouvrir ses portes sous quinze jours, Mélas, avec 30,000 hommes, marchait à Suchet; il fit tourner la ligne de Borghetta par une division qui déboucha par Ormea, Ponte di Nave et la Pieva. Il attaqua, le 7 mai, les hauteurs de San-Bartholomeo, espérant couper aux Français le chemin de la Corniche à port Maurice, et obliger ainsi Suchet à poser les armes. Mais le général Pujet, qui était en position à San-Pantaleone, donna le temps à son général de faire sa retraite, bien qu'avec quelque désordre

timille, dans le château de Ville-Franche, et au fort Montalban, qui, situé sur la hauteur qui sépare le golfe de Ville-Franche de la rade de Nice, domine ces deux villes et tout le cours du Paglione. Il y fit établir un télégraphe, et eut ainsi sur les derrières de l'ennemi une vedette qui l'instruisait de tous ses mouvements, soit sur le chemin de Gênes par le col de Turbie, soit sur la chaussée de Turin par la vallée du Paglione.

Le général de division Saint-Hilaire commandait la 8e division militaire : il accourut sur le Var, ramassant à Marseille et à Toulon toutes les troupes disponibles ; des compagnies de garde nationale se rangèrent aussi sous ses ordres. Les places de Colmars, Entrevaux, Antibes, étaient en bon état de défense ; dès le 15 mai, le corps de troupes réunies sur le Var était de 14,000 hommes.

Tous les courriers de Paris apportaient en Provence des nouvelles de la marche de l'armée de réserve ; déjà l'avant-garde arrivait sur le Saint-Bernard. Le résultat de cette manœuvre était évident pour les soldats comme pour les citoyens ; le moral des troupes, comme celui des habitants, était au plus haut degré d'espérance. Le général Willot, qui se trouvait à la suite de l'armée autrichienne, formait une

légion de déserteurs. Pichegru devait se mettre à la tête des mécontents du Midi. Willot avait commandé en Provence en 1797, avant le 18 fructidor, dans ce moment de réaction, où les ennemis de la république exerçaient tant d'influence dans l'intérieur. Il correspondait avec eux ; il avait organisé sous main, dans les départements du Var et des Bouches-du-Rhône, une espèce de chouanerie. Dans le Midi, les passions sont vives ; les partisans de la république étaient exaltés, c'étaient les anarchistes les plus forcenés de France : le parti opposé n'était pas plus modéré. Il avait levé l'étendard de la révolte et de la guerre civile après le 31 mai, et livré Toulon, le principal arsenal de la France, à son plus mortel ennemi. Marseille ne vit que par le commerce : la supériorité maritime des Anglais l'avait réduite au simple cabotage, ce qui pesait beaucoup sur elle ; c'est [redacted] le pays de France où il s'est le moins [redacted] naux, les moines et [redacted]

de l'armée de réserve suspendaient les pensées, fixaient toutes les attentions, excitaient tous les intérêts.

Le 11 mai, Mélas fit son entrée à Nice : l'ivresse des officiers autrichiens était extrême; ils arrivaient enfin sur le territoire de la république, après avoir vu les armées françaises aux portes de Vienne. Une croisière anglaise mouilla à l'embouchure du Var; elle annonçait l'arrivée de l'armée embarquée à Mahon, qui devait investir la place de Toulon. Pour cette fois, l'Angleterre voulait faire sauter les superbes bassins et détruire de fond en comble cet arsenal, d'où était sortie l'armée qui menaçait son empire des Indes.

Le Var est un torrent guéable, mais qui en peu d'heures grossit. Les gués n'y sont pas sûrs; d'ailleurs la ligne que défendait Suchet était courte, la gauche s'appuyait à des montagnes difficiles, la droite à la mer, à six cents toises. Il avait eu le temps de couvrir de retranchements et de batteries de gros calibre la tête de pont qu'il occupait en avant du village de Saint-Laurent. Dès la première entrée des Français dans le comté de Nice, en 1792, le génie avait construit grand nombre de batteries sur la rive droite pour protéger le pont qui a trois cents toises de longueur ; un défilé aussi considéra-

ble avait attiré toute la sollicitude des généraux français, pendant les années 1792, 1793, 1794, 1795. Le champ de bataille qu'allait défendre Suchet était préparé de longue main. Le 14, après quelques jours de repos, les divisions Elsnitz, Bellegarde et Lattermann attaquèrent la tête de pont avec opiniâtreté : la défense fut brillante; l'ennemi, écrasé par les batteries de la rive droite, reconnut l'impossibilité de réussir; il prit position, poussa par la gauche des postes jusqu'à la croisière anglaise, et appuya sa droite aux montagnes. Mélas était résolu à passer le Var plus haut : le corps de Suchet tourné eût été obligé de se reployer sur Cagnes et les défilés de l'Esterelles, lorsque le 21 il reçut enfin les nouvelles du passage du Saint-Bernard par l'armée de réserve, et de l'arrivée de Napoléon à Aoste. Mélas partit aussitôt avec deux divi-

lement ses projets sur la Provence. Il ordonna à Elsnitz de conserver, de prendre position derrière la ligne de la Roya, appuyant sa droite au col de Tende, son centre sur les hauteurs de Breglio, sa gauche à Vintimille. Des officiers de génie, de nombreux corps de sapeurs, se rendirent sur cette ligne de retraite pour y construire des retranchements. La Roya est effectivement la meilleure ligne pour couvrir Gênes du côté de la France, en même temps que la chaussée de Tende; car la Taggia, qui est en arrière, laisse à découvert la chaussée de Nice à Sospello, Tende et Turin.

§ VI.

Aussitôt que Masséna fut instruit qu'il n'était plus bloqué que par 30 à 35,000 hommes, que Mélas avec une partie de l'armée s'était porté sur le Var, il sortit de Gênes dans l'espérance fondée de culbuter le corps d'armée du blocus, et de terminer la campagne. 15,000 Français dans sa position valaient mieux que 30,000 Autrichiens : l'ennemi fut effectivement repoussé de tous ses postes avancés.

Le 10 mai, le lieutenant-général Soult, avec 6,000 hommes, se porta dans la rivière du Levant sur les derrières de la gauche de Ott, et

rentra dans Gênes avec des vivres et des prisonniers par Monte-Faccio. Les attaques furent renouvelées le 13 mai. Ott concentra ses troupes sur Monte-Creto : le combat fut opiniâtre et sanglant; Soult, après avoir fait des prodiges de valeur, tomba grièvement blessé et resta au pouvoir de l'ennemi.

Masséna rentra dans Gênes, ayant perdu l'espoir de faire lever le blocus; les vivres devenaient rares et fort chers. La population souffrait, la ration du soldat avait été diminuée; cependant, malgré la vigilance des Anglais, quelques bâtiments de Marseille, de Toulon et de Corse parvinrent à entrer dans Gênes. Ce secours eût été suffisant pour l'armée, mais était bien faible pour une population de cinquante mille ames. On parlait de capituler, lorsque, le 26 mai, arriva le chef d'escadron Franceschi,

et les Génois : l'idée d'une prompte délivrance fit endurer avec patience les maux présents. Les ennemis de la France furent consternés, leurs complots s'évanouirent ; le peuple suivait sur les cartes exposées aux portes des boutiques le mouvement d'une armée en laquelle il avait placé sa confiance, et que conduisait un général qu'il aimait : il savait, par l'expérience des campagnes précédentes, tout ce qu'il devait en attendre.

§ VII.

Cependant un convoi de blé, annoncé de Marseille, était attendu avec la plus grande impatience ; un des bâtiments qui en faisait partie entra le 30 mai dans le port, et annonça qu'il était suivi par le reste du convoi : la population tout entière se porta sur le quai, dès la pointe du jour, pour devancer l'arrivée de ce secours si ardemment attendu. Son espérance fut trompée, rien n'arriva, et le soir on annonça qu'il était tombé au pouvoir de l'ennemi. Le découragement devint extrême, les magistrats de la ville eurent recours aux magasins de cacao, dont il existait une grande quantité chez les négociants. Cette ville est l'entrepôt qui en fournit à toute l'Italie. Il s'y trouvait aussi des magasins de millet, d'orge, de fèves. Dès le 24 mai, la

distribution du pain avait cessé; on ne recevait plus que du cacao. Les denrées de première nécessité étaient hors de prix: une livre de mauvais pain coûtait trente francs; la livre de viande, six francs; une poule, trente-deux francs. Dans la nuit du 1er au 2 juin, on crut entendre le canon. Les soldats, les habitants, se portèrent avant le jour sur les remparts; vaine illusion, ces espérances déchues accroissaient le découragement: la désertion était assez considérable, ce qui est rare dans les troupes françaises; mais les soldats n'avaient pas une nourriture suffisante. 8,000 prisonniers autrichiens étaient sur les pontons et dans les bagnes: ils avaient reçu jusqu'alors les mêmes distributions que les soldats; mais enfin il n'était plus possible de leur en délivrer. Masséna le fit connaître au général Ott; il demanda qu'il leur fît passer des vivres, et donna

avait que dix jours que le colonel Franceschi était arrivé, mais dix jours sont longs pour des affamés ! « Depuis qu'on nous annonce l'ar-« mée de réserve, disaient-ils, si elle devait ve-« nir, elle serait déjà arrivée; ce n'est point avec « cette lenteur que marche Napoléon, il a été « arrêté par des obstacles qu'il n'a pu surmon-« ter, il a eu quatre fois le temps de faire le « chemin. L'armée autrichienne est trop forte, « la sienne trop faible, il n'a pu déboucher des « montagnes, nous n'avons aucune chance; ce-« pendant la population entière de notre ville « contracte des maladies qui vont nous faire « tous périr. N'avons-nous donc pas montré as-« sez de patience et d'attachement à la cause de « nos alliés? N'y a-t-il pas de la férocité à exiger « davantage d'une population si nombreuse, « composée de vieillards, de femmes et d'en-« fants, de citoyens paisibles, peu accoutumés « aux horreurs de la guerre? »

Masséna céda enfin à la nécessité : il promit au peuple que si, sous vingt-quatre heures, il n'était pas secouru, il négocierait. Il tint parole : le 3 juin, il envoya l'adjudant-général Andrieux au général Ott. Fatalité des choses humaines ! Il se rencontra dans l'antichambre de ce général avec un officier d'ordonnance autrichien qui arrivait en poste du quartier-général de Mélas :

il était porteur de l'ordre de lever le blocus et de se rendre en toute hâte sur le Pô; il lui annonçait que Napoléon était à Chivasso depuis le 26 mai, et marchait sur Milan. Il n'y avait plus un moment à perdre pour sauver l'armée.

Andrieux entra à son tour; il débuta, comme c'est l'usage, par déclarer que son général avait encore des vivres pour un mois pour son armée; mais que la population souffrait, que son cœur en était ému, et qu'il rendrait la place, si on consentait qu'il sortît avec ses armes, bagages et canons sans être prisonnier.

Ott accepta avec empressement en déguisant sa surprise et sa joie. Les négociations commencèrent aussitôt; elles durèrent vingt-quatre heures. Masséna se rendit en personne aux conférences, au pont de Conégliano, où se trouvèrent l'amiral Keith et le général Ott. L'em-

canons, il n'aurait rien gagné. Le général avait encore 12,000 hommes, il se réunirait à Suchet qui en avait autant, et, ainsi réunis, ils manœuvreraient contre lui, Ott, qui se serait affaibli d'une division qu'il fallait qu'il laissât à Gênes. Il ne pourrait donc se porter sur le Pô qu'avec environ trente bataillons, qui, réduits par les pertes de la campagne, fourniraient à peine 15,000 hommes.

Ott proposa que l'armée française se rendît à Antibes par mer, avec armes et bagages, et sans être prisonnière. Cela fut rejeté, et on convint que 8,500 hommes de la garnison sortiraient par terre et prendraient la chaussée de Voltri, et que le reste serait transporté par mer. (Voyez la capitulation.) Le surlendemain, 6, la plus grande partie de la garnison sortit au nombre de 8,500 hommes avec armes et bagages, mais sans canons, et se rendit à Voltri : le général en chef s'embarqua à bord de cinq corsaires français avec 1,500 hommes et 20 pièces de campagne; les malades, les blessés, restèrent dans les hôpitaux sous le soin des officiers de santé français. Ott confia Gênes au général Hohenzollern, auquel il laissa 10,000 hommes. L'amiral anglais prit possession du port et des établissements maritimes; des convois de subsistances arrivèrent de tous côtés : en peu de

jours, la plus grande abondance remplaça la disette. La conduite des Anglais indisposa le peuple; ils mirent la main sur tout : à les entendre, c'étaient eux qui avaient pris Gênes, puisqu'elle ne s'était rendue que par famine, et que c'était la croisière qui avait arrêté tous les convois de vivres.

§ VIII.

Le général Elsnitz avait employé six jours à préparer sa retraite; il avait quitté Nice, dans la nuit du 28 au 29 mai, avec l'intention de prendre la ligne de la Roya et de couvrir le blocus de Gênes. Avant de démasquer son mouvement de retraite, et conformément à un usage assez habituel des généraux autrichiens, il insulta deux fois, le 22 et le 26 mai, la tête du pont du Var. Il fut repoussé et eut 5 à 600 hommes hors de combat.

Le but de ces attaques était d'en imposer à Suchet, de lui masquer son véritable projet, et

en avaient besoin ; leur conduite avait été mauvaise.

Les généraux Menard et Rochambeau marchèrent avec rapidité, par la chaussée de Nice à Turin, pour joindre la droite de l'ennemi ; ils rattrapèrent le temps perdu, et rencontrèrent, sur les hauteurs de Breglio, Braillo et Saorgio, les troupes du général Gorrup, qui formaient la droite autrichienne ; ils le débordèrent, le battirent, et l'obligèrent à se jeter du côté de la mer, abandonnant ainsi la route du col de Tende, dont ils s'emparèrent. Cependant le général Elsnitz avait conservé long-temps la volonté de se maintenir sur la Roya. Il venait de recevoir l'ordre de se rendre en toute hâte sur le Pô par le col de Tende, ce qui ne lui était plus possible depuis la défaite du corps du général Gorrup. Il se décida à exécuter ce mouvement de retraite par le chemin de la Corniche. Arrivé à Oneille, il se porta sur Pieva, Ormea et Ceva. Cette marche était pleine de difficultés ; il l'exécuta avec bonheur. Son arrière-garde, attaquée à Pieva, éprouva un échec ; cependant, dans ce mouvement si difficile, il ne perdit que 1,500 à 2,000 hommes, quelques canons et quelques bagages. Suchet arriva le 6 juin à Savone, il y fut rejoint par le général Gazan qui commandait les 8,500 hommes sortis

de Gênes par terre. Il prit des cantonnements sur la Bormida, et cerna la citadelle de Savone, qui avait garnison autrichienne. Du 29 mai au 6 juin, où les troupes françaises poussèrent l'ennemi avec la plus grande activité, elles firent de 1,500 à 2,000 prisonniers, et déployèrent, dans plusieurs combats, la plus grande intrépidité. Elles avaient un avantage inappréciable sur leur ennemi, la connaissance du pays; d'ailleurs les habitants leur étaient en tout favorables.

§ IX.

Après la bataille de Marengo, Suchet eut ordre de se porter sur Gênes : il établit son quartier-général à Conegliano, entra dans la place le 24 juin, conformément à la convention d'Alexandrie; cependant, dès le 20 juin, il signa une convention particulière avec le général Ha-

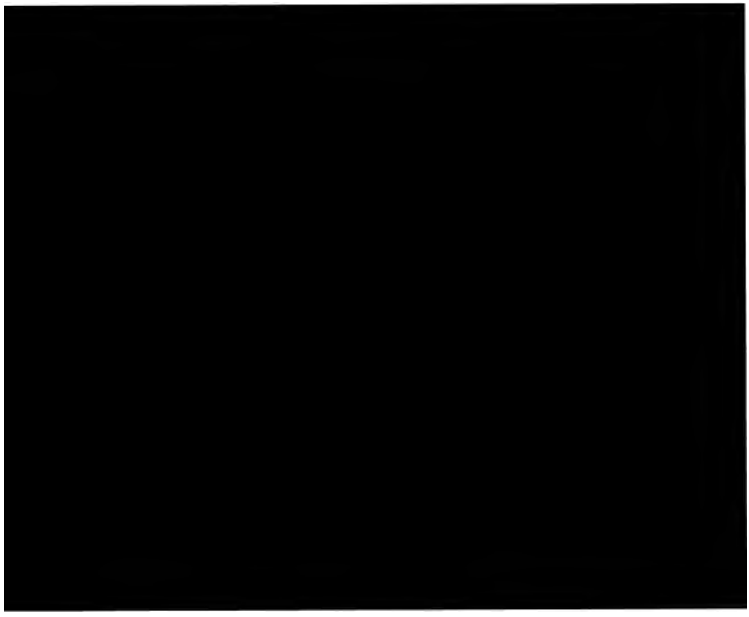
anglais, réclama les dispositions de la convention ; ce qui donna lieu à une correspondance curieuse entre lui et le général Hohenzollern, qui s'opposa à toutes les entreprises des Anglais, mit des gardes à l'arsenal et au port pour les empêcher de rien enlever : il se comporta avec honneur.

La première nouvelle de la reddition de Gênes fut apportée à Napoléon par quelques patriotes milanais réfugiés dans cette ville, et qui avaient regagné leur patrie par les montagnes ; ce ne fut que vingt-quatre heures plus tard, qu'il en reçut la nouvelle officielle. Quand les Génois apprirent la victoire de Marengo, leur joie fut extrême ; leur patrie était délivrée. Ils s'associèrent sincèrement à la gloire de leurs alliés. Le parti oligarchique rentra dans le néant. Les Anglais et les Autrichiens furent davantage en butte aux menaces et aux insultes de la populace ; le sang coula, un régiment autrichien fut presque détruit entièrement. Hohenzollern fut obligé de s'adresser à Suchet pour demander justice et son intervention pour que, pendant le peu de jours qu'il avait à rester encore dans la place, jusqu'au moment désigné pour sa remise, le peuple restât tranquille. L'entrée de Suchet dans cette grande ville fut un triomphe : 400 demoiselles, habillées aux couleurs fran-

çaises et liguriennes, accueillirent l'armée. Le général Hohenzollern remplit tous ses engagements; l'escadre anglaise prit le large; les Génois se livrèrent au regret de n'avoir pas tenu plus long-temps. Ils s'accusaient réciproquement d'avoir été pusillanimes, d'avoir eu peu de confiance dans la destinée du premier magistrat de la France : car, s'ils eussent été assurés qu'il ne fallait plus souffrir que cinq à six jours, ils eussent encore trouvé la force de le faire.

Pendant que ces importants événements se succédaient, Masséna débarquait à Antibes et y séjournait. Il arriva enfin à Milan, avant le départ de Napoléon pour retourner à Paris, et prit le commandement de la nouvelle armée d'Italie.

Remarques critiques.



Français, la crête supérieure et tout le revers du côté de la mer : leur quartier-général était à Gênes; de Gênes à Nice il y a quarante lieues, tandis que la division Kuinel, qui était en avant de Coni, n'était qu'à dix-huit lieues de Nice; Oneille est à vingt lieues de Gênes. La division autrichienne qui occupait le Tanaro n'était qu'à neuf lieues; Savone est à dix lieues de Gênes : la division qui occupait la Bormida n'était qu'à trois lieues de Savone. L'armée autrichienne était plus nombreuse; elle prenait l'offensive, elle avait l'initiative, et elle pouvait arriver à Nice, à Oneille, à Savone, avant le quartier-général français. Le pays de Gênes à Nice est appelé du nom de rivière, à cause de son peu de largeur : ce pays est compris entre la crête des Apennins et la mer; par rapport à sa longueur, c'est un boyau qui n'a pas assez de profondeur et de largeur, pour être défendu dans toute cette longueur. Il fallait donc opter, ou porter son quartier-général à Nice, en mettant la défensive sur la crête supérieure d'Argentières à Tende, de là au Tanarello, à la Taggia ou à la Roya, ou bien concentrer la défense autour de Gênes : ce dernier parti était conforme au plan de campagne du premier consul. Gênes est une très grande ville qui offre beaucoup de ressources; c'est une place forte; elle est en outre cou-

verte par la petite place de Gavi, et a, sur son flanc gauche, la citadelle de Savone. Ce parti une fois adopté, le général Masséna eût dû agir comme s'il eût été général de la république ligurienne, et que son unique objet fût d'en défendre la capitale. La division de 3 à 4,000 hommes qu'il laissa dans Nice, et pour l'observation des cols, était suffisante. Le général Masséna ne sut pas opter ; il voulut conserver les communications de son armée avec Nice et avec Gènes : cela était impossible; il fut coupé. Il eût dû placer son armée d'une des trois manières suivantes :

1° Donner au général Suchet, qui commandait la gauche, 14,000 hommes, et l'établir avec ses principales forces sur les hauteurs de Monte-Legino, en les couvrant de retranchements ; observer Settepani, la tour de Melogno, la Ma-

que de Monte-Legino, de la Bocchetta, de Monte-Faccio eût été difficile ; l'ennemi, obligé de se diviser en un grand nombre de colonnes, eût pu être attaqué et battu en détail ; au lieu de vingt lieues d'étendue qu'avait la position qu'occupa Masséna, celle-ci n'en aurait eu que dix. L'armée ennemie eût coupé la route de la Corniche, eût tourné toute l'armée par sa gauche; elle se fût emparée de Saint-Jacques, de Cadibone, de Vado ; mais l'armée française fût restée entière et concentrée. Lorsque sa gauche aurait été forcée sur les hauteurs de Monte-Legino, elle se fût repliée sur Monte-Fayale, sous le canon de Voltri, et enfin sur Gênes.

2° Ou placer la gauche sur Voltri, à la Madone dell'Aqua, le centre derrière la Bocchetta, et la droite derrière la Sturla. Cette ligne, beaucoup moins étendue, pouvait être occupée par beaucoup moins de troupes ; les fortifications eussent pu être faites avec plus de soin; plus de moitié de l'armée eût pu être tenue en réserve aux portes de Gênes. Masséna eût pu prendre l'offensive par la rivière du Levant, par la vallée de Bisagno, par la Bocchetta, par les montagnes de Sassello, par la rivière du Ponent, et écraser les colonnes ennemies, obligées de se diviser dans ce pays difficile.

3° Ou occuper, sur les hauteurs de Gênes, un camp retranché, menaçant l'Italie; en appuyer les flancs à deux forts de campagne, en couvrir le front par des redoutes et une centaine de pièces de canon non attelées, indépendamment de l'équipage de campagne; enfin tenir une réserve en garnison à Gênes. Une armée française de 30,000 hommes, commandée par Masséna, placée dans cette formidable position, n'aurait pu être forcée par une armée de 60,000 Autrichiens. Si Mélas respectait cette armée, et manœuvrait pour la couper de Nice, cela n'était d'aucune conséquence; Masséna fût entré en Piémont. Si Mélas eût manœuvré sur Gênes, les places de Gavi et de Seravale, la nature du terrain, ne lui eussent pas permis, ou eussent offert des occasions avantageuses de prendre l'initiative, de tomber sur le flanc de

secours avait promis d'arriver était passée ; le conseil des Gaulois s'assembla sous la présidence de Vercingentorix ; Crotogno se leva, et dit : « Vous n'avez pas de nouvelles de votre « armée de secours ; mais César ne vous en « donne-t-il pas tous les jours ? Croyez-vous « qu'il travaillerait avec tant d'ardeur à élever « retranchements sur retranchements, s'il ne « craignait l'armée que les Gaulois ont réunie, « et qui s'approche ? Ayez donc de la persé- « vérance, vous serez sauvés. » Effectivement, l'armée gauloise arriva, forte de 20,000 hommes, et attaqua les légions de César.

2° La proposition admise par le général Ott et l'amiral Keith, de permettre à la garnison de sortir de la ville avec ses armes, et sans être prisonnière de guerre, n'était-elle pas aussi explicative qu'une lettre même de Napoléon qui eût annoncé son approche ? Quand cette base fut acceptée par l'ennemi, quand il insista pour que la garnison se rendît à Nice par mer, ne décelait-il pas la position critique dans laquelle il se trouvait ? Masséna eût dû rompre alors, bien certain que, sous quatre ou cinq jours, il serait débloqué ; par le fait, il l'eût été douze heures après. Les généraux ennemis savaient l'extrême disette qui régnait dans la ville ; ils n'eussent jamais accordé la capitula-

tion à l'armée française d'en sortir sans être prisonnière de guerre, si déjà l'armée de secours n'eût été proche, et en position de faire lever le siége.

3° 8,500 hommes de la garnison sortirent de la ville de Gênes par terre, mais sans canons. Masséna s'embarqua avec vingt pièces de canon de campagne, 1,500 hommes, et débarqua à Antibes. Il laissa 1,500 hommes dans la ville pour garder ses malades : son devoir était de partager le sort de ces troupes, et il devait bien comprendre l'intérêt que mettait l'ennemi à l'en séparer. Effectivement, les troupes ne furent pas plutôt arrivées à Voltri, qu'elles apprirent l'approche de l'armée de secours et du corps de Suchet à Finale. Si Masséna eût été à leur tête, il eût renforcé Suchet, marché sur le champ de bataille de Marengo. Sa con-

Vienne, qui le remploya de nouveau. Il fut repris plus tard à la Favorite. Lorsque le général français qui commandait à Mantoue rendit cette place, le feld-maréchal Kray lui fit cadeau d'un drapeau, en vantant beaucoup sa valeur. Les louanges des ennemis sont suspectes; elles ne peuvent flatter un homme d'honneur que lorsqu'elles sont données après la cessation des hostilités.

A Dieu ne plaise que l'on veuille comparer le héros de Rivoli et de Zurich à un homme sans énergie et sans caractère! Masséna était éminemment noble et brillant au milieu du feu et du désordre des batailles : le bruit du canon lui éclaircissait les idées, lui donnait de l'esprit, de la pénétration et de la gaîté.

On a fort exagéré le mauvais état de l'armée d'Italie; le mal avait été grand, mais il avait été, en grande partie, réparé pendant février, mars et avril. On a dit que l'armée n'avait que 25,000 hommes : elle était de 40,000 hommes sous les armes, depuis le Var à Gênes, et en outre la garde nationale de Gênes était dévouée, formée de la faction démocratique, et passionnément attachée à la France. Il y avait aussi à Gênes beaucoup de patriotes, d'Italiens réfugiés, qui furent formés en bataillon.

Au moment de la reddition de Gênes, il s'y

trouvait 12,000 Français sous les armes, 3,000 Italiens, Liguriens ou Sardes, qui ne suivirent pas l'armée ; il y avait 6,000 hommes dans les hôpitaux : Suchet avait, à son arrivée à Savone, 10,000 hommes. C'était donc 25,000 hommes qui restaient sous les armes, de cette armée qui avait perdu en morts, blessés ou prisonniers, ou évacués sur la France, 17,000 hommes.

Le 6 prairial, le chef d'escadron Franceschi, aide-de-camp du général Soult, envoyé par le général Masséna au premier consul, dans les premiers jours de floréal, arrive et apporte les dépêches de Bonaparte, qui donnent lieu à la notice suivante, transmise officiellement et aussitôt à l'armée et au gouvernement ligurien.

« Un des officiers que j'ai envoyés près du premier consul, à Paris, est revenu cette nuit.

« Il a laissé le général Bonaparte descendant le grand Saint-Bernard,

esprit, et éclairée sur ses véritables intérêts, trouvera bientôt dans sa délivrance le prix des sacrifices qu'elle a faits. »

Signé MASSÉNA.

SOLDATS,

« Les rapports qu'on me fait m'annoncent que votre patience et votre courage s'éteignent, qu'il s'élève quelques plaintes et quelques manœuvres dans vos rangs, que quelques-uns d'entre vous désertent à l'ennemi, et qu'il se forme des complots pour exécuter, en troupes, des desseins aussi lâches.

« Je dois vous rappeler la gloire de votre défense dans Gênes, et ce que vous devez à l'accomplissement de vos devoirs, à votre honneur et à votre délivrance, qui ne tient plus qu'à quelques jours de persévérance.

« Que la conduite de vos généraux et de vos chefs soit votre exemple : voyez-les partager vos privations, manger le même pain et les mêmes aliments que vous ; songez encore que, pour assurer votre subsistance, il faut veiller le jour et la nuit. Vous souffrez de quelques besoins physiques ; ils souffrent ainsi que vous, et ont, de plus, les inquiétudes de votre position. N'auriez-vous fait, jusqu'à ce jour, tant de sacrifices, que pour vous abandonner à des sentiments de faiblesse ou de lâcheté? Cette idée doit révolter des soldats français.

« Soldats, une armée commandée par Bonaparte marche à nous ; il ne faut qu'un instant pour nous délivrer, et cet instant perdu, nous perdrions avec lui tout le prix de nos travaux, et un avenir de privations bien plus amères s'ouvrirait devant vous.

« Soldats, je charge vos chefs de vous rassembler, et de vous lire cette proclamation ; j'espère que vous ne donnerez pas à ces braves, si respectables par leur vertu, et dont le sang a coulé si souvent en combattant à votre tête ; à ces braves qui ont toute mon estime, et qui méritent toute votre confiance, la douleur de m'entretenir de nouvelles plaintes, et à moi celle de punir.

« L'honneur et la gloire furent toujours les plus puissants aiguillons des soldats français, et vous prouverez encore que vous êtes dignes de ce titre respectable.

« Cette proclamation sera mise à l'ordre, et lue à la tête des compagnies. »

Signé MASSÉNA.

SUCHET, *lieutenant du général en chef,*

Aux habitants de la Ligurie.

Au quartier-général de Conegliano, le 5 messidor an VIII de la république.

LIGURIENS,

« La célèbre bataille de Marengo vient d'entraîner la conclusion d'une convention entre les généraux en chef Berthier et Mélas, approuvée par le premier consul Bonaparte. Elle porte en substance : « Qu'il y aura armistice et suspension d'hostilités entre l'armée impériale et celle de la république française en Italie, jusqu'à la réponse de Vienne ; que les hostilités ne peuvent recommencer sans s'être prévenus dix jours à l'avance.

« Que l'armée autrichienne se retirera derrière l'Oglio et sur la rive gauche du Pô; que les Français prendront de suite possession des places de Tortone, d'Alexandrie, du château de Milan, de la citadelle de Turin, de Pizzighitone, d'Arona et de Plaisance, et que la place de Coni,

« Habitants des vallées de Fontana-Bona, de la Polcevera et de Bisagno, retournez dans le sein de vos familles; allez cueillir vos moissons, déposer des armes que vos pères n'eussent jamais tournées contre des Français, et désormais soumettez-vous aux lois; méfiez-vous de ces brigands sans patrie, qui ont troublé votre repos et égaré vos bras : le général en chef vous promet oubli du passé.

« Peuple de la Ligurie, le génie du premier consul Bonaparte, de ce héros du monde, veille désormais sur les destinées de l'Italie. Encore une fois la victoire, fidèle à ses armes, vient de lui en ouvrir les portes : il y fixera le bonheur et sans doute la paix. La Ligurie entière sera libre sous peu de jours. Que le bienfait qui vous est encore offert par une nation généreuse soit apprécié, et vous rende à toutes vos vertus.

« Habitants de Gênes, la paix est prête à cicatriser toutes vos plaies : les ravages de la guerre, les souffrances d'un blocus qui vous honore, seront bientôt oubliés.

« Le général en chef Masséna, les soldats qu'il commande, et qui ont déployé sous nos yeux tant de bravoure et de fermeté, ont partagé vos privations, ont été témoins de vos souffrances; ils le publient déjà à l'Europe étonnée de votre constance.

« Ne vous alarmez pas, Liguriens, des mesures de ces insulaires accoutumés à violer tous les traités, qui n'ont pour dieu que le crime, et pour but que ruine et destruction. La victoire et les Français vous offrent et vous assurent l'abondance : les plaines du Piémont, celles de la Cisalpine, sont chargées d'une récolte superbe. Encore quelques jours, et la rage des Anglais sera de nouveau aussi impuissante que leurs tentatives sur le continent méprisées. »

Signé LOUIS-GABRIEL SUCHET.

KELLERMANN, *général de brigade*,

Au général Dupont, chef de l'état-major-général.

Au quartier-général de Naples, le 3 messidor an VIII.

MON GÉNÉRAL,

« Je m'empresse de vous rendre compte que la ville de Gênes ne sera

évacuée que le 24 du courant. J'ai vu le général Hohenzollern, qui m'a dit avoir reçu de M. de Mélas ordre de remettre la ville et les forts de Gênes aux troupes françaises, avec les munitions et artillerie convenues, le 24 juin, à quatre heures du matin. Il m'a assuré, d'une manière à n'en pas douter, que les ordres qu'il avait reçus seraient exécutés par lui avec toute l'exactitude et la loyauté possibles, quoiqu'il ne se soit pas caché du mécontentement qu'il éprouve de la convention, dont Mélas ne lui a pas donné connaissance

« Vous pouvez donc être tranquille sur son compte, ainsi que sur celui des Anglais, qui, dès hier, étaient prêts à mettre à la voile, mais qui s'en vont de fort mauvaise humeur : ils avaient la prétention de s'emparer de toutes les munitions et de l'artillerie ; mais M. Hohenzollern s'y est opposé, et a même fait marcher deux bataillons pour l'empêcher. Nous ne pouvons que nous louer de sa franchise et de sa loyauté, et les Génois eux-mêmes n'ont eu contre lui aucun motif de plaintes.

« Les Anglais enlèvent tout le grain qui n'est pas débarqué ; soixante mille charges de blé vont sortir de Gênes pour retourner à Livourne, quoique les négociants aient offert six francs de gratification par charge. Cette fois, le dépit des Anglais l'a emporté sur leur cupidité, et lord Keith a déclaré qu'il allait recommencer, plus strictement que jamais, le blocus du port et de la rivière, pour se venger sur cette ville innocente de nos victoires.

« Hier, le général Willot s'est embarqué avec un corps formé de quel-

CONVENTION

Faite pour l'occupation de la ville de Gênes et de ses forts, le 5 messidor an VIII, ou 24 juin 1800, conformément au traité fait entre les généraux en chef Berthier et Mélas.

Les commissaires et officiers, munis d'ordres du général Suchet, pourront entrer demain à huit heures.

— Convenu.

Les forts extérieurs seront occupés par les troupes françaises à trois heures du soir.

— Convenu.

Les trois ou quatre cents malades qui ne sont pas transportables auront les mêmes soins que ceux des troupes françaises.

— Convenu.

La flottille restera dans le port jusqu'à ce que les vents lui permettent de sortir : elle sera neutre jusqu'à Livourne.

— Convenu.

A quatre heures du matin, le 5 messidor (24 juin), M. le comte Hohenzollern sortira avec la garnison.

— Convenu.

Les dépêches, les transports de recrues et de bœufs, qui arriveront après le départ, seront libres de suivre l'armée autrichienne.

— Convenu.

Sur la demande de M. le général comte de Hohenzollern, il ne sera point rendu d'honneur à sa troupe.

— Convenu.

Signé le comte DE BUSSY, général-major, fondé de pouvoir de M. le comte de Hohenzollern.

Conegliano, le 3 messidor, an VIII de la république française, ou 22 juin 1800.

Pour copie conforme :

Le lieutenant-général, *signé* L. G. SUCHET.

NÉGOCIATION

Pour l'évacuation de Gênes, par l'aile droite de l'armée française, entre le vice-amiral lord Keith, commandant en chef la flotte anglaise; le lieutenant-général baron d'Ott, commandant le blocus, et le général en chef Masséna.

Art. 1er. L'aile droite de l'armée française, chargée de la défense de Gênes, le général en chef et son état-major, sortiront, avec armes et bagages, pour aller rejoindre le centre de ladite armée.

Réponse : *L'aile droite, chargée de la défense de Gênes, sortira au nombre de huit mille cent dix hommes, et prendra la route de terre pour aller, par Nice, en France; le reste sera transporté par mer à*

Réponse : ***Ils seront transportés par la flotte anglaise, et nourris.***

4. Les soldats français restés dans les hôpitaux de Gênes y seront traités comme les Autrichiens ; à mesure qu'ils seront en état de sortir, ils seront transportés ainsi qu'il est dit dans l'article premier.

Réponse : *Accordé.*

5. La ville de Gênes, ainsi que son port, seront déclarés neutres : la ligne qui déterminera sa neutralité sera fixée par les parties contractantes.

Réponse : ***Cet article roulant sur des objets purement politiques, il n'est pas au pouvoir des généraux des troupes alliées d'y donner un assentiment quelconque. Cependant les soussignés sont autorisés à déclarer que S. M. l'empereur s'étant déterminée à accorder aux habitants de Gênes son auguste protection, la ville de Gênes peut être assurée que tous les établissements provisoires que les circonstances exigeront n'auront d'autre but que la félicité et la tranquillité publiques.***

6. L'indépendance du peuple ligurien sera respectée : aucune puissance actuellement en guerre avec la république ligurienne ne pourra opérer aucun changement dans son gouvernement.

Réponse : *Comme à l'article précédent.*

7. Aucun Ligurien ayant exercé ou exerçant encore des fonctions publiques, ne pourra être recherché pour ses opinions politiques.

Réponse : *Personne ne sera molesté pour ses opinions, ni pour avoir pris part au gouvernement précédent, à l'époque actuelle.*

Les perturbateurs du repos public, après l'entrée des Autrichiens dans Gênes, seront punis conformément aux lois.

8. Il sera libre aux Français, Génois, et aux Italiens domiciliés ou réfugiés à Gênes, de se retirer avec ce qui leur appartient, soit argent, marchandises, meubles, ou tels autres effets, soit par la voie de mer ou par celle de terre, partout où ils le jugeront convenable : il leur sera délivré, à cet effet, des passeports, lesquels seront valables pour six mois.

Réponse : *Accordé.*

9. Les habitants de la ville de Gênes seront libres de communiquer avec les deux rivières, et de continuer de commercer librement.

Réponse : *Accordé d'après la réponse à l'article 5.*

10. Aucun paysan armé ne pourra entrer, ni individuellement, ni en corps, à Gênes.

Réponse : *Accordé.*

11. La population de Gênes sera approvisionnée dans le plus court délai.

Réponse : *Accordé.*

12. Les mouvements de l'évacuation de la troupe française, qui doivent avoir lieu, conformément à l'article premier, seront réglés, dans la journée, avec le chef de l'état-major des armées respectives.

Réponse : *Accordé.*

13. Le général autrichien commandant à Gênes accordera toutes les gardes et escortes nécessaires pour la sûreté des embarcations des effets appartenant à l'armée française.

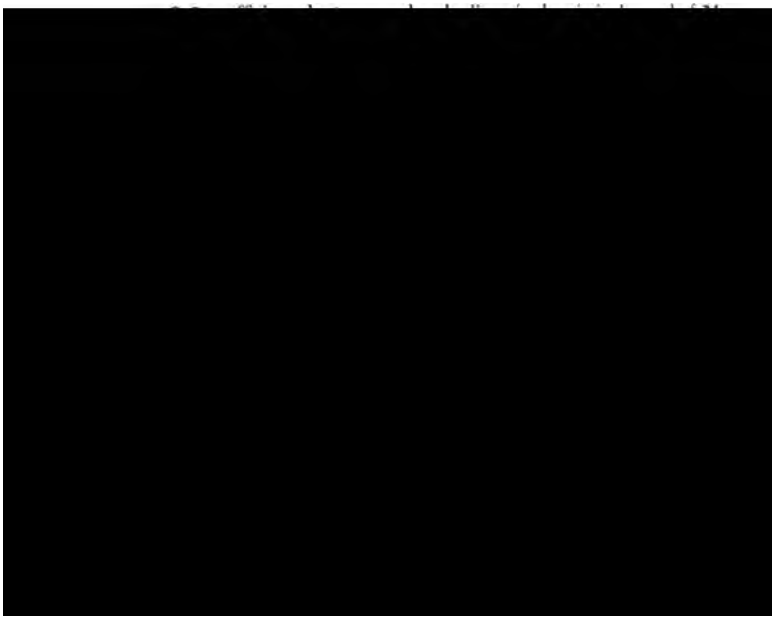
Réponse : *Accordé.*

14. Il sera laissé un commissaire français pour le soin des blessés malades, et pour surveiller leur évacuation : il sera nommé un autre commissaire des guerres, pour assurer, recevoir et distribuer les subsistances de la troupe française, soit à Gênes, soit en marche.

Réponse : *Accordé.*

15. Le général Masséna enverra en Piémont, ou partout ailleurs, un officier au général Bonaparte, pour le prévenir de l'évacuation de Gênes : il lui sera fourni passeport et sauve-garde.

Réponse : *Accordé.*



Immédiatement après la signature, il sera donné des otages de part et d'autre.

L'artillerie, les munitions, plans et autres effets militaires, appartenant à la ville de Gênes et à son territoire, seront remis fidèlement, par les commissaires français, aux commissaires des troupes alliées.

Fait double sur le pont de Conegliano, le 5 juin 1800.

Signés, B. D'OTT, lieutenant-général;

KEITH, contre-amiral, commandant en chef.

MARENGO.

Armée de réserve. — Départ du premier consul.—Revue de Dijon. — Le quartier-général à Genève. — Lausanne. — Passage du Saint-Bernard. — L'armée française passe la Sésia, la Trebbia. — Entrée à Milan. — Position de l'armée française, lorsqu'elle apprend la prise de Gênes. — Combat de Montebello. — Arrivée du général Desaix au grand quartier-général. — Bataille de Marengo. — Armistice de Marengo. — Gênes remise aux Français. — Retour du premier consul en France.

§ Ier.

Le 7 janvier 1800, un arrêté des consuls or-

consulaire étant essentiellement civile, le principe de la division des pouvoirs et de la responsabilité des ministres ne voulait pas que le premier magistrat de la république commandât immédiatement en chef une armée; mais aucune disposition, comme aucun principe, ne s'opposait à ce qu'il y fût présent. Dans le fait, le premier consul commanda l'armée de réserve, et Berthier, son major-général, eut le titre de général en chef.

Aussitôt que l'on eut des nouvelles du commencement des hostilités en Italie, et de la tournure que prenaient les opérations de l'ennemi, le premier consul jugea indispensable de marcher directement au secours de l'armée d'Italie; mais il préféra déboucher par le grand Saint-Bernard, afin de tomber sur les derrières de l'armée de Mélas, enlever ses magasins, ses parcs, ses hôpitaux, et enfin lui présenter la bataille, après l'avoir coupé de l'Autriche. La perte d'une seule bataille devait entraîner la perte totale de l'armée autrichienne, et opérer la conquête de toute l'Italie. Un pareil plan exigeait, pour son exécution, de la célérité, un profond secret, et beaucoup d'audace: le secret était le plus difficile à conserver; comment tenir caché aux nombreux espions de l'Angleterre et de l'Autriche le mouvement de

l'armée? Le moyen que le premier consul jugea le plus propre fut de le divulguer lui-même, d'y mettre une telle ostentation qu'il devînt un objet de raillerie pour l'ennemi, et de faire en sorte que celui-ci considérât toutes ces pompeuses annonces comme un moyen de faire une diversion aux opérations de l'armée autrichienne qui bloquait Gênes. Il était nécessaire de donner aux observateurs et aux espions un point de direction précis : on déclara donc par des messages au corps-législatif, au sénat, et par des décrets, par la publication dans les journaux, et enfin par les intimations de toute espèce, que le point de réunion de l'armée de réserve était Dijon; que le premier consul en passerait la revue, etc. Aussitôt tous les espions et les observateurs se dirigèrent sur cette ville: ils y virent, dans les premiers jours d'avril, un

blique quittait son palais pour passer une revue que pouvait faire un général de brigade. — Ces doubles rapports allèrent par la Bretagne, Genève, Bâle, à Londres, à Vienne et en Italie : l'Europe fut pleine de caricatures, l'une d'elles représentait un enfant de douze ans et un invalide avec une jambe de bois ; au bas, on lisait : *Armée de réserve de Bonaparte.*

Cependant la véritable armée s'était formée en route ; sur divers points de rendez-vous, les divisions s'étaient organisées. Ces lieux étaient isolés, et n'avaient point de rapports entre eux. — Les mesures conciliantes qui avaient été employées par le gouvernement consulaire pendant l'hiver, jointes à la rapidité des opérations militaires, avaient pacifié la Vendée et la chouanerie. Une grande partie des troupes qui composaient l'armée de réserve avait été retirée de ce pays. Le directoire avait senti le besoin d'avoir à Paris plusieurs régiments pour sa garde, et pour comprimer les factieux. — Le gouvernement du premier consul étant éminemment national, la présence de ces troupes dans la capitale devenait tout-à-fait inutile : elles furent dirigées sur l'armée de réserve. — Bon nombre de ces régiments n'avaient pas fait la désastreuse campagne de

1799, et avaient tout entier le sentiment de leur supériorité et de leur gloire. — Le parc d'artillerie s'était formé avec des pièces, des caissons envoyés partiellement d'un grand nombre d'arsenaux et de places fortes. Le plus difficile à cacher était le mouvement des vivres indispensables pour une armée qui doit faire un passage de montagnes arides, et où l'on ne peut rien trouver : l'ordonnateur Lambret fit confectionner à Lyon deux millions de rations de biscuits. On en expédia sur Toulon une centaine de mille pour être envoyées à Gênes; mais dix-huit cent mille rations furent dirigées sur Genève, embarquées sur le lac, et débarquées à Ville-Neuve, au moment où l'armée y arrivait.

En même temps que l'on annonçait avec la plus grande ostentation la formation de l'ar-

cette formidable armée du Rhin ; enfin, disait-on, laisserait-on l'armée d'Italie si faible, si on avait pu la renforcer ? L'ensemble de tous ces moyens de donner le change aux espions, fut couronné du plus heureux succès. On disait à Paris, comme à Dijon, comme à Vienne : « Il « n'y a point d'armée de réserve. » Au quartier-général de Mélas, on ajoutait : « L'armée de « réserve dont on nous menace tant est une « bande de 7 à 8,000 conscrits ou invalides, « avec laquelle on espère nous tromper pour « nous faire quitter le siége de Gênes. Les « Français comptent trop sur notre simpli- « cité : ils voudraient nous faire réaliser la « fable du chien qui quitte sa proie pour « l'ombre. »

§ II.

Le 6 mai 1800, le premier consul partit de Paris ; il se rendit à Dijon pour passer, comme nous venons de le dire, cette revue des militaires isolés, et des conscrits qui s'y trouvaient. Il arriva à Genève le 8. Le fameux Necker, qui était dans cette ville, brigua l'honneur d'être présenté au premier consul de la république française : il s'entretint une heure avec lui, parla beaucoup du crédit public, de la moralité nécessaire à un ministre des finances ; il

par les généraux d'artillerie Gassendy et Marmont, que la marche de l'artillerie ne causa aucun retard : les troupes même se piquèrent d'honneur de ne point laisser leur artillerie en arrière, et se chargèrent de la traîner. Pendant toute la durée du passage, la musique des régiments se faisait entendre ; ce n'était que dans les pas difficiles que le pas de charge donnait une nouvelle vigueur aux soldats. Une division entière aima mieux, pour attendre son artillerie, bivouaquer sur le sommet de la montagne, au milieu de la neige et d'un froid excessif, que de descendre dans la plaine, quoiqu'elle en eût eu le temps avant la nuit. Deux demi-compagnies d'ouvriers d'artillerie avaient été établies dans les villages de Saint-Pierre et de Saint-Remi, avec quelques forges de campagne, pour le démontage et le remontage de diverses voitures d'artillerie. On parvint à passer une centaine de caissons.

Le 16 mai, le premier consul alla coucher au couvent de Saint-Maurice, et toute l'armée passa le Saint-Bernard les 17, 18, 19 et 20 mai. Le premier consul passa lui-même le 20 ; il montait, dans les plus mauvais pas, le mulet d'un habitant de Saint-Pierre, désigné, par le prieur du couvent, comme le mulet le plus sûr de tout le pays. Le guide du premier consul

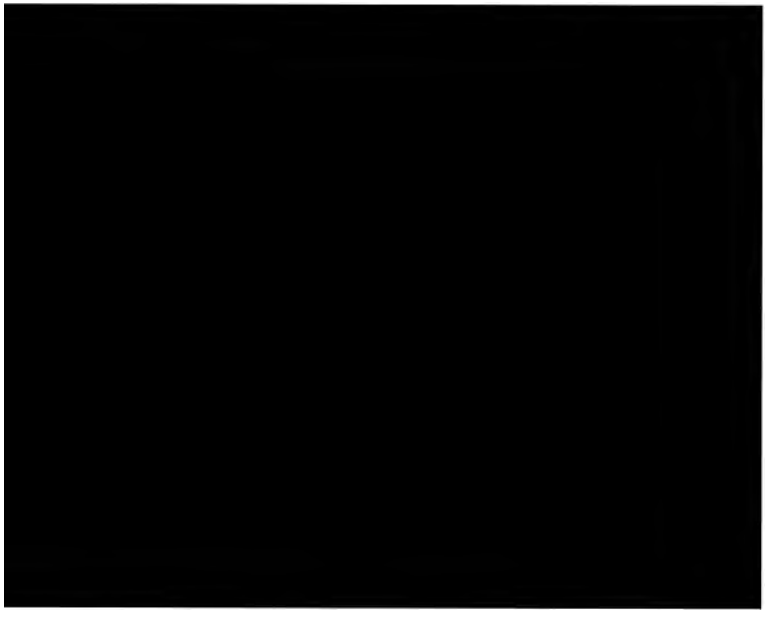
était un grand et vigoureux jeune homme de vingt-deux ans, qui s'entretint beaucoup avec lui, en s'abandonnant à cette confiance propre à son âge et à la simplicité des habitants des montagnes : il confia au premier consul toutes ses peines, ainsi que les rêves de bonheur qu'il faisait pour l'avenir. Arrivé au couvent, le premier consul, qui jusque-là ne lui avait rien témoigné, écrivit un billet, et le donna à ce paysan, pour le remettre à son adresse; ce billet était un ordre qui prescrivait diverses dispositions qui eurent lieu immédiatement après le passage, et qui réalisaient toutes les espérances du jeune paysan : telles que la bâtisse d'une maison, l'achat d'un terrain, etc. Quelque temps après son retour, l'étonnement du jeune montagnard fut bien grand de voir tant de monde s'empresser de satisfaire ses désirs, et la fortune lui arriver de tous côtés.

Le premier consul s'arrêta une heure au couvent des hospitaliers, et opéra la descente à la ramasse, sur un glacier presque perpendiculaire. Le froid était encore vif; la descente du grand Saint-Bernard fut plus difficile pour les chevaux, que ne l'avait été la montée; néanmoins on n'eut que peu d'accidents. Les moines du couvent étaient approvisionnés d'une grande quantité de vins, pains, fromages, et en passant,

chaque soldat recevait de ces bons religieux une forte ration.

Le 16 mai, le général Lannes, avec les sixième demi-brigade légère, vingt-huitième et quarante-quatrième de ligne, onzième, douzième régiments de hussards, et vingt-unième de chasseurs, arriva à Aoste, ville qui fut, pour l'armée, d'une grande ressource. Le 17, cette avant-garde arriva à Châtillon, où un corps autrichien de 4 à 5,000 hommes, que l'on avait cru suffisant pour défendre la vallée, était en position; il fut aussitôt attaqué et culbuté : on lui prit trois pièces et quelques centaines de prisonniers.

L'armée française croyait avoir franchi tous les obstacles; elle suivait une vallée assez belle, où elle retrouvait des maisons, de la verdure et le printemps, lorsque tout à coup elle fut ar-



rapport qu'il n'en existait pas d'autre que celui de la ville. Le général Lannes ordonna, dans la nuit, une attaque pour tâter le fort; mais il était partout à l'abri d'un coup de main. Comme il arrive toujours en pareille circonstance, l'alarme se communiqua rapidement dans toute l'armée, et reflua sur ses derrières. Des ordres même furent donnés pour arrêter le passage de l'artillerie sur le Saint-Bernard; mais le premier consul, déjà arrivé à Aoste, se porta aussitôt devant Bard : il gravit, sur la montagne de gauche, le rocher Albaredo, qui domine à la fois et la ville et le fort, et bientôt reconnut la possibilité de s'emparer de la ville. Il n'y avait pas un moment à perdre : le 25, à la nuit tombante, la cinquante-huitième demi-brigade, conduite par le chef Dufour, escalada l'enceinte, et s'empara de la ville, qui n'est séparée du fort que par le torrent de la Doria. Vainement, toute la nuit, il plut une grêle de mitraille, à une demi-portée de fusil, sur les Français qui étaient dans la ville : ils s'y maintinrent, et enfin, par considération pour les habitants, le feu du fort cessa.

L'infanterie et la cavalerie passèrent un à un par le sentier de la montagne de gauche, qu'avait gravie le premier consul, et où jamais n'avait passé aucun cheval : c'était un sentier connu seulement des chevriers.

Les nuits suivantes, les officiers d'artillerie, avec une rare intelligence, et les canonniers, avec la plus grande intrépidité, firent passer leurs pièces par la ville. Toutes les précautions avaient été prises pour en cacher la connaissance au commandant du fort : le chemin avait été couvert de matelas et de fumier ; les pièces, couvertes de branchages et de paille, étaient traînées, à la bricole, dans le plus grand silence. On traversait ainsi un espace de plusieurs centaines de toises, à la portée de pistolet des batteries du fort. La garnison, ne se doutant de rien, faisait cependant des décharges de temps en temps, qui tuèrent ou blessèrent bon nombre de canonniers ; mais cela ne ralentit en rien leur zèle : le fort ne se rendit que dans les premiers jours de juin. On était alors parvenu, avec des peines extrêmes, à monter plusieurs pièces sur l'Alba-

sujet permettaient de le supposer facile à enlever. Cette difficulté, une fois surmontée, eut un effet avantageux. L'officier autrichien qui commandait le fort expédia lettre sur lettre à Mélas, pour l'instruire qu'il voyait passer plus de 30,000 hommes au moins, 3 ou 4,000 chevaux, et un nombreux état-major ; que ces masses se dirigeaient sur sa droite, par un escalier dans le rocher Albaredo : mais qu'il promettait que ni un caisson, ni une pièce d'artillerie, ne pourraient passer ; qu'il pouvait tenir un mois, et qu'ainsi, jusqu'à cette époque, il n'était pas probable que l'armée française osât se hasarder en plaine, n'ayant pas encore reçu son artillerie. Lors de la reddition du fort, tous les officiers de la garnison furent étrangement surpris d'apprendre que toute l'artillerie française avait passé de nuit, à trente ou quarante toises de leurs remparts.

S'il eût été tout-à-fait impossible de faire passer l'artillerie par la ville de Bard, l'armée française aurait-elle repassé le grand Saint-Bernard? Non : elle aurait également débouché jusqu'à Ivrée, mouvement qui eût nécessairement rappelé Mélas de Nice. Elle n'avait rien à craindre, même sans artillerie, dans les excellentes positions que lui offrait l'entrée des gorges, d'où, protégeant le siége du fort de Bard, elle en eût

attendu la prise. — Ce fort est tombé naturellement au pouvoir des Français le 1er juin; mais il est probable qu'il eût été pris plus tôt, s'il avait arrêté le passage de l'armée, et qu'il en eût attiré tous les efforts, au lieu de ceux d'une brigade de conscrits commandée par le général Chabran, qui avait été laissée pour en faire le siége. Ce dernier corps avait passé par le petit Saint-Bernard.

Cependant, depuis le 12 mai, Mélas avait fait refluer des troupes sur Turin et renforcé les divisions qui gardaient la vallée d'Aoste et celle du mont Cenis; lui-même, de sa personne, était arrivé le 22 à Turin. Le même jour, le général Turreau, qui commandait sur les Alpes, attaqua avec 3,000 hommes le mont Cenis, s'en empara, fit des prisonniers, et prit position entre Suse et Turin : diversion qui inquiéta Mélas, et l'em-

était celle qui avait déjà été battue à Châtillon. La ville, attaquée avec la plus grande intrépidité, d'un côté, par le général Lannes, et de l'autre par le général Vatrin, fut bientôt enlevée, ainsi que la citadelle, où l'on trouva de nombreux magasins de toute espèce : l'ennemi se retira derrière la Chiusella, et prit position à Romano pour couvrir Turin, d'où il reçut des renforts considérables.

Le 26, le général Lannes marcha contre l'ennemi, l'attaqua dans sa position, et, après un combat fort chaud, le culbuta et le rejeta en désordre sur Turin. L'avant-garde prit aussitôt la position de Chivasso, d'où elle intercepta le cours du Pô, et s'empara d'un grand nombre de barques chargées de vivres, de blessés, et enfin de toute l'évacuation de Turin. Le premier consul passa, le 28 mai, la revue de l'avant-garde à Chivasso, harangua les troupes, et distribua des éloges aux corps qui la composaient.

Cependant on disposa les barques prises sur le Pô pour la construction d'un pont ; cette menace produisit l'effet qu'on en attendait : Mélas affaiblit les troupes qui couvraient Turin sur la rive gauche, et envoya ses principales forces pour s'opposer à la construction du pont.

C'était ce que souhaitait le premier consul, afin de pouvoir opérer sur Milan sans être inquiété.

Un parlementaire autrichien, choisi parmi les officiers de l'armée autrichienne, qui avait l'honneur de connaître le premier consul, fut envoyé aux avant-postes par le général Mélas. Son étonnement fut extrême en voyant le premier consul si près de l'armée autrichienne; cette nouvelle, rapportée par cet officier à Mélas, le remplit de terreur et de confusion. Toute l'armée de réserve, avec son artillerie, arriva à Ivrée les 26 et 27 mai.

§ IV.

Le quartier-général de l'armée autrichienne était à Turin; mais la moitié des forces ennemies était devant Gênes, et l'autre moitié était

gera-t-il à tire-d'aile sur Gênes pour débloquer cette place importante? ou bien, laissant Mélas sur ses derrières, passera-t-il la Sésia, le Tésin, pour se porter sur Milan et sur l'Adda, faire sa jonction avec le corps de Moncey, composé de 15,000 hommes, qui venaient de l'armée du Rhin, et qui avaient débouché par le Saint-Gothard?

De ces trois partis, le premier était contraire aux vrais principes de la guerre, puisque Mélas avait des forces assez considérables avec lui: l'armée française courait donc la chance de livrer une bataille, n'ayant pas de retraite assurée; le fort de Bard n'étant pas encore pris. D'ailleurs, si Mélas abandonnait Turin et se portait sur Alexandrie, la campagne était manquée; chaque armée se trouvait dans une position naturelle, l'armée française appuyée au Mont-Blanc et au Dauphiné, et celle de Mélas aurait eu sa gauche à Gênes, et derrière elle les places de Mantoue, Plaisance et Milan.

Le deuxième parti ne paraissait pas praticable: comment s'aventurer au milieu d'une armée aussi puissante que l'armée autrichienne, entre le Pô et Gênes, sans avoir aucune ligne d'opération, aucune retraite assurée?

Le troisième parti, au contraire, offrait tous les avantages: l'armée française, maîtresse de

Milan, on s'emparait de tous les magasins, de tous les dépôts, de tous les hôpitaux de l'armée ennemie; on se joignait à la gauche, que commandait le général Moncey; on avait une retraite assurée par le Simplon et le Saint-Gothard. Le Simplon conduisait sur le Valais et sur Sion, où l'on avait dirigé tous les magasins de vivres pour l'armée. Le Saint-Gothard conduisait sur la Suisse, dont nous étions en possession depuis deux ans, et que couvrait l'armée du Rhin, alors sur l'Iller. Dans cette position, le général français pouvait agir selon sa volonté. Mélas marchait-il avec son armée réunie de Turin sur la Sésia et le Tésin, l'armée française pouvait lui livrer bataille avec l'immense avantage que, si elle était victorieuse, Mélas, sans retraite, serait poursuivi et jeté en Savoie; et, dans le cas où l'armée française serait bat-

communication avec Mantoue et l'Autriche, serait exposée à être jetée sur les montagnes de la rivière du Ponent, et entièrement détruite ou prise au pied des Alpes, au col de Tende et dans le comté de Nice. Enfin, en adoptant le troisième parti, si, une fois maître de Milan, il convenait au général français de laisser passer Mélas, et de rester entre le Pô, l'Adda et le Tésin, il avait ainsi, sans bataille, reconquis la Lombardie et le Piémont, les Alpes maritimes, la rivière de Gênes, et fait lever le blocus de cette ville : c'étaient des résultats assez beaux.

Un corps de 2,000 Italiens réfugiés, commandé par le général Lecchi, s'était porté, le 21 mai, de Châtillon sur la haute Sésia. Ce corps eut un combat avec la légion de Rohan, la battit, et vint prendre position aux débouchés du Simplon, dans la vallée de Domo-d'Ossola, afin d'assurer les communications de l'armée par le Simplon.

Le 27, le général Murat se dirigea sur Verceil, et passa la Sésia.

Le 31 mai, le premier consul se porta rapidement sur le Tésin ; les corps d'observation que le général Mélas avait laissés contre les débouchés de la Suisse, et les divisions de cavalerie et d'artillerie qu'il n'avait pas menées avec lui au siége de Gênes, se réunirent pour dé-

fendre le passage du fleuve et couvrir Milan. Le Tésin est extrêmement large et rapide.

L'adjudant-général Girard, officier du plus haut mérite et de la plus rare intrépidité, passa le premier le fleuve. Le combat fut chaud toute la journée sur la rive gauche. L'armée française n'avait pas de pont, elle passait sur quatre nacelles : mais comme le pays est très coupé et boisé, et que l'on était favorisé par la position du Naviglio de Milan, la cavalerie ennemie ne s'engagea qu'avec répugnance sur un tel terrain.

Le 2 juin, le premier consul entra dans Milan; il fit aussitôt cerner la citadelle. Le général Lannes, avec l'avant-garde, s'était mis en marche forcée le 30, et laissant un corps d'observation sur la gauche de la Dora Baltéa, et une garnison dans Ivrée, il marcha en toute hâte sur Pavie, où il entra le 1^er^ juin. Il y trouva des magasins considérables, et deux cents bouches à feu, dont trente de campagne.

Cependant, le 4, la division Duhesme entra à Lodi; le 15, elle cerna Pizzighitone, et sa cavalerie légère occupa Crémone. L'alarme fut bientôt dans Mantoue, désapprovisionnée et sans garnison. Le corps de Moncey, composé de 15 mille hommes de l'armée du Rhin, arriva à Bellinzona le 31 mai.

On se peindrait difficilement l'étonnement et l'enthousiasme des Milanais, en voyant arriver l'armée française : le premier consul marchait avec l'avant-garde, de sorte qu'une des premières personnes qui s'offrit aux regards des Milanais que l'enthousiasme et la curiosité faisaient arriver par tous les chemins détournés au-devant de l'armée française, fut le général Bonaparte. Le peuple de Milan ne voulait pas le croire : on avait dit qu'il était mort dans la mer Rouge, et que c'était un de ses frères qui commandait l'armée française.

Du 2 au 8 juin, c'est-à-dire, pendant six jours, le premier consul fut occupé à recevoir les députations, et à se montrer aux peuples accourus de tous les points de la Lombardie, pour voir leur libérateur. Le gouvernement de la république cisalpine fut réorganisé ; mais un grand nombre des plus chauds patriotes italiens gémissaient dans les cachots de l'Autriche. Le premier consul adressa à l'armée la proclamation suivante.

ARMÉE DE RÉSERVE.

Milan, le 17 prairial an VIII.

LE PREMIER CONSUL A L'ARMÉE.

Soldats, !

Un de nos départements était au pouvoir de l'ennemi; la consternation était dans tout le midi de la France.

La plus grande partie du territoire du peuple ligurien, le plus fidèle ami de la république, était envahie.

La république cisalpine, anéantie dès la campagne passée, était devenue le jouet du grotesque régime féodal.

Soldats, vous marchez.... et déjà le territoire français est délivré! La joie et l'espérance succèdent, dans notre patrie, à la consternation et à la crainte.

Vous rendrez la liberté et l'indépendance au peuple de Gênes; il sera pour toujours délivré de ses éternels ennemis.

Vous êtes dans la capitale de la Cisalpine!

L'ennemi, épouvanté, n'aspire plus qu'à regagner les frontières. Vous lui avez enlevé ses hôpitaux, ses magasins, ses parcs de réserve.

Le premier acte de la campagne est terminé.

Des millions d'hommes, vous l'entendez tous les jours, vous adressent des actes de reconnaissance.

Mais aura-t-on donc impunément violé le sol français? Laisserez-vous retourner dans ses foyers l'armée qui a porté l'alarme dans vos familles? Vous courez aux armes! ..... Eh bien! marchez à sa rencontre, opposez-vous à sa retraite; arrachez-lui les lauriers dont elle s'est parée, et par là apprenez au monde que la malédiction est sur les insensés qui osent insulter le territoire du grand peuple.

Le résultat de tous nos efforts sera, *gloire sans nuage* et *paix solide.*

Le premier consul, *signé* BONAPARTE.

§ V.

Les 15,000 hommes que conduisait le général Moncey arrivaient lentement; leur marche ne se faisait que par régiment. Ce retard fut nuisible; le premier consul passa la revue de ces troupes les 6 et 7 juin. Le 9, il partit pour se rendre à Pavie.

Le général Murat s'était porté, le 6 mai, devant Plaisance, l'ennemi y avait un pont et une tête de pont; Murat eut le bonheur de sur-

prendre la tête de pont et de s'emparer de la presque totalité des bateaux. Le même jour, il intercepta une dépêche du ministère de Vienne à M. de Mélas; cette dépêche contenait des renseignements curieux sur la prétendue armée de réserve de Bonaparte. Elle n'existait pas, et l'on prescrivait à Mélas de continuer avec vigueur ses opérations offensives en Provence. Le ministre espérait que Gênes aurait capitulé, et que l'armée anglaise serait arrivée. On lui mandait également qu'il fallait des succès; que l'armée française du Rhin était au cœur de l'Allemagne, et que des succès forceraient à la rappeler au secours de la Provence ; que des mouvements qui avaient eu lieu à Paris avaient obligé le premier consul à retourner promptement de Genève en cette capitale ; que la cour de Vienne mettait toute sa confiance dans les

Le premier consul envoya la division Lapoype, du corps du général Moncey, pour border le Pô depuis Pavie jusqu'à la Dora Baltéa, et éclairer le mouvement de l'ennemi vis-à-vis Plaisance, et résolut de se porter à la Stradella, sur la rive droite du Pô, afin de couper à Mélas la route de Mantoue, et l'obliger à recevoir une bataille, ayant sa ligne d'opération coupée; débloquer à la fois Gênes, et poursuivre l'ennemi en l'acculant aux Alpes.

Le général Lannes, avec l'avant-garde, passa le Pô vis-à-vis Pavie à Belgiojoso, dans la journée du 6. — Le 7, le général Murat passa le Pô à Nocetta, et s'empara de Plaisance, où il trouva des magasins considérables. Le lendemain, il battit un corps autrichien qui était venu l'attaquer, et lui fit 2,000 prisonniers. Le général Murat eut l'ordre de se porter sur la Stradella pour s'y joindre à l'avant-garde; toute l'armée se réunissait sur ce point important.

Cependant, au milieu de si grands succès, et l'esprit livré aux plus belles espérances, on apprit une fâcheuse nouvelle : Gênes avait capitulé le 4, et les troupes autrichiennes du blocus revenaient à marche forcée se joindre à l'armée de Mélas sur Alexandrie. Des réfugiés milanais, qui avaient été renfermés dans Gênes, donnèrent des détails sur les opérations de ce

siége. Masséna, après la capitulation, avait commis la faute impardonnable de s'embarquer de sa personne sur un corsaire pour se rendre à Antibes. Une partie de son armée avait été également embarquée pour la même destination; seulement un corps de 8,500 hommes se dirigeait par terre. — Les troupes avaient conservé leurs armes, munitions, etc. La capitulation ne pouvait pas être plus honorable; mais cette funeste disposition du général Masséna, d'autant moins excusable qu'il connaissait l'arrivée de l'armée du premier consul sur le Pô, annula tout ce que les conditions de la capitulation avaient d'avantageux. Si, d'après la capitulation, Masséna était sorti à la tête de toutes ses troupes (et il avait encore 12,000 hommes disponibles, armés, et son artillerie), et qu'arrivé à Voltri, il eût repris ses opérations, il aurait

perdus; ces troupes furent inutiles. La victoire de Marengo devait remédier à tout.

§ VI.

Le premier consul vit alors qu'il ne pouvait compter que sur ses propres forces, et qu'il allait avoir affaire à toute l'armée. Le 8, au soir, les coureurs ennemis vinrent observer les Français qui avaient passé le Pô, et étaient bivouaqués sur la rive droite; ils les crurent peu nombreux, et une avant-garde de quatre à cinq mille Autrichiens vint les attaquer; mais toute l'avant-garde et une partie de l'armée française avaient déjà passé. Le général Lannes mena battant cette avant-garde ennemie, et à la nuit il prit position devant l'armée autrichienne, qui occupait Montebello et Casteggio.

Cette armée était commandée par le général Ott, le même qui avait commandé le blocus de Gênes. Ce corps était venu en trois marches. L'observation des feux des bivouacs, le rapport des prisonniers et des déserteurs, faisaient monter cette partie de l'armée autrichienne à trente bataillons, formant 18,000 hommes. Les grenadiers d'Ott, l'élite de l'armée autrichienne, en faisaient partie.

Le général Lannes était en position, et, attendant à chaque instant des renforts, il n'avait

pas intérêt d'attaquer ; mais le général autrichien, à la pointe du jour, engagea la bataille. Le général Lannes n'avait avec lui que 8,000 hommes ; mais la division Victor, qui avait passé le fleuve, n'était qu'à trois lieues. La bataille fut sanglante : Lannes s'y couvrit de gloire ; ses troupes firent des prodiges d'intrépidité. Sur le midi, l'arrivée de la division Victor décida entièrement de la victoire. Les Autrichiens se battirent en désespérés : ils étaient encore fiers des succès qu'ils avaient obtenus la campagne précédente ; ils sentaient que leur position les mettait dans la nécessité d'être vainqueurs.

Le premier consul, à la première nouvelle de l'attaque de l'ennemi contre l'avant-garde française, était accouru sur le champ de bataille ; mais, à son arrivée, la victoire était déjà décidée : les ennemis avaient perdu 3,000 hommes

des têtes de pont. Plus rien ne le pressait; Gênes était tombée.

Il envoya par des affidés, à travers les montagnes, l'ordre au général Suchet de marcher sur la Scrivia par le débouché du col de Cadibone.

L'ennemi avait une cavalerie formidable et une artillerie très nombreuse. Ni l'une ni l'autre de ces armes n'avaient souffert, tandis que notre cavalerie et notre artillerie étaient très inférieures en nombre : il était donc hasardeux de s'engager dans la plaine de Marengo. Si l'ennemi voulait rouvrir ses communications, et regagner Mantoue, c'était par la Stradella qu'il fallait qu'il passât, et qu'il marchât sur le ventre de l'armée française. Cette position de la Stradella semblait avoir été faite exprès pour l'armée française : la cavalerie ennemie ne pouvait rien contre elle, et la très grande supériorité de son artillerie était moindre là que partout ailleurs. La droite de l'armée du premier consul s'appuyait au Pô et aux plaines marécageuses et impraticables qui l'avoisinaient; le centre, placé sur la chaussée, était appuyé de gros villages, ayant de grandes maisons en maçonnerie solide, et la gauche, sur de belles hauteurs.

§ VII.

Dans la journée du 11, Desaix, qui revenait d'Égypte, et qui avait fait la quarantaine à Toulon, arriva au quartier-général de Montebello avec ses aides-de-camp, Rapp et Savary. La nuit entière se passa en longues conférences entre le premier consul et Desaix sur tout ce qui s'était passé en Égypte depuis que le premier consul en était parti, sur les détails de la campagne de la Haute-Égypte, sur les négociations d'El-Arisch, et la composition de la grande armée turque du grand-visir; enfin sur la bataille d'Héliopolis, et la situation actuelle de l'armée française. « Comment, dit le premier consul, avez-« vous pu, vous, Desaix, attacher votre nom à « la capitulation d'El-Arisch? — Je l'ai fait, ré-

« viez laissé le commandement de l'armée d'É-
« gypte, et que vous eussiez emmené Kléber, je
« vous aurais conservé cette belle province, et
« vous n'eussiez jamais entendu parler de capi-
« tulation : mais enfin les choses ont bien tourné,
« et Kléber, à Héliopolis, a réparé les fautes
« qu'il avait faites depuis six mois. »

Desaix brûlait de se signaler. Son cœur était ulcéré des mauvais traitements que lui avait fait éprouver, à Livourne, l'amiral Keith; il avait soif de se venger. Le premier consul lui donna sur-le-champ le commandement de la division Boudet.

§ VIII.

Mélas avait son quartier-général à Alexandrie: toute son armée y était réunie depuis deux jours; sa position était critique, parce qu'il avait perdu sa ligne d'opération. Plus il tardait à prendre un parti, plus sa position empirait, parce que d'un côté le corps de Suchet arrivait sur ses derrières, et que d'un autre côté l'armée du premier consul se fortifiait et se retranchait chaque jour davantage à sa position de la Stradella.

Cependant le général Mélas ne faisait aucun mouvement dans la situation où il se trouvait; il avait trois partis à prendre : le premier était de passer sur le ventre de l'armée du premier

consul, l'armée autrichienne lui étant très supérieure en nombre, de gagner Plaisance, et de reprendre sa ligne d'opération sur Mantoue.

Le deuxième parti était de passer le Pô à Turin, ou entre cette ville et l'embouchure de la Sésia, de se porter ensuite à grandes marches sur le Tésin, de le passer, et, arrivant à Milan avant l'armée du premier consul, de lui couper sa ligne et le jeter derrière l'Adda.

Le troisième parti était de se jeter d'Alexandrie sur Novi, de s'appuyer à Gênes et à l'escadre anglaise de l'amiral Keith, de ne point prendre l'offensive jusqu'à l'arrivée de l'armée anglaise déjà réunie à Mahon. L'armée autrichienne était sûre de ne point manquer de vivres ni de munitions, et même de recevoir des renforts, puisque par sa droite elle eût communiqué avec Florence et Bologne; qu'en Tos-

y aurait été joint par cinq ou six mille hommes, que pouvait réunir le général Moncey qui commandait à Milan. Ces dix mille hommes étaient plus que suffisants pour retarder le passage, et donner le temps au premier consul de revenir par les deux ponts derrière le Tésin.

Le 12, dans l'après-midi, le premier consul, surpris de l'inaction du général Mélas, conçut des inquiétudes, et craignit que l'armée autrichienne ne se fût portée sur Gênes ou sur le Tésin, ou bien qu'elle n'eût marché contre Suchet, pour l'écraser et revenir ensuite contre lui premier consul; il résolut donc de quitter la Stradella, et de se porter sur la Scrivia en forme d'une grande reconnaissance, afin de pouvoir agir selon le parti que prendrait l'ennemi. Le soir, l'armée française(1) prit position sur la Scrivia; Tortone était cernée, le quartier-général fut placé à Voghera : dans ce mouvement, on n'obtint aucune nouvelle de l'ennemi;

(1) Armée française, les 12 et 13 juin.

Divisions Vatrin et Mainoni. Lannes; aile droite à Castelnovo di Scrivia.

Divisions Boudet et Monnier. Desaix; centre, Ponte-Curone.

Division Lapoype; ordre de rejoindre Desaix.

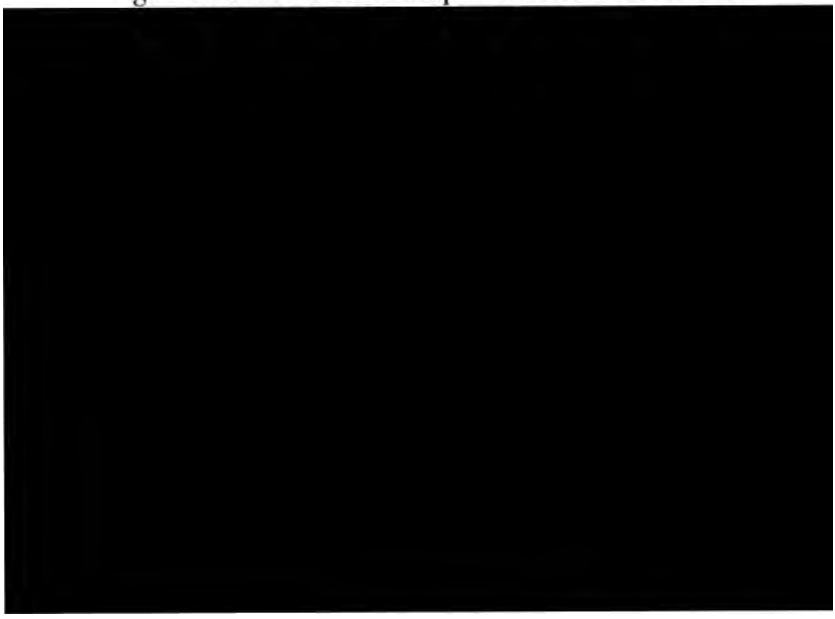
La cavalerie sous Murat, entre Ponte-Curone et Tortone, ayant une avant-garde au-delà de Tortone, sous Kellermann.

Divisions Gardanne et Chambarlhac. Victor; aile gauche en avant de Tortone, et soutenant l'avant-garde Kellermann.

on n'aperçut que quelques coureurs de cavalerie, qui n'indiquaient pas la présence d'une armée dans les plaines de Marengo. — Le premier consul ne douta plus que l'armée autrichienne ne lui eût échappé.

Le 13, à la pointe du jour, il passa la Scrivia, et se porta à San-Juliano, au milieu de l'immense plaine de Marengo. La cavalerie légère ne reconnut pas d'ennemi, il n'y eut plus aucun doute qu'il ne fût en pleine manœuvre, puisque, s'il eût voulu attendre l'armée française, il n'eût pas négligé le bon champ de bataille que lui offrait la plaine de Marengo, si avantageuse au développement de son immense cavalerie: il parut probable que l'ennemi marchait sur Gênes.

Le premier consul, dans cette pensée, dirigea en toute hâte le corps de Desaix en forme



à la nuit tombante ; ils mandèrent que l'ennemi n'y avait point de pont, et qu'il n'y avait qu'une simple garnison dans Alexandrie; ils ne donnèrent point de nouvelles de l'armée de Mélas.

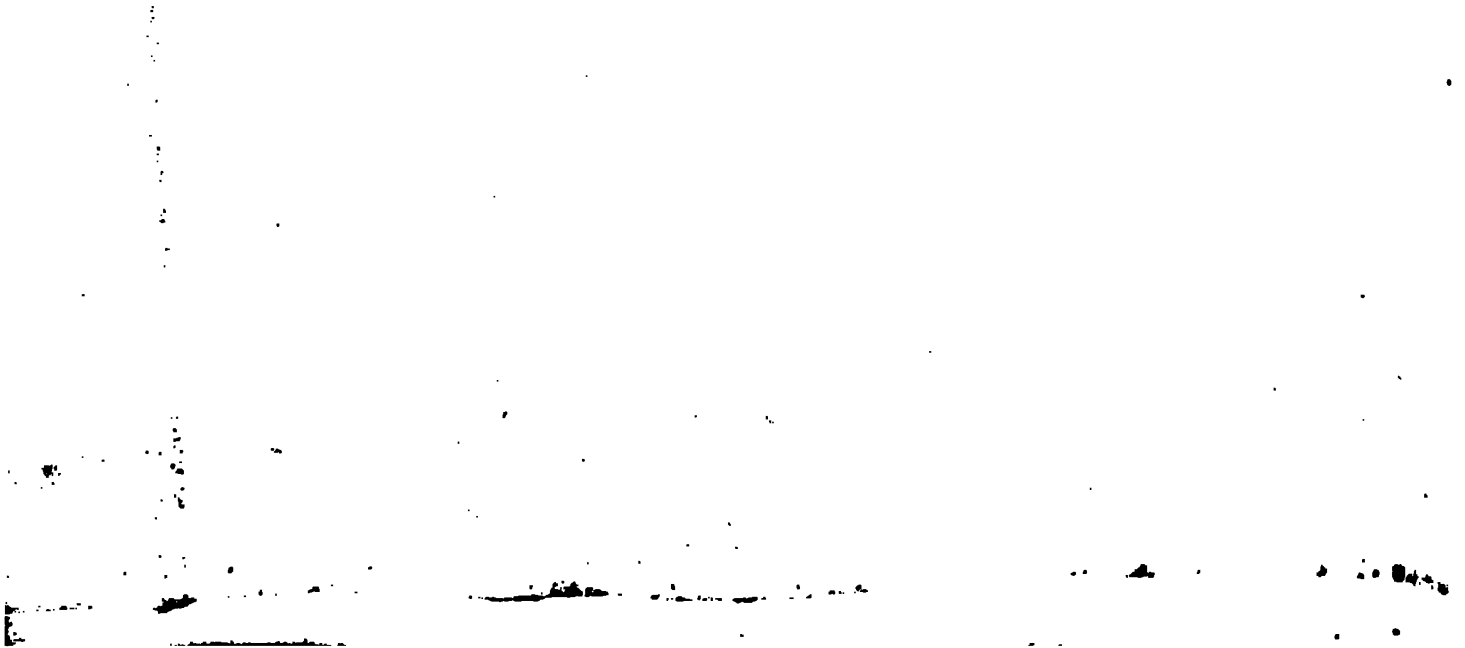
Le corps de Lannes bivouaqua diagonalement en arrière de Marengo, sur la droite.

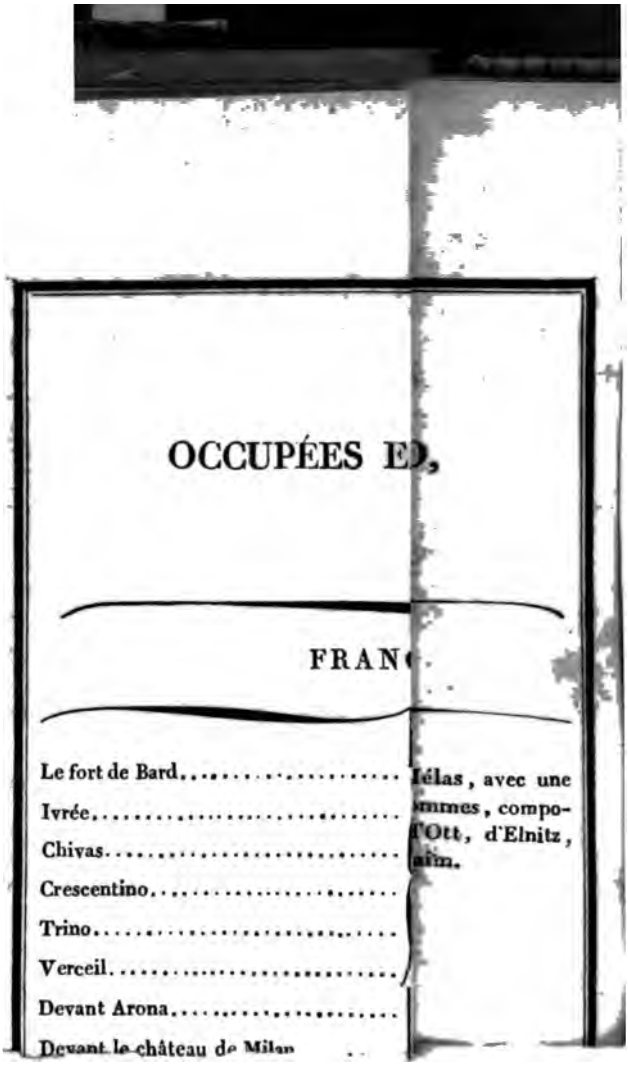
Le premier consul était fort inquiet ; à la nuit, il résolut de se rendre à son quartier-général de la veille, afin d'aller à la rencontre des nouvelles du général Moncey, du général Lapoype et des agents qui avaient été envoyés du côté de Gênes, et qui avaient rendez-vous à ce quartier-général ; mais la Scrivia était débordée. Ce torrent en peu d'heures grossit considérablement, et peu d'heures lui suffisent aussi pour le remettre en son premier état. Cela décida le premier consul à arrêter son quartier-général à Torredi-Garafolo, entre Tortone et Alexandrie. La nuit se passa dans cette situation.

Cependant la plus horrible confusion régnait dans Alexandrie, depuis le combat de Montebello. Les plus sinistres pressentiments agitaient le conseil autrichien; il voyait l'armée autrichienne coupée de sa ligne d'opération, de ses dépôts, et placée entre l'armée du premier consul et celle du général Suchet, dont les avant-postes avaient passé les montagnes, et

commençaient à se faire sentir sur les derrières du flanc droit des Autrichiens. La plus grande irrésolution agitait les esprits.

Après bien des hésitations, le 11, Mélas se décida à faire un gros détachement sur Suchet, le reste de l'armée autrichienne restant couvert par la Bormida et la citadelle d'Alexandrie; mais dans la nuit du 11 au 12, Mélas apprit le mouvement du premier consul sur la Scrivia. Il rappela, le 12, son détachement, et passa tout le 13 et la nuit du 13 au 14 en délibérations : enfin, après de vives et orageuses discussions, le conseil de Mélas décida que l'existence de l'armée de réserve lui avait été inconnue; que les ordres et les instructions du conseil aulique n'avaient mentionné que l'armée de Masséna; que la fâcheuse position où l'on se trouvait devait donc être attribuée





OCCUPÉES E[N],

FRAN[CE].

Le fort de Bard.....
Ivrée.....
Chivas.....
Crescentino.....
Trino.....
Verceil.....
Devant Arona.....
Devant le château de Milan

[Bé]las, avec une
[com]mes, compo-
[d'O]tt, d'Elnitz,
[Aim].

l'on perdît la bataille, la position serait affreuse sans doute, mais que la responsabilité en tomberait tout entière sur le ministère.

Ce raisonnement fixa toutes les opinions ; il n'y eut plus qu'un cri : Aux armes! aux armes! et chacun alla faire ses dispositions pour la bataille du lendemain.

Toutes les chances pour le succès de la bataille étaient en faveur de l'armée autrichienne; cette armée était très nombreuse, sa cavalerie était au moins triple de celle de l'armée française. On ne savait pas positivement quelle était la force de celle-ci ; mais l'armée autrichienne, malgré la perte éprouvée à la bataille de Montebello, malgré celles essuyées du côté de Gênes et du côté de Nice depuis la retraite, l'armée autrichienne devait être encore bien supérieure à l'armée de réserve. (*Voyez* le tableau ci-contre.)

Le 14, à l'aube du jour, les Autrichiens défilèrent sur les trois ponts de la Bormida, et attaquèrent avec fureur le village de Marengo. La résistance fut opiniâtre et longue.

Le premier consul, instruit, par la vivacité de la canonnade, que l'armée autrichienne attaquait, expédia sur-le-champ l'ordre au général Desaix de revenir avec son corps sur San-Juliano. Il était à une demi-marche de distance, sur la gauche.

Le premier consul arriva sur le champ de bataille à dix heures du matin, entre San-Juliano et Marengo. L'ennemi avait enfin emporté Marengo, et la division Victor, après la plus vive résistance, ayant été forcée, s'était mise dans une complète déroute. La plaine sur la gauche était couverte de nos fuyards, qui répandaient partout l'alarme, et même plusieurs faisaient entendre ce cri funeste : Tout est perdu!

Le corps du général Lannes, un peu en arrière de la droite de Marengo, était aux mains avec l'ennemi, qui, après la prise de ce village, se déployant sur sa gauche, se mettait en bataille devant notre droite qu'elle débordait déjà. Le premier consul envoya aussitôt son bataillon de la garde consulaire, composé de huit cents grenadiers, l'élite de l'armée, se placer à cinq cents toises sur la droite de Lannes, dans une

cheval, avec leurs bonnets à poil; ce seul aspect suffit pour rendre aux troupes l'espoir de la victoire : la confiance renaît, les fuyards se rallient sur San-Juliano, en arrière de la gauche du général Lannes. Celui-ci, attaqué par une grande partie de l'armée ennemie, opérait sa retraite au milieu de cette vaste plaine avec un ordre et un sang-froid admirables. Ce corps mit trois heures pour faire en arrière trois quarts de lieue, exposé en entier au feu de mitraille de quatre-vingts bouches à feu, dans le temps que, par un mouvement inverse, Carra-Saint-Cyr marchait en avant sur l'extrême droite, et tournait la gauche de l'ennemi.

Sur les trois heures après midi, le corps de Desaix arriva: le premier consul lui fit prendre position sur la chaussée, en avant de San-Juliano.

Mélas, qui croyait la victoire décidée, accablé de fatigue, repassa les ponts et rentra dans Alexandrie, laissant au général Zach, son chef d'état-major, le soin de poursuivre l'armée française. Celui-ci, croyant que la retraite de cette armée s'opérait sur la chaussée de Tortone, cherchait à arriver sur cette chaussée derrière San-Juliano; mais, au commencement de l'action, le premier consul avait changé sa ligne de retraite, et l'avait dirigée entre Sale et Tortone, de sorte que la chaussée de Tortone n'é-

tait d'aucune importance pour l'armée française.

En opérant sa retraite, le corps de Lannes refusait constamment sa gauche, se dirigeant ainsi sur le nouveau point de retraite, et Carra-Saint-Cyr, qui était à l'extrémité de la droite, se trouvait presque sur la ligne de retraite, dans le temps que le général Zach croyait ces deux corps coupés.

Cependant la division Victor s'était ralliée et brûlait d'impatience d'en venir de nouveau aux mains. Toute la cavalerie de l'armée était massée en avant de San-Juliano, sur la droite de Desaix, et en arrière de la gauche du général Lannes. Les boulets et les obus tombaient sur San-Juliano; une colonne de six mille grenadiers de Zach en avait déjà gagné la gauche. Le premier consul envoya l'ordre au général Desaix de se précipiter, avec sa division toute fraîche, sur cette colonne ennemie. Desaix fit aussitôt ses dis-

lui-même pénétré, de venger à l'instant un chef tant aimé. La neuvième légère, qui, là, mérita le titre d'incomparable, se couvrit de gloire. En même temps le général Kellermann, avec 800 hommes, grosse cavalerie, faisait une charge intrépide sur le milieu du flanc gauche de la colonne : en moins d'une demi-heure, ces 6,000 grenadiers furent enfoncés, culbutés, dispersés; ils disparurent.

Le général Zach et tout son état-major furent faits prisonniers.

Le général Lannes marcha sur-le-champ en avant au pas de charge. Carra-Saint-Cyr, qui à notre droite se trouvait en potence sur le flanc gauche de l'ennemi, était beaucoup plus près des ponts sur la Bormida que l'ennemi lui-même. Dans un moment, l'armée autrichienne fut dans la plus épouvantable confusion. Huit à dix mille hommes de cavalerie, qui couvraient la plaine, craignant que l'infanterie de Saint-Cyr n'arrivât au pont avant eux, se mirent en retraite au galop, en culbutant tout ce qui se trouvait sur leur passage. La division Victor se porta en toute hâte pour reprendre son champ de bataille au village de Marengo. L'armée ennemie était dans la plus horrible déroute; chacun ne pensait plus qu'à fuir. L'encombrement devint extrême sur les ponts de la Bormida, où la

masse des fuyards était obligée de se resserrer, et à la nuit tout ce qui était resté sur la rive gauche tomba au pouvoir des troupes de la république.

§ IX.

Il serait difficile de se peindre la confusion et le désespoir de l'armée autrichienne. D'un côté, l'armée française était sur les bords de la Bormida, et il était à croire qu'à la pointe du jour elle la passerait; d'un autre côté, le général Suchet, avec son armée, était sur ses derrières, dans la direction de sa droite.

Où opérer sa retraite? En arrière, elle se trouverait acculée aux Alpes et aux frontières de France; sur la droite, vers Gênes, elle eût pu faire ce mouvement avant la bataille, mais elle ne pouvait plus espérer pouvoir le faire après sa défaite, et pressée par l'armée victorieuse.

autrichien vint proposer une suspension d'armes, ce qui donna lieu le même jour à la convention suivante, par laquelle la place de Gênes, toutes celles du Piémont, de la Lombardie, des légations, furent remises à l'armée française; et l'armée autrichienne obtint ainsi la permission de retourner derrière Mantoue, sans être prisonnière de guerre. Par là toute l'Italie fut conquise.

CONVENTION

Entre les généraux en chef des armées française et impériale.

Art. 1^er^. Il y aura armistice et suspension d'hostilités entre l'armée de sa majesté impériale et celle de la république française en Italie, jusqu'à la réponse de la cour de Vienne.

2. L'armée de sa majesté impériale occupera tous les pays compris entre le Mincio, la Fossa-Maestra et le Pô, c'est-à-dire, Peschiera, Mantoue, Borgo-Forte, et depuis là, la rive gauche du Pô, et à la rive droite, la ville et citadelle de Ferrare.

3. L'armée de sa majesté impériale occupera également la Toscane et Ancône.

4. L'armée française occupera le pays compris entre la Chiesa, l'Oglio et le Pô.

5. Le pays entre la Chiesa et le Mincio ne sera occupé par aucune des deux armées. L'armée de sa majesté impériale pourra tirer des vivres des pays qui faisaient partie du duché de Mantoue. L'armée française tirera des vivres des pays qui faisaient partie de la province de Brescia.

6. Les châteaux de Tortone, d'Alexandrie, de Milan, de Turin, de Pizzighitone, d'Arona, de Plaisance, seront remis à l'armée française, du 27 prairial au 1er messidor (ou du 16 juin au 20 du même mois).

7. La place de Coni, les châteaux de Ceva, Savone, la ville de Gênes, seront remis à l'armée française, du 16 au 24 juin (ou du 27 prairial au 5 messidor).

8. Le fort Urbin sera remis le 26 juin (7 messidor).

9. L'artillerie des places sera classée de la manière suivante : 1° toute l'artillerie des calibres et fonderies autrichiennes appartiendra à l'armée autrichienne ; 2° celle des calibres et fonderies italiennes, piémontaises et françaises, à l'armée française ; 3° les approvisionnements de bouche seront partagés, moitié sera à la disposition du commissaire ordonnateur de l'armée française, et moitié à celle du commissaire ordonnateur de l'armée autrichienne.

10. Les garnisons sortiront avec les hon-

neurs militaires, et se rendront, avec armes et bagages, par le plus court chemin, à Mantoue.

11. L'armée autrichienne se rendra à Mantoue par Plaisance en trois colonnes : la première, du 27 prairial au 1^er^ messidor (du 16 au 20 juin); la seconde, du 1^er^ messidor au 5 messidor (ou du 20 au 24 juin); la troisième, du 5 au 7 messidor (ou du 24 au 2 juin).

12. Messieurs *le général St. Julien*, *de Schwertinck*, de l'artillerie; *de Brun*, du génie; *Telsiegé*, commissaire des vivres, et les citoyens *Dejean*, conseiller d'état, et *Daru*, inspecteur des revues; l'adjudant-général *Léopold Stabedrath*, et le chef de brigade d'artillerie *Mossel*, sont nommés commissaires, à l'effet de pourvoir à l'exécution des articles de la présente convention, soit à la formation des inventaires, aux subsistances et aux transports, soit pour tout autre objet.

13. Aucun individu ne pourra être maltraité pour raison de services rendus à l'armée autrichienne, ou pour opinions politiques. Le général en chef de l'armée autrichienne fera relâcher les individus qui auraient été arrêtés dans la république cisalpine pour opinions politiques, et qui se trouveraient dans les forteresses sous son commandement.

14. Quelle que soit la réponse de Vienne, aucune des deux armées ne pourra attaquer l'autre qu'en se prévenant dix jours d'avance.

15. Pendant la suspension d'armes, aucune armée ne fera des détachements pour l'Allemagne.

Alexandrie, le 26 prairial an VIII de la république française (15 juin 1800).

Signé ALEXANDRE BERTHIER;

MÉLAS, général de cavalerie.

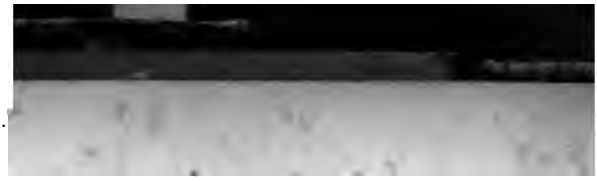
Le général Mélas agit conformément aux intérêts de son souverain, en sauvant le fond de l'armée autrichienne, et rendant des places, qui, mal approvisionnées, mal pourvues de garnisons, ne pouvaient pas faire de longues résistances, et être d'ailleurs d'aucune utilité, l'armée étant détruite.

De l'autre part, le premier consul considérait qu'une armée de vingt mille Anglais allait arriver à Gênes, ce qui, avec les dix mille Autrichiens qui étaient restés dans cette place, formait une armée; que, sans aucune place forte en Italie, la position des Français était chanceuse; qu'ils avaient beaucoup souffert aux batailles de Montebello et de Marengo; que l'armée française de Gênes et celle de Suchet avaient également fait de grandes pertes, tant

avant le siége que pendant sa durée, tant pendant les mouvements sur Nice qu'à la poursuite des Autrichiens; que le général Mélas, en passant le Tanaro, était pour plusieurs jours à l'abri de toute attaque; qu'il pouvait donc parfaitement se rallier, se remettre, et qu'une fois l'armée autrichienne réorganisée, il suffirait qu'il surprît une marche d'avance, pour se dégager, soit en se jetant sur Gênes, soit en gagnant par une marche de nuit la Stradella; que sa grande supériorité en cavalerie lui donnait beaucoup d'avantages pour cacher ses mouvements, et qu'enfin, si l'armée autrichienne, perdant même son artillerie et ses bagages, parvenait à se dégager, il faudrait bien du temps et bien des peines pour reprendre tant de places fortes.

§ X.

Le général Suchet, avec son corps, se dirigea sur Gênes, et entra le 24 juin dans cette ville, que lui remit le prince Hohenzollern, au grand déplaisir des Anglais, dont l'avant-garde, venant de Mahon, était arrivée à la vue du port pour prendre possession de cette place. Les places de Tortone, Alexandrie, Coni, Fenestrelles, Milan, Pizzighitone, Peschiera, Urbin et Ferrare furent successivement remises à l'ar-



mée française avec toute leur artillerie. L'armée de Mélas traversa la Stradella et Plaisance par divisions, et reprit sa position derrière Mantoue.

La joie des Piémontais, des Génois, des Italiens, ne peut s'exprimer; ils se voyaient rendus à la liberté, sans passer par les horreurs d'une longue guerre, que déjà ils voyaient reportée sur leurs frontières, et sans éprouver les inconvénients de siége de places fortes, toujours si désastreux pour les villes et les campagnes environnantes.

En France, cette nouvelle parut d'abord incroyable. Le premier courrier arrivé à Paris fut un courrier du commerce : il portait la nouvelle que l'armée française avait été battue; il était parti le 14 juin entre dix heures et midi, au moment où le premier consul arrivait sur le champ de bataille. La joie n'en fut que plus grande, quand on apprit la victoire remportée par le premier consul, et tout ce que ses suites avaient d'avantageux pour la république. Les soldats de l'armée du Rhin furent honteux du peu qu'ils avaient fait, et une noble émulation les poussa à ne conclure d'armistice, que lorsqu'ils seraient maîtres de toute la Bavière.

Les troupes anglaises entassées sur le rocher de Mahon furent en proie à de nombreuses maladies, et perdirent beaucoup de soldats.

Peu de jours après cette célèbre journée du 14 juin, tous les patriotes italiens sortirent des cachots de l'Autriche, et entrèrent en triomphe dans la capitale de leur patrie, au milieu des acclamations de tous leurs compatriotes, et des *Viva el liberatore dell' Italia!*

§ XI.

Le premier consul partit le 17 juin de Marengo, et se rendit à Milan, où il arriva de nuit: il trouva la ville illuminée, et dans la plus vive allégresse. Il déclara le rétablissement de la république cisalpine; mais la constitution qui l'avait gérée étant susceptible de modification, il établit un gouvernement provisoire, qui laissait plus de facilités pour terminer, à la paix, l'organisation complète et définitive de cette république. Il chargea l'ordonnateur Petiet, qui avait été ministre de la guerre en France, de remplir les fonctions de ministre de France près la république cisalpine, d'en diriger l'administration, et de pourvoir aux besoins de l'armée française, en surveillant et en s'opposant à tous les abus.

La république ligurienne fut aussi réorganisée, et réacquit son indépendance. Les Autrichiens, lorsqu'ils étaient maîtres du Piémont, n'y avaient pas rétabli le roi de Sardaigne, et

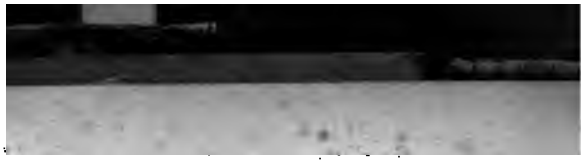
avaient administré ce pays à leur profit. Ils avaient en cela différé de sentiment avec les Russes, qui auraient voulu le rétablissement du roi dans le Piémont : ce prince, qui avait débarqué de la Sardaigne, était en Toscane, et n'avait pas eu la permission de se rendre à Turin.

Le premier consul établit un gouvernement provisoire en Piémont, et nomma le général Jourdan ministre de la république française près de ce gouvernement. Il était chargé de le diriger, et de concilier les intérêts des peuples du Piémont avec ceux de la république française. Ce général, dont la conduite avait été douteuse lors du 18 brumaire, fut reconnaissant de voir que le premier consul non seulement avait oublié entièrement les événements passés, mais encore qu'il lui donnait une si haute marque de confiance. Il consacra tout son zèle au bien public.

Quoique le général Masséna eût commis une faute, en s'embarquant de Gênes, au lieu de conduire son armée par terre, il avait toutefois montré beaucoup de caractère et d'énergie : les services qu'il avait rendus dans les premières campagnes, et dernièrement à Zurich, parlaient aussi en sa faveur. Le premier consul le nomma au commandement en chef de l'armée d'Italie.

Les affaires de la république française nécessitaient la présence du premier consul à Paris. Il partit le 5 messidor (24 juin), passa à Turin, et ne s'y arrêta que deux heures, pour en visiter la citadelle; il traversa le mont Cenis, et arriva à Lyon, où il s'arrêta pour donner une consolation à cette ville, et poser la première pierre de la reconstruction de la place Bellecour; cette cérémonie fut belle par le concours et l'enthousiasme d'un peuple immense. Il arriva à Paris le 13 messidor (2 juillet), au milieu de la nuit, et sans être attendu; mais aussitôt que, le lendemain, la nouvelle en fut répandue dans les divers quartiers de cette vaste capitale, toute la ville et les faubourgs accoururent dans les cours et les jardins du palais des Tuileries : les ouvriers quittaient leurs ateliers simultanément; toute la population se pressait sous les fenêtres, dans l'espoir de voir celui à qui la France devait tant. Dans le jardin, les cours et les quais, partout les acclamations de la joie se faisaient entendre. Le soir, riche ou pauvre, chacun à l'envi illumina sa maison.

Ce fut un bien beau jour.



ULM. — MOREAU.

Défauts des plans de campagne suivis en 1795, 1796, 1797. — Position des armées françaises en 1800. — Position des armées autrichiennes. — Plan du premier consul. Dispositions qu'il prend. — Ouverture de la campagne. — Bataille d'Engen. — Bataille de Moskirch. — Bataille de Biberach. — Manœuvres et combats autour d'Ulm. — Kray quitte Ulm. — Prise de Munich. — Combat de Neubourg. — Armistice de Parsdorf, le 15 juillet 1800. — Remarques critiques.

§ I^er.

La république française avait eu sur le Rhin trois armées pendant les campagnes de 1795, 1796 et 1797. L'une, désignée sous le nom d'armée du Nord, avait son quartier-général à Amsterdam, et était composée des troupes bataves, environ vingt mille hommes, et d'un pareil nombre de troupes françaises. Par les traités existants entre les deux républiques, celle de Hollande devait entretenir un corps de vingt-cinq mille Français pour protéger ce pays

Cette armée de quarante à quarante-cinq mille hommes était chargée de la garde des côtes de la Hollande depuis l'Escaut jusqu'à l'Ems, et du côté de terre des frontières jusque vis-à-vis Wésel. La deuxième armée, sous le nom de Sambre-et-Meuse, avait son quartier-général à Dusseldorf, bloquait Mayence et Erenbreisten. La troisième, sous le nom d'armée du Rhin, avait son quartier-général à Strasbourg; elle s'appuyait à la Suisse, et formait le blocus de Philisbourg.

L'armée du Nord n'était en réalité qu'une armée d'observation, qui n'avait plus pour but que de contenir les partisans de la maison d'Orange, et de s'opposer aux tentatives que l'Angleterre pourrait faire pour débarquer des troupes en Hollande. La paix conclue à Bâle avec la Prusse, les maisons de Saxe et de Hesse, avait rétabli la tranquillité dans tout le nord de l'Allemagne.

L'armée de Sambre-et-Meuse, nécessaire tant que la Prusse faisait partie de la coalition, était devenue inutile du moment que la république française n'avait plus à soutenir la guerre que contre l'Autriche et l'Allemagne méridionale. Dans la campagne de 1796, cette armée, commandée par Jourdan, marcha sur le Mein, s'empara de Wurtzbourg et prit position sur le

Rednitz, sa gauche appuyée au débouché de la Bohême par Egra, tandis que sa droite débouchait sur la vallée du Danube. L'armée du Rhin, commandée par Moreau, partit de Strasbourg, traversa les montagnes noires et le Wurtemberg, passa le Lech et entra en Bavière. Pendant que ces deux armées manœuvraient sous le commandement de deux généraux indépendants l'un de l'autre, l'armée autrichienne, opposée à ces deux armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, était réunie sous le commandement unique de l'archiduc Charles. Elle se centralisa sur le Danube à Ingolstadt et Ratisbonne, et se trouva placée entre les armées françaises, dont elle parvint à empêcher la jonction. L'archiduc battit Bernadotte qui commandait la droite de l'armée de Sambre-et-Meuse, l'accula sur Wurtzbourg, et enfin le rejeta au-delà du Rhin. L'armée du Rhin resta spectatrice de cette marche de l'archiduc sur l'armée de Sambre-et-Meuse, et ce fut trop tard que Moreau ordonna à la division Desaix de passer sur la rive gauche du Danube pour secourir Jourdan ; ce défaut de résolution du général de l'armée du Rhin obligea bientôt cette même armée à se mettre en retraite. Elle repassa le Rhin, et reprit la première position sur la rive gauche. Ainsi l'armée autrichienne, en nombre très-inférieur aux armées

françaises réunies, fit échouer, sans aucune bataille générale, le plan de campagne des Français, et reconquit toute l'Allemagne.

Le plan des Français était vicieux pour la défensive comme pour l'offensive. Du moment que l'on n'avait pour ennemi que l'Autriche, il ne fallait avoir qu'une seule armée, n'agissant que sur une seule ligne et conduite par une seule tête.

En 1799, la France était maîtresse de la Suisse. On forma deux armées : l'une appelée armée du Rhin ; l'autre, armée d'Helvétie. La première, qui prit ensuite le nom d'armée du Danube, sous le commandement de Jourdan, passa le Rhin, traversa les montagnes noires, arriva à Stockach, où ayant été battue par l'archiduc, elle fut obligée de repasser le Rhin, dans le temps même que l'armée d'Helvétie restait dans ses positions, maîtresse de toute la Suisse. On commit donc encore la même faute, d'avoir deux armées indépendantes au lieu d'une seule, et lorsque Jourdan fut battu à Stockach, c'est sur la Suisse qu'il aurait dû se replier, et non sur Strasbourg et Brisach. Depuis, l'armée du Rhin fut chargée de la défense de la rive gauche du fleuve, vis-à-vis Strasbourg, et l'armée d'Helvétie, qui devenait l'armée principale de la république, perdit une partie de la Suisse,

et garda long-temps la Limmat; mais à Zurich, conduite par Masséna, et profitant de la faute que firent les alliés en se divisant aussi en deux armées, elle battit les Russes, et reprit toute la Suisse.

§ II.

Au mois de janvier 1800, cette armée d'Helvétie était cantonnée en Suisse; celle du Bas-Rhin, sous le général Lecourbe, dans ses quartiers d'hiver, sur la rive gauche du Rhin; celle de Hollande, sous Brune, voyait s'embarquer la dernière division du duc d'York (1).

L'armée d'Italie, battue à Genola, se ralliait en désordre sur les cols des Apennins; Coni capitulait; Gênes était menacée, mais le lieutenant-général Saint-Cyr repoussa un des corps de l'armée autrichienne au-delà de la Bocchetta, ce qui lui mérita un sabre d'honneur: ce fut la première récompense nationale que Napoléon décerna comme chef de l'état.

(1) Les généraux Masséna, Brune, Lecourbe, Championnet, étaient attachés à la personne de Napoléon, mais fort ennemis de Sièyes; ils partageaient plus ou moins les opinions des jacobins du Manége: il devenait nécessaire de rompre tous les fils en changeant sans retard tous les généraux en chef. Si jamais l'armée devait donner de l'inquiétude, ce ne serait que par l'influence du parti exagéré et non pas celui des modérés, qui était alors en grande minorité.

Les deux armées entrèrent en quartiers d'hiver : les Autrichiens sur les belles plaines du Piémont et du Mont-Ferrat; les Français, sur les revers de l'Apennin, de Gênes au Var. Ce pays, bloqué par mer depuis long-temps, sans communication avec la vallée du Pô, était épuisé. L'administration française, mal organisée, était confiée à des mains infidèles.

La cavalerie, les charrois périrent de misère; les maladies contagieuses et la désertion désorganisèrent l'armée; enfin le mal empira au point que des corps entiers, tambour battant, drapeau déployé, abandonnèrent leur position, et repassèrent le Var. Ce qui donna lieu à divers ordres du jour de Napoléon aux soldats d'Italie. Il leur disait :

« Soldats, les circonstances qui me retien-
« nent à la tête du gouvernement m'empê-
« chent de me trouver au milieu de vous; vos
« besoins sont grands ; toutes les mesures sont
« prises pour y pourvoir. La première qualité
« du soldat est la constance à supporter la fa-
« tigue et la privation ; la valeur n'est que la
« seconde. Plusieurs corps ont quitté leurs po-
« sitions; ils ont été sourds à la voix de leurs
« officiers : la dix-septième légère est de ce nom-
« bre. Sont-ils donc morts les braves de Casti-
« glione, de Rivoli, de Neumarck! Ils eussent

« péri plutôt que de quitter leurs drapeaux, et « ils eussent ramené leurs jeunes camarades à « l'honneur et au devoir. Soldats, vos distribu- « tions ne sont pas régulièrement faites, dites- « vous. Qu'eussiez-vous fait, si comme les qua- « trième et vingt-deuxième légères, les dix-hui- « tième et trente-deuxième de ligne, vous vous « fussiez trouvés au milieu du désert, sans pain, « ni eau, mangeant du cheval et du chameau? « *La victoire nous donnera du pain*, disaient- « elles; et vous, vous désertez vos drapeaux! « Soldats d'Italie, un nouveau général vous com- « mande; il fut toujours à l'avant-garde, dans les « plus beaux moments de votre gloire; entourez- « le de votre confiance, il ramènera la victoire « dans vos rangs. Je me ferai rendre un compte « journalier de la conduite de tous les corps, « et spécialement de la dix-septième légère et « de la soixante-troisième de ligne; *elles se res-* « *souviendront de la confiance que j'avais en elles.* »

Ces paroles magiques arrêtèrent le mal comme par enchantement : l'armée se réogarnisa, les subsistances furent assurées, les déserteurs rejoignirent.

Napoléon rappela Masséna d'Helvétie, et lui confia l'armée d'Italie; ce général, qui connaissait parfaitement les débouchés des Apennins, était plus propre que personne à cette guerre

de chicane : il arriva le 10 février à son quartier-général de Gênes.

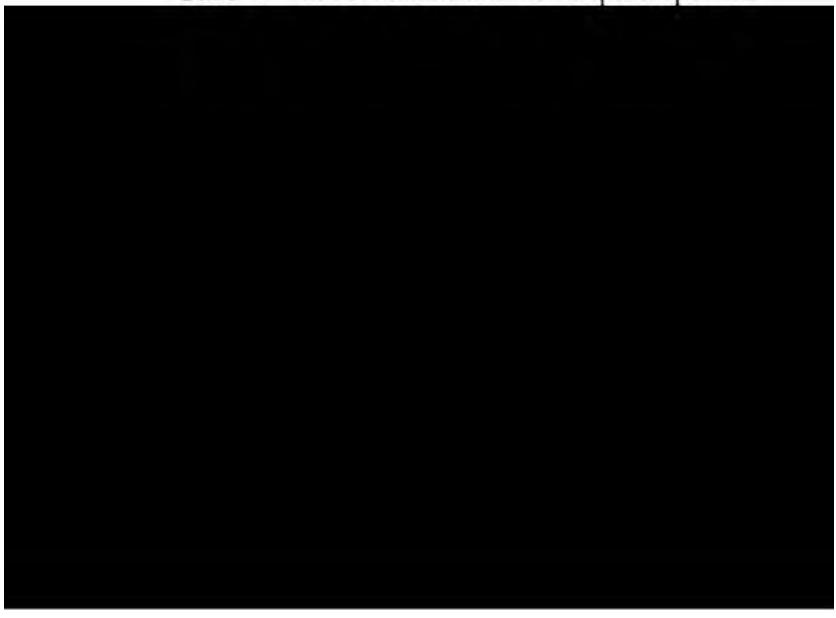
Le général Brune, d'abord appelé au conseil d'état, fut quelques semaines après envoyé sur la Loire pour commander l'armée de l'Ouest ; le général Augereau le remplaça dans le commandement de la Hollande ; la proclamation suivante fut mise à l'ordre des armées.

« Soldats, en promettant la paix au peuple « français, j'ai été votre organe ; je connais votre « valeur, vous êtes les mêmes hommes qui con- « quirent la Hollande, le Rhin, l'Italie, et don- « nèrent la paix sous les murs de Vienne. Sol- « dats, ce ne sont plus vos frontières qu'il faut « défendre, ce sont les états ennemis qu'il faut « envahir. Il n'est aucun de vous qui n'ait fait « campagne, qui ne sache que la qualité la « plus essentielle d'un soldat, c'est de savoir « supporter les privations avec constance : plu- « sieurs années d'une mauvaise administration « ne peuvent être réparées dans un jour. Premier « magistrat de la république, il me sera doux « de faire connaître à la nation entière les corps « qui mériteront, par leur discipline et leur va- « leur, d'être les soutiens de la patrie. Soldats, « lorsqu'il en sera temps je serai au milieu de « vous, et l'Europe se souviendra que vous êtes « de la race des braves. »

Telle était la position des armées; le premier consul ordonna sur-le-champ la réunion de celles du Rhin et d'Helvétie en une seule sous le nom d'armée du Rhin; il en donna le commandement au général Moreau, qui lui avait montré le dévouement le plus absolu dans la journée du 18 brumaire (1). Les troupes françaises manquaient de tout, leur dénuement était extrême; tout l'hiver fut employé à recruter, habiller, solder cette armée. Un détachement de l'armée de Hollande fut dirigé sur Mayence, et bientôt l'armée du Rhin devint une des plus belles qu'ait jamais eues la république; elle comptait 150,000 hommes, et était formée de toutes les vieilles bandes.

§ III.

Paul I[er] était mécontent de la politique de



prétentions anciennes et nouvelles des Anglais sur la navigation des neutres l'indisposaient tous les jours davantage ; le commerce des neutres, surtout celui des puissances de la Baltique, était troublé ; des convois escortés par des bâtiments de guerre étaient insultés et soumis à des visites. D'un autre côté, les changements survenus dans les principes du gouvernement français, depuis le 18 brumaire, avaient neutralisé, suspendu sa haine contre la révolution : il estimait le caractère que le premier consul avait montré en Italie, en Égypte, et qu'il déployait tous les jours ; ces dernières circonstances déterminèrent sa conduite, et s'il n'abandonna pas la coalition, du moins ordonna-t-il à ses armées de quitter le champ de bataille et de repasser la Vistule.

L'abandon de l'armée russe ne découragea pas l'Autriche, elle déploya tous ses moyens et mit deux grandes armées sur pied.

L'une en Italie, forte de 140,000 hommes, sous les ordres du feld-maréchal Mélas, fut destinée à prendre l'offensive, s'emparer de Gênes, de Nice et de Toulon. Sous les murs de cette place, elle devait être rejointe par l'armée anglaise de 18,000 hommes qui devaient se rassembler à Mahon, et par l'armée napolitaine de 20,000 hommes. Willot était au quartier-géné-

ral de Mélas, pour insurger le midi de la république, où les Bourbons pensaient avoir des partisans.

L'autre armée en Allemagne, commandée par le feld-maréchal Kray, forte de 120,000 hommes, y compris les troupes de l'empire et celles à la solde de l'Angleterre. Cette dernière armée était destinée à rester sur la défensive pour couvrir l'Allemagne. L'expérience de la campagne passée avait convaincu l'Autriche de toutes les difficultés attachées à la guerre de Suisse.

Le feld-maréchal Kray avait son quartier-général à Donau-Schingen, ses principaux magasins à Stockach, Engen, Mœskirch, Biberach. Son armée était composée de quatre corps.

Celui de droite, commandé par le feld-maréchal-lieutenant Starray, était sur le Mein.

Celui de gauche, sous les ordres du prince

que l'armée française du Rhin prît vigoureusement l'offensive, ses forces étaient presque doubles de celles de l'ennemi; tandis que l'armée autrichienne d'Italie était plus que double de l'armée française, qui, complétée à 40,000 hommes, gardait l'Apennin et les hauteurs de Gênes. Une armée de réserve de 35,000 hommes fut réunie sur la Saône, pour se porter au soutien de l'armée d'Allemagne si cela était nécessaire, déboucher par la Suisse sur le Pô, et prendre l'armée autrichienne d'Italie à revers.

Le cabinet de Vienne comptait que ses armées seraient, au milieu de l'été, au cœur de la Provence, et celui des Tuileries avait calculé que son armée du Rhin serait avant ce temps-là sur l'Inn.

§ IV.

Le premier consul ordonna au général Moreau de prendre l'offensive et d'entrer en Allemagne, afin d'arrêter le mouvement de l'armée autrichienne d'Italie, qui déjà était arrivée sur Gênes. Toute l'armée du Rhin devait se réunir en Suisse et passer le Rhin à la hauteur de Schaffhouse; le mouvement de la gauche de l'armée sur sa droite devant se faire derrière le rideau du Rhin, et d'ailleurs, étant préparé beaucoup à l'avance, l'ennemi n'en aurait au-

Le général d'Hautpoult commandant la réserve de grosse cavalerie ; le général Éblé, l'artillerie.

Les corps détachés étaient commandés par les généraux Collaud et Moncey, en Suisse.

Le 25 avril, Sainte-Suzanne, commandant la gauche, passa le Rhin à Strasbourg ; Saint-Cyr, avec le centre, le passa le même jour à Brisach ; le général Moreau, à la tête d'un corps de réserve, passa le 27 à Bâle.

Le corps de Sainte-Suzanne culbuta un corps ennemi de 12 à 15,000 hommes, qui était en position en avant d'Offenbourg ; Saint-Cyr entra à Fribourg, que l'ennemi ne lui disputa pas : de là il se porta sur Saint-Blaise, où déjà la réserve, qui avait passé à Bâle, était arrivée. Richepanse resta à Saint-Blaise ; les deux autres divisions, remontant la rive droite du Rhin, se

Vienne avant que l'armée autrichienne d'Italie fût devant Nice. Mais l'agitation intérieure de la république s'opposa à ce qu'il quittât sa capitale, et s'en éloignât pour autant de temps : le projet de Moreau fut modifié, et le général fut autorisé à exécuter un projet mitoyen, qui consistait à faire passer le fleuve par sa gauche à Brisach, par son centre à Bâle, par sa droite au-dessus de Schaffhouse. Il lui était surtout prescrit de n'avoir qu'une seule ligne d'opérations; encore dans l'exécution ce dernier plan lui parut-il trop hardi, et il y fit des changements.

§ V.

Moreau avait son quartier-général à Bâle; son armée était composée de quatre corps d'infanterie, d'une réserve de grosse cavalerie et de deux divisions détachées, savoir :

Le lieutenant-général Sainte-Suzanne, commandant la gauche : les divisions Souham et Legrand; le lieutenant-général Saint-Cyr commandant le centre : les divisions Baraguai-d'Hilliers et Ney; le général en chef commandant la réserve : les divisions Delmas, Leclerc et Richepanse; le lieutenant-général Lecourbe commandant la droite : les divisions Vandamme, Montrichard et Lorge.

champ de bataille, ne purent y arriver à temps. Lecourbe marcha sur trois colonnes; Vandamme, à la droite, tourna Stockach; Montrichard, au centre, entra au pas de charge dans la ville; le général Lorge, à la gauche, coupa avec une brigade la communication de Stockach avec Engen, et seconda avec son autre brigade l'attaque de la réserve. Le prince de Vaudémont fut mis en déroute; il se retira en toute hâte sur Mœskirch, laissant 3,000 prisonniers, cinq pièces de canon et des drapeaux au pouvoir de Lecourbe. Pendant ce temps, les trois divisions de la réserve s'engagèrent avec les avant-gardes du feld-maréchal Kray sur un chemin d'Engen, aux approches de la rivière d'Aach. Le combat devint bientôt vif à Wetterdingen, à Mulhausen; mais Moreau étendit bientôt sa ligne sur sa gauche: il fit attaquer par Richepanse le mamelon de Hohenhowen, celui-ci s'y consuma en vains efforts toute la journée; les trois divisions de la réserve, avec la brigade de la division Lorge et la réserve de grosse cavalerie, formaient une force de 40,000 hommes, c'est-à-dire un peu moins que l'ennemi n'avait devant Engen. La victoire penchait en faveur des Autrichiens, lorsque Kray fut instruit de la défaite du prince de Vaudémont, des grands succès de Lecourbe et de l'arrivée de Saint-Cyr

sur Hohenhoven; il battit en retraite. Saint-Cyr était parti le matin de Stühlingen; il avait remonté la rive droite du Wuttach, et il fut arrêté au défilé de Zollhaus; à la nuit, sa brigade d'avant-garde, commandée par le général Roussel, occupa le plateau de Hohenhoven. La perte fut de 6 à 7,000 hommes de chaque côté; les Autrichiens perdirent en outre 4,000 prisonniers et quelques pièces de canon, la plupart pris par Lecourbe à Stockach.

Bataille de Mœskirch.

Pendant la journée du 4, le feld-maréchal Kray joignit à Mœskirch le prince de Vaudémont, et fut rejoint par la division que commandait l'archiduc Ferdinand; il ordonna l'évacuation de ses magasins, et fit ses dispositions pour se porter sur le Danube, qu'il voulait passer sur le pont de Sigmaringen. Pendant cette journée l'armée française ne fit aucun mouvement; mais le général Lecourbe se porta de Stockach sur Mœskirch. Saint-Cyr, qui n'avait pas donné à Engen, se porta sur Liptingen: les trois divisions de la réserve marchèrent en deuxième ligne à l'appui de Lecourbe. Celui-ci marcha sur Mœskirch sur trois colonnes, Vandamme à la droite sur Kloster-Wald, Mont-

richard au centre, appuyé par la réserve de grosse cavalerie; Lorge à la gauche, par Neuhausen : il couvrait ainsi un front de deux grandes lieues. La rencontre des troupes légères de l'ennemi ne tarda pas à lui indiquer la présence de l'armée : bientôt les trois divisions furent aux mains contre toute l'armée autrichienne; elles étaient fort compromises, lorsque, dans l'après-midi, elles furent soutenues par trois divisions de la réserve. Le combat devint fort chaud, les armées se maintinrent sur leur champ de bataille. Saint-Cyr eût décidé la victoire; mais il n'arriva à Liptingen que la nuit, encore éloigné du champ de bataille de plusieurs lieues. Pendant la nuit, Kray battit en retraite: la moitié de ses troupes avaient passé le Danube à Sigmaringen; l'autre moitié était sur la rive droite, lorsque Saint-Cyr, qui avait suivi la rive droite

Bataille de Biberach.

Quelques jours après la bataille de Mœskirch, Lecourbe se porta sur Wurzach et envoya ses flanqueurs au pied des montagnes du Tyrol. Saint-Cyr se porta sur Buchau ; Moreau, avec la réserve, marcha en deuxième ligne ; Sainte-Suzanne continua son mouvement par la rive gauche du Danube, et se porta à Geissingen, séparé de l'armée par le fleuve. Kray avait fait sa retraite sans être inquiété. Se trouvant le 7 à Riedlingen, et ayant eu avis du mouvement décousu de la droite de l'armée sur le Tyrol, et de celui de Sainte-Suzanne sur la rive gauche du Danube, il passa ce fleuve au pont de Riedlingen, et se porta derrière Biberach, plaçant une avant-garde de dix mille hommes sur la route de Buchau, et toute son armée derrière la Riess, la gauche à Ochsenhausen, la droite sur le plateau de Mettenberg. Le 9 mai, Saint-Cyr partit de Buchau, attaqua cette avant-garde, qui était séparée du corps de bataille par la Riess, la culbuta dans la rivière, lui fit quinze cents prisonniers, et lui prit du canon ; il la suivit sur la rive droite ; deux divisions de la réserve étaient survenues dans ces entrefaites. Kray se mit en route sur l'Iller, Lecourbe l'at-

taqua à Memmingen, lui fit douze cents prisonniers, et lui prit du canon; il se réfugia dans son camp d'Ulm.

Manœuvres et combats autour d'Ulm.

Du 10 au 12 mai, l'armée française occupait les positions suivantes: la droite, sous Lecourbe, avait son quartier-général à Memmingen; la réserve et le centre le long de l'Iller, jusqu'au Danube; le général Sainte-Suzanne, sur la gauche du Danube, à une journée d'Ulm. L'armée autrichienne était toute réunie dans le camp retranché d'Ulm, hormis le corps du prince de Reuss, de 20,000 hommes, qui était dans le Tyrol. Ulm avait une enceinte bastionnée; le mont Fellichel, qui la domine, était occupé par des fortifications de campagne faites

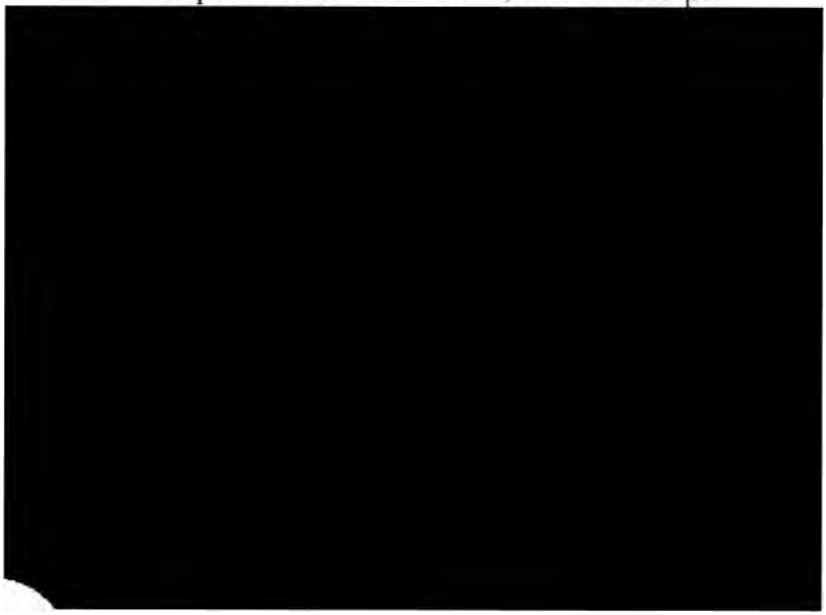
position centrale, malgré l'infériorité bien constatée de ses forces, et les échecs qu'il avait essuyés.

Moreau, pour le déposter, résolut de marcher en avant, la droite en tête: Lecourbe quitta Memmingen, et s'approcha du Lech. Le quartier-général passa le Günt; Saint-Cyr, avec le centre, le suivit en échelon, longeant le Danube; Sainte-Suzanne s'approcha d'Ulm par la rive gauche. La division Legrand prit position à Erbach sur le Danube, à deux lieues de la place; la division Souham, à la même distance sur la Blau. Les deux divisions couvraient ainsi une ligne de deux lieues. Sainte-Suzanne n'avait aucun point sur le Danube; il affrontait avec son seul corps toute l'armée de Kray, qui s'était contenté d'envoyer le général Merfeld derrière le Lech, et continua à occuper en force toute la rive gauche du Danube, depuis Ulm jusqu'à l'embouchure de cette rivière, poussant des avant-gardes jusque sur la chaussée d'Augsbourg, où elles escarmouchaient avec les flanqueurs de gauche de l'armée française.

Le 16, à la pointe du jour, l'archiduc Ferdinand déboucha sur le général Legrand, ainsi qu'une autre colonne sur le général Souham. Les avant-postes des deux divisions françaises furent bientôt reployés, leurs communications

coupées, le corps des divisions rejeté deux lieues en arrière ; à mesure qu'elles reculaient, la distance qui les séparait s'augmentait.

Sainte-Suzanne était percé; il ordonna au général Legrand d'abandonner le Danube, afin de se rapprocher de la division Souham. Ce mouvement de concentration, avantageux sous ce point de vue, avait le terrible inconvénient de l'éloigner de l'armée; mais Saint-Cyr, au bruit de la canonnade, rétrograda avec son arrière-garde, et plaça sur la rive droite du Danube des batteries qui battaient la route d'Ulm à Erbach, et donnèrent de l'inquiétude à l'archiduc : il crut que toute l'armée allait passer ce fleuve, et le couper; il se reploya sur Ulm. La perte du corps de Sainte-Suzanne fut considérable en tués et blessés, moindre cependant qu'elle n'aurait dû l'être, vu la fausse po-



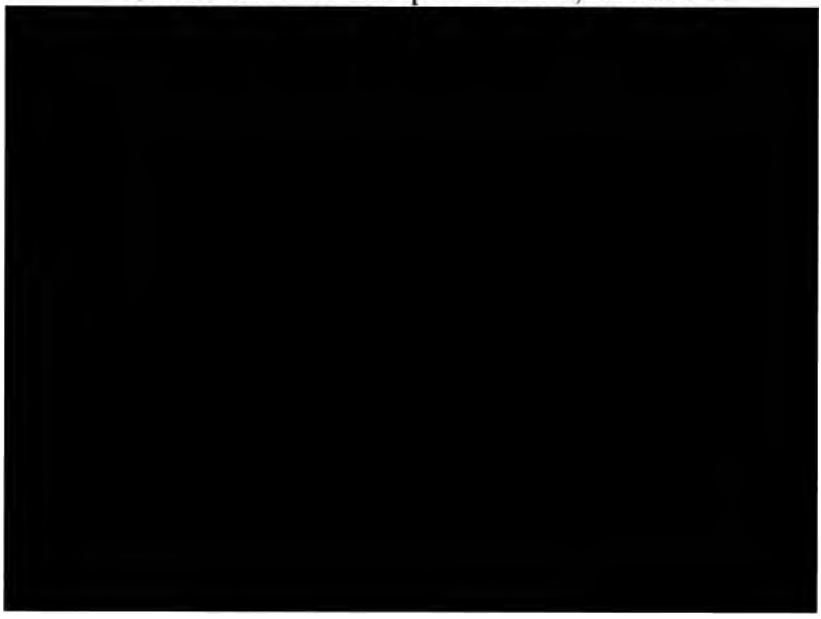
étaient sur la rive gauche, et six étaient sur la rive droite du Danube, à cheval sur ce fleuve, occupant une ligne de quatorze lieues; il passa plusieurs jours dans cette position.

Attaquera-t-il Kray sur la rive gauche? repassera-t-il sur la rive droite? Il se décida de nouveau pour ce dernier parti. Lecourbe se reporta sur Landsberg, où il arriva le 27 mai; le 28, sur Augsbourg, où il passa le Lech. St-Cyr se porta sur la Günzt; Sainte-Suzanne passa sur la droite du Danube, et prit position à cheval sur l'Iller. L'armée française se trouva en bataille, la gauche au Danube, la droite au Lech, occupant une ligne de vingt lieues. Le 24 mai, le feld-maréchal Kray fit passer une avant-garde sur la rive droite, qui attaqua à la fois les deux divisions de Sainte-Suzanne : le combat fut vif, il dura toute la journée; la perte de part et d'autre fut considérable, mais le soir, les Autrichiens repassèrent le Danube.

A cette nouvelle, le général Moreau changea encore de résolution : il arrêta son mouvement, et se rapprocha du Danube. Lecourbe abandonna pour la deuxième fois le Lech. Mais le 4 juin, le feld-maréchal Kray, ayant réuni une partie de ses forces, passa sur le pont d'Ulm, et attaqua le corps de Sainte-Suzanne, conduit par Richepanse. Sainte-Suzanne avait

été prendre le commandement des troupes de Mayence, qui se trouvaient en position sur l'Iller. Richepanse, environné par des forces supérieures, se reploya toute la journée: sa position devenait des plus critiques, lorsque le général Grenier (il avait remplacé Saint-Cyr, renvoyé de l'armée par Moreau) fit déboucher par le pont de Kellmuntz sur l'Iller la division Ney; le combat se rétablit. Le général Moreau se concentra tout-à-fait sur l'Iller : c'était justement ce que voulait Kray, qui, trop faible pour faire tête à l'armée française, voulait l'empêcher de cheminer, et la consumer dans des combats de détail.

Après avoir séjourné plusieurs jours dans cette position, enhardi par l'attitude défensive de Kray, qui ne faisait aucun mouvement, et restait dans son camp retranché, Moreau re-

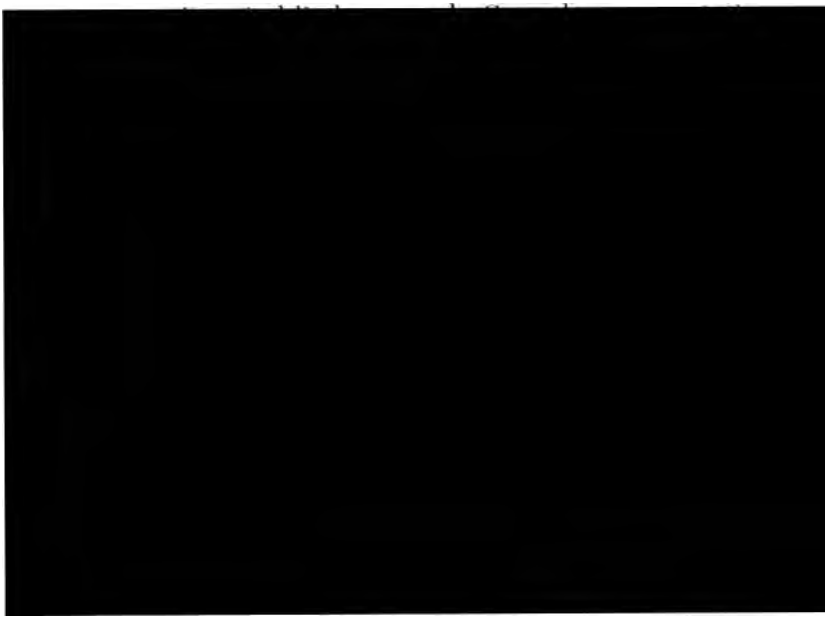


en nombre inférieur, avaient perdu beaucoup de monde. L'arrière-garde de Lecourbe avait perdu deux mille hommes, en évacuant Augsbourg, au combat de Shwamunchen. Cette hésitation avait indisposé quelques généraux de l'armée. Moreau avait renvoyé Saint-Cyr, qu'il avait remplacé par le général Grenier; il reprochait à ce général les lenteurs de sa marche à Engen, surtout à Mœskirch, et d'être mauvais camarade, de laisser écraser les divisions voisines, lorsqu'il pouvait les secourir; de son côté, Saint-Cyr critiquait amèrement la conduite de son général en chef, et manifestait hautement la désapprobation des manœuvres qui avaient été faites depuis l'ouverture de la campagne. On voit dans les dépêches de Lecourbe plusieurs lettres pleines d'énergie et de plaintes sur ses lenteurs, ses incertitudes, ses hésitations, ses ordres et contre-ordres. Cela décida enfin le général en chef à se porter sur la rive gauche du Danube, en passant la rivière, du 19 au 20 juin, après être arrivé sur le fleuve, à la hauteur d'Ulm.

§ VII.

Lecourbe, avec la droite, se porta vis-à-vis Hochstet; Moreau, avec la réserve, vis-à-vis Dillingen; Grenier, avec le centre, à Guntz-

bourg; Richepanse, avec la gauche, resta en observation sur l'Iller, vis-à-vis Ulm. Le 19, à la pointe du jour, Lecourbe fit raccommoder le pont du Danube à Blindheim, fit passer son corps d'armée, se porta avec une division sur Schwoningen, en descendant à deux lieues, du côté de Donawert, et environ deux autres sur Lauingen, en remontant le Danube. A peine arrivée à Schwoningen, la division fut attaquée par une brigade de quatre mille hommes que commandait le général Devaux, qui avait son quartier-général à Donawert. Le combat fut assez vif, mais ce corps fut défait, la moitié resta sur le champ de bataille, et entre les mains des Français. Peu après, l'ennemi attaqua les divisions placées sur Lauingen; après un combat fort vif, il fut repoussé. Moreau, avec la réserve, passa au pont de Dillingen. Grenier



venir funeste à son ennemi : le général autrichien en profita ; il passa par Neresheim, Nordlingen, et arriva sur la Wernitz le 23 au soir. Le général Richepanse cerna Ulm avec son corps. L'armée se mit trop tard à la suite de l'armée autrichienne, dont elle n'atteignit que l'arrière-garde. La division Decaen fut dirigée sur Munich ; après un léger combat contre le général Merfeld, il entra dans cette capitale.

Lecourbe repassa sur la rive droite du Danube, se porta sur Rain et Neubourg. Kray était en position avec deux mille cinq cents hommes, en avant de cette ville, sur la rive droite du Danube ; Montrichard, qui osa l'y attaquer, fut vivement repoussé et ramené pendant deux lieues. Lecourbe rétablit le combat avec la division Granjean ; la valeur des troupes et l'énergie du général remédièrent au mal qui eût pu être beaucoup plus grand. Le champ de bataille resta à l'ennemi ; mais dans la nuit il sentit qu'il n'était plus à temps de gagner le Lech, et que le reste de l'armée française allait l'accabler ; il repassa le Danube, se porta sur Ingolstadt, passa de nouveau le fleuve, et porta son quartier-général à Landshut, derrière l'Iser. Le général Moreau entra à Ausgbourg, y plaça son quartier-général ; il envoya sur Freisingen la division Leclerc, qui

y entra après un combat très vif contre l'avant-garde autrichienne.

Dans ce temps, Sainte-Suzanne sortit de Mayence avec deux divisions réunies de ce côté, et il entra dans la Franconie, se rapprochant du Danube.

Cependant le prince de Reuss occupant toujours Feldkirch, Fuessen et tous les débouchés du Tyrol, Lecourbe repassa le Lech avec vingt mille hommes, et se porta sur trois colonnes, la gauche sur Scharnitz, le centre sur Fuessen, et la droite sur Feldkirch. Le 14 juillet, Molitor entra dans cette place; l'ennemi lui abandonna le camp retranché. Le prince de Reuss se retira derrière les défilés et les retranchements qui couvraient le Tyrol.

§ VIII.

la nouvelle. Le reste de juillet, août, septembre, octobre, novembre, les armées restèrent en présence, et les hostilités ne recommencèrent qu'en novembre. L'armistice disait :

Article premier. Il y aura armistice et suspension des hostilités entre l'armée de sa majesté impériale et de ses alliés, en Allemagne, dans la Suisse, le Tyrol et les Grisons, et l'armée française dans les mêmes pays. La reprise des hostilités devra être annoncée respectivement douze jours d'avance. — Art. 2. L'armée française occupera tout le pays qui est compris dans la ligne de démarcation suivante : cette ligne s'étend depuis Balzers, dans les Grisons, sur la rive droite du Rhin, jusqu'aux sources de l'Inn, dont elle comprend toute la vallée ; de là aux sources du Lech, par le revers des montagnes du Vorarlberg, jusqu'à Reuti, le long de la rive gauche du Lech. L'armée autrichienne reste en possession de tous les passages qui conduisent à la rive droite du Lech ; elle forme une ligne qui comprend Reuti, s'étend au-delà de Scebach, près de Breitenwang, le long de la rive septentrionale du lac dont sort le Scebach, s'élève sur la gauche, dans Lechtal, jusqu'à la source de l'Ammer ; de là, par les frontières du comté de Werdenfels, jusqu'à la Loisach. Elle s'étend jusqu'à la rive gauche de cette rivière,

jusqu'à Kochelsée, qu'elle traverse, jusqu'au Walchensée, où elle coupe le lac de ce nom, et se prolonge le long de la rive septentrionale de la Jachnai jusqu'à son embouchure dans l'Iser; et, traversant cette rivière, elle se dirige sur Reitu, sur le Tegernsée, au-delà de la Manguald, près de Gmünd, et sur la rive gauche de celle-ci, au-delà de la Falley : de là, elle prend la direction par Ob-Laus, Reifing, Elkhofin, Frafing, Ecking, Ébersberg, Malckirchen, Hohenlinden, Krainacher, Weting, Reting, Aidberg, Isen, Penzing, Zuphtenbach, le long de l'Isen jusqu'à Furden et Sendorff, où elle passe vers la source de la Vilz, qu'elle suit jusqu'à son embouchure dans le Danube, et ensuite sur la rive droite de la Vilz jusqu'à Vilsbibourg, et au-delà de cette rivière jusqu'à Binabibourg, où elle suit le cours de la Bina jusqu'à Dornaich.

longe la rive gauche jusqu'au point où elle se jette dans le Mein ; elle suit de là la rive gauche de cette dernière rivière jusqu'à son embouchure. La ligne de démarcation, sur la rive droite du Mein, entre cette rivière et Dusseldorf, ne s'étendra plus vers Mayence jusqu'à la Nidda. Dans le cas où les troupes françaises auraient fait, dans l'intervalle, des progrès de ce côté, elles conserveront ou reprendront la même ligne qu'elles occupent aujourd'hui, 15 juillet. — Art. 3. L'armée impériale occupera de nouveau le haut et bas Engadin, c'est-à-dire la partie des Grisons dont les rivières se jettent dans l'Inn, et de la vallée de Sainte-Marie, dans l'Adige. La ligne de démarcation française s'étendra depuis Balzers, sur le lac de Como, par Coire, Tossana, Splugen, Chiavenna, y compris le Luciensteig. La partie des Grisons située entre cette ligne et l'Engadin sera évacuée par les deux parties. Ce pays conservera sa forme actuelle de gouvernement.— Art. 4. Les places qui sont dans la ligne de démarcation, telles que Ulm, Ingolstadt et Philipsbourg, lesquelles sont occupées par les impériaux, resteront, sous tous les rapports, dans l'état où elles auront été trouvées par les commissaires nommés à cet effet par les généraux en chef; la garnison n'en sera pas augmentée, et elles ne troubleront point la

navigation sur les rivières, et le passage sur les grandes routes. Le territoire de ces places fortes s'étend jusqu'à deux mille toises des fortifications ; elles s'approvisionneront tous les dix jours, et, pour ce qui regarde cet approvisionnement déterminé, elles ne seront pas censées comprises dans les pays occupés par l'armée française, laquelle, de son côté, ne pourra pas non plus empêcher les transports des munitions dans lesdites places. — Art. 5. Le général commandant l'armée imperiale est autorisé à envoyer dans chacune de ces places une personne chargée d'informer les commandants de la conduite qu'ils auront à tenir. — Art. 6. Il n'y aura pas de ponts sur les rivières qui séparent les deux armées, à moins que ces rivières ne soient coupées par la ligne de démarcation, et alors les ponts ne pourront être établis que derrière cette ligne, sans préjudice cependant des dispositions qui pourraient être faites à l'avenir pour l'utilité des armées et du commerce. Les chefs respectifs s'entendront sur cet article. — Art. 7. Partout où des rivières navigables séparent les deux armées, la navigation sera libre pour elles et pour les habitants. La même chose aura lieu pour les grandes routes comprises dans la ligne de démarcation, et cela pendant le temps de l'armistice. — Art. 8. Les territoires de

l'empire et des états autrichiens qui se trouvent dans la ligne de démarcation de l'armée française, sont sous la sauvegarde de la loyauté et de la bonne foi. Les propriétés et les gouvernements actuels seront respectés, et aucun des habitants de ces contrées ne pourra être inquiété, soit pour services rendus à l'armée impériale, soit pour opinion politique, soit pour avoir pris une part effective à la guerre. — Art. 9. La présente convention sera expédiée avec la plus grande célérité possible. — Art. 10. Les avant-postes des deux armées ne communiqueront pas entre eux.

Plan de campagne.

Première remarque. — 1° Un plan de campagne doit avoir prévu tout ce que l'ennemi peut faire, et contenir en lui-même les moyens de le déjouer. La frontière d'Allemagne était, dans cette campagne, la frontière prédominante; la frontière de la rivière de Gênes était la frontière secondaire. Effectivement, les événements qui auraient lieu en Italie n'auraient aucune action directe, immédiate et nécessaire sur les affaires du Rhin, tandis que les événements qui auraient lieu en Allemagne auraient une action nécessaire et immédiate sur l'Italie. En conséquence, le premier consul réunit toutes les

forces de la république sur la frontière prédominante, savoir : l'armée d'Allemagne, qu'il renforça, et l'armée de Hollande et du Bas-Rhin ; l'armée de réserve, qu'il réunit sur la Saône, à portée d'entrer en Allemagne, si cela était nécessaire.

Le conseil aulique réunit sa principale armée sur la frontière secondaire, en Italie. Ce contresens, cette violation de ce grand principe, fut la véritable cause de la catastrophe des Autrichiens dans cette campagne.

2° Le gouvernement avait ordonné au général Moreau de réunir son armée derrière le lac de Constance, par la Suisse; de dérober cette marche à l'ennemi, en interdisant toute communication de la rive gauche à la rive droite du Rhin; de jeter, à la fin d'avril, quatre ponts entre Schaffoause, Stein et le lac de Constance; de passer sur la rive droite du Danube avec toute son armée; de se porter sur Stockach et Engen; d'appuyer sa droite au Danube, sa gauche au lac de Constance; de prendre à dos toutes les divisions ennemies qui se trouveraient en position sur les montagnes Noires et dans la vallée du Rhin, de les séparer de leurs magasins, de se porter ensuite sur Ulm avant l'ennemi. Moreau ne comprit pas ce plan; il envoya le général Dessolles au ministre de la guerre,

pour proposer de passer le Rhin à Mayence, Strasbourg et Bâle. Napoléon résolut alors de se mettre lui-même à la tête de cette armée; mais les événements exigèrent qu'elle entrât en opération en avril, et les circonstances intérieures de la république ne lui permettant pas de quitter alors Paris, il se contenta de prescrire que l'armée du Rhin n'eût qu'une seule ligne d'opérations.

Deuxième remarque. MOREAU. — 1° Sainte-Suzanne passa le Rhin à Kehl; Saint-Cyr, à Neuf-Brisach: ils devaient se joindre dans le Brisgaw. Moreau en sentit le danger; il rappela Sainte-Suzanne sur la rive gauche, pour lui faire repasser le Rhin sur le pont de Neuf-Brisach : ce fut un faux mouvement et non pas une ruse de guerre. La marche de trente lieues, depuis Vieux-Brisach à Bâle et Schaffhouse, par la rive droite du Rhin, étant fâcheuse, l'armée pressait son flanc droit au Rhin, et son flanc gauche à l'ennemi; elle était dans un cul-de-sac, au milieu des ravins, des forêts et des défilés. Le feld-maréchal Kray fut ainsi prévenu où voulait aller son ennemi; il eut huit jours pour se concerter: aussi fut-il réuni en bataille à Engen et Stockach, et en mesure de couvrir ses magasins et Ulm avant le général français, qui cependant avait l'initiative du mouvement. Si

Moreau eût débouché par le lac de Constance avec toute l'armée, il eût surpris, défait et pris la moitié de l'armée autrichienne; les débris n'auraient pu se rallier que sur le Necker : il fût arrivé à Ulm avant elle. Que de grands résultats! La campagne eût été décidée dans les quinze premiers jours.

2° L'armée française était beaucoup plus forte que celle de l'ennemi dans un arrondissement de quinze lieues, et cependant l'ennemi fut supérieur en nombre sur le champ de bataille d'Engen. Moreau éparpilla son armée, et la compromit; il manœuvra par sa gauche pour se réunir à Saint-Cyr, qui était trop loin; il fit attaquer, par Richepanse seul, le pic de Hohenhowen, qui était une position forte. Il eût dû tenir ses troupes réunies, et manœuvrer par sa droite, s'appuyer à Lecourbe, et couper la ligne

n'eût pas eu lieu. Moreau est resté, le 4, oisif sans aucune raison. Cette fatale indécision remit en question, le lendemain, ce qui avait été décidé à Engen, et rendit inutile le sang versé sur le champ de bataille.

4° Sainte-Suzanne était à Donauschingen pendant la bataille d'Engen : il eût pu au moins se trouver à la bataille de Mœskirch ; il n'y fut pas, non plus que Saint-Cyr, de sorte que les six divisions de Lecourbe et de la réserve s'y trouvèrent seules ; ce qui faisait une force inférieure à celle de l'ennemi.

5° La conduite de Saint-Cyr a donné lieu à des plaintes ; il n'est arrivé que la nuit à Liptingen, à plusieurs lieues du champ de bataille.

6° Si Moreau eût marché, le 6, à la pointe du jour, à la poursuite de l'ennemi, qu'il eût appuyé Saint-Cyr le 6, il eût détruit une partie de l'armée ennemie pendant qu'elle était occupée au passage du Danube : mais, le 6, comme le 4, Moreau resta inactif sur son champ de bataille.

7° Que devait faire le général français pour déposter le feld-maréchal Kray de son camp retranché ? Une seule chose : avoir une volonté, suivre un plan ; car l'initiative était à lui : il était vainqueur, plus nombreux, et avait une meil-

leure armée. Le 14 mai, il eût dû passer l'Iller, se mettre en marche sur trois colonnes, ne pas occuper plus de six lieues de terrain, passer le Lech, et arriver, en deux jours ou trois au plus, à Augsbourg. Le général autrichien eût aussitôt suivi le mouvement par la rive gauche du Danube, se fût porté par Neubourg, derrière le Lech, pour couvrir la Bavière et les états héréditaires; il ne se fût pas exposé à suivre l'armée française sur la rive droite, puisqu'il aurait fallu qu'il s'avançât sous les murs d'Augsbourg pour l'attendre, et que, faisant volte-face, elle l'aurait battu, coupé d'Ulm, et rejeté dans les montagnes Noires. L'armée autrichienne pouvait avoir encore la prétention de combattre et de vaincre des divisions isolées; mais elle n'avait plus celle de lutter contre l'armée française réunie.

7° Moreau a trois fois, en quarante jours, réitéré les mêmes démonstrations; mais toutes les trois fois, sans leur donner un caractère de vérité, il n'a réussi qu'à enhardir son rival, et lui a offert des occasions de battre des divisions isolées. En effet, l'armée française avait, dans ses manœuvres, la gauche sur Ulm, et la droite à vingt lieues, menaçant la Bavière; c'était défier l'armée ennemie de la fortune. Pendant cette campagne, l'armée française, qui était plus nombreuse, a presque toujours été inférieure en nombre sur le champ de bataille; c'est ce qui arrive aux généraux qui sont irrésolus, et agissent sans principes et sans plans : les tâtonnements, les *mezzo termine* perdent tout à la guerre.

8° Le projet de passer sur la rive gauche du Danube, au-dessus d'Ulm, était périlleux et fort hasardeux; si Kray et le prince de Reuss réunis eussent manœuvré la gauche au Danube, la droite au Tyrol, l'armée française pouvait être prise en flagrant délit et être fort compromise. Mais, puisque le général français était résolu à cette opération inutile et téméraire, il la fallait faire avec résolution et d'un seul trait; il fallait que le passage ayant été surpris le 19, le 20 toute l'armée se trouvât sur la rive gauche, laissant seulement quelques

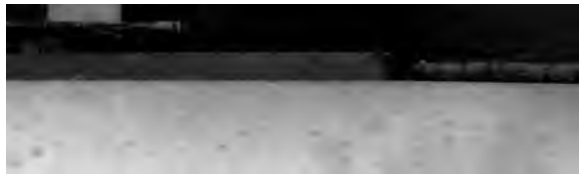
colonnes mobiles en observation sur la rive droite, et qu'elle se portât droit sur Ulm et Nordlingen, afin d'attaquer en flanc l'armée autrichienne, et de l'obliger, si Kray prenait le parti de la retraite, à recevoir la bataille, et de s'emparer de son camp retranché, si Kray se décidait à passer sur la rive droite pour marcher sur l'armée française. De cette manière, le général Moreau n'avait rien à redouter; son armée supérieure comme elle l'était en forces et en moral, si elle perdait la rive droite, s'établissait sur la rive gauche: toutes les chances étaient pour elle; elle profitait de son initiative pour marcher réunie, surprendre l'armée autrichienne pendant ses mouvements, dans le temps qu'elle ne laissait rien exposé aux coups de l'initiative de l'ennemi. C'est l'avantage de toute armée qui marche toujours réunie; qu'eût pu

Leclerc sur Fressing, étaient des mouvements isolés, où les troupes françaises se sont trouvées en nombre inférieur à celui de l'ennemi; elles y ont payé d'audace, atteint le point qu'elles voulaient occuper, ont obtenu peu de résultat, et perdu autant que l'ennemi.

10° La marche rétrograde de Lecourbe sur le Vorarlberg était inutile: il fallait qu'il marchât sur Inspruck; il serait arrivé dix jours plus tôt avec moins de difficultés, en perdant moins de monde qu'il n'en a perdu à tous ces débouchés du Tyrol, pour n'obtenir aucun résultat: la possession d'Inspruck était d'une tout autre importance, l'armée se fût alors trouvée en ligne sur l'Inn.

11° L'armistice ne remplit pas le but du gouvernement qui voulait avoir les quatre places d'Ulm, Philipsbourg, Ingolstadt et Inspruck, pour bien assurer la position des armées.

Troisième remarque. — KRAY. — 1° Le feld-maréchal Kray compromit son armée en la tenant disséminée à l'approche de l'ouverture de la campagne; son quartier-général à Donauschingen et surtout ses magasins de Stockach, Engen, Mœskirch, étaient mal placés. Il agissait comme si la Suisse eût été neutre; son quartier-général et ses magasins eussent alors

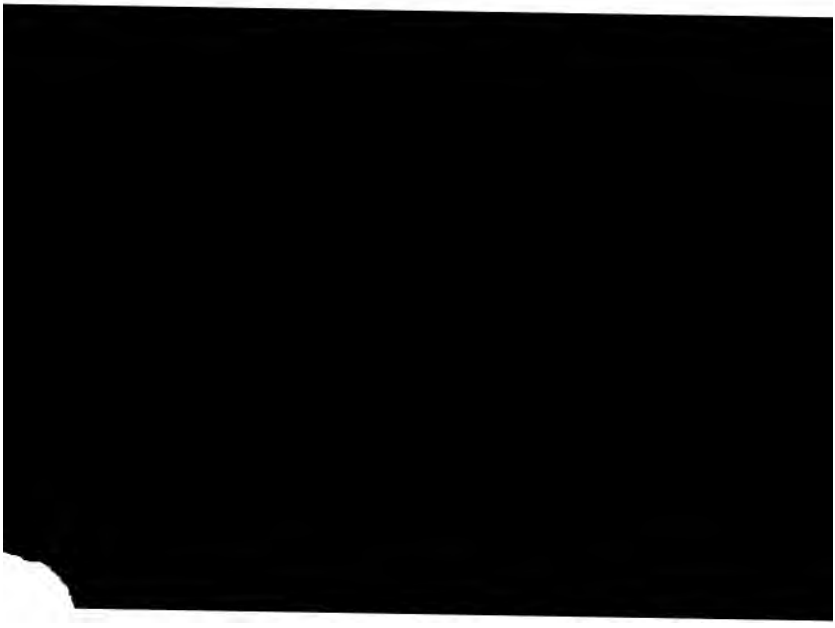


été couverts par les défilés des Montagnes-Noires. Mais les Français étaient maîtres de la Suisse et de tout le cours du Rhin de Constance à Bâle; ses magasins se trouvaient à une demi-journée d'eux, et tout-à-fait aux avant-postes.

2° Le feld-maréchal Kray a montré de l'habileté autour d'Ulm: il a obtenu un grand succès, puisque avec une armée battue trois fois en un mois, et fort inférieure, il a retenu, pendant quarante jours, sous le canon de son camp retranché, une armée supérieure et victorieuse; les marches, les manœuvres, les fortifications n'ont pas d'autre but. Mais ce maréchal n'eût-il pas pu faire davantage? Lorsque Sainte-Suzanne, avec moins de 20,000 hommes se trouvait le 16 mai, séparé par le Danube du reste de l'armée, à une heure de marche de son camp retranché, pourquoi ne l'attaqua-t-il pas avec ses forces réunies? De si belles occasions sont rares; il fallait déboucher sur les deux divisions de Sainte-Suzanne avec 60,000 hommes, et les détruire.

3° Lorsque, le 26 mai, l'armée française était disséminée sur une ligne de vingt lieues du Danube au Lech, pourquoi n'a-t-il pas débouché avec toutes ses forces sur les deux divisions Sainte-Suzanne et Richepanse? il ne les a atta-

quées qu'avec 16,000 hommes; son attaque sur l'Iller, le 4 juin, fut faite avec trop de circonspection et avec trop peu de troupes: le prince de Reuss aurait dû y concourir en descendant du Tyrol avec toutes ses forces. Si le général autrichien eût profité de ses avantages, de l'indécision de son adversaire, de ses fausses manœuvres, il l'eût, malgré ses succès et sa supériorité, rejeté en Suisse.



PIÈCES HISTORIQUES.

Quartier-général de Conégliano, 22 septembre 1799.

LE GÉNÉRAL EN CHEF, AU MINISTRE DE LA GUERRE.

Depuis mon départ de l'armée des Alpes, citoyen ministre, je n'ai pu vous donner de mes nouvelles. Je vous fais passer le journal des opérations de cette armée, qui est devenue aile gauche de l'armée d'Italie, depuis le 31 août jusqu'au 17 septembre.

Le 31 août, le général Mollard s'est emparé de Bussolin, en avant de Suze, malgré la résistance la plus opiniâtre de la part de l'ennemi qui s'était renforcé sur ce point. Une charge à la baïonnette, dans ce village, a décidé la victoire en notre faveur. L'ennemi a eu deux cents hommes tués ou blessés. Nous lui avons enlevé un drapeau et fait deux cents prisonniers, parmi lesquels huit officiers.

Le 2 septembre, une colonne aux ordres du

général de brigade Lesuire s'est emparée de Pignerol et de tous ses magasins; ce poste était défendu par cinquante hussards, cinq cents cosaques et deux mille fantassins, commandés par un colonel russe, avec une nombreuse artillerie: le courage des troupes et les sages dispositions du général Lesuire ont surmonté tous les obstacles. L'ennemi a perdu un drapeau, deux pièces de canon et trois cent dix prisonniers; notre perte est de vingt morts et quatre-vingts blessés. Le général Duhesme donne des éloges au général Lesuire, et au citoyen Morel, chef de brigade d'artillerie, commandant la place de Fenestrelles.

Le 1 et le 2 septembre, la division aux ordres du général Compans a débouché sur Coni, a balayé tous les postes ennemis, et a pris position en avant de cette ville.

homme du métier. La 104e demi-brigade s'est distinguée.

Le 16 septembre, l'aile gauche de l'armée, commandée par le général Grenier, a dû faire un mouvement général; le corps du général Mallet, qui se trouve à Aoste, a dû éclairer la vallée de ce nom; il a pour instruction de remettre en place les autorités républicaines, et de chasser celles qui ont été nommées par le chef de l'armée austro-russe.

La division aux ordres du général Duhesme, couvrant Suze, Fenestrelles, Pignerol, le col Saint-Martin et Sainte-Croix, a dû attaquer Saluces et Rivoli.

La division du général Muller, couvrant Coni et le col de Tende, a dû prendre position en avant de Coni. J'apprends qu'elle a poussé jusqu'à Fossano et Savigliano.

La division du général Victor s'est portée sur Mondovi, afin de se réunir à l'aile gauche de l'armée.

Je n'ai pas encore reçu de rapport du général Grenier, mais le général Bernier, commandant à Coni, m'annonce que le 30, la division du général Compans, débouchant de Coni, a attaqué vigoureusement Fossano et Savigliano, et que le général Duhesme avait emporté Saluces, que six cents prisonniers ennemis étaient

déjà arrivés à Coni; mais que le 1er complémentaire, l'ennemi ayant attaqué sur toute la ligne depuis Fossano jusqu'à Savigliano, avec un renfort de dix-huit mille hommes, la division du général Compans s'était retirée sous les murs de Coni, d'après ses instructions précises, en occupant toujours fortement la Chiusa, pour faciliter le mouvement du général Victor.

Dès que j'aurai des rapports officiels du général Grenier, je m'empresserai de vous les faire parvenir.

Par suite de ces mouvements, et d'après la certitude où je suis que l'ennemi rassemble les principales forces qui lui restent près de Coni, je me détermine à me réunir en corps d'armée dans les environs de cette place. Je donne ordre, en conséquence, aux divisions Laboissières et Lemoine, qui se trouvent dans

Gênes, depuis Recco jusqu'à Savonne. Cet officier général a pour instruction de garder ses positions jusqu'à la dernière extrémité, et dans le cas où il serait forcé par des forces majeures, avant que je pusse le secourir, il doit se jeter dans les lignes de Gênes, qu'un officier de son mérite peut défendre long-temps avec avantage.

Je ne vous dissimule pas, citoyen ministre, que l'état déplorable dans lequel j'ai trouvé l'armée d'Italie, dans les positions actuelles, a beaucoup contribué à me décider à faire ce mouvement; le général Moreau vous en fera le tableau déchirant; il vous dira qu'il n'est plus possible de vivre, que le soldat est nu et sans souliers, qu'il n'y a pas un sou en caisse, que nous n'avons plus de chevaux de cavalerie, pas de cartouches, peu de pièces et peu de chevaux pour les traîner, que les hôpitaux encombrés de blessés manquent de tout, que le matériel de l'artillerie est tout embarqué, et se trouve exposé aux coups de main que les Anglais tentent chaque jour sur une côte que la mauvaise volonté et l'insouciance du gouvernement ligurien ont laissée sans défense. Il vous dira que ce gouvernement, qui ne nous aime pas, ne vient pas à notre secours comme nous devrions nous y attendre; il vous dira, enfin, qu'au milieu de la plus affreuse misère qui

nous poignarde, nous sommes toujours entourés d'un essaim de voleurs et de fripons qu'il est impossible de démasquer par les formes juridiques. Cet état affreux ne peut durer longtemps ; je ne puis en supporter le spectacle sans avoir le cœur déchiré, et j'attends de votre zèle infatigable des prompts secours pour une armée que ses malheurs et sa constance surnaturelle doivent rendre chère au gouvernement.

CHAMPIONNET.

Quartier-général de Coni, 4 octobre 1799.

CHAMPIONNET, GÉNÉRAL EN CHEF, AU DIRECTOIRE.

Je viens d'apprendre d'une manière étan

bre de la liberté dans les lieux où il le planta lui-même, et de faire trembler une seconde fois le tyran de l'Autriche sur son trône chancelant. En vous invitant, citoyens directeurs, au nom de la patrie, de l'armée, et de la liberté de l'Italie, de confier le commandement de l'armée au général Bonaparte, je vous prie d'accepter ma démission. Ce fardeau est trop pesant pour moi, et je serai complétement récompensé de tous les efforts que j'ai faits jusqu'à ce jour pour le triomphe de la république, et de la liberté de mes concitoyens, si je puis contribuer de nouveau à rendre heureuse et libre notre chère patrie (1).

CHAMPIONNET.

Quartier-général de Toirano, 15 novembre 1799.

SUCHET, GÉNÉRAL DE DIVISION, AU MINISTRE DE LA GUERRE.

Depuis les événements dont je vous ai rendu compte dans ma dernière lettre, l'arrière-garde de la division Victor, dans la journée du 24, vi-

(1) M. de Bourrienne prétend que cette lettre est fausse. Il se trompe, car nous avons l'autographe dans les mains.

vement pressée par l'ennemi, et découverte par le mouvement précipité du général Grenier, eut à souffrir, et éprouva une perte de soixante chasseurs à cheval, et de plus de deux cents grenadiers. Le corps du général Grenier dut se battre en reculant pendant la même journée.

Dès le lendemain de l'affaire de *Fossano*, il ne nous restait pas deux cents coups de canon à tirer, et presque plus de cartouches. Le général en chef, dans la vue d'assurer à l'armée les moyens d'exister, s'est rendu avec la division Victor au camp de la Marguerite et de Morozzo, et le besoin de réunir le corps d'armée exigeant que la division Victor fût rapprochée de celle du général Lemoine, elle a été établie sur le Pezio, en avant de Mondovi. L'étendue de cette ligne a fait voir dans la journée du 16, qu'il n'était pas prudent de continuer à l'occuper.

taque de la part de l'ennemi, soutenue avec le même succès.

L'aile droite, commandée par le général Saint-Cyr, avait fait pendant ce temps un mouvement en avant, et occupait Novi et les positions environnantes. Dès le 2, ce corps d'armée avait eu un succès que je vous annonçais brièvement dans ma lettre du 14 courant, sans vous donner des détails officiels, ne les ayant point encore reçus. L'ennemi avait réuni un corps considérable sous les ordres du général Karaczai, avec de l'artillerie et de la cavalerie. Le général Saint-Cyr le fit attaquer à Bosco, où il s'était retranché, par le général Laboissières, tandis que les généraux Watrin et Dombrousky se portaient de Novi à Pozzolo sur les flancs et les derrières de l'ennemi. La défense fut très opiniâtre, et notre désavantage était d'autant plus grand, qu'outre l'infériorité du nombre, nous n'avions point de chevaux, et un seul obusier, qui, au troisième coup, fut hors d'état de servir. Cependant la bravoure des troupes renversa tous les obstacles, l'ennemi fut culbuté, se retira en désordre, avec une perte de près de mille prisonniers, de cinq pièces d'artillerie, et d'un nombre considérable de tués ou de blessés. Tous les corps, les généraux, et les officiers se sont distingués. Le général Saint-Cyr a eu un

cheval tué ; son aide-de-camp, Gouvion, a déployé une intrépidité rare ; le chef de brigade de la 3e de bataille Mouton, le chef de bataillon Villeneuve, commandant la 62e, le citoyen Laborde, capitaine à la 12e de bataille, et une foule d'autres se sont conduits avec distinction.

Après cet événement, l'ennemi se hâta d'envoyer des renforts, commandés par le général Kray, vers le temps où le général en chef le harcelait vivement sous Coni, pour l'empêcher de porter de trop grandes forces sur notre droite et de l'écraser. En effet, sa supériorité ne fut pas encore assez forte pour battre le général Saint-Cyr, dont les sages dispositions méritent les plus grands éloges. Le 12, l'ennemi attaqua et poussa tous les avant-postes du général Saint-Cyr, qui l'attendait sur le plateau en arrière de Novi, ayant choisi là son

digieuse de morts. Cette armée a donné lieu encore à une foule de traits de bravoure, dont je ne puis encore vous adresser les détails; je me bornerai à vous dire que parmi nos morts, nous avons principalement à regretter le même Gouvion, aide-de-camp du général Saint-Cyr, et le citoyen Marchandon, officier à la 62e, tous deux officiers de distinction. Cinq grenadiers de la 62e s'emparant d'une pièce de canon et d'un caisson, la chargent et la dirigent sur l'ennemi. Au moment d'y mettre le feu, ils s'aperçoivent qu'ils n'ont ni mèches, ni lances à feu. Un d'eux arme son fusil, le tire sur la lumière du canon, et le fait partir. Ils tirèrent cinq coups de cette manière, et ramenèrent glorieusement leur pièce.

Notre perte dans ces deux affaires est de 7 à 800 hommes, dont la majeure partie blessés.

Ainsi l'ennemi tenait sans cesse un détachement considérable sur ce point, renforcé de tout ce qu'il avait pu tirer de la Lombardie, de la Romagne et même des places, tandis que ses forces principales réunies en corps d'armée occupaient toujours les environs de Coni, pour menacer cette place, et inquiéter en même temps notre centre et notre gauche par des attaques fréquentes.

De notre côté, tandis que la droite résistait

glorieusement aux efforts de l'ennemi, le centre, appuyé au Tanaro d'une part, occupait Mondovi, et avait sa gauche à Monastero et Villanova; et le corps de gauche, aux ordres du général Grenier, composé des divisions Duhesme et Richepanse, était chargé de harceler et d'approcher Coni.

Le général en chef avait particulièrement recommandé de conserver le bourg Saint-Delmas. Le général Richepanse, qui reçut le premier cet ordre réitéré, s'avança avec ses troupes et soutint un combat long et sanglant qui ne finit qu'à l'instant où toutes les pièces démontées et la supériorité de l'ennemi l'obligèrent à se retirer sur Ivernante. L'ennemi n'a pu conserver que ses morts. Le corps de troupes qui devait défendre la vallée de la Sture, repoussé, sans doute, a réduit la division Richepanse au désa-

14 vendémiaire. L'intention du général en chef sera, sans doute, de sauver Coni, cette clef importante de l'Italie ; mais pour y parvenir, il faut de grands efforts, du plomb, du plomb ; car tous les envois en ce genre promis par votre prédécesseur ne sont pas arrivés.

Le 20, l'ennemi a de nouveau attaqué les troupes en avant de Mondovi. Le combat a été long-temps incertain, mais quelques charges de la 99e et de la brave 8e légère ont contraint l'ennemi à chercher son salut dans ses retranchements, après lui avoir tué beaucoup de monde et fait beaucoup de prisonniers.

Le 21, la journée s'est passée sans attaque sérieuse.

Le 22, à dix heures du matin, l'ennemi, renforcé de sa réserve de douze bataillons de grenadiers, s'est présenté devant Mondovi. Alors s'est engagé un combat sanglant où l'ennemi a déployé sa supériorité en cavalerie et en artillerie, qui était au moins d'un à six. Le combat a duré toute la journée. La brave 20e légère a plusieurs fois rougi ses baïonnettes dans les flancs autrichiens. Une colonne ennemie avait filé dès le matin par Frabosa, et tournait Monastero. La division Victor défendit longtemps cette position ; mais elle dut céder au grand nombre, et par le défaut de cartouches

se vit obligé d'effectuer sa retraite sur Vico. Alors le général en chef se détermina à ordonner l'évacuation de Mondovi, quoique vers la fin de la journée le général Lemoine eût fait passer l'Ellero à deux bataillons de la 34e qui poussèrent vigoureusement l'ennemi sur sa gauche et qui auraient pu par cette diversion décider l'affaire en notre faveur, si les cartouches n'eussent aussi manqué et arrêté leurs progrès. La retraite s'exécuta en bon ordre, après avoir emmené de Mondovi quatre pièces de canon et leurs caissons, brisé les affûts, jeté dans le ravin les autres pièces enclouées, et avoir fait sauter le magasin à poudre.

Malgré les forces de l'ennemi, la possession de Mondovi eût été maintenue, si le manque absolu de cartouches et de gargousses n'avait déterminé le général en chef à faire replier

envoyer en toute hâte des secours extraordinaires.

Dans tous les combats livrés pendant un mois, plus de quatre millions de cartouches à balle ont été consommés, et nous n'avons point de remplacement. Nous ramenons notre artillerie du centre et une partie de celle de Mondovi par la même route que fit faire le général Moreau, vous pouvez juger de l'embarras; et pour comble de désagréments pas un brin de fourrage pour conserver la vie aux chevaux des officiers et au très petit nombre que possède l'artillerie.

Nous sommes toujours sans moyens de transport, et nous n'avons pas même un agent qui puisse établir aucun service.

SUCHET.

Au quartier-général de Bardino Vechio, le 3 floréal an VIII. (23 avril 1800.)

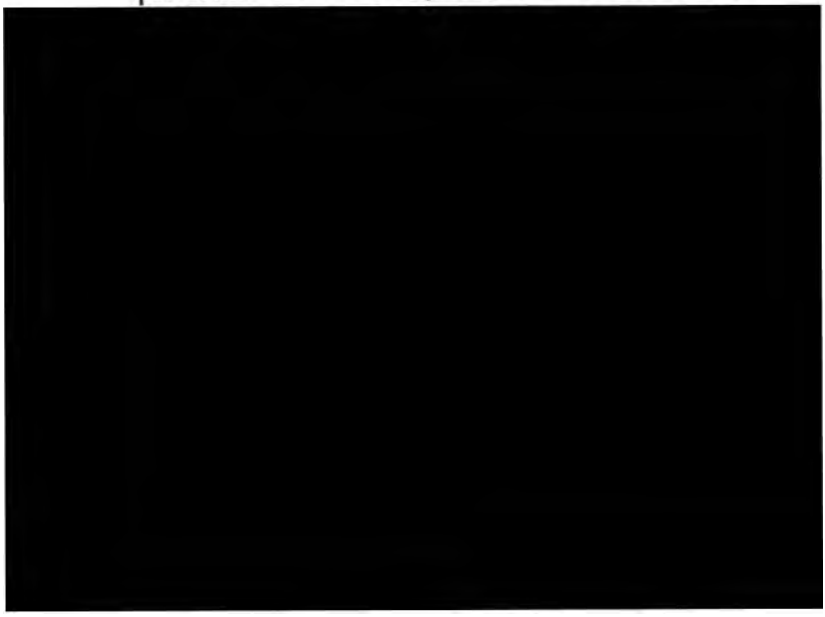
J. J. COUSSAUD, ADJUDANT GÉNÉRAL, AU GÉNÉRAL LACUÉE, CONSEILLER D'ÉTAT.

Je saisis le premier moment de repos, mon cher général, pour me rappeler à votre sou-

venir, et vous transmettre quelques détails sur les opérations de la campagne qui pour nous ne s'est pas ouverte sous d'heureux auspices.

Arrivé à Gênes dans les premiers jours de germinal, j'y ai trouvé deux lettres de vous, j'ai été extrêmement sensible à l'intérêt affectueux que vous m'y témoignez. Je m'estimerai toujours heureux de mériter votre estime et votre amitié; vous ne devez pas douter de la réciprocité des mêmes sentiments de ma part. Une de vos lettres contient des détails politiques; elle sera le sujet d'une réponse postérieure, ne voulant consacrer celle-ci qu'aux détails militaires.

Après une route très dispendieuse par des chemins tellement dégradés qu'à peine ils sont praticables à cheval, j'arrivai à Nice dans les



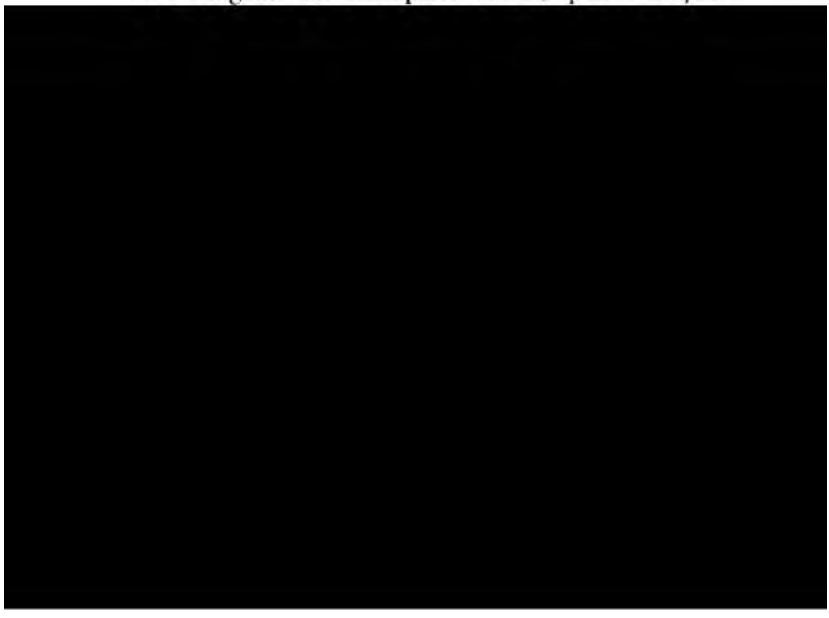
tout mal reçus, ne reçoivent point de subsistances, et sont excités par tous les habitants à retourner dans leurs foyers, ce qu'ils exécutent généralement.

A Nice, les militaires sont mendiants, couverts de haillons: depuis Nice jusqu'à Gênes même spectacle; des soldats exténués de faim, mourant sur les chemins, et réduits à s'alimenter de quelques citrons qu'ils cueillent sur les arbres le long des chemins. J'arrivai à Gènes le 3 germinal. J'eus l'occasion de voir la plus grande partie des troupes de l'aile droite, sous les ordres du lieutenant-général Soult. Je remarquai sur la physionomie sèche, pâle et livide du soldat, un caractère irrité par les souffrances de tout genre qu'il a éprouvées depuis long-temps. Les propos qu'il tient ordinairement lorsqu'il voit passer quelque officier supérieur ou un général, sont les reproches les plus satiriques de leur conduite à son égard, ce qui annonce ouvertement qu'il n'a plus ni estime, ni confiance pour ses chefs.

Le 14, je partis de Gênes pour me rendre près le lieutenant-général Suchet, dans son quartier-général à la Pietra.

Le 15, l'armée autrichienne fit toutes les dispositions pour l'ouverture de la campagne. Dans les journées des 16 et 17, les ennemis se pré-

sentèrent sur tous les points de la ligne des divisions aux ordres du lieutenant-général Suchet, et firent mine de tourner ses postes. Comme il existait un intervalle non occupé par nos troupes, à la gauche des divisions aux ordres du lieutenant-général Soult, et à la droite des divisions aux ordres du lieutenant-général Suchet, une colonne ennemie se dirigea par cet intervalle sur Vado, et sépara ainsi les troupes commandées par ces deux lieutenants-généraux. Le quartier-général du général Soult était à Conegliano, celui du général en chef était à Gênes. Le lieutenant-général Soult avait les généraux de division Marbot et Miolis sous ses ordres, le lieutenant-général Suchet avait sous les siens, les généraux de division Puget et Clausel; par cette manœuvre les Autrichiens se réunirent aux Anglais en occupant Vado, point impor-



d'approvisionnements de siége. Ce même jour, le lieutenant-général Suchet se détermina à abandonner toutes les positions des monts Saint-Jacques, Settepani, de Melogne, la redoute espagnole, la redoute Saint-Pantaléon, le fort et la ville de Finale, en faisant la retraite par Finale-Gorra, Bardino Vechio, la Pietra, et Loano, sur la position de Borghetto, dans le dessein de procurer des subsistances aux troupes, de les rassembler et de reprendre aussitôt l'offensive pour opérer sa jonction avec les généraux Soult et Masséna. Sa retraite, commencée dans la nuit du 17, se continua dans la matinée du 18, en présence de l'ennemi, qui ne chercha nullement à l'inquiéter. Avant de quitter Finale, on fit passer deux bâtiments chargés de subsistances dans le fort de Savone pour l'approvisionner; ils arrivèrent heureusement à leur destination.

La journée du 19 fut consacrée à procurer aux troupes du repos et des subsistances. Ce même jour le lieutenant-général Suchet reçut par mer deux courriers du général en chef, qui lui apprenaient qu'il avait battu les Autrichiens auxquels il avait tué ou pris 2,500 hommes, parmi lesquels plusieurs officiers, et notamment le baron d'Aspre, chef des insurgés de Fontana-Bona; il le prévenait en même temps que, le

lendemain 20, il attaquerait vigoureusement l'ennemi sur Savone et sur la Dibona, l'engageant à attaquer de son côté pour seconder ses efforts. En conséquence, le lieutenant-général Suchet mit en mouvement ses troupes dans la soirée du 19, en les dirigeant sur Toirano, Bardinetto et Galissano, laissant au général Puget les forces suffisantes pour défendre la position de Borghetto. L'ennemi fut rencontré dans Galissano; il en fut bientôt chassé. Comme quelques troupes autrichiennes s'étaient montrées sur les monts Saint-Bernardo et Spinardo qui dominent la vallée de la Bormida, le général de brigade Seras fut chargé de les observer et de les contenir en prenant poste à Bardinetto et à Galissano. Le même jour, le général Clausel, ayant sous ses ordres les généraux Compans et Solignac, fut dirigé sur la tour de Melogne avec ordre de s'emparer sur-le-champ des retranchements de Melogne et de la montagne de Settepani qui est la plus élevée de la Ligurie. Ces deux postes retranchés furent pris d'assaut; 1500 prisonniers, plusieurs officiers et un major tombèrent en notre pouvoir.

Le 21, le général Clausel, avec les généraux Compans, Solignac et Seras, fut dirigé sur le poste de la Madona-della-Neve et vers la montagne Saint-Jacques; partout l'ennemi fut re-

poussé, nous prîmes poste sur le col del Pino en enlevant 3oo grenadiers hongrois et plusieurs officiers. Dans la soirée, les montagnes retentirent des combats livrés par les troupes sous les ordres des généraux Soult et Masséna, et par les nôtres. Nous aperçûmes même les feux de leurs bivouacs.

Le 22, nous entendîmes encore la fusillade des généraux Soult et Masséna; le général Suchet, pour seconder leurs efforts, résolut d'attaquer le mont St-Jacques, sur le sommet duquel les Autrichiens s'étaient retranchés. Cette attaque n'ayant pas été aussi heureuse que les précédentes, vu que les troupes étaient exténuées de fatigue et de faim, il se détermina à faire, pendant la nuit, une marche rétrograde sur les postes de la Madona-della-Neve, de Melogne et Settepani.

Le lendemain 23, le lieutenant-général Suchet fit occuper la ligne des hauteurs au-dessus de Finale, le village de Gorra, les redoutes de Saint-Pantaléon, de Melogne, la tour de Melogne, le mont Settepani, les villages de Galissano, de Bardinetto, dans la vallée de la Bormida, les postes des monts St-Bernardo et Spinardo, les villages de Pietra-Degua et Puggiolo, jusqu'au Tanaro à la hauteur de Garressio, en sorte que sa droite appuyait à la mer au-dessus de Finale,

sa gauche au Tanaro, et son centre au mont Settepani. Ainsi dans sept jours de mouvements consécutifs, après quatre combats des plus acharnés, livrés avec des troupes exténuées par le manque de subsistances, toutes les positions, à l'exception du mont St-Jacques, ont été reprises et dix-huit cents prisonniers faits à l'ennemi; notre perte a été très peu considérable.

Les journées des 24 et 25 furent consacrées au repos et à procurer des subsistances aux troupes qui, un peu rebutées par l'attaque infructueuse du mont St-Jacques, avaient manifesté hautement leur mécontentement et leurs reproches satiriques contre les généraux.

J'interromprai un moment le cours de ma narration pour vous témoigner la douleur que j'éprouve de me trouver confondu dans l'opinion des troupes, avec tous les scélérats tous les coquins qui servent moins pour défendre leur patrie que pour voler et s'enrichir au détriment des soldats avec lesquels on serait presque toujours sûr de la victoire, s'il leur était fourni tout ce qui leur revient. Mais je vous assure que je sens mon cœur se déchirer, toutes les fois que j'entends les soldats se déchaîner de la manière la plus outrageante et la plus scandaleuse contre leurs chefs; car ici, l'honnête homme dans leur

opinion est confondu avec celui qui ne l'est pas. Ah! que ceux qui nous gouvernent aujourd'hui ont de reproches à se faire pour avoir entièrement démoralisé les militaires par l'appât des richesses, pour l'acquisition desquelles on a franchi toutes les bornes de la pudeur.

La journée du 26 fut employée à faire diversion du côté de Finale, en faisant masquer et attaquer le fort de Finale occupé par deux cents Autrichiens.

Le 27, à trois heures du matin, arrive par mer, au quartier-général à Loano, le général Oudinot, chef d'état-major-général, envoyé par le général en chef. Il nous annonce que le général Masséna avait remporté les plus brillants succès, qu'il avait fait six mille prisonniers et pris huit drapeaux; mais que, faute de subsistances, il avait rendu les prisonniers, à condition qu'ils seraient échangés et qu'ils ne serviraient qu'un mois après leur reddition. Il pressa, de la part du général Masséna, le général Suchet de redoubler ses efforts pour se réunir à lui sous les murs de Savone.

Le 28, le général Seras eut ordre de s'emparer de Muriatto.

Le 29, le général Clausel eut ordre de s'emparer du poste de Runchi di Molla; Seras et Jablonosky l'enlevèrent et firent trois cents prisonniers; le

même jour, le chef de brigade Mazas eut ordre de s'avancer sur les hauteurs voisines de St-Jacques où il prit poste ; le général Clausel, avec les généraux de brigade sous ses ordres, prit poste en avant du village de la Bormida et sur le col del Pino ; pendant la nuit, les troupes se mirent en marche sur cinq colonnes pour attaquer le mont St-Jacques. Les généraux Compans et Seras se portèrent sur Malaré. Le général Seras occupa ce village, quartier-général du général autrichien Elnitz. Le général Compans gravit les hauteurs qui le dominent pour attaquer l'ennemi sur le mont St-Jacques par sa droite. Le général Jablonosky fut chargé de l'attaque du centre; le chef de brigade Mazas fut chargé de l'attaque par sa gauche. Cent grenadiers eurent ordre de se porter sur la Rocca, derrière l'ennemi, pour lui couper la retraite sur Savone,

d'attendre que les autres fussent en mesure d'attaquer. L'ennemi spectateur de tous nos mouvements, détacha aussitôt deux corps qui tombèrent sur les flancs de la colonne du centre; il la mit en pleine déroute, la poursuivit vigoureusement, et marcha ensuite contre les colonnes latérales dont quelques hommes étaient déjà parvenus au pied des retranchements. Ils furent écrasés par une grêle de pierres, et les deux colonnes furent aussi repoussées; notre perte a été considérable; celle de l'ennemi ne l'a pas été moins. Le général Compans a été grièvement blessé; l'adjudant-général Cravei, employé près de lui, planta deux fois le drapeau de la 68e demi-brigade sur le parapet des ouvrages, mais les troupes ne purent le gravir, ni répondre au courage énergique de cet officier-général. Nous opérâmes notre retraite sur nos positions, dans lesquelles nous nous sommes paisiblement maintenus depuis cette époque.

Demain 4, nous ferons de nouveaux efforts pour nous réunir au général Masséna qui, après s'être enfermé dans Gênes pour faire disséminer les troupes ennemies, nous a marqué qu'il allait faire de nouvelles tentatives pour marcher sur nous et nous rejoindre.

J'ai pensé que ces détails de nos premiers combats, qui jusqu'ici n'ont pu être annoncés

officiellement, étaient dignes de votre attention. Les généraux Masséna et Soult avaient à l'ouverture de la campagne environ quinze mille hommes. Le général Suchet en avait quatre mille ; ses forces ont été augmentées par la 104^e^ demi-brigade de douze cents hommes arrivée ici sans chef; la perte en blessés, tués ou prisonniers, peut être de douze cents: ainsi il nous reste quatre mille hommes. On peut évaluer qu'il en reste douze mille aux généraux Soult et Masséna, total de nos forces seize mille hommes, tandis qu'on assure que la force de l'ennemi est de trente mille.

Ainsi il faut vite de nouvelles forces, des subsistances, et que l'armée du Rhin attaque pour diviser la force des ennemis. Si nous ne pouvons pas opérer notre réunion avec le général Masséna qui est à la veille de manquer de vivres à

Au quartier-général à Dijon, le 7 floréal an VIII.
(25 avril 1800.)

DUPONT, GÉNÉRAL DE DIVISION, CHEF DE L'ÉTAT-MAJOR-GÉNÉRAL DE L'ARMÉE DE RÉSERVE, AU MINISTRE DE LA GUERRE.

Citoyen ministre,

L'incertitude où nous sommes ici est bien pénible; nous savons que Masséna est aux prises avec l'ennemi, et nous ne recevons pas la confirmation de la nouvelle de ses succès, qui nous était parvenue indirectement, il y a quelques jours.

Le passage du Rhin devait avoir lieu le 1^er^, d'après ce qui avait été convenu à Bâle, et nous n'avons rien appris.

Le plan d'opérations arrêté à Bâle par les généraux en chef Berthier et Moreau se trouve un peu dérangé; l'armée d'Italie est attaquée par un ennemi supérieur à elle, qui veut la replier sur les Alpes et s'emparer de Gênes. S'il remplit ce but, il laissera un corps d'observation dans le Piémont, et viendra avec ses principales forces agir contre l'Helvétie, et contrarier

par une diversion, les opérations de notre armée du Rhin.

Il est à craindre que le général Masséna, abandonné à lui-même, n'éprouve des revers. L'armée de réserve ne doit pas rester spectatrice de ce qui se passe dans la rivière de Gênes, elle doit même profiter du moment où l'ennemi, engagé dans cette partie, nous laisse un accès plus facile par le mont Saint-Gothard.

Si nous attendons que Moreau ait fait douze à quinze marches sur la droite du Rhin, après avoir battu son ennemi, le corps de Lecourbe, qu'il doit détacher pour se joindre à nous, ne peut être rendu au pied du Gothard avant un mois, et, dans cet intervalle, le général ennemi, Mélas, peut s'être emparé de ce qui nous reste en Italie, et avoir mis le général Masséna hors d'état de se réunir à nous avec un corps de 30,000 hommes, ainsi que le porte le plan de campagne.

Soit que Masséna résiste et conserve ses positions, soit qu'il ait affaire à un ennemi supérieur, il me paraît nécessaire que l'armée de réserve agisse du 20 au 25 de ce mois, et qu'elle franchisse à cette époque les passages de l'Italie. Dans la situation actuelle, elle ne peut rien, outre que sa force disponible n'est que de 25,000 hommes, non compris les bataillons d'orient et la légion Italique, elle n'a qu'une artillerie incomplète et

point de munitions de guerre. On n'a pas pu donner hier à Auxonne plus de vingt cartouches par homme à la 22^e^ demi-brigade qui marche sur Genève.

Les approvisionnements annoncés n'arrivent pas; on ignore les progrès de leur marche, et les transports dans l'intérieur paraissent en quelque sorte suspendus.

Si, comme on n'en peut douter, l'armée de réserve doit empêcher l'évacuation totale de l'Italie et attaquer l'ennemi dans 15 à 20 jours, il faut que l'armée du Rhin lui donne sur-le-champ 15,000 hommes et tous les approvisionnements de guerre dont elle a besoin. Ces munitions fileraient de Bâle sur Lucerne, et les 15,000 hommes commandés par Lecourbe se porteraient directement de Zurich au mont Saint-Gothard.

L'armée de réserve, qui, avec les corps attendus, serait portée dans 15 jours à 35,000 hommes, marcherait par la route de Lucerne et par celle du Palais. Il y a beaucoup d'espoir que cette armée, alors composée de 50,000 hommes, opérerait l'invasion à laquelle elle est destinée, et que le plan de campagne serait rétabli dans son intégrité.

Moreau peut, je crois, sans danger, se dégarnir en ce moment de 15,000 hommes, les

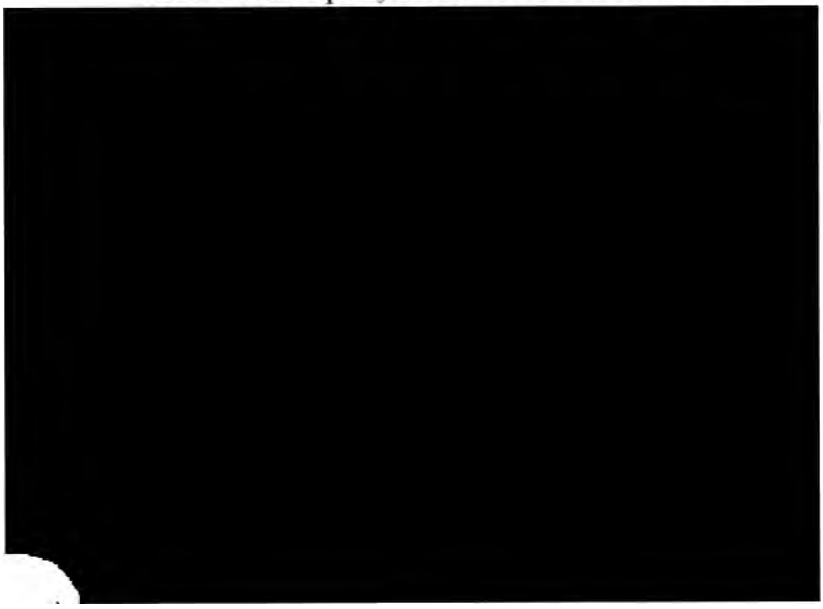
autres 15,000 hommes qu'il doit vous donner ne seraient détachés que lorsqu'il aurait pénétré dans la Haute-Souabe ou la Bavière.

Pour exécuter ces dispositions, il faut encore que la marche des affûts-traîneaux soit accélérée, que l'atelier d'Auxonne redouble d'activité à la faveur de nouveaux fonds, et que, comme il n'existe que 4 à 500 mulets, au lieu de 2000, il y ait des fonds pour en prendre à loyer partout où on en trouvera.

Les vivres qui ne sont point assurés hors de la 18e division militaire méritent encore toute notre attention.

Je n'ai pas parlé des Italiens et des bataillons d'orient, parce qu'ils n'ont point de fusils.

Je vous invite, citoyen ministre, à conférer de suite avec le premier consul sur l'objet des observations que je vous soumets ici. Tous les



Au quartier-général à Dijon, le 7 floréal an VIII.
(27 avril 1800.)

DUPONT, GÉNÉRAL DE DIVISION, CHEF DE L'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL DE L'ARMÉE DE RÉSERVE, AU MINISTRE DE LA GUERRE,

Citoyen ministre,

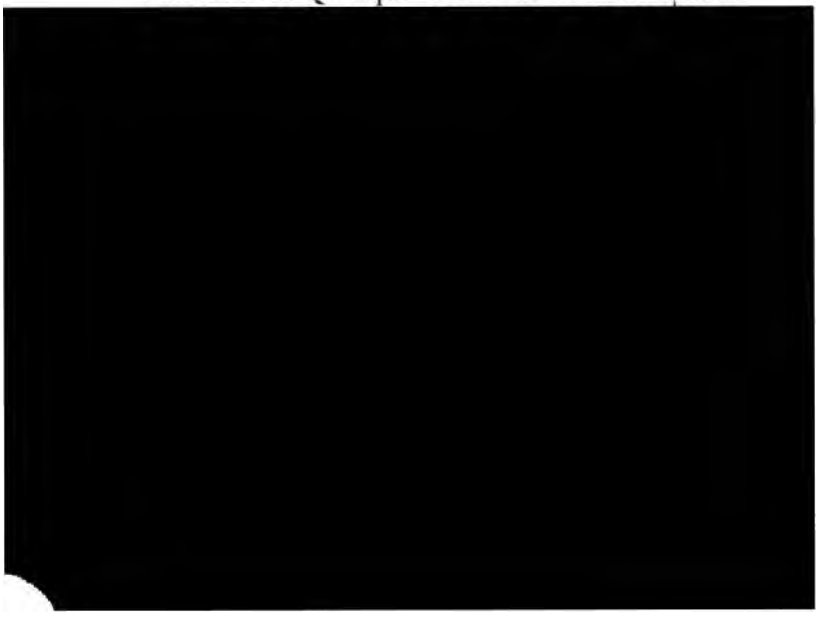
Les renseignements qui sont parvenus au général en chef, sur l'Italie, après le départ du courrier extraordinaire qui vous a été expédié hier, ont apporté quelques changements dans les dispositions dont je vous ai rendu compte. L'intérêt le plus pressant est de dégager le général Masséna dont la communication avec Nice a été coupée malgré les succès qu'il a obtenus à sa droite : la marche de la division Watrin sur Genève n'a pas paru suffisante pour remplir ce but. En donnant une inquiétude sérieuse à l'ennemi, il faut le forcer à se dégarnir du côté de Gênes. En conséquence, la division Watrin se porte sur Lausanne; celle du général Boudet sur Nion, et celle de Chambarlhac sur Genève. Ces troupes marcheront rapidement et sans séjour.

Ce mouvement doit produire un effet utile, et nous avons l'avantage de tenir réunie la majeure partie de nos forces actuellement disponibles.

La division Loison marche sur Pontarlier et de là se rend à Lucerne.

Nous sommes ainsi en mesure de nous porter sur le Gothard, si, comme on n'en peut douter, nous recevons de l'armée du Rhin un renfort immédiat de 15,000 hommes d'après la demande que nous vous avons faite hier; en attendant nous pouvons imposer à l'ennemi qui attaque la rivière de Gênes, et faire une diversion favorable pour Masséna.

Le plan de campagne adopté par les consuls est trop habilement conçu; il est trop susceptible de produire des résultats décisifs, pour l'abandonner. Quoique l'ennemi nous ait préve-



sur la manière dont ce service se fera hors du territoire de la république. Il vous rend un compte particulier de sa situation.

Vous savez trop bien ce qui constitue une armée et lui assure des succès, pour que vos ordres ne remédient, sur-le-champ, à la détresse où nous nous trouvons sous plusieurs rapports. Il y a dans l'armée de réserve un grand désir d'aborder l'ennemi et de vaincre, et le temps presse de mettre à profit ces heureuses dispositions, en lui fournissant tous les moyens d'action nécessaires.

Salut et dévouement,

DUPONT.

Au quartier-général de la Pietra, le 7 floréal an VIII. (27 avril 1800.)

LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL SUCHET, AU PREMIER CONSUL BONAPARTE.

Mon général,

Depuis ma lettre du 1^er^ floréal, j'ai fait chasser l'ennemi de toutes les hauteurs qui avoisinent Saint-Jacques, afin d'attirer son attention. Tandis que le général Seras faisait marcher la

20e légère sur les redoutes de Saint-Jean-de-Muriatto, l'ennemi l'a attaqué dans sa marche et a forcé la 20e à se replier avec perte d'une quarantaine d'hommes et deux officiers. Le 4, je me suis porté à Muriatto ; j'ai fait attaquer et enlever à la baïonnette les trois redoutes de Saint-Jean. Le général Seras a marché à la tête des grenadiers des 10e et 99e : en moins de deux heures l'ennemi en a été chassé. 140 prisonniers, dont 3 officiers, sont tombés en notre pouvoir. Nous avons eu 7 officiers blessés ou tués. Le général Govoup, qui commandait, a eu bien de la peine à s'échapper. J'ai fait poursuivre sur la route de Millesimo, et j'ai été à portée de m'assurer que le corps d'armée qui m'est opposé a un camp de 3000 hommes à *Montezunoto*, occupe *Salé*, *Cossaria*, *Malaré* et *Paléré*, et a en outre 9,000 hommes à *Saint-*

suite pour se rendre près de vous, que le général en chef s'est déterminé à se renfermer dans Gênes; qu'il y a pour un mois de vivres, et que les habitants sont dans les meilleures dispositions. Le 4, le général Soult a fait près de 400 prisonniers, 27 ou 30 officiers et un colonel, près le pont de la Polcevera.

La détermination du général en chef pourra sauver l'armée d'Italie si votre plan, que l'adjudant-général Reille m'a remis, reçoit promptement son entière exécution.

Vous me permettrez de vous le dire, mon général, si les événements survenus à l'armée d'Italie ne portent point de changement à la marche de l'armée de réserve et à l'aile droite de l'armée du Rhin, il n'y a pas de doute que l'Italie ne soit envahie par nos troupes, et que l'armée autrichienne, affaiblie par une perte de plus de 15,000 hommes que nous lui avons fait éprouver, ne trouve son salut que dans les places.

Le général Mélas a réuni toutes ses forces pour marcher sur nous : je suis fondé à croire qu'il avait réuni plus de 50,000 hommes, sans y comprendre les Piémontais. Il a dégarni toutes ses places. Je sais positivement que Cera n'a pas gardé 50 hommes de garnison; Coni 300; qu'il n'existait pas, à l'époque des premières

hostilités, 200 hommes sous Tende, et que c'est la garnison de Turin et de la citadelle qui s'est emparée du mont Cénis.

J'ose le croire, mon général, votre fortune vous appelle encore une fois à conquérir l'Italie.

Quoique le corps d'armée du centre soit aujourd'hui réduit à 4,500 hommes, je continue néanmoins d'observer l'ennemi sur tous les points. J'occupe les hauteurs de *Finale*, *Saint-Pantaléon*, *Mélogne*, *Settepani*, les hauteurs de *Calissano* et *Saint-Bernard*, prêt à me jeter dans la ligne de Borghetto à la première attaque sérieuse, m'y réunir presqu'en masse, et rectifier ainsi la position un peu en l'air que j'occupe.

Tous mes soins se tournent aujourd'hui à me bien garder sur ma gauche, afin d'éviter que l'ennemi ne parvienne à me tourner par la vallée de Tanaro.

Le général Masséna a eu connaissance de votre lettre et du plan de campagne que le ministre de la guerre lui a adressé. Reille vous apprend, par la lettre ci-jointe, qu'il s'embarque pour Gênes afin de lui communiquer toutes vos intentions.

L.-G. SUCHET.

Paris, le 12 floréal an VIII de la république.
(2 mai 1800.)

AU GÉNÉRAL BERTHIER, COMMANDANT EN CHEF L'ARMÉE DE RÉSERVE.

Le quartier-général du général Moreau, citoyen général, était le 12 à Saint-Blaise. Il avait pris deux pièces de canon et fait 300 prisonniers. Le général Vigovich contre qui nous avons eu affaire en Italie est chargé, avec un corps de 9000 hommes dont 3000 seulement de bonnes troupes, de la garde du Simplon, de Bellinzone et de Gothard. Son quartier-général est à Arona.

J'imagine que vous établirez deux ateliers de réparation d'armes, un à Genève et un à Auxonne; faites remettre en activité celui de

Chambéry, s'il existe toujours; et s'il n'existe plus, faites en passer les débris à Genève.

Vous avez sept escadrons de cavalerie de l'armée d'orient, sont-ils dans le cas de faire la campagne?

Je reçois une lettre de Murat, d'après laquelle il paraît que le 7ᵉ de chasseurs est en bien mauvais état. S'il y a un escadron de 120 hommes en état de faire la campagne, attachez-le à une division, et si vous jugez le reste hors d'état, dirigez-le sur la Hollande. Il sera remplacé par le 10ᵉ de dragons qui est en Hollande.

Je fais donner l'ordre par un courrier extraordinaire, au général Augereau, de diriger ce régiment sur Genève. Il arrivera à temps pour remplacer vos pertes.

Il est parti aujourd'hui pour Dijon :

hommes

300 grenadiers de la garde.

60 canonniers à cheval de la garde.

6 pièces de canon avec double approvisionnement.

100 chevaux haut le pied.

Le dépôt de la 30^{e}, fort de 500 hommes, est parti il y a plusieurs jours.

Le 18, partent 500 hommes du 11^{e} de hussards.

Le 24, partent 400 hommes du 15^{e} de chasseurs.

Tout ce qui part et partira de Paris est parfaitement harnaché et armé.

Le général Gardanne commandera la 6^{e} division de votre armée. Il vient de se mettre en marche pour cet effet.

Indépendamment de ce que je vous ai annoncé ci-dessus, 230 chevaux sont partis aujourd'hui haut le pied.

600 chevaux de l'armée de l'ouest, pour les attelages, ont ordre aussi de partir.

Je prends des mesures pour vous faire fournir 300 chevaux par l'Aumont, indépendamment des 800 que vous fournira le dépôt de Versailles pendant le courant du mois.

Dans la position où se trouve l'armée autrichienne d'Italie affaiblie considérablement par la lutte terrible qu'elle soutient dans la rivière

de Gênes, 30,000 hommes et 30 pièces de canon nous rendent momentanément maîtres de l'Italie, mais je sens la nécessité de diriger une grande quantité de chevaux sur Auxonne, afin de pouvoir faire filer les munitions d'infanterie, les pièces de 12 dont vous aurez besoin, sinon pour le 1er, du moins pour les 2e et 3e actes de la campagne.

Mon aide-de-camp Lefebvre m'annonce qu'il vous a envoyé 3000 fusils de Châlons. 400 sont partis il y a deux jours de Paris. Ceux de Saint-Étienne, Charleville, Liége, doivent enfin être arrivés.

Je serai le 16 ou le 17 à Genève.

J'imagine que vous avez sur le lac autant de barques que vous voulez pour transporter vos vivres à Villeneuve, où il faut que vous établissiez tout de suite un commandant militaire et

qu'a le général dont je vous ai parlé plus haut.

Il faudrait tâcher d'avoir à Aoste vos quatre premières divisions le 22, ainsi que la division du général Chabran.

D'après tous les renseignemens qu'on m'a donnés, j'imagine que de Villeneuve à Aoste, il n'y a que cinq jours. Il faudra au moins deux jours pour que ces cinq divisions puissent défiler par le Saint-Bernard.

L'ennemi ne s'attend pas du tout à l'opération que vous faites. Il suppose bien qu'il est possible qu'une division de 10 ou 12,000 hommes se présentent pour dégager l'armée d'Italie, et dans ce cas là il ne la craint pas. J'ai des renseignements très sûrs que l'on se moque à Vienne et en Italie de l'armée de réserve; on ne croit pas qu'elle soit prête avant le mois d'août, et on la regarde comme un rassemblement de conscrits pour compléter l'armée du Rhin.

Il faudrait, le 16, avoir à Villeneuve 400,000 à 500,000 rations, et le 20 le double.

Il faudrait avoir 150 mulets au moins de réquisition ou autrement qui porteraient 30,000 rations au village de Saint-Pierre. Vous pouvez prendre des chars-à-bancs du pays. Ils y seraient arrivés le 19, et seraient de retour à Villeneuve le 21 pour prendre une pareille charge qui arriverait à Saint-Pierre le 24. Si vous aviez deux

transports de cette nature, vos approvisionnements seraient parfaitement assurés. Il faut que vous envoyiez sur-le-champ un agent des transports, un commissaire des guerres, quelques brigades de vos mulets, si vous en avez, et de l'argent pour ce transport essentiel.

Il est nécessaire d'établir de suite un magasin à un village entre Saint-Pierre et le pied du Saint-Bernard, où vous ferez bien de mettre un commandant et d'établir un hôpital qui évacuera sur l'hôpital qui sera à Villeneuve et sur celui qui sera à Maurice.

Ainsi les troupes pourraient prendre à Villeneuve, la cavalerie, les charretiers, l'état-major, tout ce qui est à cheval pourrait être tenu de prendre pour huit jours, pour quatre jours de biscuit; elles prendraient à Saint-Pierre pour trois jours, ce qui les conduirait à

Vous voyez que je m'occupe beaucoup de vos détails; mais c'est dans votre opération qu'est le succès de la campagne, et que je ne doute nullement que vous n'ayez la gloire de reconquérir le beau théâtre de la valeur française.

Quant à l'armée du Rhin, il est bien clair qu'au 20 il y aura quelque chose de décidé; et dès-lors elle pourra, dans le temps où vous arriverez à Aoste, préparer une forte diversion par le St-Gothard et le Simplon, de manière à déboucher au moment où vous auriez concentré sur vous toutes les forces de l'ennemi. J'estime qu'à la rigueur une simple division de six mille hommes d'infanterie qui viendrait par le St-Gothard et quatre mille hommes par le Simplon, vous seraient d'un secours puissant, et rendraient infaillible votre opération.

Si Masséna ne se fait pas trop écraser, et s'il a le bon esprit ou de forcer la ligne et prendre une position quelconque dans la rivière de Gênes, ou de se laisser enfermer dans Gênes, l'attaque sur Gênes nous vaudra de grands avantages. Car vous n'auriez pas pu faire la même diversion sans une coopération immense de l'armée du Rhin, si l'armée autrichienne eût eu le bon esprit de rester cantonnée sur le Pô.

Je vous salue,

BONAPARTE.

Paris, le 14 floréal an VIII de la république.
(4 mai 1800.)

BONAPARTE, PREMIER CONSUL, AU GÉNÉRAL EN CHEF BERTHIER.

Je reçois à l'instant votre courrier, citoyen général (du 12 floréal).

Voici les dernières nouvelles d'Italie :

Masséna était le 3 au pont de Conegliano, ainsi il paraissait décidément bloqué dans Gênes.

Il avait fait l'échange des prisonniers avec le général Mélas; mais il se trouvait en avoir six cents de plus que l'ennemi.

Il pourrait être arrivé :

1° Que Masséna capitulât et évacuât Gênes,

rait des avantages immenses pour vous disputer l'entrée en Italie.

Ainsi, tâchez que le 20 le général Chabran, vos six premières demi-brigades, leur train d'artillerie, la demi-brigade de l'armée du Rhin qui garde le St-Bernard et le Vallais, un millier d'hommes de cavalerie, soient à Aoste et que le reste y arrive le 22 et le 23.

Je mets en marche encore quelques escadrons de cavalerie, entre autres le 7^{e} de dragons qui a été échangé, et je pars demain dans la nuit. Je serai le 18 à Genève.

Faites connaître par un courrier au général Moreau la situation où est l'armée d'Italie. Faites-lui sentir que quelques demi-brigades de plus ne sont rien pour lui, mais que quelques demi-brigades de moins compromettraient non seulement l'armée de réserve d'Italie, mais encore le comté de Nice.

Écrivez au général Moncey pour qu'il fasse filer sur le Simplon le plus de forces qu'il pourra, afin que vous ayez là cinq ou six mille hommes qui seraient à portée de vous rejoindre et de vous faire une puissante diversion.

Au reste, je vous expédierai ce soir un courrier par lequel je vous ferai connaître toutes les dispositions que je vais prendre, pour que l'armée du Rhin vous seconde autant que possible.

Je ne sais pas si vous avez donné l'ordre à mes bagages de partir pour Genève. Je donne cet ordre par ce courrier, pour qu'ils soient le 18 à Genève où je me trouverai aussi.

Un million part demain pour Genève.

Je vous salue,

BONAPARTE.

An quartier-général à Genève, le 17 floréal an VIII.
(7 mai 1800.)

DUPONT, GÉNÉRAL DE DIVISION, CHEF DE L'ÉTAT-MAJOR-GÉNÉRAL DE L'ARMÉE DE RÉSERVE, AU MINISTRE DE LA GUERRE.

Citoyen ministre,

vra immédiatement malgré l'état de dénûment où il se trouve. Les demi-brigades de la division Gardanne reçoivent ordre, à leur arrivée à Dijon, de presser leur marche.

A la faveur de ces dispositions et de l'activité que nous donnons à nos très faibles moyens de transport, la tête de l'armée pourra se trouver vers le 25 à Aoste, si les affûts traîneaux arrivent à temps. Ils nous sont indispensables pour le passage. On a donné ordre à ce convoi de marcher nuit et jour.

Le biscuit se transporte à Villeneuve et à St-Pierre, ainsi que les autres approvisionnements qui se trouvent prêts.

Le général Marescot vient de faire avec le général Watrin la reconnaissance du St-Bernard. Le passage est praticable, mais il exige des précautions.

Vous trouverez ci-joint l'état des troupes que l'ennemi tient sur le revers des Alpes de notre côté. Il paraît vouloir faire résistance au château du Bard, mais cet obstacle ne peut être que léger.

Un courrier du général Thurreau, parti d'Embrun, nous apprend que l'ennemi s'est porté sur Césanne; cela nous fait présumer que le général Suchet a été attaqué dans sa ligne de Borghetto.

Si Masséna se soutient dans Gênes, comme on n'en peut douter, pendant un mois et demi, à dater du jour où il s'y est enfermé, nous avons le plus grand espoir de le dégager. Nous précipitons à cet effet notre mouvement.

Il paraît que le général Kray veut éviter une bataille générale; si tel est son désir, il faut modifier les conventions faites à Bâle entre les généraux en chef Berthier et Moreau, attendu la nécessité de reprendre sur-le-champ l'offensive en Italie. La diversion du Gothard est urgente.

Salut et invariable attachement,

DUPONT.

mier consul, du 15, qui lui annonçait l'objet de ma mission, et il a dû lui expédier un courrier dans la journée pour lui rendre compte de sa situation; elle est telle que je vous le marquais dans ma lettre d'hier; qu'après avoir disputé pied à pied le terrain à des forces très-supérieures, il a repassé le Var le 20, avec les débris de son corps réduit à 5 à 6000 braves qui diminuent tous les jours, et qui ont regardé comme un grand bonheur d'avoir eu aujourd'hui la demi-ration de pain. Leur dénûment et leur misère sont au comble. Les moyens de transports sont à-peu-près nuls. Le service des subsistances de l'artillerie et des hôpitaux en souffre au point de compromettre toutes les opérations; on cherche à y remédier. Il est un peu tard, les fonds manquent, et les habitants se prêtent peu. On se plaint d'être négligé par le gouvernement, mais plus encore d'être en proie aux dilapidateurs, qui regardent depuis long-temps cette armée comme leur patrimoine, et qui y dessèchent toutes les ressources. Un officier-général, digne de confiance, me citait aujourd'hui entre autres abus, celui qui a été si funeste aux chevaux de l'armée, c'est que les entrepreneurs des fourrages, à qui le gouvernement paie le prix exorbitant de cinq francs par ration, en laissent manquer presque con-

stamment et marchandent ensuite avec les parties prenantes le remboursement en argent, qu'ils font, en majeure partie à 75 centimes par ration. Le soldat se plaint parce qu'il souffre et meurt de besoin, *il meurt*, c'est à la lettre. Les plaintes de quelques officiers sont plus dangereuses, il paraît qu'il y a trop d'officiers-généraux ; plusieurs sont inoccupés; les prétentions, les opinions varient ou se choquent, et nuisent à l'harmonie si nécessaire dans une situation difficile.

La position prise pour défendre le Var s'étend depuis son embouchure jusqu'à *Gillet*, la droite sous le général Rochambeau, le centre aux ordres du général Meujean, et la gauche confiée au général Garnier, qui connaît parfaitement le pays. On ne sait trop ce qui se passe dans la vallée de Barcelonette; on y a fait demander au général Thurreau de l'appui et des

On a poussé ce matin vers Nice une petite reconnaissance qui a attiré des *Barbets* sur nos avant-postes ; une frégate anglaise qui croise entre Nice et Antibes a vivement canonné pour soutenir leur légère et insignifiante attaque. Un télégraphe établi au fort Montalban nous annonçait hier que trois régiments piémontais et autrichiens étaient entrés dans Nice, et qu'un corps de 12 à 1500 hommes paraissait sur le mont Gros ; nous sommes mal servis en espions, ou pour mieux dire, nous n'en avons point, et l'ennemi en est parfaitement servi. On craint que Savone, où l'on a laissé 6 à 700 hommes, ne soit tombé d'inanition. Villefranche tient encore, mais il paraît que l'ennemi est en force assez près de nous, car des *Barbets* ont hasardé de passer hier le Haut-Var. Aujourd'hui le baron Mélas a écrit deux mots au général Suchet, pour lui envoyer une lettre à l'adresse de madame Masséna, surprise dans les dépêches venant de Gênes. La lettre est datée de Bordigloia.

Il est arrivé aujourd'hui un bateau, sorti de Gênes le 15, qui annonce que Masséna avait des vivres pour vingt à vingt-cinq jours, et qu'il était au moment de faire une sortie. Je vous marquais hier que les difficultés pour mon passage à Gênes avaient redoublé depuis que nous nous en étions tant éloignés. Cependant, je

suis tourmenté du désir de remplir les ordres du premier consul, et de répondre à votre confiance. Je pourrai bien m'embarquer demain soir sur un esperonnas maltais que le général Suchet expédie. Il est probable que je serai pris. Je crains peu les mauvais traitements que je serai dans le cas de supporter, mais j'avoue que je me sens humilié, meurtri d'avance, des reproches que ces Anglais qui m'ont tiré des fers des Turcs et qui ont eu pour moi les attentions les plus généreuses, seront en droit de me faire sur mon infidélité à ma parole; car de quelque prétexte que je couvre ma mission, je ne saurais leur en imposer, et cette nécessité même est déjà pour moi une peine grave. Cependant, quand je réfléchis que le premier consul, connaissant ma position, a ordonné, et que vous comptez sur mon dévouement, je laisse là ces

Antibes, le 23 floréal an VIII, à 6 heures du soir.
(13 mai 1800.)

P. VALLONGUE, CHEF DE BRIGADE DU GÉNIE,
AU MINISTRE DE LA GUERRE.

Ce matin, le général Suchet, qui est encore ici, a reçu un rapport d'espion qui lui annonce que le chevalier de Montaigut a donné avis au général Mélas, que le 5 mai, 5000 hommes de l'avant-garde de l'armée de réserve étaient à Genève, se dirigeant vers l'Italie par le Saint-Bernard, et que 20,000 hommes devaient suivre, commandés par le général Berthier; qu'en conséquence le général Mélas faisait un fort détachement pour se porter au-devant, et prendre position entre le Tanaro et le Pô, à la hauteur d'Asti et de Saluces, menaçant Fenestrelles; qu'il avait répandu des proclamations et de l'argent pour soulever contre nous les Niçards, etc. En conséquence, le général Suchet va répandre une proclamation pour contrebalancer celle de l'ennemi, et se préparer à reprendre l'offensive, pour se porter sur Gênes. Il eût préféré passer le col de Tende que l'on dit assez dégarni; il le masquera ou le forcera, et tâchera de reprendre les montagnes au mont Galet.

Dans la matinée, l'ennemi a attaqué nos avant-postes au-delà du Var, au centre et à la droite. L'affaire est devenue assez vive; elle a duré quatre heures. Ce sont cinq bataillons de grenadiers de la réserve du général Mélas, commandés par Lattermann, qui ont principalement donné. Le résultat est que nous avons mutuellement gardé nos positions, et que nous avons fait 300 prisonniers et pris 50 à 60 chevaux avec quelques officiers. Trois bataillons ennemis cernent Montalban, qui tient toujours et a des vivres pour deux mois. Le général Rochambeau écrit, ainsi que le général du génie Campredon, qu'ils croient que cette attaque masque un mouvement que le général Elnitz fait sur notre gauche vers l'Esteron. Le général Suchet part à l'instant; il croit au contraire que cette attaque a été faite pour masquer le mouvement de l'arrière-garde du déta-

du 9 et arrivé depuis une huitaine. Il repart ce soir. Le capitaine du génie Couchaud s'y embarque, porteur de l'avis verbal que j'étais chargé de donner au général Masséna. Un adjudant-général, parent du premier consul, connaissant parfaitement la mer et ses parages, a offert au général Suchet d'y aller aussi, assurant qu'il passerait s'il y avait possibilité. Le général Suchet a trouvé plus convenable de l'en charger que de m'y laiser aller, soit à cause de l'expérience que cet officier a du passage, soit pour éviter, en me compromettant, de compromettre aussi tous les officiers prisonniers des Anglais sur parole. Il doit partir demain avec la même instruction verbale que le capitaine Couchaud. Le général Suchet n'a point vu l'adjoint du génie Hotetard, parce qu'il était alors dans les montagnes. Il a vu l'aide-de-camp du général Dupont, mais il n'en a plus de nouvelles.

Salut et dévouement respectueux.

PASCAL VALLONGUE.

P. S. Les généraux du génie Dambarrères et Fournier-Verrières sont ici depuis avant hier.

Je vous ai rendu compte dans ma lettre n° 4, de la remise que j'ai faite au payeur général des quatre traites, montant à 100,000 liv. Comme

elles ne sont payables que le 25 du mois prochain, on ne peut qu'en affecter provisoirement l'emploi sans l'effectuer; je pense que les besoins de transports et des travaux de la ligne du Var, pour peu qu'on la garde, consommeront ce qui ne sera pas nécessaire aux hôpitaux.

RAPPORT HISTORIQUE

DES ÉVÉNEMENTS POLITIQUES ET MILITAIRES SURVENUS DANS LA HUITIÈME DIVISION MILITAIRE,

Du 10 au 20 floréal an VIII.

DÉPARTEMENT DES BASSES-ALPES.

Il s'est commis plusieurs vols et assassinats sur le territoire des Mées. Les mesures prises pour atteindre les auteurs ont été infructueuses; les brigands, bien servis par leurs espions, sont toujours prévenus des poursuites dirigées contre eux.

Le brigandage a imprimé une si grande terreur dans ce département, que personne n'ose s'y opposer ouvertement; les routes y sont infestées de voleurs et d'assassins; il paraît qu'ils se sont jetés dans ces contrées depuis que les opérations militaires les ont un peu expulsés du département de Vaucluse; le général Férino s'occupe sans doute d'y diriger les forces nécessaires pour mettre un terme aux crimes qui s'y multiplient chaque jour.

Les détachements actuellement dans les Basses-Alpes éprouvent des besoins, tant en habillement qu'en équipement; la solde ne leur est point payée. Les vivres et fourrages manquent sur tous les points; l'abandon dans lequel on laisse la 8e division, met dans l'impossibilité de remédier à cet état de choses.

DÉPARTEMENT DU VAR.

Trois hommes suspects ont été arrêtés le 12 sur la route de Beausset, par l'escorte de la malle.

Deux citoyens ont été arrêtés; on leur a volé cent écus. A Moinac, les brigands se sont portés chez le curé et lui ont pris du pain.

Les commandants militaires ne négligent rien pour parvenir à faire rejoindre les réquisition-

corps et détachements destinés à former un camp sous les murs de cette place ont reçu les ordres de s'y rendre dans le plus bref délai ; la position de l'armée exige la plus grande célérité dans l'exécution de cette mesure. J'en ai rendu responsables tous les commandants militaires, et j'ai fait de mon côté les dispositions nécessaires pour que l'approvisionnement tant en vivres qu'en fourrages soit assuré.

Une frégate anglaise qui croise sur ces parages nuit beaucoup à la célérité des transports; les convois dirigés sur l'armée sont exposés sans cesse aux attaques de cette frégate. Plusieurs bâtiments nous ont été enlevés ; et le défaut de moyens pour prévenir ces pertes nous donne les plus vives inquiétudes. Il serait bien essentiel d'établir le long de la côte quelques bâtiments qui pussent protéger les convois de grains ; mais nos ports de mer n'offrent aucune ressource.

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE.

Plusieurs personnes ont été arrêtées sur la route d'Auriol et sur celle de Saint-Maximin à la Grande-Pugère ; l'argent et les effets ont été volés.

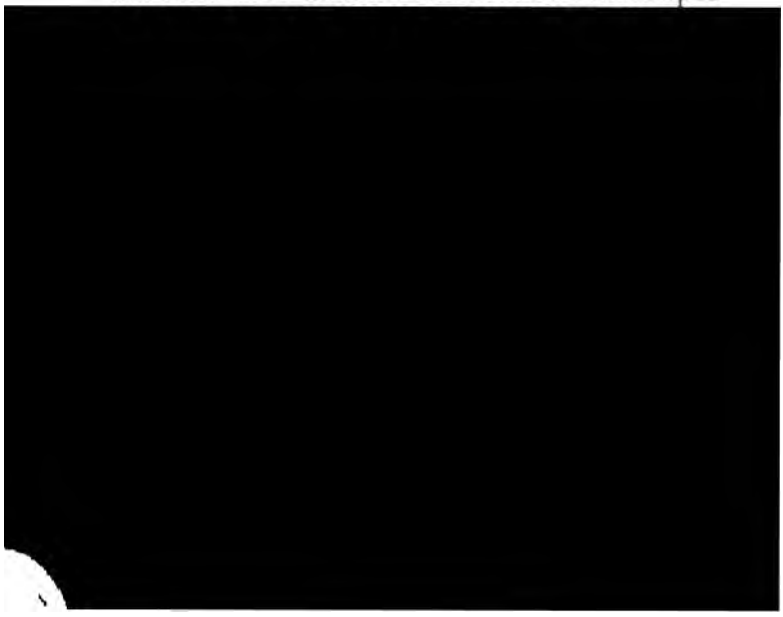
Un particulier d'Auriol a été assassiné dans sa campagne étant occupé à travailler son champ;

trois brigands l'ont environné et l'ont tué à coups de fusil et de sabre. Cet homme, d'un certain âge, était depuis long-temps poursuivi par les brigands et surtout par la classe des fuyards contre laquelle il avait déposé; on est moralement sûr que ce sont des personnes du pays qui l'ont assassiné.

Malgré l'opposition des opinions, l'ordre et la tranquillité règnent dans ce département, à l'exception de quelques communes; faute de moyens, on ne peut ramasser les conscrits sur tous les points; on est obligé de le faire partiellement : soixante-quatre ont été arrêtés le 19 à Gardanne.

L'installation de la nouvelle municipalité a eu lieu à Aix le 18.

Le service des vivres et fourrages commence à se faire exactement. L'habillement des troupes



TROUPES DE PASSAGE.

Arrivé un détachement de la 92e, allant d'Apt à Marseille.

Arrivé un détachement de la 104e, allant de Grenoble à Nice.

Arrivé un détachement du 10e régiment de hussards, de Gap à Nîmes.

Arrivé un détachement du 12e régiment de dragons, d'Arles à Digne.

Arrivé un détachement de réfugiés Italiens, de Marseille à Dijon.

Arrivés soixante-seize prisonniers de guerre Autrichiens, de Nice à Avignon.

Arrivé un détachement de la 106e allant d'Avignon à Antibes.

Arrivés deux cent neuf prisonniers Autrichiens, de Nice à Montpellier.

Arrivé un détachement de la 92e allant d'Apt à Antibes.

Arrivé un détachement de la 104e, de St-Pierre-d'Albini à Nice.

Arrivé un détachement de la 16e légère, de Manasque à Aix.

Arrivé un détachement de gendarmerie nationale, de Lyon à Aix.

Arrivé un détachement de la 2e légion polonaise, de Valenvolle à Marseille.

qui avaient fait partie de ceux qui assassinèrent, à Valréas, les officiers de la 106e; ils vont être jugés par la commission militaire.

Deux soldats de la 16e légère, accusés d'avoir tué une femme à coups de baïonnette, seront jugés par la commission militaire.

Entre Vians et Valréas, un particulier de cette dernière commune a été assassiné par six brigands armés de fusils doubles.

Plusieurs détachements de conscrits sont partis pour l'armée de réserve. Malgré toutes les précautions prises pour prévenir la désertion, vingt-six ont su se soustraire à la surveillance de l'escorte.

Le mauvais esprit qui règne toujours dans ce département sera long-temps encore un obstacle difficile à vaincre, tant que la force et la persuasion ne pourront rien. Le général Ferino continue les opérations militaires dont il a été chargé par le gouvernement; mais l'insuffisance des troupes, leur dénûment, les nombreuses privations qu'elles éprouvent, éloignent le succès d'une mission qui eût pu produire le meilleur effet, et purger ce département des assassins dont il est infesté.

Les départements voisins, tels que les Basses-Alpes et les Bouches-du-Rhône, sont exposés aux incursions de ces brigands, lorsque l'acti-

nements de l'armée : une partie de la Ligurie étant occupée par les troupes autrichiennes, le général Masséna cerné dans Gênes, il serait imprudent de hasarder des secours sur une mer couverte de vaisseaux ennemis. Les inquiétudes augmentent à chaque instant ; nul espoir de les voir cesser ; il faudrait, dans cette partie, des troupes, de l'argent, des subsistances, une marine qui pût imposer aux ennemis, et nous n'avons aucune de ces ressources.

Marseille, le 24 floréal an VIII de la république française, une et indivisible.

Le général divisionnaire commandant la 8e division militaire.

SAINT-HILAIRE.

Lausanne, 25 floréal an VIII de la république.
(15 mai 1800.)

BONAPARTE, PREMIER CONSUL, AU GÉNÉRAL EN CHEF BERTHIER.

Le Piston, citoyen général, vient d'arriver. Il m'apprend que toute l'artillerie de la division du général Lannes a passé. Faites tout de suite passer tout le corps du général Duhesme, et por-

Martigny, le 27 floréal an VIII de la république.
(17 mai 1800.)

BONAPARTE, PREMIER CONSUL, AU GÉNÉRAL EN CHEF BERTHIER.

J'arrive à Martigny, citoyen général; Arrighi me remet votre dépêche. Nous nous échangeons la nouvelle de la prise de Nice.

Je vais envoyer des courriers à Chambéry par la montagne. Je passerai la nuit ici pour attendre les nouvelles du fort de Bard que j'espère recevoir demain matin.

Deux pièces de quatre sur affûts-traîneaux pourront se monter facilement sur les hauteurs qui le dominent sans se démonter et sans exiger l'emplacement qu'il faut pour un affût ordinaire.

Le général Monnier couche aujourd'hui à Saint-Maurice avec la 70e.

La cavalerie sera demain ici.

Je vous salue.

BONAPARTE.

Au quartier-général de Cagne, le 28 floréal an VIII de la république. (18 mai 1800.)

SUCHET, LIEUTENANT GÉNÉRAL DU GÉNÉRAL EN CHEF, AU GÉNÉRAL EN CHEF BERTHIER.

J'ai reçu avec bien du plaisir, mon cher général, votre lettre du 20; je me suis empressé de faire connaître au général en chef Masséna les heureuses dispositions dans lesquelles vous êtes; il y sera sensible. Toute l'armée vous attend avec la plus vive impatience, et désire vous proclamer son libérateur.

J'instruis le premier consul des *mouvements* de l'ennemi. M. de Mélas semble s'endormir à Nice et continue de traiter *d'imaginaire* l'armée

pour être instruit des mouvements de l'ennemi et les saisir; je m'estimerai heureux de pouvoir bientôt vous embrasser en Lombardie et vous y renouveler l'assurance de l'estime et de l'attachement que je vous ai voués.

Lieut. gén. SUCHET.

Martigny, le 28 floréal an VIII de la république.
(18 mai 1800.)

BONAPARTE, PREMIER CONSUL, AU GÉNÉRAL EN CHEF BERTHIER.

Je reçois au même instant, citoyen général, vos deux lettres d'Étroubles, l'une d'une heure après midi du 27, et l'autre du même jour à 9 heures du soir.

Nous avons eu aujourd'hui une belle journée qui favorisera le passage des munitions.

Toute la cavalerie est ici. J'en ralentis un peu le mouvement afin de ne pas trop vous encombrer de l'autre côté, jusqu'à ce que je sache la prise de ce vilain castel de Bard.

Les Italiens sont partis ce matin.

Les 1000 hommes de cavalerie, partis de Paris

quelques jours avant moi, sont arrivés à Nyon, ainsi les voilà à l'armée.

J'ai envoyé un courrier à Genève pour que Petiet fasse passer 200,000 cartouches et 200,000 rations de biscuit par le petit Saint-Bernard.

Les bœufs défilent à force. La tête du parc de bœufs est arrivée à Lausanne.

Je viens de recevoir un courrier de Paris du 24; tout y est parfaitement tranquille.

J'attendrai ici, avant de passer, mon courrier du 25.

J'ai requis, il y a quatre jours, 300 mulets et 100 voitures pour Villeneuve, mais le commissaire des guerres Dupont se plaint de ce qu'on ne lui a laissé aucun argent. Je viens d'ordonner qu'on lui donne 20,000 francs pour les transports. Le commissaire des guerres de Martigny

Aoste, le 2 prairial an VIII de la république française. (22 mai 1800.) A 10 heures du soir.

BONAPARTE, PREMIER CONSUL, AU GÉNÉRAL EN CHEF BERTHIER.

Le général Chambarlhac me mande, citoyen général, que le 4 au soir il sera à Aoste avec toute sa division et toute son artillerie; le 6, il pourrait donc être à Yvrée.

La division Monnier peut y être le 5, ainsi que toute la cavalerie. Ainsi on peut calculer que le 7 toute notre armée sera réunie à Ivrée. J'espère que vous aurez pris le fort avant ce temps-là. S'il n'était pas pris, on pourrait laisser, la division Chabran en continuer le siége, une partie des Italiens occuper la tête de la vallée de Valla; la cavalerie et l'artillerie passant de nuit sur le chemin entre le fort et le village.

Si le général Lannes peut mettre un bon commandant dans le château d'Yvrée avec 2 ou 300 hommes, s'il peut attirer sur Yvrée le général Thurreau, vous vous trouverez avoir un pont de retraite sûre sur la Doira-Detta, pour pouvoir vous retirer sur Suze, et par la vous vous trouverez à même d'agir en toute liberté

selon les mouvements de l'ennemi, et selon les nouvelles du général Moncey.

Je crois que vous ferez bien d'envoyer à l'avant-garde le petit bataillon d'Italiens que vous en avez séparé.

Donnez ordre au général Lecchi de prendre possession de Grassoney, et d'envoyer des détachements à Riva dans le val Sesia et sur Biella par Monte-Mousson. Vous pourriez envoyer au général Lannes les deux pièces de 4 qu'il a.

Il est donc important de faire passer demain le plus possible de pièces de canon au général Lannes et au général Boudet. Recommandez, en attendant au général Lannes, de bien éclairer les mouvements de l'ennemi du côté de *Biella* et de Santhia. Il doit surtout provisoirement se placer entre Yvrée et Saint-Martin de manière à ne pas pouvoir être coupé d'avec la vallée de

Aoste, le 2 prairial an VIII de la république française.
(22 mai 1800.) A 11 heures.

BONAPARTE, PREMIER CONSUL, AU GÉNERAL EN CHEF BERTHIER.

Je reçois, citoyen général, votre lettre de ce matin, à trois heures avec celle du général Lannes. J'espère qu'à l'heure qu'il est, j'ai à vous complimenter sur la prise du château de Bard. Lorsque vous en serez maître, ne laissez pas dilapider les approvisionnements. Il faut y mettre garnison et un bon commandant. Vous sentez que si nous changeons de ligne d'opérations, il est extrêmement important d'avoir ce petit fort, qui ferme la vallée et nous assure le moyen de reprendre, quand nous le voudrons, la ligne de communications d'Aoste. Quand la campagne aura pris un caractère différent, alors nous pourrons nous en défaire en le faisant raser.

Le général Chambarlhac a mené avec lui ses canons, ce qui a causé beaucoup de fatigue à ses troupes. Sa division ne sera pas encore réunie à Étroubles ce soir. Il pourra donc tout au plus être demain à Aoste. J'espère qu'il y sera avec ses huit pièces de canon.

Au quartier-général à Verrès, le 3 prairial an VIII de la république française. (23 mai 1800.)

DUPONT, GÉNÉRAL DE DIVISION, CHEF DE L'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL DE L'ARMÉE DE RÉSERVE, AU MINISTRE DE LA GUERRE.

Citoyen ministre,

L'ennemi chassé de Châtillon s'étant jeté dans le château de Bard, ainsi que je vous en ai déjà rendu compte, ce fort a été bloqué le 30 floréal; il a été attaqué le lendemain et on continue à le battre.

L'armée n'a point ralenti sa marche.

L'avant-garde, aux ordres du général Lannes, s'est portée le 1^er^ prairial sur Saint-Martin, et la division Boudet sur Douaz. Dans la nuit du 1^er^ au 2, la division Loison a pris possession de la ville de Bard. Les sapeurs et les grenadiers de la 58^e^ demi-brigade ont ouvert les portes. Le général de brigade Gobert était à leur tête.

L'entrée de la ville était défendue par quatre pont-levis placés sous le feu du château. Le général de division Loison a dirigé lui-même cette opération hardie, où j'ai surtout remarqué l'adresse et l'audace des sapeurs. On s'est emparé de quelques approvisionnements de bouche destinés pour la garnison.

Aoste, le 4 prairial an VIII de la république.
(24 mai 1800.)

BONAPARTE, AU GÉNÉRAL BERTHIER, COMMANDANT EN CHEF L'ARMÉE DE RÉSERVE.

J'écris au général Moncey pour qu'il passe le 7 le St-Gothard, et se porte sur Lugano et Locarno. J'écris au général Betha pour qu'il passe le Simplon le même jour.

Le général Chabran part pour se rendre aujourd'hui à Châtillon; avec deux de ses demi-brigades, il cernera le fort, s'il n'est pas pris; il laissera un bataillon de la 3e pour la garnison d'Aoste, un autre à Etroubles pour le parc, le 3e à Villeneuve pour garder le débouché de Cagne.

La brigade de cavalerie du général Champeaux, qui était hier à Châtillon, part aujourd'hui pour se rendre dans le Piémont. Les deux brigades de dragons et de grosse cavalerie couchent aujourd'hui entre Bard et Châtillon. Donnez l'ordre pour qu'elles passent demain dans le Piémont.

Les quinze cents hommes de cavalerie qui étaient en arrière, couchent aujourd'hui à

Il faut que vous employiez vos lieutenants-généraux, puisque ce sont vos meilleurs généraux. Ils sont aujourd'hui sans considération et sans pouvoir rien faire. Victor pourrait commander *Chambarlhac* et *Monnier*, ce qui en réalité ne forme qu'une grosse division, et Duhesme, *Boudet* et *Loison*.

BONAPARTE.

Au quartier-général à Yvrée, le 3 prairial an VIII de la république française. (28 mai 1800.)

DUPONT, GÉNÉRAL DE DIVISION, CHEF D'ÉTAT-MAJOR-GÉNÉRAL DE L'ARMÉE DE RÉSERVE, AU MINISTRE DE LA GUERRE.

Citoyen ministre,

L'armée a traversé en entier la chaîne des Alpes. Le quartier-général est à Yvrée depuis deux jours, et nous occupons déjà une partie du Piémont.

Le passage de l'armée par le Grand-St-Bernard étonne toute l'Italie. On avait regardé jusqu'ici ce chemin comme impraticable pour l'artillerie ainsi que pour la cavalerie, et l'ennemi se reposait avec confiance sur la force de cette

L'avant-garde, aux ordres du général Lannes, s'est portée le 6 contre l'ennemi qu'elle avait chassé de la place d'Yvrée, et qui s'était retiré sur la rive droite de la Chiusella. Son camp était hérissé de retranchements armés d'une nombreuse artillerie, et le pont qui y conduisait était gardé par quatre bouches à feu. La 6e légère se jette sur ce pont avec la plus grande vivacité et s'en empare. Deux régiments ennemis, *Kinsky* et *Bauate*, se présentent pour arrêter l'effort de cette demi-brigade, et la supériorité de leur nombre l'emporte pour un moment. La 6e légère, ayant à sa tête son chef de brigade Masson, se précipite alors dans la rivière qu'elle traverse sous un feu très vif à mitraille. La 22e de bataille, conduite par le général Gency, attaque en même temps le pont. L'ennemi fait une forte résistance, mais il est enfin renversé et mis en fuite. Nos troupes le poursuivent jusqu'à Romano, et il leur en disputait encore les hauteurs, lorsque la cavalerie, forte d'environ quatre mille hommes, les charge dans la plaine au pied de Romano. La 40e demi-brigade, commandée par le général de brigade Malher, et la 22e, par le chef de brigade Schreibe, ont soutenu à la baïonnette ses nombreuses charges avec une valeur inébranlable. La brigade de cavalerie légère commandée par le gé-

mée de réserve, que l'ennemi se trouve affaibli d'environ 3,000 hommes.

Je vous salue, citoyen ministre.

DUPONT.

Au quartier-général de Nice, le 11 prairial an VIII de la république française. (31 mai 1800.)

OUDINOT, GÉNÉRAL DE DIVISION, CHEF DE L'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL, AU MINISTRE DE LA GUERRE.

Citoyen ministre,

J'ai l'honneur de vous envoyer le rapport sur la situation politique et militaire de la droite de l'armée. Je viens de le recevoir par un officier qui arrive de Gênes, et je m'empresse de vous le communiquer. Il est du 6 courant.

« La force de l'armée dans Gênes, diminuée « par le grand nombre de combats qu'elle a li- « vrés et soutenus, ne peut s'évaluer qu'à dix « mille hommes, dont au plus huit mille com-

« parti, et autres personnes peu sûres, elle n'est « pas d'une grande utilité.

« Les fortifications sont garnies de 400 bou- « ches à feu, dont l'approvisionnement a fort « coûté à réunir, et se réduit à peu de chose. « La poudre tire à sa fin, parce qu'au commence- « ment du blocus, elle a été employée avec pro- « fusion. Des officiers intelligents qui surveil- « lent aux batteries, économisent ce qui nous « reste de ressources en ce genre.

« L'escadre anglaise qui bloque ce port se tient « le jour à distance de la viste, de nuit elle se « partage du levant au couchant, en se rappro- « chant de la côte. Quelques bâtiments légers « croisent au large, et des embarcations bivoua- « quent à une demi-lieue de l'entrée du port. « Au commencement du blocus, elle s'appro- « chait de nuit de temps en temps, poussait des « chaloupes canonnières et des galiottes à bom- « bes en avant, jetait quelques centaines de « boulets et cinquantaine de bombes qui nous « ont fait peu ou point de dommage. De meil- « leures dispositions à nos batteries eussent « sans doute empêché de répéter leurs tentati- « ves qu'ils ont cependant cessées ».

La situation des vivres n'offre point un ré- sultat consolant. A l'époque précitée, le soldat

reste plus que quelques paysans et quelques chasseurs aux ordres du déserteur *Azeretto*, commandant la *Polcevera*, et d'un général autrichien, résidant à *Campo-Fredo*. Les généraux Mélas et Olt se sont portés à *Voltaggio* avec la plus grande partie de leurs troupes; il semblerait qu'ils veulent prendre une position oblique, leur droite vers le *Parmesan*, et leur gauche appuyée au blocus de Gênes.

Salut et respect.

OUDINOT.

le centre de l'ennemi, et par cette manœuvre hardie coupa l'armée en deux; cette brigade eut continuellement à combattre sur son front et ses flancs, artillerie et mousqueterie; sur ses derrières plusieurs corps de cavalerie vinrent aussi se présenter, mais l'ordre des colonnes serrées dans lequel s'étaient maintenus les bataillons quoique traversant des vignes, rendit la tentative de la cavalerie inutile, et lui occasionna une perte considérable. Je ne peux que rendre les plus grands éloges à cette brigade, qui, en partie composée de nouveaux soldats, a rivalisé de valeur et de contenance avec les plus anciens militaires.

Deux drapeaux ont été pris, l'un par le citoyen Georges Anptil, fusilier de la 30^{e} demi-brigade : il courut après celui qui le portait, le tua, et l'enleva à la vue d'un peloton qui chercha vainement à le reprendre ; l'autre par le capitaine des grenadiers de la 59^{e} demi-brigade.

Les généraux de brigade Guenaud et Musnier ont dirigé les troupes avec un dévouement particulier. Le général Guenaud a reçu une balle à l'aine droite, dont l'effet fut amorti par l'argent qu'il avait dans sa poche de montre.

L'adjudant-général Dalton, mérite particulièrement d'être cité pour le sang-froid et la con-

Marseille, le 13 floréal an VIII.
(3 mai 1800.)

L.-J. SAINT-HILAIRE, GÉNÉRAL DIVISIONNAIRE, COMMANDANT LA 8e DIVISION MILITAIRE.

Citoyen ministre,

Sur la nouvelle des premières attaques de l'ennemi, dans les positions qu'occupe l'armée d'Italie dans la Ligurie, j'avais déjà prévenu les intentions que vous me faites connaître par votre lettre du 5 floréal, en faisant filer à marches forcées sur l'armée, toutes les troupes disponibles que j'ai pu réunir.

Instruit depuis que la force des ennemis leur avait déjà procuré des avantages sur nous, j'ai cru nécessaire de faire des dispositions dont les événements peuvent justifier la prévoyance.

J'ai, en conséquence, ordonné la formation d'un camp sur les bords du Var, dont la droite s'appuie à Antibes et la gauche aux hauteurs qui dominent le pont de cette rivière. J'y ai dirigé le peu de troupes qui me restaient encore, pour la police des principaux points de la division; j'ai cherché, en même temps, à assurer la tranquillité et la sûreté publique en

rieures ne viennent le dégager, et le centre de l'armée n'a d'autre ressource que de percer l'ennemi, pour se jeter dans la ligne de la Roya.

J'ai cru que c'était le moment de remplir vos vues sur le 10e régiment de hussards.

J'ai de suite écrit au général commandant la neuvième division militaire, de mettre ce régiment en marche et de le diriger sur Brignolles où je lui ai fait préparer des subsistances, et où je lui ferai passer des ordres ultérieurs.

Je compte me porter moi-même au camp d'Antibes, à la première nouvelle des entreprises de l'ennemi sur le département des Alpes-Maritimes.

J'ai besoin également de faire tête à la malveillance, qui s'agite dans tous les sens, et qui ne trouve que trop de facilité dans ses desseins, en profitant hardiment du mécontentement des troupes, qu'elle cherche à insurger, en les exaspérant contre la misère où on les laisse.

La première cause vient de ce qu'une grande partie des fonds destinés pour la solde en est détournée par les receveurs eux-mêmes, par les préférences qu'ils donnent aux délégations, qui leur rapportent toutes un intérêt.

Si tous les fonctionnaires publics n'apportent pas une dose de vertu et de probité au-delà desquelles serait un châtiment sévère, les meilleures

Je remettrai aussitôt son arrivée, au général Kléber, la lettre que vous m'avez adressée pour lui.

Salut et respect,

SAINT-HILAIRE.

Au quartier-général à Fréjus, le 24 floréal an VIII de la république française. (14 mai 1800.)

LOUIS-JOSEPH SAINT-HILAIRE, GÉNÉRAL COMMANDANT LA 8e DIVISION, AU MINISTRE DE LA GUERRE, A PARIS.

Citoyen ministre,

Les mouvements rétrogrades de l'armée d'Italie sur la ligne du Var, ont été faits avec une précipitation qui pouvait faire craindre que l'ennemi tenterait d'en profiter; je n'ai pas hésité à appeler les habitants de la division que je commande à venir au secours des braves restes de l'armée d'Italie, en éveillant dans leur cœur l'amour de la patrie pour venir la défendre sur les bords du Var. Le zèle qu'une grande partie montre déjà pour se rendre au poste d'honneur me fait espérer que cette levée en masse aura

liers les a engagés à contracter avec moi. Je leur ai promis qu'ils ne seraient pas victimes des promesses que je leur ai faites.

Salut et respect,

SAINT-HILAIRE.

A Saint-Laurent du Var, le 25 floréal an VIII, à midi. (15 mai 1800.)

P. VALLONGUE, CHEF DE BRIGADE DU GÉNIE, AU MINISTRE DE LA GUERRE.

Le général Suchet, dont le quartier-général est toujours à Cagne, est parti ce matin pour aller voir la gauche, qui s'étend jusqu'à Malaussene. Tout est tranquille sur la ligne. Nous avons environ 2000 hommes sur la gauche du Var, en avant de la tête du pont, commandés par le général Clausel, sous les ordres du général Rochambeau. L'ennemi se retranche dans quelques postes sur la hauteur. Dans l'affaire du 23, il n'a point paru avec du canon ; on dit qu'il n'en a point fait passer encore par le col de Tende. Tous les rapports annoncent que ses troupes sont exténuées de fatigue et de besoin. Les officiers qu'on a pris le 23 ont avoué qu'ils

Ces mêmes officiers venant de Vintimille ont recueilli des renseignements satisfaisants sur Gênes. Le pain y est cher, mais n'y manque pas. Les autres subsistances y sont abondantes, et les Génois sont armés pour seconder les Français.

L'adjudant-général parent du premier consul, dont je vous ai parlé dans ma lettre d'avant-hier, comme s'étant offert pour pénétrer à Gênes, s'appelle Ortigoni. Ce n'est pas la première course de ce genre qu'il fait : il est dans la ferme croyance de réussir, en gagnant la haute mer avec un esperonnas maltais armé de 16 rames. Il se dirigera vers la Gorgone, et se jettera ensuite, avec pavillon napolitain, au levant de Gênes, où il espère se glisser de nuit. J'étais décidé à aller avec lui; mais le général Suchet a jugé qu'étant nécessaire qu'Ortigoni y fût, il était inconvenant et inutile que je m'exposasse. Il part ce soir. Ainsi voilà deux chances pour le succès, sans que le secret soit compromis; il est expressément recommandé aux deux officiers. D'ailleurs, il n'en est déjà plus un pour une partie de l'Italie, et bientôt aussi va cesser de l'être pour tout le reste.

Le général Saint-Hilaire, qui rassemble des renforts, et que l'on dit arriver avec plus de 2000 hommes, dont une grande partie en ca-

Var seul pouvait leur offrir un abri, et leur salut dépendait de la conservation du pont. L'ennemi arriva plus lentement, et depuis le 20 que nous sommes là, il ne nous a pas inquiétés; ce qui annoncerait qu'il n'a pas de projets ultérieurs ou qu'il est vrai, comme on le dit, que ses troupes sont exténuées de fatigue, de misère et de dégoût. Les rapports annonçaient qu'il commençait à avoir connaissance de la diversion puissante qui s'opère sur ses derrières, et qu'il faisait de forts détachements pour aller prendre position entre le Tanaro et le Pô. Pour s'en assurer, le général Suchet commanda hier une forte reconnaissance vers Nice. On y trouva l'ennemi en force; cependant nous avons gagné du terrain sur la gauche du Var, et l'ennemi nous y laisse établir. Le général Mélas était hier à Nice, car il écrit de là au général Suchet, en lui envoyant un parlementaire pour un objet assez insignifiant. Il serait fort heureux pour l'armée de réserve qui arrive sur ses derrières, qu'il se fût laissé retenir à sept à huit marches du Pô, par la petite gloriole de dater du quartier-général de Nice. Les renforts arrivent, nous pouvons avoir maintenant sur la ligne du Var 7 à 8000 hommes, sans compter les colonnes mobiles; on ne tardera pas à tâter encore l'en-

fisse en sorte de pénétrer. Arrivé ici, Suchet trouva ma situation délicate; depuis le 9 rien ne passait. Un capitaine du génie de ma connaissance, un adjudant-général, parent du premier consul, Corse et pratique de la mer, s'offrirent pour y aller. Le général Suchet les a expédiés tous deux séparément, pour porter l'avis verbal dont j'étais chargé. Il y a donc plus de probabilité de succès que si j'y fusse allé moi-même, et je ne me suis pas exposé à donner aux Anglais l'occasion de taxer les officiers français de déloyauté. J'ai déjà prévenu de tout cela le ministre Carnot; et s'il fallait, à ce sujet, un mot d'explication auprès du citoyen Lacuée, j'ai voulu, mon cher camarade, vous mettre à même de le donner, persuadé que vous me rendrez avec plaisir ce service, de concert avec le citoyen Collignon et le camarade Attert à qui je vous prie de dire de ma part mille choses honnêtes et affectueuses.

N'ayant pas ordre de m'arrêter ici davantage, je prendrai sous deux ou trois jours les dépêches du général Suchet, et partirai pour aller vous joindre. J'ai voulu acquérir autant que possible la certitude morale que les officiers partis pour Gênes y étaient parvenus, et voir un peu ce que devenait la position critique où j'ai trouvé les débris de cette armée. C'est ce qui

gauche du Var, où l'ennemi avait d'abord ses avant-postes et où il laisse les nôtres s'établir depuis hier. Le général Mélas se trouvait hier à Nice, car il en écrit au général Suchet, en lui envoyant un parlementaire pour un objet d'échange assez insignifiant. Sa présence ferait supposer des forces assez considérables. Cependant leur immobilité d'après notre mouvement d'hier, attesterait leur faiblesse ou au moins leur irrésolution. Nous nous félicitons en tout cas d'avoir près de nous le général autrichien et une partie de ses forces. Il y a sept marches, au moins, d'ici au Pô, et cet éloignement du centre des opérations de l'armée de réserve ne peut qu'être favorable au coup décisif qu'elle va frapper.

Le général Saint-Hilaire est arrivé ici avant hier. Les renforts arrivent successivement, mais faiblement ainsi que les moyens de transport. Nous devons avoir près de 8000 hommes, et l'on ne tardera pas à tâter de nouveau l'ennemi. Mais avant de s'engager dans ces montagnes désolées, on veut s'assurer des subsistances, et c'est là la partie difficile.

Nous ignorons ce qui se passe dans la vallée de Barcelonnette. Les troupes qui peuvent être dans cette partie, dans le cas de notre retour à l'offensive, contribueraient fort à inquiéter la retraite

A Saint-Laurent du Var, le 3 prairial an VIII, à 11 heures du soir (23 mai 1800.)

PASCAL VALLONGUE, CHEF DE BRIGADE DU GÉNIE, AU MINISTRE DE LA GUERRE.

Je n'ai pu profiter du courrier du 1er de ce mois, parce que, comme j'avais l'honneur de vous en prévenir par ma lettre du 29, j'avais été, dès le 30, visiter la gauche de la ligne avec le général Suchet et le général du génie Campredon. Nous avons été jusqu'à Malaussene. Il y a là un pont sur le Var, qui, dans cette gorge étroite, n'a pas plus de 26 toises de largeur. Nous avions rompu ce pont; le général Suchet en a ordonné le rétablissement, dans la nuit du 1er au 2, en conséquence des ordres qu'il expédiait au général Garnier, qui commande dans cette partie, de passer ce pont avec 2,500 hommes, et de se porter sur Utell en s'emparant des ponts sur la Tinca et la Vesubia. Son intention était de menacer les troupes qui sont à Nice d'avoir leur retraite coupée ou vivement inquiétée. Ce qui le décida à ce mouvement est la grande probabilité de cette retraite, d'après ce qui se passe sur les derrières de l'ennemi, et la mauvaise garde apparente des rives du haut Var, où nous n'avons

sieurs pièces de 16, un canon de 24, un mortier, dirigés contre la frégate qui s'approche à bonne portée. L'ennemi paraît avoir porté à cette attaque onze bataillons de grenadiers dont quatre étaient destinés à emporter à la baïonnette la tête de pont, et à nous forcer ainsi à rompre cette communication afin de retarder notre retour à l'offensive dans le cas de leur retraite. Cette opération manquée a donné une nouvelle vigueur à nos troupes, qui, instruites déjà du succès de nos autres armées, brûlent d'y répondre.

L'ennemi est resté tranquille toute la nuit. Ce matin, il a montré des travailleurs que quelques coups de canon ont dissipés; ses pièces n'ont répondu que quelques coups et se taisent depuis quatre heures. Nos tirailleurs se sont avancés, et leurs troupes ne paraissent plus que sur la crête des hauteurs. Elles ont fait une coupure sur la route, disposition défensive contre notre artillerie légère et contre notre cavalerie qui, depuis l'arrivée du 10e de hussards, peut être de 800 hommes. Deux déserteurs arrivés ce matin disent qu'il ne reste plus que cinq bataillons; que le bruit a couru parmi eux que leur opération d'hier avait réussi, que le pont avait été coupé, et que le quartier-général du général Mélas était à Coui, qu'ils ne croyaient pas à l'ar-

nouvelles de la gauche, parce que le temps pluvieux empêche de se servir de télégraphes ; il sait seulement que le général Garnier a passé hier le pont de Malaussene.

A Saint-Laurent du Var, le 7 prairial an VIII de la république française, à 3 heures après-midi. (27 mai 1800.)

P. VALLONGUE, CHEF DE BRIGADE DU GÉNIE, AU MINISTRE DE LA GUERRE.

Hier, vers les cinq heures du soir, l'ennemi a attaqué la tête de pont; il avait une vingtaine de bouches à feu sur les hauteurs qui sont en face et à environ 500 mètres de l'ouvrage, plusieurs du calibre de 17 et de 13. Après avoir vivement canonné jusqu'à neuf heures, il a ensuite tiré à mitraille ; et, sur les dix heures du soir, deux colonnes de grenadiers hongrois ont marché avec de grands cris sur les retranchements. Cinq d'entr'eux ont percé la première ligne d'abattis, et se sont fait tuer sur le bord du fossé; mais la contenance de nos troupes, la vivacité de notre feu d'artillerie et de mousqueterie, ont encore cette fois déconcerté le projet de l'ennemi qui a fait les plus grands efforts devant ce faible ouvrage défendu par nos braves.

en mer trois vaisseaux compris la frégate et trois bâtiments légers.

Salut et dévouement respectueux,

PASCAL VALLONGUE.

A Marseille, ce 3 floréal an VIII.
(23 avril 1800.)

FERRIÈRE, EX-AIDE-DE-CAMP DU SÉNATEUR CASABIANCA, EMPLOYÉ AU CABINET TOPOGRAPHIQUE DU MINISTÈRE DE LA GUERRE, AU CITOYEN CARNOT, MINISTRE DE LA GUERRE.

Citoyen ministre,

J'ai l'honneur de vous informer que votre prédécesseur me fit partir de Paris le 4 germinal, avec douze cent mille francs, en traites, destinés pour l'armée d'Italie, et qu'il me chargea de prendre, tant en route qu'à l'armée, tous les renseignements qui pourraient lui en faire connaître la situation sous les rapports administratifs et militaires; il m'ordonna de me rendre à Marseille, au retour de ma mission près le général Masséna, et d'y prendre connaissance des moyens qui devaient être employés

rendre promptement à Marseille pour y remplir la dernière partie de ma mission et prier de sa part le général Franceschi de presser les envois de grains, attendu qu'il en manquait absolument pour la subsistance des troupes qui occupent la rivière et les hauteurs de Nice jusqu'à Finale.

C'est auprès du général Suchet que j'acquis la certitude de la cessation absolue de tout service, depuis le 1^er^ germinal, par la compagnie Antonini. Je sus que le citoyen Flachat, agent principal de cette compagnie, étant arrêté à Gênes, le général en chef avait envoyé à Marseille le général Franceschi, sous-chef de l'état-major général, avec tous les pouvoirs nécessaires pour assurer la subsistance de l'armée, et l'ordre exprès de s'emparer de tous les grains qui pouvaient avoir été arrêtés et achetés par la compagnie Antonini et par tous agents ou correspondants faisant pour son compte.

Je suis arrivé hier matin à Marseille, et j'ai été témoin des difficultés sans nombre que le général Franceschi a continuellement à vaincre, depuis son séjour ici, pour remplir la mission dont il est chargé. C'est par ses soins que l'armée se trouve alimentée; il lui a expédié vingt-cinq mille quintaux de blé et trois mille quintaux de légumes sur divers bâtiments dont six

tances n'étant aucunement assurées, le soldat, qui se bat chaque jour et ne reçoit souvent qu'un sixième de pain pour toute nourriture, meurt d'inanition ou se traîne à l'hôpital, où il languit encore quelques jours, et périt infailliblement faute de secours.

Les hôpitaux militaires sont tellement dénués de médicaments, que les pansements des blessés se font avec de l'eau chaude et de la charpie, et que les fièvreux et autres malades, ne recevant aucune espèce de soulagement, sont évacués dans un tel état de faiblesse, qu'ils meurent sur la route; j'en ai compté onze qui ont péri de cette manière, depuis Albenga jusqu'au Port-Maurice. Le linge et les lits manquent aussi; enfin ce service essentiel est tellement négligé dans toutes ses parties que les malades, privés de secours, sont entassés sur de la paille très rarement renouvelée, et périssent victimes de la cupidité ou de l'impéritie des entrepreneurs et agents chargés de ces différentes fournitures. Je sais de plus que les hôpitaux qui devaient être établis sur différents points, ne sont pas ouverts, parce que les entrepreneurs ont intérêt à ménager les frais d'administration, et trouvent mieux leur compte en resserrant leurs établissements, et entassant tellement les malades, que l'épidémie les moissonne continuellement.

quarante mille, ont aussi péri en partie dans les dépôts, faute de fourrages; cette ressource pour la remonte est ainsi devenue presque nulle, tandis qu'elle a été infiniment onéreuse au trésor public qui a, pour ainsi dire, payé comptant au prix de l'expertise, puisque les bons de fourniture de chaque cheval ou mulet sont recevables en acquit des contributions de l'année courante.

Je sais, citoyen ministre, que le général Suchet vous a expédié un courrier extraordinaire pour demander des renforts en hommes; ce secours est véritablement indispensable pour sauver l'armée d'Italie, mais il deviendrait illusoire et même nuisible si l'on ne s'occupait, avant de le mettre en mouvement, d'assurer sa subsistance tant en route qu'à sa destination.

Je me propose, citoyen ministre, de quitter Marseille le 5 pour me rendre près de vous et recevoir vos ordres ultérieurs.

Salut et respect.

FERRIÈRE.

cette armée malheureuse, semblaient promettre à l'ennemi de nouveaux succès, et lui donnaient l'espérance de porter sa ligne sur le Var, d'occuper avec très peu de troupes des positions qui, le rendant maître de cette partie des Alpes, lui ouvrissent le port de Gênes, et le missent dans le cas de porter la majeure partie de ses forces sur le Rhin. C'est dans cette espérance, que nous cachant son but réel et ses forces, il ne forma que de très faibles cantonnements en Piémont, mit de très fortes garnisons dans les places, afin de nous tenir dans la sécurité. Quinze jours avant de commencer son mouvement, il eut l'air d'évacuer la rive droite du Pô. A cet effet, il porta ses bagages sur la rive gauche, et fit faire des contremarches à ses troupes. Les ordres furent donnés si à propos, que, le 10 germinal, le général Mélas se trouva à la tête d'une armée de 54,000 hommes, se porta sur Finale pour s'emparer des hauteurs de Santo-Giacomo, et lui, à la tête de 26,000 hommes, il marcha droit à Savone. On ne peut s'empêcher d'admirer l'ordre, la promptitude, et surtout le secret avec lequel ces difficiles mouvements furent opérés.

Le Monte-Facio, Santo-Giacomo et Savone furent bientôt le fruit de ces sages dispositions. Il fallut céder au nombre, et l'aile droite, forte

de 14,000 hommes fut séparée du corps commandé par le lieutenant-général Suchet. L'ennemi n'obtint ce succès qu'en perdant beaucoup de mo[illegible] le terrain fut disputé pied à pied. Le [illegible]nant-général Soult se porta à la divis[illegible] qui défendait Savone, et le général en [illegible]éna soutint les efforts de l'ennemi dans [illegible]t. Telle était notre situation le 16, au ; le 17, la 3e division se replia en bon ordre [illegible]sus d'Arbissola ; et le général Masséna, la tête de la 1re, reprit le Monte-Facio, et prit 900 hommes commandés par le colonel d'Aspre : qui fut lui-même prisonnier. Le 18 se passa en observation de part et d'autre. Le 19, la Bochetta fut tournée et prise à dix heures ; le chef de brigade Rey, qui la commandait et qui la perdit, fut destitué sur les rapports que firent de lui le lieutenant-général Soult et le général Spital, commandant la brigade.

Le général en chef, après avoir rectifié la position de la 1re division, rassembla 6000 hommes, et marcha à l'ennemi, après s'être assuré de la vallée de la Polecevra et du Bissagno. Le 20, à midi, nos troupes rencontrèrent l'ennemi qui était prêt à arriver sur les hauteurs de Valagio. Elles le gagnèrent de vitesse et prirent les positions. L'ennemi fit les plus grands efforts pour nous en chasser, et quoique son

nombre allât croissant jusqu'à 10,000 hommes, jusqu'au soir ses efforts furent vains. Une colonne de 25,000 hommes, commandée par l'adjudant-général Pacheux, n'eut point de part à l'affaire. Elle fut mal dirigée et n'arriva qu'à six heures du soir. Cet adjudant-général fut destitué à la tête des troupes. 1000 hommes commandés par le général en chef soutinrent le feu de dix mille Autrichiens. L'ennemi, qui était en masse, fit des pertes horribles. Nous perdîmes dans cette occasion plus de 500 hommes. Le brave général Gardanne eut son cheval tué et fut lui-même blessé dangereusement, l'adjudant-général Campana reçut deux coups de feu. Deux aides-de-camp du général en chef furent dangereusement blessés, ainsi que quatre adjoints à l'état-major. Le général Mélas commandait en personne les troupes autrichiennes, et quoique la position fût enlevée le soir, cette journée est des plus glorieuses pour les armes de la république. La bravoure y suppléa au nombre. Je ne dois pas oublier que la compagnie des gardes à pied du général en chef fit des prodiges de valeur et perdit quarante hommes. Comme il était à craindre que l'ennemi, profitant de l'avantage que lui avait donné son grand nombre, ne jetât des troupes dernière nous, et ne vînt se mettre entre la

ville et nous, le lieutenant-général Soult fut envoyé à la Véria, avec 5000 hommes pour couvrir notre droite; il avait en présence le général Saint-Julien qui commandait un corps de 7000 hommes. Il l'attaqua avec impétuosité, lui coupa sa colonne en deux, lui fit 2,500 prisonniers, lui prit cinq drapeaux. Cette journée est des plus glorieuses pour le général Soult, tant par le nombre d'hommes qu'il vainquit, que par la sagesse des dispositions et l'intrépidité de l'exécution. Depuis le 20 jusqu'au 26, ce ne fut qu'un combat continuel. Les troupes montrèrent le plus grand courage, et soutinrent avec résignation les fatigues et le manque de subsistances; toujours dans la neige, et dans les montagnes, il était infiniment difficile, dans une armée qui n'avait point de moyens de transport, d'alimenter des troupes qui se battaient journellement, et qui se multipliaient par la rapidité des marches; le général en chef, toujours infatigable, se trouva partout, et courut, le 20, les plus grands dangers. Il fut obligé de se faire jour plusieurs fois. Il fallut songer à la défense de cette ville, d'une enceinte de six milles, et pour laquelle il est militairement prouvé qu'il faut 18,000 hommes de garnison. L'infatigable activité de nos chefs tint place du nombre, et Gênes fut à l'abri des efforts multipliés de l'en-

nemi qui, avec six cents échelles, tenta plusieurs fois inutilement l'approche de ses murs; les combats toujours meurtriers lui coûtèrent beaucoup; trois, très vifs, se donnèrent jusqu'au 10 floréal. Ce jour, l'ennemi avait concerté une attaque générale, et voulait, au prix des plus grands sacrifices, s'emparer des forts qui dominent la place, livrer un assaut, ou nous forcer à capituler. L'attaque commença avant le jour, l'ennemi la fit avec trois colonnes, forte au moins chacune de 1000 hommes. Il s'approcha du Diamant et du fort de Richelieu. Malgré un feu très vif de notre part, la communication fut quelque temps coupée avec ces forts. Le général Hohenzollern les somma de la manière la plus menaçante; mais il trouva partout des officiers dignes du choix que le général en chef avait fait d'eux. Une colonne forte de 6000 hommes nous prit de vive force la position importante des *Deux-Frères* et le vieux fort Naty; notre situation était embarrassante, il fallait reprendre les positions, ou se rendre dans 24 heures. Tout fut disposé pour l'attaque, les colonnes furent formées et confiées à des chefs connus par leur talent et leur bravoure, le feu devint très meurtrier; la résistance fut opiniâtre, le succès long-temps douteux, mais enfin la baïonnette décida l'affaire en notre faveur. L'ennemi eut dans cette jour-

est encore dangereusement blessé. Un brouillard très considérable et une grosse pluie survinrent, ce qui ralentit l'attaque : le lieutenant-général Soult la ranima, rallia les troupes et fit de nouveaux efforts pour emporter la position ; elle allait être le prix de son courage, lorsqu'il reçut un coup de feu qui lui cassa la jambe. Il resta au pouvoir de l'ennemi ainsi que son frère, son aide-de camp et son officier de correspondance. Les troupes, découragées par de si grandes pertes, ne purent enlever la position, et la retraite s'opéra en bon ordre : l'adjudant-général Huard fut blessé dans cette journée.

Le manque de subsistances, qui se fait sentir de la manière la plus cruelle, fit ralentir les attaques, et tourna toute la sollicitude du général en chef du côté de l'administration. Les habitants éprouvaient les mêmes besoins que l'armée ; on commença dès-lors à manger des chevaux, et à sentir toutes les horreurs de la famine la plus effrayante. Journellement nos moyens de subsistances diminuaient ; il fallut faire un pain composé ; on y employa l'amidon, le son, l'avoine et la graine de lin ; les derniers jours on fut obligé d'y mettre du cacao, ce qui lui donnait un corps huileux, pesant et désagréable.

Le général Masséna, qui savait que le général

Bonaparte passait les Alpes pour tomber en Lombardie, sentait trop combien il était important de tenir l'ennemi en haleine pour ne pas le harceler continuellement; aussi fit-il de nouveaux efforts pour empêcher qu'il ne portât des forces au pied du mont Saint-Bernard ; il savait que l'armée de réserve devait venir à Y[illegible] le 1er prairial; il fit de nouvelles sor-[illegible]s qui, quoique trop faibles pour nous dé-[illegible]quer, coûtaient beaucoup à l'ennemi: nous [illegible]i faisions journellement des prisonniers. Jusqu'au 8, il y eut encore deux ou trois combats peu meurtriers. L'avantage nous resta presque toujours. Le 8, le général Masséna, qui avait appris que l'armée du général Bonaparte était en Piémont, et qui craignait que l'ennemi ne l'amusât avec peu de monde, fit sortir une partie de la garnison du côté du levant, poussa son attaque, fit soixante-dix-sept prisonniers, et se convainquit que l'ennemi avait encore au moins trois mille hommes sur ce point, et afin qu'il ne pût dégarnir son aile droite, il fit une démonstration d'attaque. Nous lui fîmes croire que nous venions faire une trouée sur ce point, nous avons su qu'il fit des dispositions en conséquence de ce que nous voulions qu'il crût.

Les Anglais, qui voulaient hâter la reddition de la place, jetèrent, la nuit, des bombes et

des obus, et continuèrent le feu pendant plusieurs jours ; ils espéraient que les habitants feraient un mouvement en leur faveur, mais ils se trompèrent: la bonne police, les proclamations du général en chef, et la persuasion firent qu'ils ne tentèrent rien : je dois aussi rendre justice à la très grande majorité des Génois.

Quand nous avions des succès, nous étions applaudis avec enthousiasme. Nos blessés étaient portés avec soin. On leur distribuait du vin et toutes sortes de soulagement; la moindre de nos pertes les affligeait, ils ne craignaient rien tant que l'entrée de l'ennemi. Le général Mélas avait reçu de Vienne l'ordre impératif de prendre Gênes. Le succès n'y était pas même mis en doute, ce plan était l'ouvrage du général Kray. Il avait assuré que quinze jours suffiraient pour ce mouvement, et quoique Mélas vît avec peine qu'il devait exécuter le plan d'un autre, il n'en mit pas moins la plus grande opiniâtreté à prendre Gênes. Quand on lui parlait d'une armée descendant les Alpes, il disait qu'il ne prenait pas le change, que nous voulions faire une diversion, mais qu'il persistait à ne pas lever le siége. Cette opiniâtreté fut la première cause de ses revers, et je crois pouvoir prouver que la résistance de Gênes, et sa chute même, furent, par le concours des circonstances, l'élément de nos succès en Italie.

Il résulte de nos opérations que l'ennemi laissa 15,000 hommes devant Gênes; qu'il mit à découvert toutes les places du Piémont, et qu'il perdit le fruit de la campagne précédente; il nous abandonna huit drapeaux et plusieurs pièces de canon. La garnison fit aussi de grandes pertes; et il est difficile de décider ce qui est le plus digne d'admiration de ses faits militaires, ou de la constance avec laquelle elle supporta les fatigues d'un long siége et le manque de subsistances. Cette constance se ralentit dans les derniers jours, environ deux cents hommes passèrent à l'ennemi; mais si l'excès de la misère en fut la cause, il n'est pas douteux qu'ils ne rejoignent leurs drapeaux à la première occasion. Sur dix-neuf officiers-généraux qui étaient dans la ville, quatre furent tués, blessés ou faits prisonniers; sur quarante officiers d'état-major, vingt-sept le furent également. La plupart des chefs de corps furent tués ou blessés dans plusieurs affaires. Les officiers se sacrifièrent pour donner l'exemple à des soldats, qui, quoique pleins d'honneur, ne pouvaient marcher de faiblesse.

Si je voulais parler des causes de la reddition de Gênes, il faudrait m'écarter de mon sujet, et entrer dans des détails qui ne sont point de mon sujet : je me contenterai de dire que des four-

nisseurs infidèles et la cupidité de certains hommes en est la cause première ; je peindrai sous les couleurs les plus hideuses Flachat, qui après avoir reçu de fortes avances du gouvernement vint à l'armée sans argent, sans crédit et sans moyens administratifs. Gênes, par son commerce, le grand nombre de magasins de grains qu'elle renferme dans les temps ordinaires, ne devait point ressentir les horreurs de la famine, si on n'eût mis des entraves au commerce, si l'infidélité des fournisseurs de l'armée n'eût forcé les officiers-généraux qui étaient dans la rivière, à s'emparer des bâtiments marchands pour nourrir leurs troupes. Ces moyens tout indispensables qu'ils étaient, n'en ont pas moins porté le dernier coup au commerce, et affamé l'armée dans Gênes. D'un autre côté, la caisse n'ayant pas pu acquitter les dettes que l'on avait fait pour du grain, pendant le commandement du général Championnet, la méfiance a dû naître, le crédit s'est perdu, et cette ville, quoique défendue par dix mille braves, a dû ouvrir ses portes à l'ennemi.

Au quartier-général de Modane, le 10 floréal an VIII.
(30 avril 1800.)

, GÉNÉRAL DE BRIGADE, AU MINISTRE DE LA GUERRE.

Citoyen ministre,

reçois aujourd'hui, 9 floréal, la lettre que
s m'avez fait l'honneur de m'écrire à la date
minal dernier, je m'empresse de vous
le rapport que vous me demandez, en le
it remonter à l'époque de mon arrivée au
tier-général de la 9e division de l'armée.

Le 11 germinal, j'arrivai à Saint-Jean de Maurienne pour prendre le commandement de la 9e division active. La 104e demi-brigade de ligne, qui occupait la Maurienne, forte d'environ 2,500 hommes, avait reçu l'ordre d'en partir sans le moindre retard pour se rendre à marches forcées à l'aile droite de l'armée en passant par le Galibier, Briançon, etc. Ce mouvement s'opéra le 11 et le 13, malgré les difficultés du passage qui étaient telles qu'il y périt deux officiers et onze soldats.

Il n'est pas inutile d'observer ici que le général Kister que je remplaçais, avait conçu les

plus vives inquiétudes au départ de la 104e demi-brigade, et qu'il avait témoigné en présence de quelques personnes son impatience de me voir arriver, en disant : « *Si le mont Cénis doit être pris, je ne veux pas que ce soit pendant que je commande la division.* »

Il ne restait plus pour garder le mont Cénis et les différents cols aboutissant du Piémont dans la Maurienne, que 223 hommes de la 15e demi-brigade d'infanterie légère. 152 étaient placés sur le mont Cénis, avec 53 canonniers sans armes.

Effrayé de ce dénûment, j'en écrivis de suite au général Thurreau, en lui observant que l'ennemi n'attaquerait probablement pas le mont Cénis de front, mais que, surmontant les difficultés de la saison, il pouvait le tourner, enlever les hommes, piller les magasins, détruire les ouvrages, emmener notre artillerie et se retirer de suite, car je prévoyais bien qu'il ne s'y établirait pas ; malheureusement mes prédictions se sont vérifiées et avec elles celles du général Kister et de tous ceux qui connaissaient notre dénûment et qui savaient combien l'ennemi était exactement servi par ses espions.

J'ordonnai sur-le-champ à la 21e demi-brigade placée en Tarantaise, forte de 123 hommes, de se rendre, en doublant les marches, à Saint-

Jean de Maurienne ; elle ne put y arriver que le 18

s reçu le 16, à neuf heures du matin,
e du chef de l'état-major de l'aile gau-
faire partir sans le moindre délai la
i-brigade, j'en joins ici la copie certi-
conforme. Ce départ devenait pour moi un
sujet d'inquiétudes, mais présumant
mouvement tenait à quelques opérations
éral Thurreau, que j'imaginais vouloir fixer
ıui l'attention de l'ennemi, et mettant tout
voir à obéir, je donnai au général Brenier,
mmandant en Tarentaise, l'ordre de m'en-
yer 150 hommes de la 12e demi-brigade de
ıe ; j'écrivis en même temps à l'adjudant-
général Boyer, commandant à Chambéry, qu'il
me fit passer au moins 100 hommes. Je me bor-
nais à ce nombre parce que je savais qu'il n'y
avait que très peu de troupes dans cette place ;
je fis d'autre part une circulaire très pressante
à toutes les administrations de la Maurienne,
pour qu'elles eussent à mettre sur pied la garde
nationale, en leur disant, pour ne point semer
l'épouvante, que des opérations militaires exi-
geaient le déplacement momentané de la ma-
jeure partie des troupes de la vallée, en ajou-
tant qu'on allait m'envoyer de nouvelles troupes,
et que, jusqu'à ce qu'elles fussent arrivées, j'a-

vais besoin du secours des gardes nationales respectives : telles étaient les expressions de ma circulaire.

Ne consultant que mon zèle pour la chose publique, je monte à cheval sur les deux heures de l'après midi, et j'arrive à dix heures du soir à Lanslebourg. Je voulais, par ma présence, tranquilliser le général Davin, sur le mouvement de la troupe, prévenir toutes les difficultés qui auraient pu s'opposer à son exécution, et activer la mise en activité de la garde nationale.

Le 17, 500 prisonniers autrichiens arrivés la veille à Lanslebourg, devaient être rendus ce même jour aux avant-postes de l'ennemi d'après un ordre formel de la commission d'échange ; j'aurais pu faire descendre ce jour même les cent cinquante-deux hommes qui gardaient le mont Cénis, je crus qu'il était prudent de les y retenir, pour ne pas faire connaître notre faiblesse sur ce point important, et je recommandai à l'officier chargé de l'échange de mettre à profit le séjour de quelques instants qu'il ferait à la Novalaise, pour examiner, s'il était possible, les positions de l'ennemi, connaître sa force, et prendre auprès des habitants du pays tous les renseignements qu'il pourrait recueillir, et me faire part du résultat de cette mission

secrète à son retour. Je fis descendre le même
lu mont Cénis, le citoyen Caffe qui y
1 onctions de commandant temporaire.
Je nne à ce commandant connaissance de
dr lu départ de la 15e demi-brigade légère,
je fais part des mesures provisoires que
venais de prendre pour l'aider à garder ce
e en cas de surprise; je lui recommande
yer la plus grande surveillance pour
ler nos forces, et de faire usage de tous
moyens possibles pour dérober à l'ennemi
connaissance de notre faiblesse sur ce point,
surtout de multiplier les petits postes d'ob-
vation; il remonte le soir même au mont
is, en me donnant l'assurance qu'il va s'oc-
r des dispositions que je lui ai prescrites;
mais il est à remarquer qu'ayant rencontré dans sa route le détachement de 25 hommes qui avait escorté les prisonniers autrichiens, et que je lui avais ordonné de retenir sur le mont Cénis, il garda le plus profond silence et les laissa passer outre. Ce détachement étant descendu à Lanslebourg, et ne pouvant remonter de suite au mont Cénis, à raison de la fatigue excessive qu'il venait d'éprouver, je renvoyai l'exécution de ce mouvement rétrograde au lendemain à la pointe du jour. L'ordre fut textuellement exécuté, et c'est à quelques hommes de

ce détachement échappés à la poursuite de l'ennemi, qui vinrent nous avertir de son arrivée, que nous avons dû de n'avoir pas été enveloppés dans Lanslebourg.

Depuis trois jours l'ennemi était en marche pour cette opération, sur laquelle on m'a assuré que le commandant du mont Cénis avait des notions certaines, mais dont il ne m'a point parlé dans notre entrevue. Une colonne de 1,200 hommes était partie de Suze et s'était placée, le 17 au soir, au pied du petit mont Cénis, poste qu'il nous était impossible de garder à cause de la grande quantité de neiges, mais où l'on allait faire des reconnaissances quand le temps le permettait, c'est-à-dire quand les neiges pouvaient porter.

Le 18, l'ennemi arrive au grand mont Cenis, sur les quatre heures du matin ; il se divise en trois colonnes, quand il est parvenu à la hauteur du lac. Tous les postes sont enveloppés dans le même instant ; le commandant est fait prisonnier en sortant du lit, il n'avait pas prévenu les canonniers du mouvement de la 15e demi-brigade, la seule troupe qui gardait les postes, un seul coup fut tiré par la sentinelle, qui fut égorgée de suite.

Après cette première opération de l'ennemi, une colonne reste sur le mont Cenis, pour y

la correspondance par le Galibier était si difficile, que je n'ai reçu que le 22 sa première lettre dans laquelle il me témoigne sa surprise d'avoir appris l'occupation du mont Cénis par le major Merko, commandant les troupes ennemies, avant que je lui en eusse donné la nouvelle. Il m'annonce dans cette lettre qu'il doit attaquer l'ennemi le 21 dans la vallée d'Oulx ; je n'avais alors que deux cents et quelques hommes, qui avaient été continuellement en mouvement.

J'apprends en effet que le 21 l'ennemi avait été poussé dans la vallée d'Oulx, jusqu'à Gravières, mais qu'ayant reçu des renforts, nous avions été forcés de nous replier sur Exiles et Salbertrand, et qu'ayant attaqué à son tour le général Thurreau, celui-ci avait été obligé de retirer d'Exiles ses postes avancés.

Le passage du Galibier étant toujours extrêmement difficile, la correspondance entre le général Thurreau et moi se faisait mal ; il se plaignait de mon silence, était inquiet sur mon compte, lorsque je l'étais encore plus moi-même, quand je me voyais dans un dénûment pareil à celui où l'on me laissait.

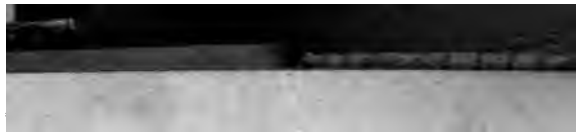
Enfin, le 25, étant parvenu à réunir 300 et quelques hommes, je donne l'ordre de monter au mont Cénis le 26 au matin, d'y attaquer l'ennemi et de tenter tous les moyens pour

s'emparer de ce poste. Je m'étais rendu à Lanslebourg, ce jour même. J'apprends que mes troupes n'avaient rencontré qu'un poste ennemi à la grande croix et qu'il s'était retiré à leur approche. Je fis occuper tous les postes et je laissai au mont Cénis l'adjudant-général Flavigny pour y commander.

Je me suis renforcé depuis cette époque de divers morcellements de troupes. Ma force est aujourd'hui d'environ 600 hommes, ce qui est bien insuffisant pour garder le mont Cénis et tous les défilés aboutissant dans la Maurienne, surtout depuis que les troupes de la 8e division ont été obligées de se retirer dans la vallée de Cezane.

Je puis être tourné de plusieurs points. La Tarantaise est également ouverte à l'ennemi de toutes parts et plus faiblement gardée encore que la Maurienne; le Faucigni est aussi dégarni de troupes et sans moyens de défense. On m'annonce des troupes depuis plusieurs jours, je n'en vois point arriver. Cependant l'ennemi se renforce sur tous les points de ma ligne.

Je ne puis accuser de la prise du mont Cénis les troupes que je commandais, puisqu'ayant été retirées des postes, et se trouvant dispersées dans des maisons isolées, elles se disposaient à partir au moment où elles ont été envelop-



pées; mais la faute en est seule à l'ineptie du commandant Caffe, qui n'a pas l'ombre de son métier et dont la réputation n'est pas bonne.

Voilà, citoyen ministre, l'exposé des faits tels qu'ils se sont passés. L'officier parlementaire chargé de l'échange des prisonniers, le seul individu duquel j'espérais obtenir des renseignements sur la position de l'ennemi, ayant été retenu contre le droit de la guerre et des gens, il a été fait tout ce qu'il était possible de faire; je joins ici copie de son rapport, et de la réponse que fit à ma lettre le commandant ennemi.

J'ai l'honneur de vous observer que le citoyen Depottre, chef de brigade commandant l'artillerie de la division, m'a constamment suivi, et qu'il a apporté autant de zèle que d'activité dans toutes les opérations dont je l'ai chargé. Il avait fourni au commandant Caffe les moyens nécessaires pour l'enclouement des pièces; mais la manière dont il s'est laissé surprendre ne lui a permis ni de les enclouer, ni de les précipiter dans les ravins formés par la cascade de la Cinisia.

Notez que l'ennemi était si certain de la pleine exécution de son opération que la co-

lonne qui est montée de la Novalaise, avait à sa suite environ 300 mulets destinés à transporter les effets des magasins et de l'artillerie. Il n'a couché qu'une nuit à Lanslebourg, laissé un poste au mont Cénis, et est redescendu à Suze.

VALETTE.

FIN DU SIXIÈME VOLUME.

STANFORD UNIVERSITY LIBRARIE
STANFORD AUXILIARY LIBRARY
STANFORD, CALIFORNIA 94305-6(
(650) 723-9201
salcirc@sulmail.stanford.edu
All books are subject to recall.
DATE DUE